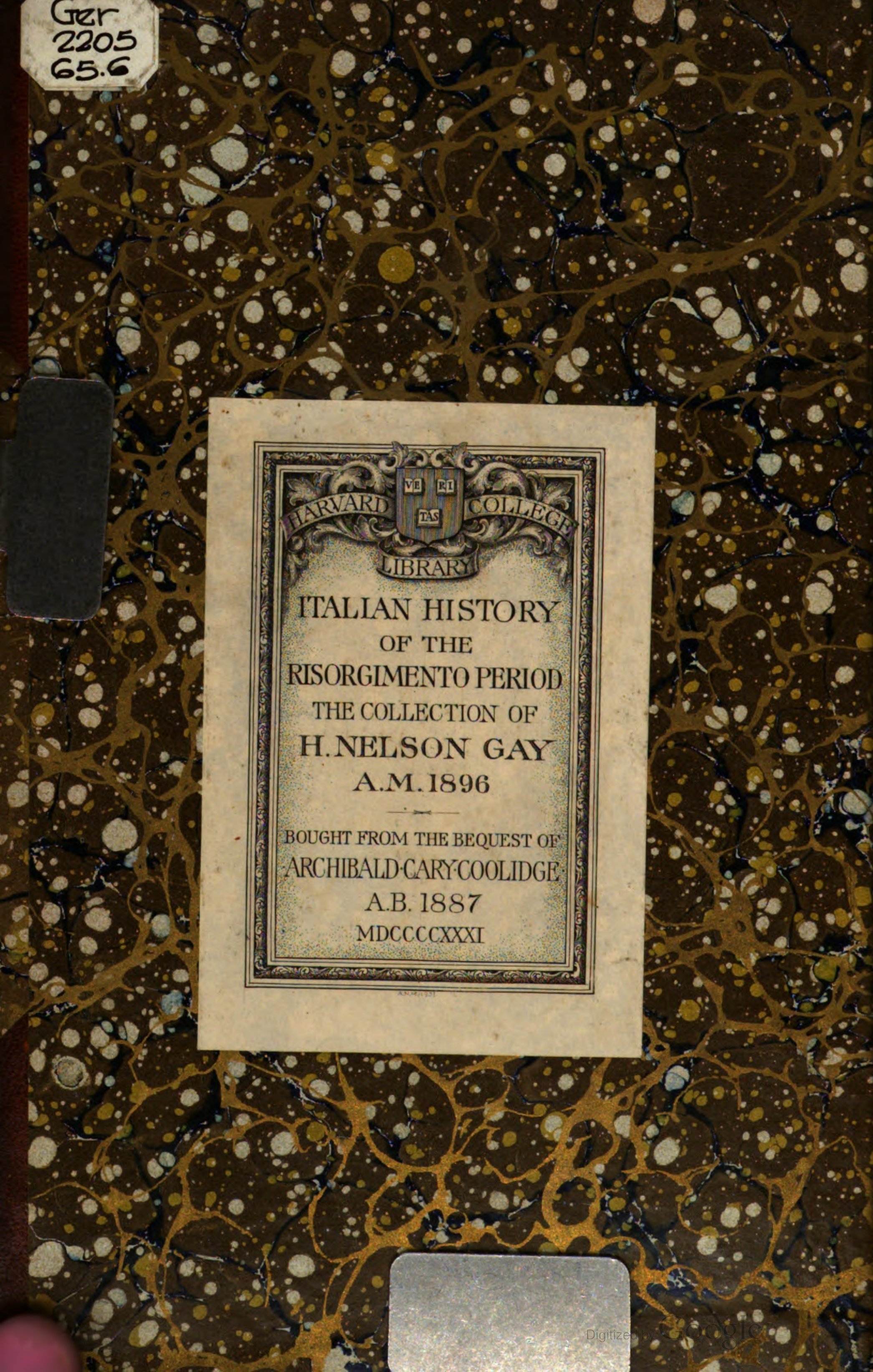
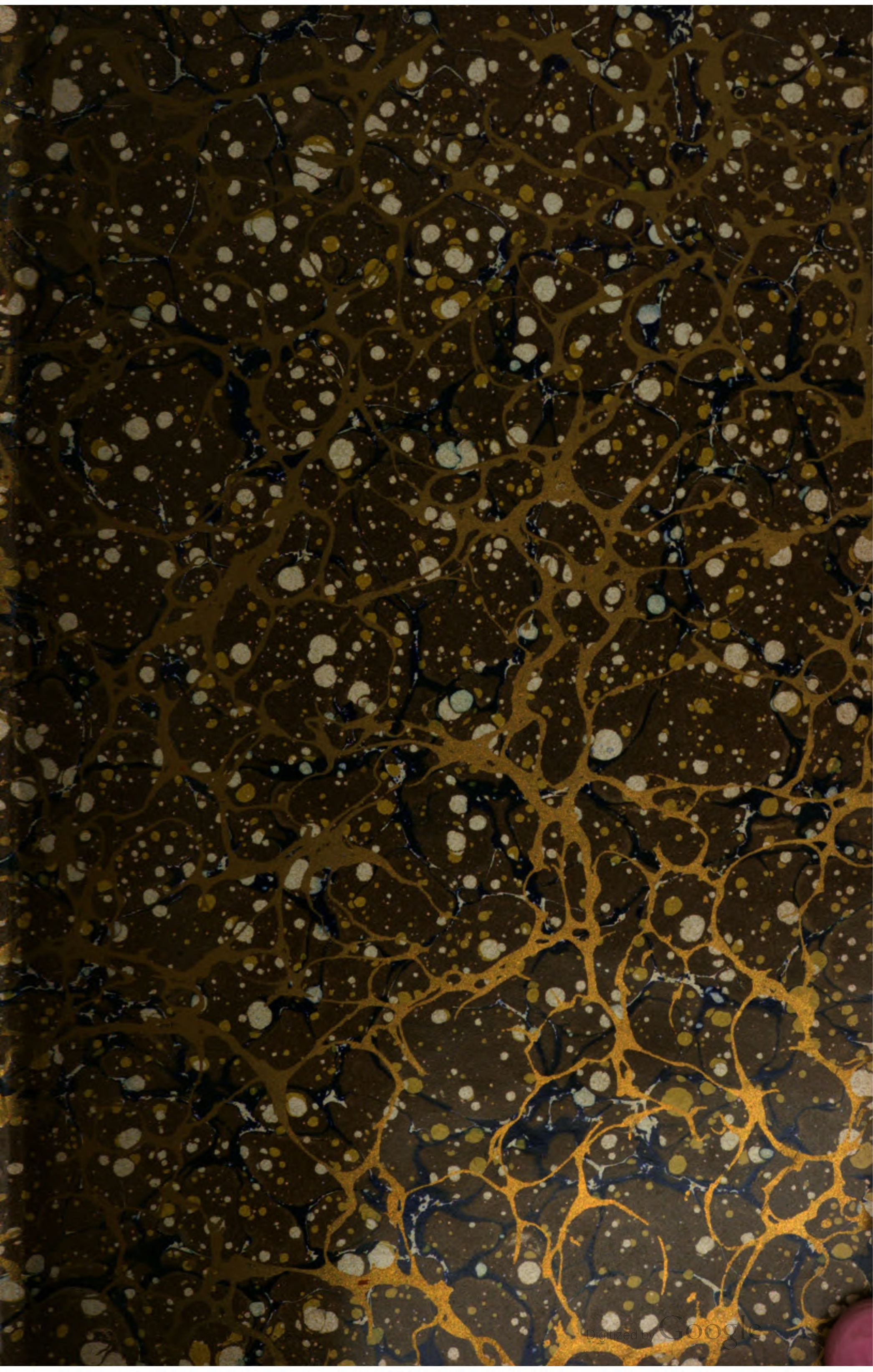




Ger
2205
65.6
VE RI TAS
HARVARD COLLEGE
LIBRARY
ITALIAN HISTORY
OF THE
RISORGIMENTO PERIOD
THE COLLECTION OF
H.NELSON GAY
A.M.1896
BOUGHT FROM THE BEQUEST OF
ARCHIBALD·CARY·COOLIDGE
A.B.1887
MDCCCCXXXI
Digitized by Google



Germany.

BISMARCK
ET
SA FAMILLE

IMPRESSIONS ET SOUVENIRS
1846-1872

PAR

ROBERT DE KEUDELL

ANCIEN AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A ROME

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR

E.-B. LANG

Agrégé de l'Université, Professeur à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr
et au Lycée Janson de Sailly



PARIS

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

Librairie Paul Ollendorff

50, CHAUSSÉE D'ANTIN, 50

1902

BISMARCK

ET

SA FAMILLE

1846-1872

BISMARCK

ET

SA FAMILLE

IMPRESSIONS ET SOUVENIRS

1846-1872

PAR

ROBERT DE KEUDELL

ANCIEN AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A ROME

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR

E.-B. LANG

Agrégé de l'Université, Professeur à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr
et au Lycée Janson de Sailly



PARIS

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

Librairie Paul Ollendorff

50, CHAUSSÉE D'ANTIN, 50

1902

IL A ÉTÉ TIRÉ A PART

DIX EXEMPLAIRES SUR PAPIER DE HOLLANDE

NUMÉROTÉS

AVANT-PROPOS

Les contemporains ne voient plus dans le prince de Bismarck que le Chancelier impérial, chargé de gloire et d'années. Les témoins et collaborateurs immédiats de ses travaux de député, d'agent diplomatique et de jeune ministre, ont successivement disparu presque tous, sans laisser à ce sujet de renseignements écrits. A moi s'imposait donc la tâche de raconter ce que j'ai vu à cette époque dans sa maison et à son service. De nombreuses notes sont venues au secours de ma mémoire. On me pardonnera d'avoir inséré dans ce récit quelques extraits de discours politiques connus, en considérant que j'ai voulu donner à une jeune génération, moins bien informée, une idée aussi nette que possible du génie particulier de cet homme prodigieux.

La récente publication des lettres du prince à sa fiancée et à sa femme m'encourage à révéler, à mon

tour, mes souvenirs de la princesse, et à éditer une partie des trésors épistolaires qu'elle m'a laissés. Ces lettres de la noble femme éclairent maint recoin obscur de la vie de son mari, et inspireront à plus d'un cœur une vénération profonde.

ROBERT DE KEUDELL [1].

Charlottenbourg, 20 septembre 1901.

[1] L'auteur de ce livre, jadis conseiller à l'Office des affaires étrangères à Berlin, fut, comme tel, le confident de Bismarck. Ami et commensal de la famille, il s'attacha à la fortune de son chef, et fut nommé en 1872 ministre à Constantinople, plus tard ambassadeur à Rome.

NOTE DU TRADUCTEUR.

BISMARCK ET SA FAMILLE

I

A BERLIN ET EN POMÉRANIE (1846-1853)

C'est en août 1846 que je vis pour la première fois M. de Bismarck-Schönhausen.

Mlle de Puttkamer-Reinfeld, qui se maria avec lui l'année suivante, m'avait, lors d'un court passage à Berlin, invité par écrit à lui donner une séance, à elle et à quelques amis, à cinq heures de l'après-midi, dans le salon de Kisting, facteur de pianos alors célèbre.

Entre les fenêtres, il y avait un canapé et quelques chaises, et devant, en biais, assez près pour que je pusse voir les auditeurs en jouant, le piano.

A ma droite, à la première fenêtre, était assise Mlle de Puttkamer, sur le canapé M. de Blankenbourg, le futur leader des conservateurs au Landtag. Il me salua en vieille connaissance, nous nous étions en effet déjà rencontrés en Suisse. Près de lui, sur le canapé, se trouvait sa jeune femme, d'une beauté surprenante, et à côté de celle-ci, à la seconde fenêtre, dans un fauteuil, en pleine lumière, M. de Bismarck, qui tenait le dé de la conversation. Le timbre moelleux de sa voix de baryton me caressait l'oreille. Des cheveux blonds, coupés à la Titus, et une barbe courte encadraient son visage souriant ; sous des

sourcils broussailleux, ses yeux, très saillants, lançaient de clairs rayons. Il avait l'air jeune, mais les allures d'un homme fait.

Après quelques morceaux d'introduction, je jouai du Beethoven, sur la demande de Mlle de Puttkamer. M. de Bismarck se rappela, qu'étant étudiant, il avait longtemps habité sur le même palier avec un Courlandais, comte Alexandre Keyserling, lequel lui avait souvent fait entendre de la musique de Beethoven, qui lui plaisait tout particulièrement. Là-dessus je jouai une longue sonate (Fa mineur), et à la finale, d'un mouvement très passionné, je vis une larme briller dans l'œil de Bismarck.

Peut-être qu'un souvenir l'émouvait, car jamais depuis je n'ai constaté que la musique eût sur lui un effet de cette puissance.

Étant ministre, il dit un jour, après l'audition de cette même sonate : « Ce sont comme les luttes et les sanglots de toute une vie ; » à ce moment-là il ne dit rien. Je jouai un autre morceau reposant, et allai m'asseoir auprès d'eux.

Le hasard amena la conversation sur la rigidité du sentiment de l'honneur chez les Allemands. Bismarck nous raconta une anecdote à ce sujet. « Un étudiant de Göttingue, des mieux doués, paria le soir, entre deux verres de vin, qu'il galoperait dans un ruisseau sur son pur sang noir, jusqu'à la roue tournante d'un moulin, et qu'il sauterait par-dessus.

« En vain nous nous efforçâmes, le lendemain, de le dissuader, il voulut à toute force exécuter ce pari extravagant. Il croyait son honneur engagé. Un grand nombre de ses amis se réunirent au moulin. Le beau cheval arriva au petit galop par le bief jusqu'à la roue écumeuse. Sans

hésiter il porta son cavalier sur la roue et dans le fond; mais ni l'un ni l'autre ne s'en releva. »

Après un court silence, Mme de Blankenbourg prit la parole avec une grâce aimable, pour me raconter leurs amusements musicaux des derniers jours. Ils avaient fait un voyage de quelques jours dans le Harz avec plusieurs membres des familles de Mittelstædt et de Wangemann, tous bons chanteurs, et on avait chanté à quatre voix dans maints beaux endroits.

Lorsqu'on s'en alla, pour souper à l'hôtel, M. de Bismarck me demanda : « Êtes-vous des nôtres? » J'étais empêché, malheureusement.

J'avais fait la connaissance de Mlle de Puttkamer-Reinfeld une année auparavant, en Poméranie. Elle était en relations d'amitié avec Anna de Blumenthal-Quackenbourg, dont la mère, sœur de ma mère à moi, vivait depuis son veuvage dans la petite ville poméranienne de Stolp.

J'avais étudié quelques années à Berlin, et étais entré ensuite au tribunal de cette ville. J'avais passé mes vacances dans ma ville natale, dans la Prusse orientale; en retournant à Berlin, je fis une visite à ma tante, et dans sa maison je rencontrai Mlle Jeanne de Puttkamer, jeune dame qui était l'objet, de la part de ses proches et de ses amies, d'une quasi-adoration.

Fille unique de parents pieux, elle avait reçu une éducation très soignée. Elle avait treize ans quand le feu éclata dans l'habitation de Reinfeld. A cette occasion, elle montra plus de sang-froid que tous les autres habitants de la maison, et sauva de sa propre main les objets les plus précieux. Le bruit s'en répandit dans toute la contrée. En grandissant, elle conquit les cœurs par sa gracieuse modestie et sa vaillante franchise.

Les traits de son visage n'étaient pas d'une beauté régulière, mais d'éloquents yeux bleus leur donnaient une animation singulière; ses cheveux étaient d'un noir d'ébène.

Elle avait un talent particulier pour la musique. Sans avoir reçu de bonnes leçons, elle jouait une foule de morceaux par cœur, et notamment des airs populaires, avec une expression naturelle.

Sa sensibilité musicale était extraordinaire. Ennemie jurée de l'emphase et de la trivialité, une musique passionnée l'empoignait, et elle ne se lassait pas de l'écouter. Comme dans sa retraite champêtre les morceaux nouveaux manquaient, je me chargeai volontiers de lui envoyer régulièrement d'une bibliothèque de Berlin ce dont elle avait besoin.

Bientôt après, elle vint un jour à Berlin avec sa mère, et fit une visite à ma mère, chez laquelle je demeurais. Je conduisis ces dames chez Kisting et leur fis entendre son meilleur piano. L'été suivant, M[lle] de Puttkamer me présenta à ses amis, comme je l'ai raconté plus haut. Mes envois de cahiers de musique se poursuivirent avec régularité, jusqu'en juillet 1847, moment où elle quitta la maison paternelle. En janvier avaient eu lieu ses fiançailles.

Vingt ans plus tard, Bismarck parlait un jour de l'impression que sa personne avait faite sur les dames du voisinage de Reinfeld, auxquelles il fut présenté à l'improviste comme *fiancé de Jeanne.*

« Cette ribambelle de cousines se montra fort vexée de n'avoir pas eu vent de la chose, et exprima nettement son opinion par ces mots : *Nous n'en voudrions pas, mais il est très distingué.* Or, un propriétaire poméranien n'est guère plus distingué que l'autre ; mais on avait entendu

dire que j'allais à la cour, ce qui me donna du relief dans ce coin perdu. »

Ces paroles complétèrent un renseignement que j'avais recueilli quelques jours après les fiançailles.

Les cousines et amies de la fiancée se montraient sérieusement inquiètes de son union projetée avec un homme que, depuis des années, on appelait en Poméranie *ce toqué de Bismarck*. On avait entendu dire que *sa situation était très embarrassée, et qu'il n'était précisément pas homme à arranger ses affaires, toujours par voies et par chemins, occupé de tout autre chose que de ses biens*. Mais on trouvait une fiche de consolation dans ce fait que sa personnalité produisait l'impression du plus haut loyalisme.

*
* *

Peu de temps après ces fiançailles parut le décret royal convoquant les états des différentes provinces de la Prusse en un *Landtag commun* (Vereinigter Landtag).

Le roi Frédéric-Guillaume III avait, à plusieurs reprises (1815, 1820, 1823), manifesté l'intention de restreindre l'omnipotence de la Couronne au moyen d'assemblées générales, notamment (1820) pour les cas de nouvelles charges financières. Mais sous son règne on n'organisa légalement que des conseils d'arrondissement et des états provinciaux.

La révolution de juillet en France, et ses contre-coups en Pologne, en Belgique et dans quelques états de l'Allemagne, augmentèrent à Berlin l'hostilité contre l'octroi d'une constitution.

Après l'avènement du roi Frédéric-Guillaume IV, le

peuple s'agita presque partout en faveur de la réalisation de ces vœux politiques. Mais tandis que les assemblées provinciales de Prusse, Posnanie et Prusse rhénane pétitionnaient à toute occasion pour l'octroiement des États généraux promis, les Landtags de Brandenbourg et de Poméranie déconseillaient la mesure avec insistance.

Pendant plusieurs années le roi se tint sur une réserve plutôt hostile. Mais un emprunt devint nécessaire pour une ligne de chemin de fer destinée à relier la Prusse orientale à Berlin. Sinon un emprunt, tout au moins une garantie d'intérêts par l'État. Les deux mesures se trouvèrent inexécutables sans l'autorisation des États généraux, prévue dans la loi du 17 janvier 1820. On crut écarter cette difficulté en réunissant les États provinciaux à Berlin.

Bismarck avait été élu suppléant d'un député de la noblesse de Saxe ; il comptait passer le printemps, non à Berlin, mais à Reinfeld. Il se trompait. Le député fut empêché, son suppléant dut occuper en avril son siège au Landtag et trouva, le 17 mai, l'occasion de prendre part aux débats.

Bismarck raconta ces débuts, plusieurs années après, de la façon suivante :

« Le Landtag avait, pour différents motifs, repoussé une proposition de loi sur les banques. Le député de Saucken y revint deux jours après, et affirma que la législature ne marchait pas, vu que le peuple manquait de confiance dans le gouvernement qui, en convoquant le Landtag, n'avait pas rempli sa vieille promesse d'États généraux. On n'avait qu'à se reporter par la pensée à 1813 ; à cette époque le peuple se leva tout entier, par reconnaissance pour la législation libérale de 1807 .

« Moi, je répliquai : « Beaucoup d'autres et moi-même « nous avons voté contre la loi des banques pour des rai- « sons économiques et non politiques. Je proteste contre « cette opinion, qui attribue le mouvement populaire « de 1813 à d'autres mobiles qu'à la colère provoquée « par la honte de la domination étrangère ; c'est rendre « un mauvais service à l'honneur national, que d'admettre « que les sévices subis de longues années par les Prus- « siens n'ont pas suffi à faire bouillir leur sang et enflam- « mer leur haine. »

« Je fus souvent interrompu par de bruyants murmures. Deux orateurs approuvèrent Saucken, en ajoutant que je n'avais pas le droit d'en parler, n'étant pas encore né en 1813.

« Lorsque je remontai à la tribune, je fus salué par des clameurs peu flatteuses. Je tournai le dos à l'assemblée, tirai le journal de Spener de ma poche, et lus tranquillement jusqu'à ce que le bruit s'apaisât.

« Puis je dis sèchement : « Je ne puis pas contester « le fait qu'en 1813 je n'étais pas encore en vie. J'ai tou- « jours vivement regretté de n'avoir pu prendre part au « mouvement de cette époque ; mais mes regrets ont été « atténués par la leçon peu édifiante d'aujourd'hui. »

« Je quittai la tribune : nouveau tapage.

« Bientôt après, un de mes parents, plus âgé que moi, me dit à table : « Tu avais parfaitement raison ; mais on « ne dit pas de ces choses-là. — Je répondis : Du moment « que tu partageais mon opinion, tu aurais dû m'appuyer. « Ta croix de fer seule m'empêche de te faire des re- « proches sanglants. »

Bismarck ajouta :

« Le courage sur le champ de bataille est chez nous

vertu commune ; mais il n'est pas rare de trouver que le courage civil manque à des gens fort honorables. »

« Cette première aventure sur le terrain parlementaire accrut ma combativité et ma haine des phrases creuses et des clichés populaires. »

Cet exposé des incidents du 17 mai 1847, écrit après une narration entendue dans l'été de 1864, concorde dans ses traits essentiels avec le compte rendu sténographique ; s'en écarte un peu la courte allusion à ces mêmes incidents, que l'on trouve dans les *Pensées et Souvenirs* (I, p. 18), dictés presque trente ans après.

Après avoir pris la présidence du ministère, Bismarck, accablé par une masse d'affaires tous les jours nouvelles, ne cessa de déployer une féconde activité dans toutes sortes de créations et de projets. Son génie, avide de progression, ne s'arrêtait pas sur les petits détails du passé. Cela explique selon moi que, malgré l'excellence de sa mémoire, dès 1866 il y eut des lacunes dans ses souvenirs ; il ne paraissait pas en avoir conscience, parce que son infatigable imagination mettait toujours à sa disposition des images pour boucher ces trous. Une fois, dans l'automne de 1868, il se plaignit lui-même des défaillances de sa mémoire. A Varzin, le hasard lui avait fait remettre la main sur un paquet de lettres d'un Anglais, et il n'arrivait pas à se rappeler le personnage.

D'après le témoignage de Blankenbourg, son voisin, M. de Bülow-Kummerow, connu alors comme écrivain politique, s'exprima ainsi sur les incidents du 17 mai 1847 :

« Je croyais Bismarck intelligent, je ne conçois pas qu'il ait pu se ridiculiser de la sorte ! » Blankenbourg répliqua :

« Moi, je trouve qu'il a eu raison, et suis heureux qu'il

ait flairé le sang. Bientôt vous entendrez le lion rugir de tout autre façon. »

En effet, dès les semaines suivantes, Bismarck déploya un grand talent d'orateur et d'homme d'État, et défendit avec adresse ses convictions, antipathiques à la majorité.

Le Landtag refusa l'autorisation d'emprunt qu'on lui demandait pour la ligne de l'Est, parce qu'on ne lui accorda ni l'examen de la situation financière en général, ni la périodicité des séances. Bismarck, avec le baron Othon de Manteuffel, fut le chef de la minorité qui voulait autoriser l'emprunt. Il faut dire qu'il ne partageait nullement l'avis d'une foule de Poméraniens et de Marchois, que les États généraux seraient une calamité pour le pays, mais il ne voulait pas importuner la Couronne. « En Angleterre, disait-il, en 1688, en France en 1815, le peuple a été en situation de donner la couronne, et d'y mettre des conditions ; mais en Prusse l'autorité du monarque est absolue depuis des siècles ; et du moment que la Couronne a cédé de son plein gré quelques droits politiques dans l'intérêt du pays, on peut avoir confiance, et espérer qu'elle continuera dans cette voie...

« Les vues sont diamétralement opposées en ce qui concerne la nature de ces droits ; mais il faut se garder d'extirper et de jeter cette fleur de confiance, comme une mauvaise herbe. »

Je puis ajouter que moi, élevé dans les idées en faveur dans la Prusse Orientale, je désirais la Constitution si souvent promise, dans l'intérêt du développement normal de notre vie politique ; aussi je regrettais profondément, malgré mon admiration pour son talent, que Bismarck eût pris cette posture. En se ralliant à la majorité, il eût

rendu ses motions irrésistibles, du moins à ce qu'il me semblait.

Mais cette hypothèse était une erreur. Car, en admettant même que Bismarck eût pu concilier cette alliance avec ses convictions, Manteuffel et les autres membres de la minorité n'eussent pas suivi le néophyte.

Aujourd'hui, mon avis est que cette attitude de Bismarck au Landtag eut son utilité politique, en ce qu'elle a provoqué la confiance particulière dont l'honora le roi les années suivantes, au grand profit du pays. S'il avait été de la majorité en 1847, il est vraisemblable qu'il n'aurait pas pu, dans l'automne de 1848, composer le ministère Brandenbourg-Manteuffel, ni obtenir en 1851 le poste de Francfort, qui devait le préparer à résoudre le problème de la mission de la Prusse en Allemagne.

Au commencement de septembre 1847, son voyage de noces l'amena à Venise, où se trouvait par hasard le roi, qui l'invita aussitôt à sa table.

***

Quelques semaines auparavant, je vins dans la région de la Poméranie où Bismarck avait demeuré de 1839 à fin 1845, et où il était encore revenu souvent, après avoir pris possession de sa terre patrimoniale de Schönhausen, dans la Vieille-Marche, jusqu'à ce que ses biens de Kniephof et Jarchelin fussent affermés (fin 1846).

Le président du tribunal suprême de Cœslin, originaire de la Prusse Orientale, m'avait invité à faire, sous sa direction, les travaux pratiques qui devaient clore les épreuves de mes examens de juge, pour me faire arriver au but plus vite que ce n'était possible à Berlin.

Sur la route de Berlin, j'allai voir un de mes frères, depuis peu de temps capitaine au régiment de uhlans en garnison alors à Treptow (maintenant à Thorn), et je restai quelques semaines chez lui.

Presque chaque jour nous allions à cheval aux bains de mer de Deep, à l'embouchure de la Réga, où je voyais souvent le Landrat de l'arrondissement, M. de Marwitz-Rützenow. Cet homme aimable et intelligent se plaisait à m'entendre au piano, et me récompensait à l'occasion par des détails circonstanciés sur *Othon Bismarck*, qui avait été son condisciple à Berlin, et avait demeuré dernièrement, pendant plusieurs années, dans le district voisin de Naugard.

Il me raconta ce qui suit :

« Quand, après une longue course par de mauvais chemins, j'arrivais à Kniephof, on me servait une petite collation; il sortait le porter et le vin mousseux de l'armoire, et posait les bouteilles devant moi, en disant : « Help yourself. » Pendant que je me restaurais, il disait un tas de choses intéressantes. Il avait voyagé en Allemagne, en Angleterre, en France, et lisait énormément, surtout des œuvres historiques. Il aimait aussi à se plonger dans des cartes de détail, surtout de l'Allemagne, et dans la vieille *Géographie* de Busching, vingt volumes qui contiennent des données complètes sur la plupart des pays de l'Allemagne. Il connaissait la production, la superficie et même la valeur pécuniaire d'un très grand nombre de propriétés en Poméranie, dans la Vieille-Marche et dans le Brandenbourg.

« Il aimait aussi parler politique. Ses paroles sentaient parfois l'opposition, parce que la marche traînante des affaires dans les conseils des gouvernements d'Aix-la-Cha-

pelle et de Potsdam avait le don de l'agacer. Mais son cœur de soldat se manifestait à toute occasion.

« L'année passée, plusieurs messieurs, entre deux âges, ne cachaient pas leurs sympathies pour les Polonais révoltés; lui riposta que ces Posnaniens auraient dû être châtiés comme traîtres et infidèles à leur serment.

« Dans les premières années de sa jeunesse il voulait être soldat, mais sa mère préférait le voir un jour conseiller d'État. Pour lui faire plaisir, il passa plusieurs années dans les services administratifs et judiciaires, mais ne put y prendre goût. Après la mort de sa mère, il vint dans notre région, et goûta à grands traits la liberté de la vie des champs.

« Il était heureux de recevoir des visites; quand on repartait, il reconduisait ses hôtes jusqu'au delà des limites de ses terres. Pour se distraire, il vint une fois à Treptow, et fit assez longtemps fonction de lieutenant de réserve chez les uhlans. Cette vie de camaraderie lui allait.

« C'était un cavalier des plus téméraires ; il fit des chutes fréquentes, une si dangereuse, qu'un autre que lui n'en serait pas sorti vivant; mais son tempérament d'hercule résistait à tout.

« La plupart des visites, même à de grandes distances, il les faisait à cheval, et répandait une grande animation dans la contrée.

« C'était un chasseur émérite et souvent le roi de la chasse. A Kniephof, le dîner de chasse se faisait sans luxe, mais nous restions à fumer et à boire, d'ordinaire fort avant dans la nuit. Bismarck était grand buveur, mais jamais personne ne l'a vu ivre.

« Un soir, je voulus aller en voiture, avec un ami, de Regenwald à Naugard. Il était déjà tard quand nous tra-

versâmes Kniephof, et nous résolûmes d'y passer la nuit. Bismarck nous reçut très amicalement, mais nous dit qu'il ne pourrait pas nous tenir compagnie le lendemain, parce qu'il lui fallait partir pour Naugard à sept heures. Nous avions la même intention. Il nous pria instamment de ne pas partir si tôt, mais finit par dire : « Bon! du moment « que vous y tenez, je vous éveillerai à six heures et demie. »

« La nuit était assez avancée quand il nous conduisit à notre chambre. Avant de s'endormir, mon compagnon me dit : « J'ai bu plus que d'habitude, et je voudrais faire « un somme complet demain. — Ce n'est pas possible, lui « dis-je ; il est convenu que Bismarck viendra nous tirer « des draps à six heures et demie. — C'est ce que nous « verrons, » dit l'autre ; il ferma la porte à clef et la barricada d'une lourde armoire, qu'il eut toutes les peines du monde à déplacer. A six heures et demie il faisait déjà jour. Bismarck appelle à la porte : « Êtes-vous prêts? » Pas de réponse. Il appuie en vain sur le loquet, enfonce la vieille porte à coups de pied, mais l'armoire l'arrête. Bientôt après, il crie dans la cour : « Êtes-vous prêts? » Pas un mot. Aussitôt deux coups de pistolet retentissent, les vitres tombent en éclats, les balles s'enfoncent dans le plafond au-dessus de la tête de mon compagnon, et le plâtre tombe sur son lit. Celui-ci renonce à la lutte, noue une serviette à sa canne, et exhibe le tout à la fenêtre, en signe de capitulation. Bientôt après nous fûmes en bas. Bismarck nous accueillit au déjeuner avec son habituelle amabilité, sans souffler mot de sa petite victoire.

« Je fus une fois, plus tard, à la chasse à Kniephof avec plusieurs personnes de ma connaissance. Les ablutions indispensables après la chasse durèrent assez longtemps chez nous. Nous entendîmes, à de courts intervalles, cinq

coups de pistolet; les balles pénétrèrent dans les croisillons des fenêtres. Othon s'amusait à nous taquiner. Personne ne songeait qu'il pourrait manquer son coup et frapper l'un de nous, car nous connaissions son infaillible sûreté de main ; mais ces coups de feu eurent pour effet d'accélérer sensiblement notre toilette pour le dîner. Puis il y eut une séance dure. Le lendemain, nous ne trouvâmes pas notre amphitryon au déjeuner, le crûmes encore dans les bras de Morphée, et partîmes en sourdine, pour ne pas arriver trop tard à la partie de chasse chez des voisins assez éloignés. Othon vint à notre rencontre en riant ; pour nous surprendre, il avait pris les devants sur son cheval favori Caleb, grand bai brun aux rapides foulées.

« C'est à cause de ces farces qu'on le nommait alors *ce toqué de Bismarck;* mais nous savions bien qu'il était beaucoup plus malin que nous tous ensemble.

« Il y a assez longtemps de cela, il fit un jour 63 kilomètres sur Caleb, pour aller danser le soir à la station balnéaire de Polzin, et y faire la connaissance d'une jeune dame fort entourée. Il lui fit la cour, parut lui plaire et pensa aux accordailles. Le jour suivant, il renonça à cette idée, parce qu'il reconnut que le caractère de la dame ne cadrait pas avec le sien. D'une humeur massacrante, il partit à la nuit pour rentrer. En galopant à travers bois, Caleb tomba dans un large fossé. Bismarck fut lancé la tête la première contre une butte, et demeura quelque temps évanoui. En revenant à lui, il vit au clair de la lune son fidèle Caleb debout à ses côtés, se remit en selle et rentra au pas.

« Après cet accident, qui l'avait, de son propre aveu, quelque peu secoué, on n'entendit presque plus parler de lui pendant quelque temps.

« Le vieil ami d'études de Bismarck, Blankenbourg-Zimmerhausen, avait épousé à l'automne de 1844 une ravissante jeune femme, fille de M. de Thadden-Trieglaff. Bismarck se montra souvent chez les Blankenbourg et les Thadden. Dans ces maisons soufflait un esprit de vraie dévotion qui paraissait beaucoup lui convenir.

« Malheureusement, à la fin de l'automne 1846, mourut Mme de Blankenbourg. Bientôt après, Bismarck afferma ses biens de Poméranie. Nous en eûmes la mort dans l'âme. Mais nous espérons le revoir ici de temps en temps. Il a épousé, il y a quelques semaines, une jeune fille du pays, Jeanne Puttkamer. »

Ainsi bavardait Marwitz. Toutes ces historiettes m'ont été racontées plus tard encore par d'autres Poméraniens, en majeure partie par Bismarck en personne, avec les mêmes détails.

Poussé par Marwitz, j'allai voir à cette époque Blankenbourg, le veuf en deuil. Cet ami de Bismarck était aussi intarissable à son sujet.

« Je l'ai connu dans son enfance ; nous étions voisins ; ses parents habitaient alors Kniephof. Plus tard, nous fûmes condisciples pendant quelques années à Berlin, au collège du Couvent-Gris. Il me faisait dès lors l'effet d'un être énigmatique ; jamais je ne le voyais travailler, mais souvent se promener, et pourtant il savait toujours tout, et avait toujours fini ses devoirs. Puis nous fûmes longtemps séparés, jusqu'à ce qu'il revint dans nos parages.

« Il a fait de l'agriculture pendant plusieurs années, mais n'en retira pas grande satisfaction ; dans l'hiver 1843-1844, il essaya encore une fois d'un emploi du gouvernement à Potsdam ; il y avait déjà travaillé comme référendaire. La

tentative ne réussit pas. Ses chefs l'ennuyaient, la lenteur des affaires l'exaspérait. Le premier président, bureaucrate laborieux de la vieille école, ne se sentait pas de sympathie pour ce commis original. Celui-ci écrivit un jour de sa plus belle main une ordonnance qui commençait par ces mots : « J'ai déjà vu bien des choses dans ma vie, mais pas encore un référendaire avec 63 arriérés de comptes. » Cité à comparaître pour recevoir une semonce, Bismarck parla tranquillement des irrigations *sur ses terres* et d'autres innovations agricoles. Il eut raison de ne pas moisir à Potsdam. De retour à Kniephof, il trouva l'occasion de suppléer longtemps son frère, landrat du cercle de Naugard, et se tira fort bien d'affaire.

« Après mon mariage[1] il vint souvent chez nous. Nous lisions très régulièrement Shakespeare ensemble. Il sentait que notre existence était rendue heureuse par la foi, et fit des efforts sérieux pour y parvenir. Je lui donnai mainte lecture édifiante ; mais il me répéta plusieurs fois qu'il n'arrivait pas à se convaincre. J'avais presque renoncé à tout espoir, quand il vint me dire un jour que c'était chose faite. Dieu l'avait terrassé et fortement secoué. La foi lui était venue, et il le confessait avec joie.

« Ma femme et moi, nous fûmes profondément émus de ce miracle. Nos relations avec Bismarck devinrent encore plus intimes.

« Au commencement de l'année passée il dit une fois :
« L'agriculture ne m'occupe pas assez ; l'année prochaine
« je voudrais avoir une femme ou une fonction. » Sa prière a été exaucée ; il a trouvé une femme exquise, et conquis

[1] Le mariage de M. de Blankenbourg avec M[lle] Marie de Thadden fut célébré le 4 octobre 1844 à Trieglaff, et non en avril 1846, comme le dit Poschinger (*Nouveaux propos de table,* vol. II, p. 1).

un poste politique éminent, qui lui donnera peut-être plus à faire qu'une fonction d'État. »

Tel est le récit de Blankenbourg.

On sait que Bismarck attesta sa foi évangélique avec joie et courage dans quelques discours parlementaires comme dans un grand nombre de lettres livrées à la publicité. Dans des entretiens particuliers, comme ambassadeur et comme ministre, il déclara plusieurs fois que jadis, avant sa *conversion*, la vie n'avait pas eu de prix pour lui. La foi fait de l'accomplissement du devoir une chose sacrée. A l'époque du conflit constitutionnel, il n'avait résisté à tous les assauts et à tous les dangers qu'en s'appuyant sur l'ancre inébranlable de la foi.

Il souhaitait cette chance de croire à chacun de ses amis, sans s'en informer jamais. Mais un jour qu'un étranger de ses amis reconnaissait ouvertement son manque de foi, il lui dit : « Je vous souhaite de tout cœur que Dieu vous terrasse sans ménagement et secoue tout votre être ; cela pourrait vous rendre service. »

*
* *

Dans l'hiver de 1847-48, Blankenbourg vint une fois au comice agricole de Cœslin et me fit faire la connaissance de deux personnes : de son beau-père, M. de Thadden-Trieglaff, dont je ne pouvais me lasser de contempler la belle tête, et du futur chef de l'extrême droite, M. de Kleist-Retzow, oncle par alliance de Mme de Bismarck. Après la réunion, à laquelle j'assistai comme invité, ces trois messieurs vinrent chez moi pour y entendre de la musique, et racontèrent que les Bismarck vivaient à Schœnhausen, dans les délices de la retraite.

Mars de l'année 1848 amena les tempêtes politiques qui balayèrent en Allemagne tous les ministères, et parurent ébranler plus d'un trône.

Les masses populaires de Berlin entrèrent en fermentation, et s'emportèrent, sans trop savoir dans quel but; on leur fit des concessions solennelles, dont une partie, introduite quelques semaines plus tôt dans la constitution de l'État, l'aurait peut-être protégé contre l'explosion de fièvre révolutionnaire importée d'ailleurs.

Le roi convoqua encore une fois le *Landtag commun* pour fixer les conditions électorales d'une Assemblée nationale prussienne.

Par suite de la mort de ma mère, je me trouvais alors quelque temps à Kœnigsberg, et j'y entendis maint jugement d'hommes libéraux sur Bismarck. On était unanime à reconnaître la dignité des termes par lesquels il avait exprimé dans le Landtag sa douleur au sujet de ce qui s'était passé. Une vive approbation accueillit également dans la province son discours sur une proposition du ministre des finances Hansemann, qui avait demandé un crédit considérable pour relever le commerce et l'industrie. Bismarck regrettait d'y voir l'agriculture passée sous silence, et disait que le ministre semblait avoir considéré les choses plus *à travers les lunettes de l'industrialisme*, qu'avec l'œil clair de l'homme d'État, qui voit avec la même impartialité tous les intérêts du pays.

∴

En juillet 1848, j'eus l'occasion de voir une fois, bien que très rapidement, M. et Mme de Bismarck.

L'Assemblée nationale de Francfort avait suggéré l'idée

de faire des collectes privées pour la création d'une flotte allemande. Saisis d'enthousiasme, deux jeunes gens et moi, nous tentâmes l'innocente entreprise d'affliger de nos concerts, au cœur de l'été, quatre petites villes (Cœslin, Colberg, Rugenwalde et Stolp). Nous envoyâmes les fonds recueillis au comité de la flotte à Stettin (en tout 207 thalers).

Au concert de Stolp, qui eut lieu par une chaude après-midi, vinrent les Bismarck. Ils faisaient une saison dans le voisinage, aux bains de mer de Stolpmünde.

Je fus effrayé à la vue du mari. Un souci douloureux se peignait sur ses traits ravagés, ses cheveux s'étaient éclaircis. Depuis notre réunion chez Kisting il avait beaucoup vieilli. J'avais appris qu'il était de neuf années plus âgé que moi ; il me parut maintenant qu'il y avait toute une génération entre nous.

Après le concert il dit avec une froide politesse : « Il faisait déjà assez chaud, mais vous nous avez échauffés encore davantage. »

Puis les baigneurs de Stolpmünde retournèrent à la plage, moi à la campagne chez des parents.

Dans les premiers jours de 1849 je me rendis à Berlin, pour travailler à la cour suprême. Bismarck ne s'était présenté ni à l'Assemblée de Berlin, ni à celle de Francfort, mais il fut élu à la seconde Chambre après l'octroi de la Constitution prussienne, et vint habiter Berlin avec sa famille, au mois de mars.

J'écrivis à ma cousine, déjà citée comme amie de Mme de Bismarck, que je ne verrais sans doute pas cette famille, si M. de Bismarck ne me donnait pas à entendre, par une visite personnelle, que les relations avec moi lui seraient agréables ; je voulais éviter toute appa-

rence d'importunité à l'égard d'un personnage influent.

Je n'avais pas conscience de l'énormité de cette prétention. Comme d'autres Berlinois de l'époque, je ne savais pas encore qu'on pouvait se dispenser d'une visite par l'envoi d'une simple carte; sans quoi, naturellement, je n'aurais demandé qu'une carte de visite.

Je ne sus pas si ma cousine avait fait la commission; mais, au bout d'un certain temps, Bismarck vint à pied à mon appartement, dans une des dernières maisons de la rue Link; c'était alors une des extrémités de la ville. Il y trouva deux de mes amis, qui attendaient mon retour de la promenade. Ils l'invitèrent à fumer; il resta quelques minutes et parla sans détour de la situation politique avec ces inconnus. Il dit entre autres : « En attendant, il faut que cela aille encore bien plus mal chez nous; des gens comme Kleist-Retzow et moi, l'État ne pourra les employer que dans deux ou trois ans. »

Ces paroles me revinrent à l'esprit, lorsque, deux ans plus tard, Kleist fut nommé à Coblentz et Bismarck à Francfort.

Au printemps 1849, la famille demeurait à l'angle de la Wilhelmstrasse et de la Behrenstrasse. M. et M[me] de Bismarck me firent un accueil amical, et m'invitèrent à venir à la première heure de la soirée, c'est-à-dire avant le commencement des séances des groupes de la Chambre. J'usai de la permission, ordinairement une fois par semaine, et entendis presque chaque fois une déclaration importante. Dans la vaste pièce il y avait un piano droit. Quand le temps et sa disposition d'esprit lui permettaient d'entendre de la musique, Bismarck ne voulait que des morceaux vifs et passionnés. La musique gaie ou calme il la nommait *musique d'avant mars.*

* * *

Les fêtes de mars célébrées dans quelques locaux publics, malgré l'état de siège, donnèrent à Bismarck l'occasion d'adresser à l'extrême gauche une railleuse provocation.

Le 21 mars, il dit dans un discours sur l'état de siège : « On affirme maintenant de ce côté de la Chambre (*côté gauche*), que l'esprit de révolte a complètement disparu. Cependant les incidents du 18 mars de cette année ne sont nullement faits pour confirmer cette assertion.

« Les chants que l'on entonne dans certaines sociétés pour célébrer le 18 mars sont d'une nature encore moins apaisante. Quelques-uns de ce genre me sont tombés entre les mains.

« L'un de ces chants invite les partisans de la liberté à une lutte à mort; il les pousse à se réunir sous le drapeau rouge, dont nous connaissons la signification. Ce drapeau doit être teint dans le sang, après enlèvement de l'or et du noir. Ensuite il y est dit :

Nos couleurs sont vraies,
Nos couleurs sont bonnes,
Nous teignons avec le sang des tyrans !

« Je voudrais demander à cette Assemblée, s'il y a parmi nous des messieurs ayant assisté à des réunions où l'on a chanté des strophes de ce genre, évidemment rédigées pour la circonstance, et s'ils peuvent nous expliquer quels sont les tyrans dont le sang doit fournir la teinture en question. Une réunion de ce genre s'est tenue au *Café de l'Europe*. » (*Coups de sifflets à gauche, bravos à droite. Une voix : Chantez !*)

« Je le sais, messieurs de la gauche, vous ne partagez pas ma façon de voir. Ce n'était d'ailleurs nullement mon intention d'exprimer vos vues, mais les miennes. On ne m'a pas envoyé ici pour exprimer votre opinion. Vos manifestations, vos interruptions ne feront que retarder le débat. Quiconque défend sa manière de voir avec d'autres armes que celles de l'esprit m'oblige à supposer que les armes de l'esprit lui font défaut. Quiconque a encore en réserve des arguments de bon sens me laisse espérer qu'il en usera après moi. Les sifflets et les cris de « Chantez ! » sont déplacés. Je déposerai ici le texte de la chanson pour ceux qui voudront la chanter après.

« Je n'ai donc pas obtenu de réponse à ma question et je passe outre. »

Le petit cercle de libéraux modérés, juristes et littérateurs, que je fréquentais alors, fut ravi de la façon dont Bismarck avait mis au pied du mur les Waldeck, d'Ester et autres, qui passaient pour avoir pris part à ces fêtes de mars. On l'appelait souvent réactionnaire, mais on l'admirait en toute sincérité comme un *gaillard qui avait le diable au corps.*

A cette époque, la constitution de l'empire fut votée dans l'église Saint-Paul à Francfort, à une majorité de quatre voix, grâce à des compromis du parti Gagern avec l'extrême gauche. Une députation de l'Assemblée nationale vint à Berlin offrir au roi la couronne impériale allemande.

La grande majorité des jeunes gens et des politiciens de coterie souhaitait, dans une heureuse insouciance, que l'on profitât de cette occasion pour réaliser l'union des peuples allemands sous l'égide de la Prusse. La plupart ne songèrent même pas à la situation politique exté-

rieure. L'acceptation de la Constitution sous une forme quelconque pouvait amener des guerres avec les souverains allemands, avec l'Autriche, avec l'empereur Nicolas et avec le voisin de l'Ouest, toujours en quête de la rive gauche du Rhin, ainsi que l'échec certain de la Prusse, mal préparée à ces éventualités.

Ces vérités ne furent dites que par quelques observateurs de sang-froid ; entre autres devant moi par deux antipodes politiques : le grand burgrave de Bruneck et le professeur Dirichlet.

Le roi déclina l'offre de la couronne impériale, mais montra en perspective des négociations avec les souverains allemands au sujet de la Constitution.

La Chambre des députés fit quelques tentatives pour obtenir après coup du roi au moins une acceptation conditionnelle de la Constitution.

Lorsque ce sujet fut discuté pour la dernière fois (21 avril), je me trouvais parmi les auditeurs. Bismarck avait proposé l'ordre du jour pur et simple, et appuyé sa motion des arguments suivants :

« La constitution de Francfort apporte le cadeau de la souveraineté du peuple dans le véto suspensif de l'empereur ; si les représentants du peuple prenaient trois fois la même décision, l'empereur aurait cessé de régner. La constitution intronise en outre le suffrage universel, dont la gauche seule profiterait, et le droit absolu de voter le budget à la représentation populaire, qui aurait alors le pouvoir légal d'arrêter la machine gouvernementale.

« La constitution de Francfort demande aussi au futur empereur de créer l'unité de l'Allemagne, par conséquent de traiter en rebelles les princes qui refuseraient de se soumettre. L'empereur pourrait ainsi être mis dans le cas

de convoquer les Bavarois et les Hanovriens à une guerre contre leurs propres rois.

« C'est probablement à cette extrémité que voudraient nous amener ces messieurs du parti révolutionnaire? (*Rires.*) Je n'ai voulu désigner personne dans la salle ; il y en a assez au dehors. » (*Rires.*)

Bismarck continua : « Des porte-parole de la démocratie exigèrent avec emportement que l'empereur créât l'unité de l'Allemagne ; mais notre roi ne peut s'abaisser au rôle de vassal de ces messieurs. La Prusse doit rester la Prusse. Il se peut que la couronne de Francfort soit très brillante, mais l'or qui donnerait de la consistance à cet éclat, ne peut être gagné que par la fonte de la couronne prussienne, et cette transformation ne réussirait pas avec le moule de cette constitution. »

Ce discours prononcé d'une voix calme et claire ne fit aucune impression sur les passions tumultueuses de la majorité.

La commission voulait recommander au roi l'acceptation de la Constitution pour la Prusse et les états y accédant de plein gré. Son rapporteur, baron Georges Vincke, s'oublia jusqu'à traiter d'antédiluviennes les vues de Bismarck.

Mais la majorité dépassa de beaucoup le projet de la commission, en décidant qu'il fallait reconnaître la validité de la constitution achevée par l'Assemblée nationale.

Dans une observation personnelle, Bismarck rappela, avec allusion au terme *antédiluvien*, le point de vue auquel se plaçait encore Vincke huit jours auparavant, et il ajouta : « Il se peut qu'il ait subi un déluge intérieur qui aura balayé ses opinions antérieures; moi, je me suis resté fidèle à moi-même, et j'aime mon point de vue anté-

diluvien encore autant que l'asile dans l'arche de Noé où l'honorable député cherche à caser maintenant ses conceptions. »

Cette observation ne souleva pas les protestations de Vincke, probablement parce qu'elle se fondait sur d'autres termes déjà employés par lui dans un milieu plus intime.

Ses discours à la Chambre ne contiennent point de preuves de son changement d'opinion. Mais le public était hors d'état de vérifier la chose. Partout, même dans les cercles libéraux, l'adroite sortie de Bismarck contre le célèbre Vincke fut accueillie par des acclamations.

La Chambre des députés fut naturellement dissoute à la suite de son vote sur l'acceptation obligatoire de la Constitution de Francfort, et la famille Bismarck quitta Berlin au commencement de mai.

* * *

De cette époque date l'influence politique du général de Radowitz. Je n'ai rencontré cet homme merveilleux qu'une fois, dans une maison particulière, mais je n'oublierai jamais l'effet produit par sa tête splendide. Un front large et haut sous des cheveux gris et courts, des yeux noirs et expressifs, un nez légèrement aquilin, des lèvres serrées, une voix sonore et harmonieuse, apparition imposante et sympathique à la fois.

Radowitz appartenait à l'extrême droite dans l'église de Saint-Paul à Francfort, mais il avait été pénétré de part en part par le feu de l'enthousiasme unitaire. Il rapportait à Berlin cette conviction, qu'on ne réussirait *à clore la Révolution* qu'en satisfaisant la partie légitime des revendications populaires par une fédération d'états éta-

blie sur la base de la constitution francfortoise modifiée, mais qu'une restauration pure et simple de la Confédération allemande constituée depuis 1815 *éterniserait la révolution.*

Ces vues correspondaient au désir passionné du roi d'instituer quelque chose de solide en Allemagne par les voies de la droiture. Par l'entremise du ministre-président, comte de Brandenbourg, Radowitz fut appelé à diriger les négociations engagées avec les autres gouvernements sur la question de la constitution de l'Allemagne.

Lors des désordres à Dresde (commencement de mai), les troupes saxonnes montrèrent qu'on pouvait compter sur elles, mais eurent pourtant besoin de l'aide d'un régiment de Berlin pour prendre le dessus. On redoutait un soulèvement à Hanovre.

C'est dans ces circonstances que fut réalisée, le 26 mai, sur la base du projet de constitution élaboré à Francfort, et modifié, ce qu'on appela l'alliance des trois rois, les autres états de l'Allemagne restant libres d'y accéder.

Cependant, le même jour encore, la Saxe et le Hanovre expédièrent des déclarations longuement motivées, par lesquelles ils se réservaient le droit de se retirer, dans le cas où l'unanimité des princes allemands n'accéderait pas à l'alliance. La teneur de ces déclarations laissait voir clairement qu'il répugnait à ces deux états de se subordonner pour longtemps à la Prusse. Ces documents furent pourtant, comme il est dit dans un rapport officiel, *accueillis avec toute confiance en la loyauté des souverains alliés,* et dans la suite des pourparlers on n'en tint pas compte.

Radowitz avait complètement gagné le comte Brandenbourg à sa politique ; le ministre Manteuffel restait scep-

tique, le général de Gerlach se montrait hostile. Cet homme éminent avait gardé, même dans sa charge d'aide de camp du roi, une rare vigueur d'esprit et l'indépendance du caractère. Il connaissait trop à fond les cours allemandes, ainsi que les grandes cours des voisins de l'Est, pour ne pas prévoir le misérable dénouement de toutes ces négociations sur une Allemagne fédérative.

En été se produisirent des rébellions dans le Palatinat bavarois et dans le pays de Bade; les troupes passèrent souvent du côté des révoltés. Ceux-ci furent en toutes rencontres battus et dispersés par des régiments prussiens.

La Bavière comme le Wurtemberg n'en restèrent pas moins à l'écart de l'alliance des trois rois.

Lorsqu'en août le Landtag prussien se réunit de nouveau, le gouvernement lui fit part en détail de l'état et du résultat des négociations avec les états allemands.

Le rapport complet que Radowitz adressa de vive voix (25 août) à la Chambre des députés produisit une grande impression. A la lecture, ce discours ne faisait l'effet que d'un chef-d'œuvre de style ; mais des témoins auriculaires m'ont raconté que cet homme étonnant, par les inflexions de son débit, avait ému jusqu'aux larmes une foule de députés, et que la grande majorité de l'Assemblée paraissait approuver pleinement sa politique.

Etaient entrés dans l'alliance 18 états ; 7 s'étaient déclarés provisoirement prêts à y accéder ; 7 autres se retranchaient encore dans un mutisme complet.

Le 6 septembre, je courus à la Chambre pour entendre Bismarck ; je voulais me faire une idée nette de la posture qu'il prendrait à l'égard de Radowitz, le favori déclaré du roi.

Les députés avaient été récemment élus par le suffrage

à deux degrés. Le parti démocratique s'était abstenu et n'était donc pas représenté. Mais, même dans cette Chambre composée d'éléments modérés, la grande majorité était animée du désir passionné de voir se réaliser la fédération allemande.

La séance débuta par un rapport de la commission lu par le député de Beckerath. Ce rapport approuvait sans réserve la politique de Radowitz. Deux orateurs moins connus parlèrent ensuite dans le même sens, et Reichensperger, à qui répugnait l'exclusion de l'Autriche, parla contre.

Enfin Bismarck monta à la tribune, comme le faisaient alors la plupart des orateurs, et se trouva ainsi juste en face et tout près du banc des ministres, où étaient assis Brandenbourg et Radowitz.

Après un court exorde il dit : « Ne cédons pas les conquêtes de l'épée de la Prusse pour satisfaire aux insatiables exigences d'un fantôme qui, sous le nom d'emprunt d'esprit du temps ou d'opinion publique, assourdit de ses cris la raison des princes et des peuples, jusqu'à ce que chacun ait peur de l'ombre de l'autre, et que tous oublient ce qui se cache sous la peau de lion du spectre, un être tapageur il est vrai, mais peu redoutable.

« L'alliance des trois rois ne sera pas de longue durée, c'est facile à prévoir, à cause des réserves faites par la Saxe et le Hanovre.

« Le projet de constitution fédérative est, dans ses dispositions principales, inconciliable avec la constitution de la Confédération reconnue comme légale par le gouvernement.

« D après le projet en question, la Prusse *jettera tout son actif dans la faillite des autres états allemands*, elle re-

noncera à la libre disposition de ses finances et de son armée au profit d'autorités impériales dépendantes, subordonnées à un parlement où les intérêts prussiens se trouveraient en minorité, à la Chambre haute de droit, et à la Chambre basse sous la pression de la démocratie.

« Le projet anéantit le système de gouvernement spécial à la Prusse et, en même temps, le soutien le plus fort de la puissance allemande.

« Le commissaire royal (Radowitz) avait raison de dire que le projet avait été attaqué de différents côtés par des partis diamétralement opposés. Le projet ne plaît à personne, excepté peut-être à ceux qui ont pris part à sa confection. »

Après avoir fait ressortir quelques qualités et quelques mérites de la Prusse, Bismarck terminait en ces mots :

« Nous tous, nous voulons que l'aigle prussien étende ses ailes protectrices et dominatrices de la Memel au Donnersberg, mais nous voulons le voir libre et non enchaîné par une nouvelle Diète de Ratisbonne, ni surtout ses ailes rognées par le sécateur égalitaire de Francfort... Prussiens nous sommes et Prussiens nous voulons rester; je sais que par ces paroles j'exprime la profession de foi de l'armée prussienne, celle de la majorité de mes compatriotes, et j'espère par Dieu que nous resterons encore Prussiens longtemps après que ce morceau de papier sera oublié comme une feuille séchée par l'automne. »

Après ce discours impressionnant, Radowitz se leva pour déclarer avec calme que le gouvernement ne voulait pas intervenir dans le débat, vu qu'il s'agissait d'un vote de confiance, mais laisser à la Chambre et au pays le soin d'apprécier comme elles le méritaient toutes les attaques injustes et sans fondement.

Le lendemain, les conclusions de la commission furent acceptées à une grande majorité. Le rapporteur Beckerath nomma dans sa péroraison Bismarck un enfant prodigue de l'Allemagne. Cette comparaison, Bismarck put la réfuter aisément par le fait qu'il n'avait jamais quitté la maison paternelle ; il put aussi, par une autre observation, donner un coup de patte amusant à Beckerath, qui y prêtait le flanc; mais plus des trois quarts des députés présents votèrent finalement contre lui.

Ces incidents m'inspirèrent une confiance illimitée en la probité de sa conscience. L'attachement du roi pour Radowitz et sa politique était connu. Malgré cela, Bismarck se vit obligé par sa conscience politique à diriger des attaques violentes contre le héros du jour.

Les principaux passages des deux discours de Bismarck contre les projets de constitution du royaume et de la fédération de 1849 sont fort connus chez nous par les gens d'un certain âge ; je les ai cependant reproduits ici pour faire éclater aux yeux d'une jeunesse plus ignorante ce prodigieux phénomène : l'adversaire le plus acharné des tendances unitaires de cette époque devenant au bout de vingt ans à peine l'architecte de l'unité de l'Allemagne.

En 1849, il dit je ne sais à quel propos : « Que m'importent les petits états; tous mes efforts ne tendent qu'à augmenter et assurer la puissance de la Prusse ; » en 1866 et 1867 j'entendis le même homme répéter plusieurs fois : « Ma plus haute ambition, c'est de faire des Allemands une nation. »

Dans l'hiver de 1849-50, il remplit ses devoirs de leader de l'extrême droite en prenant ouvertement position à chaque projet de loi soumis au Landtag. C'est ainsi qu'il prononça des discours approfondis sur quelques disposi-

tions de la Charte sujettes à revision, sur la situation des arts mécaniques, sur la suppression des charges foncières, rentes et servitudes forestières, sur le mariage civil, l'impôt sur le revenu, les remises d'impôt foncier et le budget militaire.

Ce qui m'intéressa le plus, ce fut l'argumentation qui suit : le droit de voter le budget, en vigueur dans d'autres pays sans réserve aucune, et le droit qui en dérive pour la Chambre basse de refuser le paiement des impôts, ne convient pas à la Prusse; pour maintenir la situation du roi, il est nécessaire de conserver dans la Charte la disposition d'après laquelle des impôts existants doivent continuer à être perçus jusqu'à leur suppression légale.

Bismarck, il est vrai, ne réussit pas alors à faire prévaloir son opinion, la majorité de la Chambre étant attachée à la doctrine anglo-française; mais le paragraphe effacé par elle fut rétabli plus tard (art. 109). Or c'est grâce à cet article qu'en 1862 et après il fut possible de poursuivre la réorganisation de l'armée selon les idées du roi.

*
* *

Mme de Bismarck vint à Berlin en octobre et me permit de lui donner une leçon de piano par semaine. Mais ses études furent interrompues par un événement heureux. En décembre 1849 un héritier, le prince Herbert actuel, vit le jour. Mme de Puttkamer était venue de Reinfeld à Berlin pour assister sa fille, et elle y demeura jusqu'au printemps.

Un soir, elle dit aux siens que, d'après les racontars, son gendre dansait à chaque soirée toutes les danses, *comme un sous-lieutenant*.

« C'est très bon pour ma santé, dit Bismarck, parce que je ne me donne plus de mouvement dans la journée. »

Mme de Puttkamer rapporta en manière de plaisanterie qu'on lui demandait souvent si son gendre ne voulait pas présenter sa femme dans le monde.

« Je crois, répliqua-t-il, que Jeanne préfère rester le soir à la maison chez les enfants. Elle ne se sentirait pas à l'aise dans la foule inconnue. Or, pour arriver à la notoriété et ne pas s'ennuyer, il lui faudrait aller partout et sortir presque tous les soirs.

« Il faudrait à cet effet environ quinze robes de bal, pour éviter que les bonnes langues ne disent : « Ah! ah! elle a « encore sa robe bleue aujourd'hui ». Cela ferait un certain embarras. »

« Je n'y pense même pas, dit Mme de Bismarck; les gens sont tout simplement curieux de voir une fois la femme de l'homme célèbre. Qui veut me connaître n'a qu'à venir chez moi. »

* * *

Au mois de mars, le parlement d'Erfurt se réunit. Bismarck s'y posa encore une fois comme adversaire de Radowitz, avec autant de résolution que d'insuccès. La Saxe et le Hanovre s'étaient retirés de l'alliance; on en attendait autant des deux Hesses. Cependant, une forte majorité de libéraux modérés approuva en *une* séance tout le projet de constitution (appelée maintenant constitution de l'Union), et termina ensuite en quelques semaines la revision de quelques articles désirée par le roi.

Dans les mois suivants, de mai à novembre, nous eûmes à subir de cruelles humiliations.

On ne put se résoudre à mettre en pratique la constitution de l'Union votée à Erfurt, et tout aussi peu à la supprimer, comme le proposait Manteuffel. L'Autriche convoqua l'ancienne Diète à Francfort, et commença des préparatifs de guerre, de même que la Bavière et le Wurtemberg.

Sur les instances de l'empereur Nicolas, on fit la paix avec le Danemark en sacrifiant les duchés de l'Elbe.

Dans la Hesse électorale, nous intervînmes pour rétablir la situation légale modifiée par le ministère Hassenpflug, et nos troupes entrèrent dans le pays par le nord, tandis que des régiments bavarois y pénétraient par le sud pour appuyer le gouvernement existant.

Les armements réclamés à diverses reprises par Radowitz ne se firent pas, et il rentra dans la vie privée.

Bientôt après, il est vrai, on mobilisa toute l'armée au reçu de certaines nouvelles d'Autriche; mais à Olmutz (28 novembre), Manteuffel renonça, sur la demande de Schwarzenberg, aussi bien à la constitution de l'Union qu'au protectorat de la Hesse électorale.

Les conférences de Dresde, projetées à Olmutz, amenèrent, comme on devait s'y attendre, le rétablissement de la Diète de Francfort.

On a parfois prétendu que le but final de la politique de Radowitz avait été de faire écraser la Prusse mal préparée par les forces alors bien supérieures de l'Autriche, afin d'élargir la sphère d'action de l'Église catholique.

Or, il ne fut que l'agent de la politique du roi, du prince de Prusse et d'un certain nombre de ministres. La grande majorité des députés désirait la constitution unionniste et Vincke aurait visé au même but, si le roi l'avait appelé à diriger les négociations à ce sujet.

Je n'aurais pas parlé de cette allégation, si le prince Bismarck n'y avait pas fait une allusion, tout hypothétique qu'elle soit, dans ses *Pensées et Souvenirs* (vol. I, p. 64).

Je n'ai pas pu découvrir le motif qui avait fait douter du patriotisme de Radowitz ; par contre, je puis déclarer qu'à Saint-Pétersbourg, en mars 1862, Bismarck s'est exprimé avec éloges sur les actes de cet homme d'État. Dans un petit dîner il dit, en présence du personnel de l'ambassade et de quelques invités, que s'il avait eu en 1849 l'expérience politique acquise dans les treize années suivantes, il aurait soutenu Radowitz. Un parlement en effet serait propre à borner le particularisme des petits souverains. Mais la condition primordiale et indispensable de cette politique eût été la preuve que notre armée se trouvait dans un état satisfaisant. La supposition que l'Autriche se laisserait exclure de l'Allemagne sans combat avait été une inconcevable erreur, partagée aussi bien par des personnes des classes dirigeantes que par la grande majorité des députés.

D'après cela Bismarck se faisait déjà au printemps de 1862 une idée de ce que serait le Reichstag allemand.

Au commencement de décembre 1850, je reçus la nouvelle de la convention d'Olmutz dans un village sur la frontière de Saxe, où je m'étais rendu avec un régiment de cavalerie de la landwehr. Ce régiment, en dépit de la bonne volonté des hommes, ne me parut nullement prêt à faire la guerre, et je fus heureux de ce qu'on n'en vînt pas aux coups.

Quelques jours plus tard, un ami de Berlin m'écrivait que Bismarck avait, le 3 décembre, accompli de magistrale façon la tâche ingrate de défendre la convention d'Olmutz, sans avouer notre faiblesse militaire.

Après le nouvel an, Mme de Bismarck m'écrivit de Reinfeld que son mari avait travaillé sans relâche à un accord avec l'Autriche (tout le monde le sait maintenant par les *Pensées et souvenirs*), après que le ministre de la guerre l'eut édifié sur l'insuffisance de nos forces militaires. Elle ajoutait qu'ils avaient passé la fête de Noël en famille, *dans une vraie béatitude.*

*
* *

Je ne quittai le régiment qu'au printemps 1851, et reçus bientôt après un poste d'assesseur au gouvernement de Potsdam. Je ne trouvai pas l'occasion de saluer Bismarck en personne avant sa nomination à Francfort. Sa famille était restée tout l'hiver à Reinfeld, pour cause de maladie des enfants.

En mai 1852, l'empereur Nicolas vint à Potsdam. Les officiers de son régiment de cuirassiers de Brandenbourg, auquel j'étais détaché alors pour une période d'un mois, lui furent présentés un soir à Sans-Souci. Bismarck y vint également, mais un peu plus tard que les officiers, et se trouva par hasard quelque temps debout derrière moi, sans me reconnaître. En s'avançant il me dit : « L'épaisse toison de votre occiput m'a préoccupé quelques minutes. Je me disais : je ne reconnais pas là le pli de la garde. C'est un homme que le service militaire ennuie. Il se consacre à des études sérieuses, et finira peut-être un jour à l'état-major général. Maintenant que je vous remets, il faut que je dise : il finira dans un ministère. »

Certainement que mes affaires au gouvernement m'ennuyaient, parce que je les négligeais, mais mes études à cette époque ne portaient que sur la musique. Je consa-

crais un temps énorme à la préparation et à la direction de représentations chorales et orchestrales, plaisirs divins, dont un amateur ne peut trouver l'occasion que dans une petite ville.

L'année suivante, je résolus de visiter Paris et Rome. J'avais l'intention d'examiner si le service des ambassades était moins ennuyeux que celui de l'administration intérieure. M. d'Usedom, alors ministre à Rome, m'avait promis à Berlin de me faire lire tous ses rapports sur les événements d'Italie à partir de 1846. A Paris, je comptais m'éclairer sur les affaires de France, grâce à un secrétaire de ma connaissance. Je ne pensais pas à Francfort pour cette enquête ; je ne voulais rester qu'un jour en passant. J'écrivis à Mme de Bismarck à Reinfeld, pour savoir si elle et son mari seraient à Francfort dans les premiers jours de novembre. Voici sa réponse :

« Vous comptez donc entreprendre un grand voyage à la fin de l'automne et nous venir voir à cette occasion ? Cette perspective nous fait grand plaisir. Vous logerez en tout cas chez nous, si vous venez. Notre maison n'est pas très belle, mais très vaste, à proximité des gares, et vous pourrez vivre avec et chez nous sans être gêné en rien. Je vous prie d'accepter cette offre.

« Vous vous informez de ma musique. Mon amour pour elle n'a pas diminué le moins du monde, comment serait-ce possible ! Les frères Müller avec leurs mélodies féeriques, surhumaines, m'ont enchantée à un tel point, que l'excès du plaisir m'a rendue presque enfantine. En effet, peut-il y avoir quelque chose de plus beau que le quatuor de Schubert en sol majeur, avec ce trio unique au monde, et le quatuor de Mendelssohn en mi bémol majeur avec sa rêveuse canzonetta et son adagio d'une mélancolie si pro-

fonde ? J'étais pour ainsi dire ravie au ciel. Bref, j'ai un amour infini pour la musique, mais j'y travaille moi-même fort peu, presque plus du tout, et j'ai fait des progrès rétrogrades. »

II

FRANCFORT (NOVEMBRE 1853 — JANVIER 1859).

J'arrivai à Francfort le 2 novembre. La famille Bismarck demeurait dans une maison de la rue Gallus, avec un petit jardin derrière. Les pièces étaient confortables, on pouvait y donner des bals et y offrir l'hospitalité à quelques invités. On m'assigna une chambre avec vue sur le jardin.

Mmes de Bismarck et de Puttkamer me firent un cordial accueil. Le maître de la maison revint le lendemain de Berlin.

Le voyage ne semblait pas l'avoir fatigué. Au déjeuner, il parla de l'éventualité d'un conflit des puissances occidentales avec la Russie, au sujet de questions turques *qui ne nous regardent nullement*, et dit que ce serait une faute impardonnable de gâter nos rapports avec la Russie, par complaisance pour les puissances occidentales. *Les gens qui préconisent une mesure pareille sont des farceurs qui n'entendent rien à la politique.* A ces mots, il quitta la table pour ne pas manquer à la séance de la Diète, la première après les vacances.

Le soir, il y eut une réception chez le baron de Dœrnberg, directeur des postes de Thurn et Taxis. Les honneurs furent faits par la baronne Vrints, sœur du ministre autrichien, comte Buol-Schauenstein. Les membres de la Diète

et les patriciens de Francfort remplissaient les vastes salles. Ce qui me frappa, ce fut l'étalage extraordinaire de diamants chez les dames.

Le baron Prokesch-Osten, ministre d'Autriche, me fit l'honneur de me décrire en termes pompeux Paris et la France méridionale, où je comptais me rendre tout d'abord. La fête fut courte ; arrivés vers neuf heures et demie, nous partîmes vers onze. Chaque fois qu'on monta en voiture, Bismarck réclama pour lui la place de devant; je dus m'asseoir à côté de sa femme.

Arrivés à la maison, nous prîmes encore un verre de punch ensemble. Il dit : « Plusieurs dames m'ont demandé qui vous étiez, et je leur répondis : « C'est un Lithuanien « honteusement riche, qui va à Paris jeter son argent par « les fenêtres. »

Le lendemain, je dus jouer une foule de morceaux. Bismarck se promenait de long en large en fumant.

Au premier déjeuner, il parla de sa situation à la Diète, à peine supportable. Conduits par l'Autriche, les états secondaires cherchaient, souvent avec succès, à nous contrarier.

Je ne pus m'empêcher de dire ce qui suit : « Il y a quatre ans, vos discours au parlement m'ont fait comprendre que la constitution unionniste alors projetée ne valait rien pour nous. Cependant, à ce que je crois, l'idée fondamentale de cette union se réalisera un jour dans l'Allemagne du Nord sous d'autres formes. L'instinct de conservation peut nous y pousser. Nous savons sans doute, depuis 1850, que cela ne se passera pas sans guerre dans le Sud. Nous ne pourrons peut-être l'entreprendre qu'à un moment où l'Autriche sera encore occupée ailleurs ; et à la condition que nous ne serions dérangés ni par l'Est, ni par

l'Ouest. Il faut pour cela beaucoup de veine. Mais notre État est encore jeune ; et pourquoi une créature jeune n'aurait-elle pas une fois de la veine après beaucoup de chagrins ? — Moi, du moins, j'espère encore voir cela. L'Allemagne du Sud se ralliera peut-être à nous une génération plus tard. »

Bismarck leva vivement son verre et dit : « Je compte bien aussi voir pareil événement. Tant que fut en vigueur ce principe de Metternich, que les deux grandes puissances de la Confédération ne devaient agir que d'un commun accord, la machine pouvait aller. Mais le système actuel, qui consiste à écraser la Prusse à la Diète, devient, à la longue, intolérable pour nous. Personne ne peut savoir aujourd'hui combien d'années s'écouleront jusqu'à la décision par les armes, et dans quelles circonstances aura lieu l'explication ; mais il faut qu'on y arrive, si l'on continue à Vienne à ne pas vouloir entendre raison. »

Il proposa, le temps étant beau, de faire une promenade à cheval ; Mme de Bismarck montait une fine jument noire. On se dirigea vers le Bois (Stadtwald) encore paré de feuillage rougeâtre et jaune. Dans les allées cavalières on prenait le grand galop.

Quelques minutes avant le dîner, j'étais au piano, quand Bismarck entra dans la pièce à pas légers et se plaça derrière ma chaise. Je le vis, dans une glace, tenir ses mains étendues au-dessus de ma tête, quelques secondes seulement. Puis il s'assit à une fenêtre et regarda l'obscurité venir, tandis que je continuais à jouer.

Au dîner (5 heures), il raconta la part qu'il avait prise à la constitution du ministère Brandenbourg-Manteuffel, absolument comme les *Pensées et Souvenirs* rapportent ces événements des derniers jours de l'automne 1848.

La séance dura assez longtemps ; on buvait du vin, on fumait des cigares. Puis on refit de la musique. Dans la nuit, je partis pour Mayence, afin de prendre le bateau en partance pour Cologne à la première heure du jour.

*
* *

A Paris, j'appris que les archives de la légation resteraient fermées pour moi, et que la promesse d'Usedom avait été une inconcevable infraction aux principes en vigueur.

Mme de Bismarck m'écrivit à Paris, le 22 janvier 1854 :

« Le 19 novembre eut lieu le premier bal chez nous. Celui qui conduisit le cotillon n'était pas encore bien connu dans la société, et pourtant la danse finit très gaîment, à ce qu'il me sembla. On a de nouveau dansé chez nous au commencement de janvier, sous la direction de notre ex-attaché, comte Théodore Stolberg, adoré par les dames de Francfort; aussi le plaisir a-t-il été sans bornes. Selon toutes probabilités, nous donnerons encore prochainement une petite fête, et pour finir, une grande, à laquelle nous voudrions réinviter le jeune comte, parce qu'alors nous sommes sûrs que tout le monde s'en ira content, après les derniers flonflons. On est joliment en l'air cet hiver; presque chaque jour amène un nouveau divertissement, et bien que j'y apporte peu d'ardeur, je finis cependant par être très fatiguée. Aussi, je vais prochainement me tenir un peu à l'écart, pour éviter de voir et de dire sans cesse les mêmes choses. Je trouve que tant de plaisirs mènent au désœuvrement, à l'ennui et à la paresse. Malgré mes bonnes intentions, je ne joue presque pas, mais je veux me corriger certainement. »

Lorsque j'arrivai à Rome, Usedom était en congé pour plusieurs mois. Je ne pus donc satisfaire, là non plus, ma curiosité au point de vue des affaires.

En Sicile, me parvint, au commencement de juin, une missive de Mme de Bismarck, m'annonçant qu'à mon retour (fin juillet) je ne la retrouverais plus, elle et son mari, à Francfort. Elle écrivait :

« Il a été résolu dans le conseil des sages, il a été discuté cent fois par écrit et par la parole, que fin juin je partirai avec armes et bagages, c'est-à-dire avec mes trois enfants, trois bonnes, un domestique et Mlle de Rekow[1], pour la Poméranie, où je compte, trois mois durant, cultiver l'amitié sur tous les tons.

« Bismarck[2] ne peut malheureusement pas m'accompagner, mais j'espère qu'il me rejoindra en juillet, où il compte obtenir des vacances, que je lui souhaite de tout cœur, parce qu'il est en ce moment si fatigué de l'Europe ou de la Confédération, que ses lamentations pourraient attendrir une pierre, à plus forte raison moi, sa fidèle épouse...

« Peu de chose à dire de notre existence. Les jeux et les danses ont cessé, un jour se passe après l'autre sans variante notable, mais dans un calme agréable ; ceci ne s'applique qu'aux huit derniers jours où Bismarck fait une nouvelle absence ; nous avons eu justement dans ces derniers mois beaucoup de remue-ménage, des visites de la Courlande, ou plutôt de l'Italie, mais c'étaient des Cour-

[1] Une de ses amies, qui venait parfois à Francfort collaborer au ménage.

[2] Dans ses lettres, Mme de Bismarck se conformait à un usage encore très répandu en Poméranie au siècle dernier, en désignant son mari par son nom de famille ; mais dans la conversation elle se servait du prénom.

landais tout de même, qui retournaient dans leur froide patrie, non sans pousser des soupirs de regret à l'adresse du climat italien. Depuis deux ans se montrent de-ci, de-là, de très aimables amis d'université d'Othon; je suis très heureuse de faire leur connaissance; le comte et la comtesse Keyserling ont été ici la semaine dernière; ils sont restés quelque temps, et ne nous ont pas quittés... Si, à votre retour, vous passez une journée à Francfort, ne ferez-vous pas une visite à Mme d'Eisendecher, que vous connaissez déjà? Elle est très aimable et pleine d'intelligence.

« Peut-être cela vous fera-t-il aussi plaisir de voir la famille du peintre Becker; ils ont été très intimes avec Mendelssohn; j'ai fait leur connaissance cet hiver; je leur ai voué une sincère affection; ils ne tarissaient pas au sujet de leur ami. Mme Becker a pour moi une voix très sympathique. J'aime entendre parfois d'harmonieuses et douces mélodies dépourvues de passion, et elle les chante très gentiment, d'une voix nette et claire qui fait du bien au cœur, comme une paisible et chaude soirée de printemps. Les Becker sont d'excellentes gens, que je voudrais voir bien plus souvent, si seulement je pouvais. »

Outre deux enfants encore en bas âge, cette famille, dont je fis la connaissance en 1855, se composait du père, de la mère et de deux filles, dont l'une mourut tôt (1859); l'autre épousa en 1861 M. Meister, copropriétaire de la célèbre fabrique de produits chimiques de Hoechst.

Pour Mme Marie Meister Mme de Bismarck a gardé depuis ce temps un tendre attachement, dont elle a donné des preuves fréquentes à Berlin.

Avec Mme d'Eisendecher, épouse du ministre d'Oldenbourg à la Diète, et mère du ministre actuel de la Prusse

à Carlsruhe, Mme de Bismarck resta également toute sa vie en relations de cordiale amitié.

Sur la façon dont elle comprenait l'amitié elle écrivit ce qui suit (mai 1856) :

« Quand j'aime quelqu'un et lui accorde ma confiance, — que m'importe que *des langues de vipère* le veuillent noircir; — je les laisse dire, à leur guise, tout ce que leur inspire un mauvais cœur; — cela ne me trouble nullement; — je suis heureuse de trouver l'occasion d'affiler ma langue pour défendre l'incriminé, et quand on ne m'écoute pas — cela m'est encore égal, je sais pourtant ce que je sais. — Une fois que j'ai pris confiance, il n'y a plus moyen de l'ébranler, même par un déluge de diffamations... Une fois mon amitié accordée, ce n'est pas pour un jour, ou pour un mois, ou pour une année, mais pour toute la vie, — through glory and shame, through sorrow and joy. »

Ces paroles se sont confirmées à la lettre pendant une longue série d'années. Encore aujourd'hui vivent des femmes et des hommes qui attestent avec gratitude que la bienveillance de la princesse à leur égard n'a pu être ébranlée par rien.

Le 16 janvier 1855, Mme de Bismarck écrivait de Francfort :

« Lorsque je revins ici en novembre, je fêtai mon entrée par un grand bal, dont tout le monde se montra satisfait. Puis un calme profond régna dans la société jusqu'à Noël, où quelques maisons seulement se signalèrent par des violons et des danses. Mais en somme il me semble que le goût des plaisirs de ce genre n'est pas très grand cet hiver, et je conçois fort bien qu'on se lasse enfin d'avoir tant fait d'entrechats, comme je l'ai vu ici trois hivers

consécutifs. Il est vraisemblable que mes forces se seraient paralysées aussitôt après les deux premiers mois, si j'y avais pris une part active. — Je suis enchantée de cette accalmie de soirées, parce que je puis ainsi me consacrer bien plus qu'auparavant à mes petits satellites, et parce que nous menons une vie de famille aussi calme que nous pourrions le faire dans la solitude de Schœnhausen. Comme vous le savez, ce genre de vie m'a toujours mieux convenu que les perpétuelles allées et venues au milieu d'un tas d'indifférents; leurs meilleurs résultats, ce sont quelques phrases superficielles; leurs pires (et trop fréquentes) conséquences, d'innombrables potins, des piques, etc.

« Bismarck est à la chasse aujourd'hui, je ne sais où, près de Berlin, avec Sa Majesté. Depuis huit jours il fait la navette entre Berlin et Potsdam; il compte revenir le 19, j'espère avec de sûres perspectives de paix [1]. »

Francfort, août 1855.

« ... Bismarck a été réellement bien malade, moi j'ai souffert un peu des yeux; on voulait absolument nous envoyer tous deux à Kissingen; mais nous n'en avions pas la moindre envie, parce que moi je ne tenais pas à quitter parents et enfants, et que Bismarck refusait de suivre un régime. On l'a donc envoyé en voyage, pour se refaire des tracas de la Diète, et moi je suis condamnée à faire une cure d'eau ici; j'exécute l'ordonnance depuis trois semaines sans murmurer, tout en m'efforçant de maintenir l'ordre dans ma maison et parmi mes enfants, avec

[1] A ce moment, pendant le siège de Sébastopol, on avait à Vienne entamé des négociations pour arriver à la paix, mais sans succès.

quelle conscience de ma vertu, c'est impossible à dire! — Bismarck a assisté à Paris à l'arrivée et au départ de la reine d'Angleterre, et il est maintenant à Ostende ; il veut y voir plusieurs personnes, puis revenir, peut-être dans huit jours. Si l'automne alors ne nous accable pas encore de toute sa rudesse, nous aimerions aller faire un tour au bord du Rhin, et y mener pendant quelques jours la vie d'étudiants. »

5 septembre.

« Bismarck et moi nous avons été huit jours sur les bords du Rhin, à l'occasion du séjour de Leurs Majestés royales à Stolzenfels. Par ordre du roi, nous avons été du voyage jusqu'à Remagen, où le comte de Furstenberg montra sa merveilleuse église Apollinaire et nous fit servir ensuite un grand déjeuner.

« Puis roi, reine et princes avec toute leur suite s'embarquèrent pour Cologne; nous autres, nous nous enfonçâmes dans les terres par la spendide vallée de l'Ahr, dont le calme et la fraîcheur nous reposèrent de toute l'agitation des derniers jours. Le lendemain nous restâmes à flâner le long du lac de Laach et par le val de Brohl; l'excursion finit à Saint-Goar, d'où nous sommes revenus hier matin, pour nous reposer de tous ces plaisirs dans notre calme retraite. »

*
* *

En octobre je visitai l'Exposition universelle à Paris, et en revenant m'arrêtai trois jours à Francfort.

Le premier matin, Bismarck nous raconta comment il

avait favorisé la fuite d'un jeune homme traqué par la police :

« Il y a quelque temps je reçus de Berlin l'avis d'engager la police d'ici à arrêter un jeune homme compromis pour ses idées politiques. Or ce n'est pas une bonne action que d'imprimer par des persécutions et des châtiments l'estampille de révolutionnaire à un jeune homme plein de capacités, qui s'est engagé sur une fausse voie. Il est très possible qu'il revienne de lui-même sur le droit chemin, comme c'est arrivé à maint républicain de 48. Je grimpai donc de bonne heure les trois étages de sa demeure et lui dis : Partez aussi vite que possible pour l'étranger. — Il me regarda ébahi. J'ajoutai : Vous n'avez pas l'air de me connaître ; peut-être n'avez-vous pas assez d'argent pour les frais du voyage. Voici quelques jaunets, et tâchez de franchir vivement la frontière, pour qu'il ne soit pas dit que la police agit avec plus d'efficacité que la diplomatie. — Naturellement, le lendemain la police a fait buisson creux. »

Je n'ai fait la connaissance de diplomates ou de patriciens ni lors de cette visite à la légation, ni dans mes visites ultérieures. On profita des jours d'automne ensoleillés pour faire de longues promenades à cheval. Deux soirées furent embellies par la présence de la famille Becker.

Bismarck aimait nous faire part de ses impressions pendant les semaines d'août vécues à Paris. L'opinion publique en Allemagne tenait alors l'empereur Napoléon pour un des hommes les plus intelligents du monde, à qui tout paraissait réussir comme par magie, et dont on était habitué à considérer comme naturelle l'influence manifeste ou cachée dans tous les événements européens.

Bismarck en faisait un portrait différent, en s'appuyant sur de nombreuses observations. « Son intelligence, disait-il, n'est nullement si supérieure que se le figurent les gens, ni son cœur si froid. On trouverait chez lui bien des cordes sensibles ; au fond il est bon prince. *A l'occasion il pourrait être fort avantageux de faire des affaires politiques avec lui.* »

Les *Pensées et Souvenirs* (vol. I, p. 149 à 155) donnant les autres renseignements sur ses impressions de Paris en 1855, je m'abstiens d'en parler.

*
* *

Mme de Bismarck écrivait, le 30 décembre 1855 : « A la Noël, le cœur d'Othon l'a poussé à une incroyable générosité ; à ma grande surprise, il m'a placé sous l'arbre de Noël un charmant piano Mozart d'Andrée — c'est absolument vrai ; — un très beau piano à queue, pas celui que vous avez essayé, il était vendu ; mais celui-ci est grandement aussi bon, et je le fatigue tant chaque jour, que ma mère en a déjà par-dessus les oreilles. Cette ardeur s'apaisera, mais en ce moment je suis ravie en des extases musicales.

« ... Nous vivons absolument entre nous cet hiver. La mort subite de Mme de Vrints a jeté un voile de tristesse sur la société dont elle était l'âme ; personne ne pensera à donner des fêtes. Cette femme a été enlevée à la fleur de l'âge et en plein bonheur ; bien des gens porteront son deuil, tous la regretteront. Nous voyons de temps en temps les Becker et Mme d'Eisendecher ; sans cela, presque personne. »

Francfort, mai 1856.

« ... Hier, nous allâmes avec les Becker à Wilhelmsbad, pour chercher de l'ombre sous les vieux chênes par cette chaleur caniculaire. Ils ont chanté à quatre voix : « La neige fond, mai commence » — mélodie pour moi toute neuve, mais charmante, comme tout ce qu'a fait Mendelssohn ; — il y a tant de magnificences en plaine et sous bois qu'on ne sait que faire dans l'excès de sa joie. Les chaudes heures de la matinée, on s'enterre en de sombres pavillons, et l'après-midi on se rend à cheval, en voiture, dans la forêt aux merveilles indescriptibles, ou dans la montagne qui ne lui cède en rien. Ainsi chaque jour. Et ce mois de mai est plus beau que tous les précédents. »

Francfort, 7 février 1857.

« ... Au commencement de l'année, grand tralala chez nous — la gaîté partout ; — maintenant c'est le silence du désert de Gobi ; aussi ai-je le bonheur de voir souvent mes chers Becker ; plus ça va, plus je les aime. »

A Pâques 1857, je passai quelques jours à Francfort. Peu de temps avant, Bismarck était parti pour Paris sur un désir exprimé par l'empereur Napoléon ; on attendait son retour d'un jour à l'autre, mais en vain. Je dus regagner Potsdam sans l'avoir vu. C'est là que je reçus bientôt après la communication suivante :

« ... Bismarck termine chacune de ses lettres par le désir de vous voir. Je lui mandai la possibilité de votre retour à la Pentecôte. Mais il n'en tient pas compte, peut-être parce qu'il prévoit jusqu'à cette époque encore toutes sortes de bonnes intentions du roi. C'est que mon pauvre

ami est devenu le commis-voyageur du roi de Prusse. Il se contente d'écrire : Arrange-toi, que Keudell reste, ou revienne quand je serai là. »

Mme de Bismarck m'écrivit le 22 avril :

« Il est arrivé, enfin, — il va rester ici huit jours, peut-être plus — et comme le certain vaut mieux que l'incertain, nous renonçons à Diest[1], pour vous avoir sûrement. Qui sait ce que sera la Pentecôte, et où nous nous trouverons dispersés. Aussi, je vous en prie, arrivez vite, cher ami. Nous vous attendons avec une joie impatiente, vous serez le bienvenu à toute heure... »

Le 22 avril, Bismarck revenait; le 23 au matin j'étais de nouveau à Francfort. Le déjeuner nous retint à table, à boire et à fumer, de midi à trois heures.

Puis on partit à cheval pour le Bois. Le dîner dura de cinq à neuf heures. Bismarck ne se lassait pas de nous raconter ses aventures en France. Entre temps, la famille Becker était entrée au salon et nous y attendait.

Le lendemain, je jouai un tas de choses ; Bismarck écoutait en fumant et en se promenant ; il avait une robe de chambre vert clair à ramages. Les dames étaient assises.

Puis il parla de ses entretiens avec Napoléon ; des propositions d'alliance de l'empereur, qu'il était obligé de garder pour lui, sans quoi de Berlin on les divulguerait à Vienne ; des moyens qu'il comptait employer pour exploiter au profit de notre politique l'évident désir de rapprochement de l'empereur. Il trouvait utile de faire croire, tout au moins de donner l'illusion, que nous étions en relations très amicales avec la France et, à l'occasion, prêts

[1] Gustave de Diest, fonctionnaire à Coblentz, avait été, lors de sa présence à Francfort en avril, invité à revenir avec moi à la Pentecôte.

à une action commune avec elle, afin de pouvoir exercer une certaine pression à Vienne et détourner la politique autrichienne de la funeste direction qu'elle avait prise.

Au cours de ses confidences il cita une pensée de l'empereur, dont on ne trouve pas trace dans les lettres à Gerlach et Manteuffel livrées à la publicité.

Napoléon avait dit que la situation étant toujours incertaine en France, il importait avant tout d'éviter de mécontenter l'armée. « *Pour moi, l'essentiel c'est toujours l'armée.* » Il désirait donc à peu près tous les trois ans *une bonne guerre* en dehors des frontières de la France.

Je pensai à ces paroles, lorsque trois années après la paix de Paris éclata la guerre d'Italie, et que trois années après celle-ci fut entreprise l'aventure au Mexique. Et à peine trois ans après le retour de Bazaine, la guerre avec l'Allemagne, à laquelle l'empereur ne se décida pourtant que sous la pression d'autres personnes.

Après un séjour de trente heures seulement il me fallut repartir.

A la Pentecôte de 1857, je fus de nouveau quelques jours à Francfort avec mon ami Gustave de Diest. Il n'habitait pas à la légation, mais à partir de midi il s'y trouvait toujours. Il avait apporté son beau violoncelle. Les trios et les duos, Bismarck les écoutait avec une attention profonde et un plaisir évident, sans cesser de fumer.

Dans la matinée il me faisait encore mainte communication sur la politique, et me lut entre autres cette merveilleuse lettre à Gerlach (que je devais emporter jusqu'à la première poste prussienne), dans laquelle est analysée *la légitimité* d'une foule de gouvernements partout reconnus (*Pensées et Souvenirs*, p. 175). De mon côté, je pus

lui donner sur les écrits politiques de Gneist maints détails qui parurent l'intéresser.

Le matin de mon départ (31 mai), il se promena quelques instants avec moi dans le jardin derrière la maison, et me dit : « J'ai en ce moment peu d'influence à Berlin. Mes efforts pour nous faire profiter des dispositions favorables de la France impériale resteront sans effet. Depuis deux ans le roi ne m'accorde plus la même confiance qu'avant. S'il voulait me nommer ministre, comme il en a eu plusieurs fois l'intention, il ne s'entendrait pas huit jours avec moi.

« Ah ! heureuse la jeunesse, qui a toujours quelques hurrahs à pousser! »

« — Mon impression, dis-je, est tout l'opposé. Je suis aujourd'hui beaucoup plus gai que dans mes jeunes années; ne sentez-vous pas, vous aussi, que votre vie prend un essor plus vaste que du temps où vous étiez étudiant ? »

« — Non ! » répliqua-t-il ; et après un court silence : « Ah ! si l'on pouvait disposer du tout ! — Mais jeter sa poudre aux moineaux, sous un maître auquel on ne peut obéir qu'avec l'aide de la religion... »

Au moment où il prononça ces paroles, nous étions arrivés à la voiture qui devait me porter à la gare.

Bientôt après, je répondis à un ami, qui avait peur que l'influence de Bismarck ne m'entraînât dans une direction extrême :

« Tranquillise-toi. Bismarck n'est plus homme de parti. J'ai senti qu'en sa compagnie je devenais tous les jours meilleur et plus sage. Le principal n'était même pas l'abondance des faits qu'il m'apprenait, et qui m'intéressaient tant ; ce qui a excité et vivifié mes forces les plus intimes,

ce sont ses vues vastes et indépendantes sur la situation extérieure et intérieure, ses plans audacieux, sa virilité pleine et entière. C'est précisément dans l'indépendance de la pensée et de la volonté que je me sentais fortifié à nouveau, grâce à lui. »

Dans l'été de cette année (1857), je fus appelé comme auxiliaire au ministère de l'Intérieur, et, en décembre, nommé chef de cabinet du premier président de la Silésie à Breslau. Ce poste excluait la possibilité de fréquents voyages à Francfort; non seulement à cause de la distance plus considérable, mais aussi parce que l'administration d'une grande province, confiée presque exclusivement à ce fonctionnaire, exigeait bien plus de travail que la collaboration à un comité de régence.

Le 20 août 1857, Mme de Bismarck m'écrivit de Stolpmünde.

« Le voyage en Suède, tant désiré, a si bien réussi, que Bismarck écrit maintenant les lettres les plus gaies et les plus satisfaites, datées de châteaux suédois et danois et de villages aux noms extravagants... Je suis heureuse de son plaisir, qui apparaît dans chacune de ses lettres : succès de chasse, amour de la nature, assurances de santé, tout s'y mêle à cœur joie. Il se plaît tant au milieu de ces beautés septentrionales, qu'il ne laisse entrevoir encore aucune velléité de retour. »

Mais, le 17 août, les joies cynégétiques furent interrompues par un accident qui devait être pour Bismarck la source de longues souffrances. Il tomba sur l'arête vive d'une roche. La chute offensa le tibia gauche [1]. Il n'eut pas la patience d'attendre la complète guérison. Après un

[1] Voir *Lettres de Bismarck à sa fiancée et à sa femme*, p. 382.

arrêt d'un jour, il continua de chasser en Suède et plus tard en Courlande. En juin 1859, à Saint-Pétersbourg, sous l'influence d'un emplâtre selon lui empoisonné, la plaie mal fermée empira tellement, qu'il en résulta deux maladies qui mirent sa vie en danger (1859 à Berlin et 1860 à Hohendorf). Plus tard encore, de l'avis du Dr Struck, qui fut longtemps son médecin, pour la même raison — oblitération d'une artériole de la jambe gauche, — se produisirent des phlébites et autres indispositions dangereuses, qui ne lui laissèrent plus qu'à de rares intervalles le sentiment d'une bonne santé complète. Une surexcitation de tout le système nerveux fut la conséquence naturelle de ces perturbations.

En octobre 1857 le prince de Prusse fut chargé de suppléer le roi, gravement malade.

Mme de Bismarck écrivit de Francfort, le 27 décembre 1857 :

« Pour le moment notre avenir est de nouveau passablement incertain, mais Bismarck est de bonne humeur, et alors je le suis également ; — n'ai-je point toutes sortes de raisons de l'être, surtout quand je vois rayonner les joies de Noël sur les visages de mes trois trésors qui remplissent mon âme de perpétuelles hymnes d'allégresse à Dieu.

« Bismarck est justement en train de promener sa haute taille et sa robe de chambre verte par toutes les pièces de l'appartement ; il vous envoie un cordial souvenir ; je lui demande s'il a une commission pour vous, il me répond que non, et vous prie seulement de dire le bonjour à Rubezahl, si vous le voyez ; c'est l'unique personne qu'il connaisse en Silésie. »

Dans l'automne de 1858, Bismarck ne prit pas de congé;

il resta à Francfort, parce que le prince de Prusse, en villégiature à Bade, demandait souvent ses conseils. En octobre, la maladie du roi durant toujours, le prince fut proclamé régent. Il constitua le ministère Hohenzollern-Auerswald aux acclamations enthousiastes de la majorité libérale de la nation. De nouvelles élections donnèrent une majorité ministérielle considérable, de nuance libérale modérée.

Dans une lettre à Mme de Bismarck, j'exprimais mes doutes sur ce point : le ministère de l'*ère nouvelle*, comme on le nommait alors, remplirait-il l'attente exagérée du monde politique ? — Voici quelle fut la réponse (décembre 1858) :

« Quant à la partie politique de votre lettre, que j'ai lue à Bismarck, il vous fait dire que vos voies étaient les siennes, jusques et y compris l'herbe qui poussait à côté. »

L'expression me paraît si typique, que je ne l'omets pas, bien que je ne puisse plus donner de renseignements sur l'herbe en question.

Au nouvel an 1859, je fus encore une fois deux jours à Francfort ; nous ne fîmes que de la musique, avec la collaboration de la famille Becker ; des notes politiques, je ne pus en prendre.

III

OPINIONS MUSICALES (1853-1871).

Je voudrais rassembler ici ce que j'ai appris des goûts musicaux de Bismarck et de ses préférences en la matière.

Il avait l'oreille bonne et une voix de baryton agréable. Mais jamais il ne pensa à la cultiver. Dans les milieux qu'il fréquenta dans sa jeunesse on s'occupait de bien des choses, mais de musique pas spécialement. Lorsque dans les années suivantes il fredonnait un air, les sons étaient toujours d'une irréprochable pureté.

Il avait le sentiment délicat de la musique sérieuse et y prenait souvent grand plaisir. Je vis trois degrés dans sa manière d'écouter.

Comme député, et à Francfort, il écoutait d'ordinaire en fumant, avec une entière attention ; de même à Versailles, dans de nombreuses soirées d'hiver (1870-71), après le dîner. A Saint-Pétersbourg il écoutait en lisant. Comme ministre et Chancelier de la Confédération, il lisait également, tout en prêtant l'oreille, quand il était au salon, et souvent ouvrait la porte de son bureau, qui n'en était séparé que par un cabinet ouvert, afin que l'harmonie le stimulât, pendant qu'il écrivait. Comme Chancelier de l'Empire, il ne voulait pas entendre de musique, parce que les mélodies le poursuivaient jusque dans la nuit, et l'empêchaient de dormir.

Dans les premières années de son mariage, Mme de Bis-

marck lui jouait souvent du piano. Un morceau favori, qu'il la pria de rejouer deux fois en ma présence, était une courte et ardente phrase de Louis Berger (œuvre 12, n° 3). « Cette musique, disait-il, me donne l'image d'un cavalier de l'armée de Cromwell qui s'élance bride abattue dans la mêlée en se disant : Il faut mourir. »

Dans les dernières années de Francfort, comme à Saint-Pétersbourg, ses enfants en grandissant absorbèrent tant Mme de Bismarck, qu'il se passait parfois beaucoup de temps sans qu'elle ouvrît son piano. Pour apprendre avec facilité de nouveaux morceaux, il lui manquait la souplesse de la pratique. Cependant plus tard, à Berlin, elle s'appropria mainte chose nouvelle, même tirée de chansonniers et d'opéras. Des airs populaires et de belles valses, elle en posséda toujours.

A Francfort, Bismarck déclara souvent qu'il ne voudrait pas aller au concert. Le prix du billet et l'étroitesse de la place lui gâteraient son plaisir. Rien que l'idée de payer pour entendre de la musique lui répugnait. La musique devait se donner gratuitement, comme l'amour. Ces termes, je les entendis de lui en différentes années (1853, 1855, 1857). A Saint-Pétersbourg il dit incidemment (1860) que la bonne musique lui donnait des émotions d'un genre absolument opposé, des sentiments belliqueux ou idylliques.

Il n'aimait pas entendre jouer à quatre mains.

« Le visible enchaînement des joueurs aux notes, disait-il, exclut la liberté des mouvements. Il n'y a de jouissance pour moi que quand l'exécutant s'adresse à son instrument sans l'intermédiaire d'une feuille de papier. »

En cela j'étais son homme. Une mémoire extraordinaire me mettait en état de fournir du neuf des journées en-

tières. Sans être un virtuose, je disposais d'une technique suffisante pour rendre d'une façon intelligible les œuvres des maîtres, depuis Bach jusqu'à Chopin et Schumann. Pendant mes études à l'université de Berlin, j'avais consacré un semestre d'hiver (1841-1842) exclusivement à des études musicales, notamment aux exercices de contrepoint et aux sonates pour piano de Beethoven.

Dans les dernières années de sa vie, la sœur de Mendelssohn, morte en 1847, Mme Fanny Heusel, me reçut souvent chez elle, et j'y acquis un trésor de traditions. A cette époque les compositeurs saluaient en moi un confrère. Plus tard, dans de petites villes, les éloges de nombreux amis m'encouragèrent à conserver et à augmenter sans cesse mon approvisionnement de musique de chambre. Ainsi les désirs de Bismarck me trouvèrent bien préparé.

Il était fort aise de réentendre, après les nouveautés, des morceaux connus, surtout les sonates de Beethoven, auxquelles l'avait initié le comte Alexandre Keyserling, à l'université, comme je l'ai déjà mentionné.

D'une fugue de Bach en mi (*Clavecin bien tempéré*, vol. II, n° 9), il disait (1853) :

« Cet homme est tourmenté au début par des doutes, mais il lutte et conquiert peu à peu une foi solide et heureuse. »

Il n'a jamais rien dit des autres morceaux de Bach. Les morceaux terminés, il avait l'habitude de garder le silence, comme pour percevoir les échos intérieurs de la musique ; une observation de sa part était un cas tout à fait exceptionnel.

La musique instrumentale de *Mozart*, dont je lui jouai peu, d'ailleurs, ne lui a jamais fait d'impression particu-

lière, même pas son concert en ré mineur, dont Mme de Bismarck ne pouvait assez entendre la première phrase un peu écourtée. Il se contentait de dire après : « Je préfère mon petit Beethoven (1862). » Il affirma plusieurs fois dans sa vie : « Beethoven convient le mieux à mes nerfs. »

Sur la première partie de la sonate en mi bémol (27, n° 1) il dit (1853) : « On croirait flâner le soir dans les rues, après avoir bu une goutte de vin de trop. On regarde le couchant avec béatitude en se disant : fera-t-il demain aussi beau qu'aujourd'hui ? »

Sur le premier morceau de la grande sonate en fa mineur (57), il dit (1864) : « Si j'entendais souvent cette musique, je serais toujours très vaillant. » C'était une tournure plaisante à l'éloge de la musique aux dépens de sa propre personne ; car il n'a jamais eu besoin d'excitation musicale pour être brave. Aussi loin que portent mes observations, jamais, même au milieu de grandes difficultés, la bravoure ne lui a fait défaut un seul instant. Son courage inné se rattachait sans doute au sentiment de sa supériorité physique et surtout intellectuelle, et était renforcé par la conviction que la vaillance de l'attitude vous tire le mieux d'affaire dans n'importe quelle éventualité.

La première phrase de la sonate en fa mineur faisait donc partie des airs qui lui inspiraient des idées martiales. Sur la dernière phrase de la même œuvre il disait (1868), je l'ai mentionné plus haut : « Ce sont comme qui dirait les luttes et les sanglots de toute une vie. » Lorsque je jouai pour la première fois cette même sonate à Versailles sur un mauvais piano (30 octobre 1870), il me dit : « Pourquoi pas plus souvent ? »

Au sujet des nombreuses autres sonates qu'il aimait passionnément, il n'a jamais dit un mot en ma présence.

En 1853, je jouais pour la première fois l'andante du concert en sol (58). Mme de Bismarck demanda : « Cette musique ne ressemble-t-elle pas aux sentiments de notre ami Hippolyte ? » Il répondit : « Oui, mais quand Hippolyte passe du séjour terrestre dans l'empyrée. »

Plus tard (1867) il dit après la première phrase du même concert : « C'est vraiment très beau. »

Pour les 32 variations de Beethoven, il estimait qu'elles n'étaient admirables qu'au point de vue technique (1865), mais qu'elles n'allaient pas au cœur. Mme de Bismarck, au contraire, les aimait fort.

Les variations lui déplaisaient, quelles qu'elles fussent. Même après l'andante du quatuor de Schubert en ré mineur, qu'il affectionnait, il dit un jour que le thème sans les variations l'impressionnait plus que le morceau complètement achevé (1869).

Ensuite, et sur la même ligne que Beethoven, il aimait *Schubert*. Il dit souvent du quatuor en question, que j'avais travaillé pour le piano : « C'est comme du Beethoven pour moi. » Il aimait aussi beaucoup le menuet du quatuor en la mineur et la première mélodie de l'andante. Il observa un jour à ce sujet (1869) : « La phrase après le point de repos sent l'artifice et est inférieure au reste. » Mais ce fragment, de seize mesures seulement, le toucha comme un petit tableau idyllique.

Le trio en mi bémol je pus le jouer (1857) avec accompagnement, tandis qu'il se promenait le cigare à la bouche. Il le trouva d'une beauté extraordinaire, surtout cet *exquis et spirituel scherzo*.

La mélodique sonate (en bémol) de la fin lui fit plaisir

et lui calma les nerfs plusieurs fois le soir, à Versailles; cependant il donna à entendre que la dernière phrase n'était pas à la hauteur des trois autres.

Il aima toujours entendre du Mendelssohn, quoique pas autant que Beethoven et Schubert. Après le prélude en mi mineur (36, nº 1), il dit une fois : « Cet homme-là est joliment malheureux ! »

A l'audition du Caprice en mi (33, nº 2), il dit (1855) : « Par places on dirait un agréable voyage sur le Rhin; à d'autres endroits je crois voir la course inquiète d'un renard. »

De Schumann je jouai la moitié populaire des *Études symphoniques* et plusieurs autres morceaux; il les entendit tous avec plaisir, sans dire autre chose que, parfois : *Très joli!*

Il avait plus de prédilection pour les œuvres passionnées de Chopin que pour ses rêveries. Après le prélude en ut dièse mineur (sans numéro d'œuvre), qui fournit un grand nombre de modulations inattendues, il dit (1855) : « A entendre cela il me semble souvent dire à un fumeur : Désirez-vous un ci...tron, il en faut avec le saumon. »

Sur l'étude en do mineur (10, nº 12), jouée en basse tonnante, il dit en 1853 : *Vraiment magnifique.*

La musique pour piano de Brahms, je ne la jouais pas encore avant 1872; je présume qu'il n'a jamais rien entendu de ce compositeur.

Je ne savais malheureusement pas plus alors de la musique de *Wagner*. Bismarck connut probablement les premières œuvres du maître pendant la période de Francfort; mais je ne l'appris que par les *Bayreuther Blätter* (journal de Bayreuth), qui publièrent en juillet de cette année cette lettre de Bismarck au compositeur :

Versailles, 21 février 1872.

« Monsieur !

« Je vous remercie d'avoir dédié une poésie à l'armée allemande et de me l'avoir fait parvenir. Je suis très flatté que vous me destiniez ces vers à moi seul, à ce qu'on m'assure, mais je serais tout aussi heureux de les voir publiés.

« Vos œuvres *aussi* ont, après une lutte acharnée, vaincu la résistance des Parisiens ; je m'y suis de tout temps vivement intéressé, malgré quelques velléités de révolte ; mais je crois et je souhaite que bien des triomphes les attendent encore, chez nous et à l'étranger.

« Veuillez agréer l'assurance de ma considération très distinguée,

« DE BISMARCK. »

Je ne sache pas qu'à Berlin, étant ministre, Bismarck soit jamais entré à l'Opéra ; aussi il ne doit pas avoir connu les créations postérieures de Wagner.

Je crois pouvoir terminer ces souvenirs par l'observation suivante : si le chancelier de l'Empire était resté sensible à la musique, comme il le fut étant ambassadeur, ministre et Chancelier de la Confédération, je ne serais pas allé à l'étranger en 1872. J'aurais considéré comme une tâche importante de ma vie de continuer à récréer l'esprit du grand homme, comme j'en avais eu le bonheur pendant une série d'années.

IV

SAINT-PÉTERSBOURG (1859-1862).

En janvier 1859, l'envoi de Bismarck à Saint-Pétersbourg fut décidé. Sans me douter des intrigues dont le but était d'amener Usedom à Francfort, j'écrivis à Mme de Bismarck que je considérais ce déplacement comme un très heureux événement. Selon moi, son mari avait été assez longtemps à Francfort, pour connaître les affaires de l'Allemagne aussi à fond que possible; à Saint-Pétersbourg il prendrait un contact plus intime que n'importe lequel de ses prédécesseurs, ce qui pouvait devenir très avantageux pour notre politique en Allemagne.

Mme de Bismarck répondit (26 février) : « ... Bismarck a commencé par tomber malade de dépit à Berlin, parce qu'on avait ainsi tout manigancé *en dessous*, mais il est maintenant aussi d'avis qu'il ne peut plus servir à rien ici pas plus qu'à Berlin, et qu'il aura à Saint-Pétersbourg une situation très agréable, aussi bien au point de vue politique que personnellement auprès de l'empereur. C'est ce qui le console, lui et moi! Ce que vous en dites est, comme toujours, l'expression de ses propres idées. »

Francfort, 30 mars 1859.

« ... Après-demain, vous penserez, avec toute l'affection de votre cœur dévoué, à l'objet le plus cher à mon âme,

ainsi qu'à moi, qui, pour la première fois depuis douze ans, serai obligée de passer cette journée sans lui. Nous avons vécu ensemble douze ans dans un bonheur indicible — les petits nuages qui s'élevèrent de temps en temps entre nous ne méritent pas d'entrer en ligne de compte, quand j'y oppose toutes les joies, tous les bonheurs, toute l'affection, dont le Seigneur nous a si largement comblés. — Nous n'avons véritablement souffert que par nos séparations.

« Le 25, Bismarck, bien portant et de bonne humeur, m'a écrit de Kowno ce qui suit : « Onze heures du soir. De Kœnigsberg ici, tourmente de neige. Tout est blanc, 2 à 7° au-dessous de zéro. J'ai voyagé vingt-huit heures, sur une distance de 32 milles, dans une voiture traînée par des chevaux de poste, locomotion également mauvaise en Prusse et en Russie. Je viens de franchir le Niémen par une belle et claire nuit d'hiver. Vieille ville, rives montueuses, le tout bien éclairé par les étoiles, la neige et les lumières des maisons ; eaux noires et grondantes, la largeur de l'Elbe. Russes très aimables, mais mauvais chevaux, souvent pas de chevaux du tout. Nous allons faire un somme de quatre heures, puis en route pour Dünabourg. »

« ... Je viens de recevoir ce billet griffonné à la hâte... »

Francfort, 5 avril.

« Après cent huit heures d'un voyage ininterrompu à partir de Kœnigsberg, Bismarck est arrivé sans encombre à Saint-Pétersbourg, le 29 au matin ; il a eu nombre d'aventures, chevaux tombés, passages de rivières, enlisements dans la neige, 12 degrés de froid, leçons de russe, etc... Mais tout s'est bien terminé, Dieu merci ! et lui provisoirement installé à l'hôtel Demuth. »

Francfort, 5 mai.

« J'ai reçu hier une lettre charmante de Bismarck. Il a loué un appartement non loin de la Néva, avec vue sur la ville et le mouvement des bateaux ; dans le lointain s'estompent des forêts et des coteaux... Il est content, moi par conséquent aussi ; il travaille jour et nuit ; l'empereur et l'impératrice l'aiment comme un membre de la famille. Dieu bénisse son action et sa pensée. »

Wiesbaden, 12 août 1859.

« Bismarck m'avait écrit de Saint-Pétersbourg, qu'il avait souffert de douleurs rhumatismales et qu'il était rétabli. Mais il avait eu l'affectueuse attention de me céler bien des choses. Les médecins de là-bas l'ont abîmé de façon abominable par des remèdes internes et externes, dont aucun être raisonnable ne se fait une idée. Les médecins de Berlin n'arrivaient pas à calmer leur indignation au sujet de procédés qui touchent vraiment à la folie, et criaient au miracle de le voir encore en vie ! Il est parti dans un état déplorable, quand cette clique démente de docteurs l'eut si bien arrangé, qu'ils durent lui ordonner un changement d'air immédiat. Le voyage a naturellement empiré son état. Il était à Berlin, profondément déprimé, rompu, brisé, perclus de tous ses membres, nerveux à l'excès, avec une fièvre de 115 pulsations à la minute, hébété, las et faible à tomber. J'étais parti bien gaiement de Reinfeld (sur une dépêche de lui), croyant que je lui serais utile, parce qu'il avait des ennuis, et je le trouvai dans ce piteux état ! Les médecins conseillaient d'aller à Wiesbaden aussitôt que possible ; je ne pouvais plus

retourner voir mes chers enfants, et j'ai dû me rendre ici aux bains chauds avec mon pauvre et cher Othon ; il en était si abattu, que je dissimulai mon chagrin d'être loin de mes enfants, et m'efforçai d'être gaie, pour dissiper ses idées noires.

« A Berlin, il a été forcé de patienter quinze jours, absolument immobile dans son lit, puis quelques heures sur le canapé, puis de courtes sorties en voiture, et aussitôt après le voyage ici.

« Les bains et l'eau qu'il boit le fortifient à vue d'œil, de sorte qu'il peut déjà risquer le tour du lac, en s'appuyant sur une canne, non sans raideur, mais ça va tout de même, et cette promenade nous fait un plaisir inouï ! Notre maison est voisine du parc, nous allons tous les jours jusqu'aux arbres derrière le casino, nous regardons le lac, jetons un coup d'œil par les fenêtres sur les salles des jeux, buvons de l'eau de Seltz et écoutons un méchant orchestre. Voilà notre occupation journalière dehors ; dans l'appartement il est presque toujours couché sur le canapé, lit ou écoute ce que je lui joue sur un piano médiocre ; moi, je ne le quitte pas du matin au soir. Nous vivons ainsi, sans changements, tout doucettement, une heure après l'autre. Nos connaissances de Francfort sont toutes à la campagne ou aux eaux, bien loin. Ici, à Wiesbaden, nous ne connaissons âme qui vive ; j'en suis fort aise pour ses nerfs, qui ont tant besoin de repos. Ils étaient bien malades ! Un jour que ça allait un peu mieux, à Berlin, il voulut à toute force entendre de la musique. Un matin, à son réveil, je lui fis la surprise d'un choral joué sur un petit piano que j'avais fait venir en cachette. Il pleura de joie et d'émotion ! Vous pouvez juger par là à quel misérable accablement il se trouvait réduit... Mais

Dieu le Seigneur n'a cessé de me soutenir, et j'ai pu sortir de peine... »

Reinfeld, 23 octobre.

« ... Dans la brûlante atmosphère et dans les eaux chaudes de Wiesbaden nous avons cherché la guérison pendant quinze jours, mais ne l'avons pas trouvée. L'état du malade est resté à peu près stationnaire, il y eut même un retour des douleurs. Je consultai notre ancien médecin de Francfort, le docteur Struck. Il désapprouva le traitement ordonné à Berlin et à Wiesbaden, et nous envoya vivement à Nauheim. Ce changement fit tant de bien à mon cher Othon, qu'au bout de huit jours il était un autre homme ; après seize jours l'amélioration fut si complète, qu'on nous permit de partir. Le 7 décembre, à la première heure, nous quittâmes Nauheim pour Berlin, où nous trouvions un télégramme du régent, qui appelait Bismarck à Bade, sans délai. Nous arrangeâmes le plus d'affaires dans le moins de temps possible, et nous nous séparâmes, moi courant au nord, lui vers le sud. »

Fin octobre, le prince-régent et l'empereur Alexandre eurent d'abord une entrevue à Varsovie et partirent pour une revue à Breslau. Bismarck naturellement était de la partie. A Breslau je pus deux jours de suite, le matin, lui faire de la musique, et, plus tard, lui rendre différents petits services. Il m'invita à le venir voir bientôt à Saint-Pétersbourg, me donna force détails sur sa maladie, et ne cacha pas son mépris même pour les médecins de Berlin, qui l'avaient mis à deux doigts de la mort, en lui ordonnant de trop fortes doses d'iode. Il ne s'était trouvé mieux qu après que sa femme eut jeté le flacon d'iode par la fenêtre.

Bientôt après, il se mit en route pour Saint-Pétersbourg avec sa famille, mais retomba gravement malade pendant un arrêt chez M. de Below, à Hohendorf (Prusse Orientale).

Mme de Bismarck écrivait, le 30 janvier 1860, de Hohendorf :

« ..... Voilà douze semaines que nous sommes ici. Ce que l'affection et la bonté sont capables de faire en ce monde, nous l'avons appris au delà de toute mesure, à chaque instant, depuis la première heure ! La bouche est impuissante à le dire, le cœur hors d'état de témoigner assez de reconnaissance ! Mais de même on ne saurait décrire nos souffrances, nos terreurs sans nom, nos inquiétudes, notre découragement — hélas ! presque du désespoir — pendant toute cette terrible crise des premières semaines, les plus dangereuses de toutes, et ensuite le début de sa convalescence, d'après le médecin ; mais il avait de constantes rechutes, et moi je m'épuisais en accès incessants de tristesse mortelle.

« Depuis le nouvel an, la situation s'est modifiée ; malgré des retours de lassitude, d'hypocondrie et d'insomnie, qui menaçaient de détruire nos espérances de mieux, les choses prirent un autre aspect à partir du moment où il put quitter la chambre, cinq minutes, dix minutes, petit à petit, jusqu'à une demi-heure.

« Depuis les huit derniers jours la convalescence me semble s'accélérer, et j'ai maintenant la ferme croyance que la miséricorde divine lui rendra encore une fois ses anciennes forces, — ce que je n'osais espérer, ces dernières semaines. — Que va-t-il arriver ? Qui le sait ? Pas moi ! Personne ne saurait le dire. Bismarck parle nettement de retourner à cet abominable Saint-Pétersbourg.

Les médecins protestent, les amis l'en dissuadent. S'il voulait renoncer à tout ce qui touche la politique et la diplomatie, si, aussitôt sa santé rétablie, nous filions en droite ligne pour Schœnhausen, sans nous soucier d'autre chose que de nous-mêmes, de nos enfants, de nos parents, de nos vrais et sincères amis, ce serait un bonheur pour moi. Alors certainement il retrouverait sa vigueur physique et morale d'il y a dix ans, d'avant son entrée dans cet insupportable tumulte du monde diplomatique, qui ne lui a rien apporté de bon — rien que des maladies, des rancœurs, des inimitiés, de l'envie, de l'ingratitude et... l'exil ; s'il voulait secouer la poussière de ses pieds sur tout ce misérable bataclan et s'arracher à ces insanités, qui ne conviendront jamais à la foncière loyauté, à la profonde noblesse de son caractère, mon bonheur et ma satisfaction seraient complets ! Mais, hélas ! il ne le fera pas, parce qu'il se figure qu'il doit ses services à *sa chère patrie*, ce dont je ne vois nullement la nécessité. »

Hohendorf, 26 février 1860.

« ... Enfin, je puis vous donner la douce assurance de son rétablissement. Vous savez de quel prix est sa vie ! Mon cœur est si plein d'allégresse au sujet de son bien-être, que ma plume en déborde ! Grâce à Dieu, elle le peut... »

Berlin, 14 avril 1860.

« ... Nous voilà retenus à Berlin depuis les premiers jours de mars, d'abord par la maladie, ensuite par l'irrésolution du ministère ! Dans quelle disposition d'esprit, vous pouvez vous en faire une idée, quand vous saurez que

nous avons pris congé de nos parents et enfants pour huit jours tout au plus, qui se sont changés en un mois plein. »

Saint-Pétersbourg, 23 juin 1860.

« ... Nous sommes arrivés ici le 5; nous avons voyagé lentement, dans des conditions assez confortables, à travers les steppes de Pologne et de Russie, de mercredi matin à mardi matin, presque huit jours; la première matinée d'ici, nous avons subi les cruels assauts d'un ouragan glacial (le thermomètre était à 0); les huit premiers jours nous avons gelé, puis nous avons été cuits par une chaleur que je n'ai jamais vue dans mon pays... C'est une ville singulière, sans fin, ce Saint-Pétersbourg, avec ses richesses de toutes sortes. Belle, on ne saurait le nier, et grandiose. Notre appartement se trouve dans une situation charmante, sur le quai : le mouvement interminable des bateaux du matin au soir, et du soir au matin, les merveilleux couchers de soleil, les crépuscules qui durent toute la nuit, de sorte que cette nuit n'en est pas une, tout cela est pour moi un sujet de joie ! De même les promenades en voiture au triple galop dans les îles, et vers Zarske et Pawlowsky... Bismarck va, Dieu soit loué ! fort bien ! Il n'est pas encore aussi bien que jadis, mais j'espère que cela viendra avec le temps... De la musique, je n'en ai goûté jusqu'ici que dans les airs russes, étrangement mystérieux, que ne cesse de chanter le peuple, dans la rue, dans les îles, en voiture, à pied, à cheval, au travail... »

21 juillet.

« ... Bismarck a pendant un mois bu de l'eau de Carlsbad ; cela ne lui a pas fait de bien du tout, de sorte que

j'ai eu la joie d'obtenir une décision qui ne devait s'exécuter que quinze jours après... Il lui fallait du repos, à ce cher Bismarck, mais il a un *tempérament trop agité* pour cela, et se sent mal à son aise quand il n'a rien à faire; alors il faut se résigner. Mais je tremble pour lui; puisse la bonté de Dieu intervenir et lui accorder plus de sommeil et des nerfs plus résistants. Il n'est pas malade, mais il ne s'est pas encore un seul jour senti d'aplomb... »

*
* *

Pour répondre à des invitations réitérées, j'arrivai par le paquebot de Stettin-Pétersbourg, le 28 août, dans la capitale russe. En amont du débarcadère, sur la rive sud, se trouvait à l'époque la demeure de notre ministre.

La maison contenait des logements vastes et commodes et suffisamment de place pour les bureaux. Le magnifique cabinet de travail du ministre se trouvait sur la face nord, et avait par deux fenêtres vue sur le fleuve, un pont, et dans le lointain l'orée d'une forêt. On avait la même perspective par les quatre fenêtres du grand salon, au milieu duquel était installé le piano. La salle à manger donnait sur la cour et conduisait au bâtiment du fond. Toute cette demeure était plus grande et plus élégante que les deux de Francfort, mais pas assez spacieuse pour de grandes soirées dans le style de Saint-Pétersbourg.

Au déjeuner, mon aimable hôte me dit : « Comme vous aimez les promenades à cheval, j'ai envoyé des chevaux en avant dans les îles. Si vous voulez, nous y irons en voiture. »

Mme de Bismarck ne nous accompagna pas; après la période de Francfort, elle cessa de monter à cheval, afin

de pouvoir se consacrer entièrement à l'éducation de ses enfants.

Nous partîmes donc à deux dans une petite voiture découverte. Les deux petits chevaux filaient ventre à terre sur le pavé et le macadam, au pas sur les ponts, jamais au trot. Notre chemin passait le long des quais vers l'est, devant les palais impériaux et sur un pont de bois long de mille pas.

La Néva est le fleuve le plus large que je connaisse. Complètement clarifiée dans le lac Ladoga, elle ne reçoit pas d'affluents qui la troublent, et est transparente jusqu'à une profondeur considérable. Elle fournit toute l'eau potable de Saint-Pétersbourg. Bismarck s'exprimait avec chaleur sur la beauté du grand fleuve qu'il voyait chaque jour avec un nouveau plaisir.

Les îles formées par plusieurs bras de la Néva contiennent des parties planes de plusieurs milles de superficie, et sont parsemées de parcs et de villas. Des sapinières, des bois de bouleaux, d'aunes et d'érables encadrent de vastes pelouses.

Le soleil était si chaud, que Bismarck ôta son pardessus d'été et le mit sur son bras gauche. Il ne me permit pas de l'en débarrasser.

Le temps se maintint au beau pendant toute la semaine de mon séjour à Saint-Pétersbourg, et l'excursion aux îles se répéta presque chaque jour.

La vie mondaine manquait d'animation. L'empereur était en Crimée, les grands-ducs et presque toute l'aristocratie à la campagne. Mais les affaires retenaient le prince Gortschakoff à la ville. Un jour qu'il vint voir Bismarck, celui-ci le pria de passer par le salon, pour pouvoir lui présenter un ami d'Allemagne. Il fallait que cet ami pût

raconter à Berlin qu'il avait vu le célèbre Chancelier. Le prince me fit l'honneur de s'entretenir longuement avec moi dans l'allemand le plus correct.

En accompagnant M[me] de Bismarck, je pus aller voir le Chancelier honoraire, comte de Nesselrode, qui demeurait dans l'une des îles avec sa fille, d'une beauté rare.

Tout ce que je voyais à Saint-Pétersbourg m'inspirait un si vif intérêt, qu'on me conseilla une excursion à Moscou. Une ligne de la main de Bismarck à l'intendant des châteaux impériaux dans cette ville, prince Obolenski, fit que ce digne seigneur me promena de tous les côtés dans sa voiture, deux jours entiers, de l'aube à minuit, et m'hébergea comme un parent. Je fus profondément touché par les enchantements de la vraie hospitalité russe, que je dus à l'estime personnelle du prince pour notre ministre.

Dans les derniers jours passés à Saint-Pétersbourg, je l'entendis exprimer quelques idées politiques. « C'est le parti du *Wochenblatt Prussien*, dit-il, qui est arrivé au pouvoir avec la régence. L'un de ces messieurs, Albert Pourtalès, ne m'était pas tout à fait inconnu. Nous avions été à l'école ensemble. Son frère et lui y avaient reçu le nom de *Pourtalides*. Je le rencontrai une fois en janvier 1859 et lui dis : Vous avez l'air de croire que vous êtes sorciers. Vous vous figurez que, grâce aux bonnes dispositions actuelles de l'opinion publique, toutes les difficultés s'aplaniront, tous les problèmes se résoudront. Mais cette ivresse passagère se dissipera, et il s'agira de montrer si l'un de vos ministres a quelques capacités. Moi, je ne le crois pas ; je crains que vous ne soyez à la hauteur ni des difficultés intérieures, ni des difficultés extérieures.

« Cela s'est vérifié plus vite que je ne pensais. La politique extérieure pendant la guerre d'Italie fut faible et

irrésolue. Je croyais encore à l'époque pouvoir exercer quelque influence et, cédant à une vieille habitude francfortoise, je m'usai les doigts pour empêcher notre entrée en campagne en vassaux de l'Autriche, sans nous être assuré un dédommagement suffisant. Malgré cela, on a mobilisé cinq corps d'armée; et, sans le traité de Villafranca, conclu à la hâte, nous nous laissions peut-être entraîner à tout hasard dans une guerre interminable contre la France, guerre dont les fruits, en cas de victoire, nous eussent été gâtés par l'Autriche et les États secondaires.

« Et à l'intérieur donc! Le ministère disposait d'une grande majorité, car la plupart des députés étaient de sa nuance. Dès son premier rescrit, le prince-régent avait déclaré qu'il était absolument nécessaire d'améliorer l'organisation actuelle et peu coûteuse de l'armée, afin que celle-ci pût faire bonne figure à l'instant décisif. Enfin, au commencement de cette année, on dépose les plans de réforme. Il ne s'agit plus que de les faire passer; mais les ministres n'exercent pas d'influence sur leurs amis. La commission refuse, et le projet ne paraît même pas en séance plénière. Ce fut un échec funeste; car il nous faut le renforcement et le rajeunissement de l'armée, autant que le pain quotidien. Roon, encore inconnu à la Chambre, ne pouvait aboutir. Mais les vieux chefs de parti, Auerswald et Schwerin, auraient dû mettre à la raison leurs féaux, par exemple Vincke et Stavenhagen. Ils n'y sont pas arrivés, l'énergie nécessaire leur faisait défaut.

« Que d'étrangetés dans l'évolution des choses en Italie! L'empereur Napoléon paraît réellement avoir été surpris par les succès de Garibaldi et l'écroulement du royaume des Deux-Siciles. Son ambassadeur ici, comte de Montebello, disait il y a quelques jours : *Nous voyons monter*

cela comme la marée, et nous ne savons que faire. Voilà l'impuissance des hommes vis-à-vis des événements. »

Forcé enfin de partir, je fus accompagné à la gare par mon hôte, qui me dit là : « Voyez-moi dans les salles d'attente cette foule de visages singuliers, ces barbes, ces costumes. Des peintres habiles devraient venir ici faire des études. »

*
* *

Mme de Bismarck m'écrivit le 17 septembre :

« ... Bismarck est revenu de la gare tout mélancolique, et il me dit : « Il emporte chaque fois un grand lambeau de « patrie ; et maintenant je vais chercher l'oubli dans un « travail acharné, sans quoi je serais trop tourmenté par « le regret de son départ. »

Saint-Pétersbourg, 12 octobre 1860.

« Il y eut au couvent d'Alexandre-Newsky une pompeuse fête commémorative. D'innombrables popes, la famille impériale, le corps diplomatique, une foule de militaires, surtout des Circassiens, et de hauts dignitaires de tout genre : ce n'étaient partout que feux et scintillements. Les chanteurs du couvent et de la cour produisirent des voix magnifiques, mais qui n'égalent pas encore le chœur de notre cathédrale à Berlin. Bismarck y fut en capitaine des cuirassiers blancs ; à ma grande joie il dominait tous ses collègues, et les surpassait en majesté et en distinction. Au bout d'un certain temps ils fléchissaient tous et semblaient cassés en deux — lui seul avait l'air d'un frère jumeau de l'empereur — et moi je m'en délectais en secret, dans mon petit coin de spectatrice... »

*
* *

Au commencement de novembre, le prince-régent eut une entrevue à Varsovie avec l'empereur Alexandre. Bismarck se trouvait évidemment là. Au retour, le train royal fit halte à Breslau, où les généraux et les autorités supérieures étaient réunis; moi, je m'y trouvais forcément, pour accompagner le premier président. Bismarck m'aperçut de loin et se fraya un chemin jusqu'à moi, à travers messieurs les généraux, pour me parler, tant que dura l'arrêt. Il me dit : « Je vais toujours à cheval dans les îles, mais maintenant, hélas! je n'ai plus de société. Vous devriez revenir bientôt, pour admirer Saint-Pétersbourg dans sa magnificence hivernale. »

De politique pas un mot.

Un monsieur de sa connaissance l'importuna de cette question : « Eh bien! que nous apportez-vous de Varsovie? » Il répondit : « De mauvaises nouvelles. L'état de l'impératrice-mère a sensiblemeut empiré. »

Le 24 novembre, Mme de Bismarck écrivait de Saint-Pétersbourg :

« ... La mort de l'impératrice-mère nous a fort affligés, parce qu'elle a été la grande protectrice, j'allais dire l'amie de Bismarck. Nous déambulerons maintenant noirs comme des corbeaux, masqués jusqu'aux dents; nous vivrons en anachorètes; j'espère que pendant cette période de calme les nerfs de Bismarck se fortifieront, et que notre vie familiale sera tout à fait agréable... »

2 février 1861.

« ... La veille de Noël, nous eûmes la visite d'un ami intime au temps de l'université, comte Alexandre Keyser-

ling (frère de celui de Rautenbourg). Une séparation de vingt-trois ans, sans relations épistolaires, n'a pas porté la moindre atteinte à cette affection de jeunesse. J'en ressens une grande joie. Ils se retrouvèrent avec une gaieté ingénue et une chaude cordialité, comme s'ils n'avaient jamais été séparés. Lui vit à la campagne en Esthonie.

« ... Il y a quelques jours, je fus mandée auprès de la merveilleuse grande-duchesse Hélène. Son palais est d'un confort exquis, incomparable ; dans l'escalier déjà on sent le bien-être, mais dans le grand salon c'est si beau qu'on serait tenté de ne plus s'en aller. Et Hélène, la délicieuse, rayonnante d'amabilité, m'enlace chaque fois de nouveaux enchantements, de sorte que pour la première fois de ma vie j'ai pensé qu'il pourrait être beau de devenir dame d'honneur, c'est-à-dire d'elle, la belle et aimable princesse ! — Tout cela est d'une distinction si haute, si aristocratique, et pourtant si loin de la froideur de l'atmosphère des cours... bref, charmant d'un bout à l'autre. On joua un ravissant trio de Mendelssohn, que je ne connaissais pas encore (Rubinstein, Wieniawski et un anonyme). Il y a là un scherzo, à la fois si insinuant et si espiègle, que je me fondis en extase. Et la grande-duchesse, dans la même ivresse que moi, fit recommencer le scherzo... »

21 avril 1861.

« ... Bismarck a eu plusieurs petites attaques de rhumatisme, qui m'ont peut-être fait plus de mal qu'à lui. En outre, ses nerfs sont toujours dans un état si pitoyable, qu'on ne peut le regarder qu'avec inquiétude... »

1er juin 1861.

« ... S'il plaît à Dieu, je partirai le 5 pour l'Allemagne avec les enfants, le précepteur, la gouvernante française et les domestiques, malheureusement sans Bismarck, qui espère pouvoir me rejoindre dans trois à quatre semaines... Me séparer de lui m'émeut jusqu'aux larmes, et il n'aurait qu'un mot à dire, je resterais, je ne bougerais pas de place, malgré ma nostalgie du pays ; mais il me presse de partir, à cause de petit Bill, pour éviter les inconvénients de la chaleur, qui nous a fort incommodés l'année dernière... »

Reinfeld, 20 juin 1861.

« ... Il est arrivé ! — non pas *sous le vent et la pluie* [1], mais par un soleil superbe, — hier, sans s'être annoncé, tout à fait par surprise : ç'a été d'autant plus beau !... Il doit boire de l'eau de Kissingen ici, prendre des bains salins, ici aussi et simultanément, pendant trois à quatre semaines, puis aller passer trois à quatre autres semaines à Stolpmünde, pour se rafraîchir dans les ondes bienfaisantes de la Baltique. »

8 août.

« ... Notre existence à Reinfeld est extrêmement agréable, d'un calme tel qu'on ne saurait souhaiter mieux. Bismarck en est à sa dix-septième bouteille de Kissingen et à son huitième bain ; il continue à prendre ses verres et ses bains avec une bonne humeur parfaite. La quiétude de Reinfeld lui va admirablement. Personne ne le dérange ici. Les diplomates sont au diable vauvert, les cousins

[1] Premiers mots d'un chant favori de Rob. Franz (op. 4, n° 7).

absorbés par les joies de la moisson; les vieilles et jeunes petites dames qui se font voir parfois, mais rarement, ne le troublent pas dans ses promenades, dans sa lecture du *Journal de famille* et autres plaisirs innocents auxquels il se livre ici. J'espère que, grâce à cette vie douce et végétative, il reviendra à parfaite santé, et je prie Dieu instamment d'en faire profiter son corps et son âme. »

Reinfeld, 15 octobre.

« ... Lorsqu'au départ de Stolpmünde nous nous séparâmes, Bismarck comptait être de retour au plus tard dans une semaine. Cette semaine s'est changée en trois, qu'il a passées à Coblenz et Berlin, puis à Schœnhausen, Krœchlendorf, Kuelz et Zimmerhausen. De ce dernier endroit, il avait amené Blankenbourg, avec lequel il est resté ici deux jours, Dieu merci, très gaillard. Avant-hier, nouvelle course, à Kœnigsberg cette fois, où, après le couronnement, se décidera notre sort; à ce sujet il y a tant de possibilités, tant de fluctuations, que la tête m'en tourne. Figurez-vous, on lui a brusquement donné à entendre qu'il irait à Londres, mais par intérim, pour quelques mois seulement, perspective qui me met dans une rage sourde, parce que nous resterions forcément séparés tout ce temps-là, et par quelle distance ! Puis la Wilhelmstrasse revient, puis Paris oscille devant nos yeux, puis Saint-Pétersbourg redevient une quasi-certitude ! Voilà où nous en sommes tout cet été; il me prend parfois des envies de mordre, tant l'impatience me point !... »

Reinfeld, 26 octobre.

« ... A Kœnigsberg, au dernier coup de cloche des fêtes

du sacre, un ordre très pressé : « Vite, à Saint-Pétersbourg. » Il m'a envoyé des instructions identiques... »

Saint-Pétersbourg, 25 novembre.

« ... Cet été, il y a eu des moments où Paris, avec son climat et tous ses autres magnifiques avantages du sud, me paraissait tout à fait tentant, si bien que le désir de *changement de poste* s'était ancré assez avant dans mon vieux cœur ; mais maintenant je me sens de nouveau toutes mes aises ici ; le *sans-gêne* complet avec lequel je puis vivre, presque comme à Francfort, il est probable que je l'aurais fort regretté de l'autre côté du Rhin. En effet, après trente-sept ans d'habitude, cette façon de vivre est devenue pour moi une seconde nature, et j'aurais de la peine à m'orienter dans un monde formaliste, tel que l'est, à ce qu'on dit, celui de Paris. De plus, qui aurait enguirlandé mon appartement de fleurs et de fruits, en signe de bienvenue ? qui est-ce qui m'aurait tendrement serré dans ses bras avec de grands cris de joie, ainsi que l'ont fait ici mes chères amies Bertheau et Schrenck[1] ? Pas une âme à cent lieues à la ronde. Aussi plus un mot de mécontentement, plus un soupir, mais un profond regret de toute ingratitude, et de fervents remerciements à Dieu pour ses clémentes volontés... »

4 janvier 1862.

« ...Aujourd'hui, joyeuse lettre de Bismarck, annonçant qu'il a tué un élan, haut de 2 aunes et demie, et long

[1] Mme Bertheau, femme d'un négociant allemand ; Mme de Schrenk, veuve d'un propriétaire esthonien, vécut quelques années avec sa fille à Saint-Pétersbourg.

de 3 aunes et demie, *par conséquent de petite taille*. Il paraît satisfait, quoique 11 loups (onze !) furieux et effarouchés aient coupé la chasse... »

7 janvier.

« ... Après plusieurs jours de chasse, il est rentré hier fort joyeux avec un ours et un élan gigantesque, et, Dieu merci, bonne mine, malgré les fatigues. Les enfants vont bien également, grâce à Dieu ; hier ils ont été enchantés de faire connaissance avec les montagnes russes, auxquelles le baron Stieglitz nous avait invités... »

29 janvier.

« ... Nous toussons tous en chœur, et moi si fort que prochainement je pourrai jouer la *Muette de Portici* — qui s'appelle ici *italiansky banditzky ;* — sans cela nous allons assez bien. Une fête succède à l'autre, privée ou impériale ; ces dernières ont eu un éclat tel, que mes yeux ignorants ne pouvaient s'en faire une idée. Les diamants dont Sa Majesté l'impératrice était parée furent évalués par des connaisseurs à quinze millions... »

***

Vers le 15 mars 1862, je fus une seconde fois à Saint-Pétersbourg l'hôte de notre ministre. A mon arrivée, le maître de la maison était absent. Plusieurs jours avant, un paysan avait rapporté qu'à environ 250 verstes de la capitale, mais tout près de la voie ferrée, se trouvait un ours dans son hivernement. Bismarck résolut aussitôt de s'y rendre. Le lendemain de mon arrivée il revint. Il avait l'air dispos et frais, comme je ne l'avais pas vu depuis des

années. Il portait un costume de chasse en peau de mouton marron, doublé de la même fourrure. Après les premières salutations, il arpenta le salon, sans penser à changer de vêtements, et me dit :

« Vous n'avez pas pu venir pour les fêtes d'hiver, à cause des suites persistantes d'un refroidissement. Sans doute parce que vous allez trop peu à la chasse. La vie de chasseur est vraiment naturelle à l'homme. Et quand bien même on ne peut rester qu'un jour dans les bois, on en rapporte toujours un réconfort sensible. Notre chasse d'hier a été, il est vrai, manquée. L'ours vint droit à moi au petit trot, mais un autre chasseur l'a effarouché en tirant trop tôt, et l'ours se sauva en perçant la ligne des rabatteurs. Je ne m'en réjouis pas moins d'avoir respiré encore une fois l'air de ces solitudes boisées et couvertes de neige. Rien ne vaut les forêts vierges, où l'on ne trouve pas trace de la main des hommes. En Russie il y en a encore un grand nombre, de vrais paradis pour le chasseur. Chez votre cousin Sacken, à Dondangen, où je tuai deux élans il y a des années, on trouve aussi de ces forêts. Mais vous y avez chassé vous-même. En Allemagne il n'existe plus de ces grandes forêts vierges, mais pourtant de splendides futaies en quantité, où l'on peut aller puiser des forces et une santé nouvelle. »

Je me suis souvenu plus tard de ces réflexions, quand, étant ministre, il acceptait assez fréquemment des invitations aux chasses de la cour, malgré des affaires pressantes. Le besoin de fortifier ses nerfs l'attirait dans les forêts. Il sembla toujours réussir à rattraper aisément les retards causés par une absence d'un ou deux jours.

Le soir, nous fumions près du feu, assis autour de la cheminée. Il me raconta plusieurs chasses à l'ours. « Une

seule fois, dit-il, un ours blessé s'est élancé sur moi, debout, la gueule ouverte. Je le laissai approcher à cinq pas, puis je lui tirai deux balles dans la poitrine, et il tomba mort à la renverse. Je n'eus pas un instant le sentiment de me trouver en danger. Derrière moi se trouvait toujours mon garde-chasse, avec un second fusil à deux coups chargé. Les autres ours que j'ai pu abattre tombèrent toujours sous mes balles, sans se dresser sur leurs pattes. C'est d'ordinaire une chasse très facile, car l'ours, arraché à son sommeil d'hiver, est encore engourdi et lent. En été, on ne le chasse pas : il serait trop dangereux pour les rabatteurs. »

Dans les appartements apparaissaient alors parfois deux oursons, dont les allures comiques amusaient jeunes et vieux. Un soir, on avait déposé sur le seuil du salon une écuelle de terre pleine de lait pour l'un de ces petits animaux. Le lait avait tourné, comme il fut constaté après. L'ourson flaira l'écuelle, leva la patte droite et lui asséna obliquement un coup si violent que le vase se brisa en morceaux contre le mur voisin. Le rire fut général.

Lorsque Bismarck quitta Saint-Pétersbourg, il fit cadeau des ours au Jardin zoologique de Francfort-sur-le-Mein.

Il n'y eut évidemment pas de fêtes à la cour pendant le carême ; cependant, à un raout chez le prince Gortschakoff, j'eus l'occasion de voir l'empereur Alexandre et de l'entendre s'entretenir assez longtemps avec Bismarck, en partie en langue russe. Je doute que jamais un autre diplomate ait pu procurer ce plaisir au czar. Pendant tout le temps de son séjour à Saint-Pétersbourg, Bismarck a pris des leçons de russe. Le soir, tandis qu'on faisait de la musique, il lisait toujours un livre russe.

Avec ses deux fils, Herbert et Bill, je patinais presque

tous les jours sur la Néva, par un clair soleil et 8 ou 10 degrés de froid. Herbert m'accompagnait aussi avec son précepteur, l'aspirant-pasteur Braun, dans les châteaux impériaux, et faisait preuve là, devant les tableaux historiques, de connaissances surprenantes en histoire contemporaine. Son père eut l'extrême bonté de me conduire un jour dans un musée; cependant il me sembla que c'était plus un acte de politesse raffinée qu'une conséquence de l'intérêt que lui inspiraient les tableaux.

Au dîner (6 heures) prenaient part le secrétaire de légation de Schlœzer, futur ministre au Vatican, déjà connu à l'époque comme écrivain, et l'attaché de Holstein. Parmi les convives de hasard, je puis citer un ex-officier prussien, le colonel d'Erckert, qui avait été longtemps au Caucase, et commandait alors un régiment d'infanterie à Saint-Pétersbourg, le conseiller d'État de Brevern, de même qu'un pianiste et compositeur autrefois célèbre, Adolphe de Henselt.

Au point de vue politique, Bismarck n'était alors guère communicatif, peut-être parce que l'imminence de sa translation à Paris et la perspective de faire partie plus tard d'un ministère dirigeaient ses pensées vers les problèmes de l'avenir. Il affirma souvent qu'au point de vue du service il faisait *son devoir* de représentant des intérêts des Allemands vivant en Russie, mais que dans la politique européenne il ne prenait aucune initiative et restait passif, façon d'agir qui satisfaisait au plus haut point le prince Gortschakoff, toujours en éveil contre les intrigues.

Lorsque après un séjour de deux semaines je repartis, il m'accompagna de nouveau à la gare. Là il me dit : « J'aurais pris encore plus de plaisir à votre visite, si j'avais pu

vous donner une chasse à l'ours, et vous fournir l'occasion d'en tirer un. Mais dans ces derniers jours on n'en a signalé aucun. »

*
* *

M[me] de Bismarck m'écrivit le 16 avril :

« ... Au jour anniversaire de la naissance de Bismarck, nous fûmes appelés par la grande-duchesse Hélène à un petit dîner, ce qui stupéfia passablement la petite et la grande famille. Sur l'ordre de Bismarck, il y eut ici à trois heures avec tous les membres (cinq) de la légation, Keyserling, Erckert, les enfants et le précepteur, un déjeuner d'anniversaire assaisonné par la plus franche gaîté ; à sept heures et demie, seconde édition avec étiquette et solennité chez la grande-duchesse.

Nous oubliâmes bientôt ce contretemps en société de la princesse, radieuse d'amabilité, qui nous groupa autour d'elle à la petite table ronde (il n'y avait avec nous que Keyserling, Souwarow et la dame d'honneur préférée, M[lle] de Rahden) ; la grande-duchesse mit en train une conversation si franche, si intéressante et si animée, qu'on eût dit que c'était une réunion d'intimes. Après le dîner, elle gâta encore les fumeurs avec des cigares exquis, et, lorsqu'elle nous congédia à neuf heures et demie, elle ne voulut pas nous dire adieu, sous prétexte que *cela lui ferait trop de peine*... Maintenant on fait tous les jours de nombreuses visites, cinquante sont expédiées, j'en ai encore trente-neuf en perspective ; ajoutez à cela comme vraisemblables les cérémonies de congé aux palais Michel et Leuchtenberg et diverses soirées intimes... Ce qu'il y a de certain, c'est que nulle part nous ne retrou-

verons une situation plus agréable et plus commode qu'ici. Aussi aurons-nous un vrai chagrin à quitter Saint-Pétersbourg, malgré le climat et la cherté de la vie — mes chères Schrenck et Bertheau mises à part, dont il me sera réellement pénible de me séparer... Keyserling est un vrai trésor par ses qualités intrinsèques, malgré son extérieur insignifiant. Doué d'une pénétration d'esprit hors de pair et d'une justesse incomparable de jugement dans tous les domaines, il n'a pas l'aridité du savant, mais les couleurs et les parfums d'un parterre de fleurs, il est plein d'une poésie délicate ; enfin un être exceptionnel... Je regretterai tous ces bons amis, quand, à Paris ou ailleurs, je serai obligée de subir les créatures les plus assommantes. »

Le 30 avril.

« ... Avant-hier, cour de félicitations et bal au palais impérial, très brillant et très joyeux pour les jeunes amateurs de chorégraphie. Il y avait trop de monde et trop de chaleur pour moi et mes respectables années. J'ai trouvé une distraction dans les regrets qu'on venait m'exprimer de droite et de gauche au sujet de notre départ, et me suis aveuglée une dernière fois à l'éclat des diamants impériaux... Les poignées de main répétées de l'empereur, l'extraordinaire douceur des inflexions de sa voix harmonieuse, quand il affirma *regretter bien vivement* qu'on ne voulût pas nous laisser à Saint-Pétersbourg, me touchèrent profondément. Bismarck m'avait souvent dit que les manières cordiales du czar étaient irrésistibles ; je m'étais toujours refusée à le croire, mais ce jour-là je fus empoignée moi-même, surtout à ses dernières paroles : *Mais*

nous continuerons à rester amis, n'est-ce pas? L'impératrice se montra aussi fort aimable, elle condescendit à m'embrasser, de même les grandes-duchesses Hélène, Marie, Constantine ; je passai d'une accolade à l'autre.

V

BERLIN (SEPTEMBRE 1862-NOVEMBRE 1863).

Reinfeld, 21 juin 1862.

« ... De Paris, je reçois souvent de bonnes lettres où, grâce à Dieu, il n'est question que d'excellente santé et de la peur de recevoir des télégrammes de Berlin, pouvant avoir pour conséquence une détention à la Wilhelmstrasse. Bismarck a attendu quinze jours à Berlin une décision, puis il s'est fâché; alors on l'a vite expédié à Paris, mais en faisant observer que les circonstances nécessiteraient peut-être son prompt rappel... »

3 juillet.

« ... Je viens de recevoir un mot de Bismarck; il se porte bien, mais il est toujours comme l'oiseau sur la branche. Aujourd'hui, il devait dîner à Fontainebleau chez Louis, et assister à une chasse à courre... »

9 août.

« ... Bismarck m'envoie les lettres les plus charmantes, inspirées par l'ivresse des merveilleux paysages qu'il parcourt sans cesse le long de l'Atlantique et dans les splendides Pyrénées. Saint-Sébastien surtout paraît l'avoir impressionné, mais il a été aussi ravi de voir différents

châteaux français (Chambord et Chenonceaux), ainsi que Bordeaux et Biarritz. Sa santé est excellente, Dieu merci; il ne sait encore ni où ni combien de temps il se fixera; il a déjà passé en voyages quinze jours de ses six semaines de congé; le mal du pays le tracasse tant, malgré le plaisir que lui font toutes les beautés de la divine nature, qu'il abrégera sans doute la cure projetée à Biarritz... »

Reinfeld, 7 septembre.

« Ce mois-ci verra bien des décisions prises. La dernière lettre de Bismarck (datée de Biarritz, le 30) avait une teinte de mélancolie, le regret de quitter bientôt cette mer délicieuse, ses aimables Russes et la vie de flâneries qu'il mène avec eux depuis un mois. Il est absolument enthousiasmé de Cathi Orlow (femme du ministre de Russie à Bruxelles); tous les jours elle lui joue Beethoven, Schubert, Mendelssohn, etc...; si j'avais des dispositions à l'envie et à la jalousie, je pourrais probablement à cette heure me laisser tyranniser à fond par ces passions. Mais mon âme ne s'y prête pas; je ne puis que me réjouir de ce que mon cher mari ait rencontré là cette charmante femme; sans cette société, jamais il ne serait resté si longtemps tranquille au même endroit, et sa santé ne serait pas devenue florissante au point où il me le mande dans chacune de ses lettres. L'eau de la mer de Biscaye et l'air du midi de la France lui ont fait un bien énorme. Dieu en soit mille fois loué... »

24 septembre.

« ... Notre sort va se décider ces jours-ci; peut-être est-ce déjà fait. Bismarck, revenu de la mer et des plaisirs de

la montagne, a été appelé en toute hâte à Berlin par deux dépêches télégraphiques. Il m'a écrit de là en termes aimables qu'il allait bien, mais que sa mauvaise humeur était grande d'avoir retrouvé la discorde partout ; il tremble d'y être retenu pour des futilités, et d'y rester accroché définitivement, ce qui le fait frissonner comme moi. Dieu décrétera ce qui est salutaire pour nous ; après ce long désœuvrement on n'a plus de volonté ; mes *instantes* prières ne tendent qu'à un but, à ce que les événements prennent une tournure favorable pour Bismarck et les enfants ; moi, je suis peu de chose à côté, et toujours satisfaite, quand les quatre sont heureux et bien portants. Dieu le sait !... »

*
* *

Le 23 septembre, Bismarck fut appelé à diriger le ministère.

Pour faire comprendre la tâche qu'on lui imposait, il faut que je raconte brièvement de quelle manière le conflit constitutionnel naquit de la réforme de l'armée.

D'après les lois fondamentales de 1814 et 1815, tout homme valide était en Prusse astreint au service militaire de vingt à cinquante ans : trois ans dans l'armée active, deux ans dans la réserve, puis dans la landwehr et le landsturm. Le service de la landwehr cessait pour le premier ban à trente-deux ans, pour le second à trente-neuf ans. Les réservistes devaient chaque année faire une période d'exercice de quelques semaines dans les régiments de ligne. Les landwehriens du premier ban n'étaient convoqués en principe que huit jours, une fois tous les quatre ans, mais constitués en régiments particuliers d'infanterie

et de cavalerie, qui formeraient chacun avec un régiment de ligne une brigade de l'armée de campagne mobilisée. Le second ban de la landwehr ne devait être appelé que pour la défense du pays et le service des forteresses, le landsturm dans les cas extrêmes seulement.

L'effectif de l'armée active et de la landwehr devait être fixé *chaque fois suivant les besoins de l'État.* En temps de guerre, si le besoin s'en faisait sentir, on pouvait incorporer aussi comme réservistes des hommes de la landwehr.

L'organisation de l'armée active, achevée en 1820, permettait d'incorporer par année 40 000 recrues. Ce chiffre était calculé au prorata de la population de la Prusse à cette époque, c'est-à-dire 11 millions d'âmes ; mais plus tard, une grande quantité de jeunes gens bons pour le service restèrent exempts, parce qu'il n'y avait plus de place dans les cadres. Leur nombre en 1859 s'élevait par an à plus de 23 000 têtes, sur une population d'environ 18 millions d'hommes.

Au lieu du service de trois ans, de simples considérations d'économie firent introduire en 1833, à titre d'essai, le service de deux ans dans l'infanterie ; l'expérience aboutit à ramener en 1852 un service militaire de deux ans et demi, et en 1856 de trois ans.

Lorsqu'en 1859, pendant la guerre d'Italie, on mobilisa 5 corps d'armée, parmi les landwehriens convoqués du premier ban se trouvaient 55 277 pères de famille, tandis que les jeunes gens valides se promenaient, exempts de service, par centaines de mille.

Depuis de longues années, le prince de Prusse considérait comme devoir principal de sa vie de supprimer les défauts reconnus des institutions militaires, et d'augmen-

ter l'aptitude à la guerre de l'armée. Comme prince-régent, il prescrivit, en février 1860, de déposer au Landtag une proposition de loi dont les données principales étaient : réalisation complète du service obligatoire pour tous, et remplacement de la landwehr du premier ban dans l'armée mobilisée par des réservistes.

Il fallait augmenter sérieusement le nombre des régiments pour incorporer les 23000 conscrits et plus qui restaient exempts tous les ans.

En étendant la durée de service de la réserve de deux à cinq ans, on comptait augmenter les qualités offensives de l'armée, accélérer la mobilisation, et ménager les hommes d'un certain âge, dont 50 pour 100 du premier ban et cinq sixièmes du second ban étaient mariés.

La considération que voici entrait aussi en ligne de compte : depuis la suppression de la *Sainte-Alliance*, la situation, complètement modifiée en Europe, pouvait rendre indispensables des démonstrations militaires, dans lesquelles l'appel de la landwehr aurait imposé au pays des charges beaucoup trop lourdes. On s'en était cruellement ressenti lors des mobilisations de 1850 et 1859, parce que les cercles étaient obligés de pourvoir à l'entretien des familles des landwehriens appelés sous les drapeaux.

Pour exécuter cette réforme de l'armée, on demandait pour le budget militaire une augmentation annuelle de 9 millions et demi de thalers.

La Chambre des députés était alors de nuance libérale modérée et ministérielle ; sa commission, présidée par Vincke, écouta les conseils du général de brigade retraité Stavenhagen. Celui-ci trouvait juste la réalisation totale du service obligatoire, mais il demandait le maintien de

la landwehr dans l'armée de campagne, et l'introduction du service de deux ans dans l'infanterie. On appelait l'institution de la landwehr, *consacrée par de glorieux souvenirs*, l'élément le plus vigoureux de l'armée, et l'intermédiaire entre le peuple et l'armée active, rendue impopulaire par l'esprit de corps exclusiviste des officiers en majorité nobles. En faveur du service de deux ans, on invoquait son existence réelle depuis de longues années, et quelques autorités militaires des périodes antérieures.

En vain le ministre de la guerre de Roon jeta dans la lutte les arguments les plus probants ; les clichés populaires : *maintien de la landwehr* et *service de deux ans*, dont s'était emparée presque toute la presse libérale et démocratique, l'emportèrent aussi dans la commission, quoique ce ne fût pas un secret, que le prince-régent considérait le service de trois ans comme indispensable à l'instruction sérieuse de l'infanterie avec les armes modernes, et qu'il se faisait un devoir de conscience de maintenir sa durée.

Devant l'attitude inflexible de la commission, le ministère, certain d'un échec en séance plénière, retira le projet de loi en mai 1860.

Or, la situation en Europe, après la guerre d'Italie, obligeait à maintenir l'armée sur un certain pied de guerre. Les députés les plus influents déclaraient que ce besoin existait encore en 1860. On allait profiter de ces circonstances favorables pour former de nouveaux cadres.

On eut l'idée au ministère — malheureusement cinq mois trop tard — qu'on n'avait nullement besoin d'une loi nouvelle pour créer de nouveaux régiments, et qu'il suffisait d'obtenir un crédit ; les plus-values du dernier exercice faciliteraient l'obtention de ce crédit.

Certes, les formations projetées étaient réalisables d'après les lois existantes; on renoncerait provisoirement à ce que la loi ne permettait pas en temps de paix, à incorporer dans la réserve les plus jeunes classes de la landwehr.

On demanda donc à la Chambre neuf millions pour quatorze mois, *afin de maintenir et compléter les mesures nécessaires au perfectionnement de l'état de mobilisation et de la puissance offensive de l'armée, mesures exécutables sur les bases légales antérieures.*

Roon n'intervint point de sa personne dans les délibérations de la commission à ce sujet. Il savait que sa nomination en décembre 1859 avait été accueillie avec méfiance par le parti libéral. On se racontait alors que son prédécesseur, aimé du parti, le général de Bonin, s'était retiré pour n'avoir pas pu faire prévaloir certaines modifications au projet de réforme, que lui désirait, et que fit échouer le veto du général baron Edwin de Manteuffel, alors chef du cabinet militaire. Roon ne s'était pas encore trouvé en mesure de prendre parti en politique, mais on le considérait comme un *réactionnaire,* à la suite de vagues bruits, et de la soumission avec laquelle il entreprenait toutes les innovations projetées par le roi, son chef militaire. Il s'était aperçu dans la commission des mauvaises dispositions de la majorité. Il crut donc prudent de ne pas intervenir dans les négociations sur le crédit demandé, et laissa le soin de représenter le ministère dans la commission au ministre des finances, baron Patow, qui était *persona grata.* Roon se disait que tout le monde comprendrait qu'il s'agissait des moyens d'organiser les nouveaux cadres nécessités par l'augmentation, indispensable aux yeux de tous, des effectifs à incorporer.

Il supposait connu que — comme il le dit plus tard — *des régiments ne pourraient être commandés par des surnuméraires.*

Par contre, la plupart des députés pensaient qu'après des luttes ardentes sur les conditions légales de la réforme de l'armée, celle-ci ne pourrait être exécutée sans une loi nouvelle. Patow les confirma dans leur erreur en déclarant à la commission qu'il s'agissait d'une mesure provisoire, qui ne préjudicierait pas les vœux exprimés au sujet de la durée du service et de la landwehr. Sans doute ces deux questions restaient ouvertes; mais le terme *provisoire* n'était pas plus juste que la réflexion y jointe, que *si plus tard le Landtag refusait son consentement à l'organisation définitive, tout pourrait revenir au statu quo ante.*

Le rapporteur Vincke inséra ces déclarations dans le rapport de la commission, et conseilla le vote du crédit en appuyant sur leur force d'obligation.

Dans la séance plénière, — probablement sur le conseil du ministre de la guerre, — Patow modifia ses déclarations antérieures dans le sens que voici : « Les transformations dans l'armée, nécessaires pour faire des soldats de tous les hommes astreints au service, seraient provisoires dans ce sens seulement, qu'elles auraient besoin pour leur régularisation définitive de l'approbation du Landtag. » La Chambre ne parut pas prendre garde à cette déclaration. Le ministre de la guerre, présent à la séance, ne crut pas devoir ajouter quelque chose aux paroles de Patow, qui se rapportaient évidemment aux nouveaux cadres nécessités par l'instruction de 63.000, au lieu de 40.000 recrues.

Vincke vint au secours du ministre des finances en

disant que l'octroi du crédit était sans danger; car si par exemple on nommait dix colonels, et que ces créations ne fussent pas approuvées plus tard, *on les supprimerait par extinction.*

Personne ne pouvait supposer que le rapporteur de la commission avait pris cela sous son bonnet; le gouvernement en conclut que la majorité s'attendait à la formation d'un grand nombre de régiments. L'insolite accélération des débats, et des avis confidentiels de quelques députés firent croire aux ministres que leur parti, prédominant à la Chambre, désirait passer vivement, et avec le moins de bruit possible, sur les difficultés provenant de la question de la réforme de l'armée. On se trompait de part et d'autre. Ces illusions firent naître le fatal conflit. On peut affirmer qu'il provint de ce que les ministres comme les députés avaient peur de le provoquer. A mon avis cependant, les prétéritions du ministère furent la cause principale de ce conflit.

Si les hommes dirigeants, Auerswald et Schwerin, avaient apprécié à sa juste valeur l'immense portée de la réforme pour le pays et pour leur parti, ils auraient pris fait et cause en sa faveur, et ils auraient pu s'assurer l'appui de Vincke et des autres chefs, avant le dépôt des propositions. On ne pouvait pas exiger cela de Patow, le ministre des finances, qui n'avait pas encore de couverture certaine pour les neuf millions et demi demandés; mais les autres ministres populaires auraient pu préparer de longue main, et peut-être sauver la cause. Au lieu de cela, ils confièrent la défense de ce colossal projet à Roon, encore inconnu, et suspect de conservatisme.

Après que la commission eut, comme il fallait s'y attendre, demandé une réduction de cette énorme aug-

mentation de dépenses, en termes visant à la popularité, l'affaire parut définitivement mal engagée.

Alors les ministres commirent une seconde faute d'omission, en ne disant pas que leurs vues sur la nécessité d'une nouvelle loi militaire s'étaient modifiées. Je dois reconnaître cependant que le ministre de la guerre, tant vanté après coup par les patriotes de toutes nuances, eût un grand mérite devant l'histoire en chargeant sa conscience de cette réticence ; car, sans cet *habile artifice*, il est probable qu'on n'eût pu exécuter, vu l'état de l'opinion publique, la réforme indispensable en vue de la lutte suprême, dont l'Allemagne devait être le prix.

Les neuf millions furent votés presque à l'unanimité. A la clôture de la session, le discours du trône remercia la Chambre en termes indiquant la conviction du prince-régent, que par ce vote le Landtag avait voulu autoriser les formations prévues.

Dans les six mois suivants on créa les cadres pour 36 nouveaux régiments d'infanterie, 9 bataillons de fusiliers et 10 régiments de cavalerie; les autres armes furent augmentées en proportion, les officiers et sous-officiers nommés, les drapeaux et les étendards nécessaires distribués.

Alors un cri s'éleva par le pays : « Nous sommes dupés ; au lieu des organisations provisoires, pour lesquelles on a voté l'argent, on en a créé d'immuables. Cette mesure produira d'intolérables augmentations d'impôts. »

Dans deux ballottages, les électeurs, jadis libéraux modérés, se prononcèrent en faveur de deux chefs de l'extrême gauche, Waldeck et Schulze-Delitzsch.

Le 2 janvier 1861, le roi Frédéric-Guillaume IV fut délivré de ses souffrances; le roi Guillaume monta sur le trône.

Bientôt après, la nouvelle Chambre des députés vit arri-

ver un budget où étaient portées les augmentations des dépenses militaires, conséquence de la création des nouveaux régiments, comme si tout était régulier, et une nouvelle loi sur le service militaire superflue. Les débats y relatifs se passèrent dans un calme étonnant, parce que la majorité craignait de provoquer la chute du ministère. Un député seul (Hoverbeck) nomma le procédé du gouvernement *déloyal*, malgré son apparente légalité. Mais la somme nécessaire dans l'année courante pour les régiments nouveaux ne fut accordée que comme *dépense extraordinaire une fois faite*, et la Chambre accepta d'une voix unanime une proposition de Vincke, invitant le gouvernement à déposer le projet de loi militaire absolument indispensable pour la convocation des plus jeunes classes de la landwehr comme réservistes.

Pendant l'été se constitua le parti démocratique appelé progressiste. La méfiance et la haine des ministres firent la tache d'huile dans le pays. « Il se peut que ce soient de braves gens, disait-on, mais ils se laissent abuser jusqu'à tirer les marrons du feu pour le parti des hobereaux, qui les renverra dans leurs foyers, dès qu'ils auront rendu ce service. » Un grand nombre de députés, jusqu'alors ministériels, se rapprochèrent du parti progressiste, et celui-ci remporta des triomphes éclatants dans les élections générales qui eurent lieu en décembre.

On soumit à la nouvelle Chambre, en janvier 1862, un budget où les demandes de crédits supplémentaires pour la réforme de l'armée figuraient comme dépenses ordinaires, bien qu'il ne fût pas admissible que cette Chambre démocratique approuverait comme permanentes des dépenses que la précédente, libérale modérée, n'avait votées que pour un exercice.

Un court projet de loi, modifiant quelques articles de la loi sur le service militaire, fut d'abord soumis à la Chambre des Seigneurs. Le service de la réserve était abaissé de cinq à quatre ans, celui de la landwehr réduit de trois ans. La haute Chambre l'approuva. Il fut porté à la Chambre basse en février, mais n'y arriva pas à la discussion, parce que la Chambre des députés fut dissoute en mars, à cause d'une résolution hostile au gouvernement. Tous les ministres réputés libéraux se retirèrent et furent remplacés par des conservateurs ; Roon et Bernstorff seuls restèrent à leur poste, et von der Heydt, jusqu'alors ministre du commerce, prit le portefeuille des finances.

Au renouvellement des élections, la démocratie fit de plus grands progrès encore; le nombre des conservateurs se réduisit à onze.

Au mois de juin, on soumit à la nouvelle Chambre les budgets de 1862 et 1863 ; les frais de la réforme de l'armée s'y trouvaient encore portés comme dépenses ordinaires, mais on annonça pour l'hiver une loi sur le service militaire, *dont la discussion ne devait pas charger la session d'été.*

Le ministre des finances avait, avec un art merveilleux, su trouver des économies dans le budget de la guerre d'environ 2 millions, et en même temps la suppression de certains *centimes additionnels* imposés en 1859. Toutefois ces allégements sensibles ne firent pas grande impression sur cette Chambre trop surexcitée.

En septembre, le budget de la guerre provoqua une lutte oratoire de plusieurs jours. Contenue depuis deux ans pour des motifs divers, l'ardente haine inspirée par l'administration militaire se manifesta dans toute sa fureur. La question de la landwehr passait, il est vrai, au

second plan dans le pays, d'après le témoignage de Vincke, mais on tenait avec d'autant plus d'acharnement à obtenir le service de deux ans.

L'exercice financier finissait alors au 31 décembre. La session ordinaire du Landtag se faisait en janvier. Il se passait toujours quelques mois avant que le budget pût être fixé. Dans cet espace de temps, les dépenses courantes de l'État se faisaient naturellement toujours, quoique, à la rigueur, elles eussent dû être, au préalable, approuvées par la loi budgétaire. C'est ce qui se passa encore en 1862, année pendant laquelle la dissolution de la Chambre et les élections nouvelles retardèrent la discussion du budget d'une façon insolite. Or, on accusa le ministère d'avoir agi ainsi en violation de la loi, notamment en ce qui concernait les dépenses non encore autorisées par la présente Chambre, et votées, en termes très nets, par une Chambre antérieure exclusivement pour 1861.

Von der Heydt et Roon combattirent avec un calme et une circonspection admirables, mais en vain. Le 23 septembre, par 273 voix contre 68, la Chambre raya du budget de 1862 les dépenses prévues pour la réforme de l'armée — 6 millions environ. — Puis le budget, ainsi mutilé, fut approuvé par 308 voix contre 11.

Les sommes rayées étaient déjà aux trois quarts dépensées. La résolution qui défendait de faire ces dépenses se trouvait donc inexécutable, et ne pouvait avoir qu'un but, celui de faire sentir la puissance de la Chambre. Comme des paroles de méfiance contre les ministres n'avaient abouti à rien, il fallait par un acte donner à entendre au roi qu'il eût à congédier ces hommes, et à en nommer d'autres, capables de s'accorder avec la majorité de la Chambre.

Dans le pays, la résolution de la Chambre ne trouva que peu de contradicteurs. Tout le monde, sauf les quelques membres du parti conservateur, disait que les ministres avaient agi illégalement. On leur donnait tort aussi pour des raisons politiques. On pensait qu'on pourrait arriver à l'unité de l'Allemagne par des voies pacifiques, une fois que la Prusse représenterait l'état libéral modèle avec un gouvernement parlementaire. Alors elle exercerait sur les petits états, dans le domaine politique, la même attraction que jadis dans le domaine commercial, lorsqu'elle fonda et élargit le Zollverein. Malgré l'expérience de 1850, bien des gens croyaient sincèrement, et des députés l'avaient proclamé hautement, qu'une telle amalgamation pouvait se faire sans qu'on eût à tirer l'épée. Des conseils, provenant de la cour de Cobourg, nourrissaient aussi cet espoir.

On mettait alors souvent en doute la nécessité d'une armée bien aguerrie pour la protection du pays contre les grandes puissances militaires du voisinage. Même parmi les fonctionnaires civils, à tous les rangs de la hiérarchie, on rencontrait cette opinion, qu'*on n'avait que trop fait déjà pour les militaires*, et qu'il vaudrait mieux donner plus d'extension au système de la landwehr, que renforcer l'armée active par de jeunes réservistes. Fort peu de gens avaient une notion juste et approximative des avantages énormes que présente l'instruction technique approfondie des troupes. On demandait partout dans le peuple des allégements au service militaire et aux charges financières.

La loi prussienne des élections à deux degrés avait mis la prépondérance électorale aux mains des classes aisées. C'étaient justement celles-là qui, en 1861 et 1862, en deux

élections presque coup sur coup, avaient fait échec à la réforme de l'armée avec service de trois ans. La grande majorité des électeurs s'était déclarée d'accord avec ses représentants.

Insoluble paraissait le problème de faire plier sous la volonté royale la représentation populaire et les électeurs. Seul un brave, *n'ayant jamais connu la peur*, pouvait le tenter.

Le roi n'était pas sûr de trouver un homme de ce genre. Il n'était pas loin de penser à une abdication, quand, le 22 septembre, il demanda à Bismarck à quelles conditions il prendrait le ministère.

La réponse fut : « Sans conditions. J'éprouve les sentiments d'un vassal brandebourgeois qui voit son suzerain en danger. Je mets toutes mes forces à la disposition de Votre Majesté. »

Bismarck a raconté plusieurs fois en ma présence ce début de l'audience, exposée tout entière dans les *Pensées et souvenirs* (I, p. 267).

Il se mit à l'œuvre, sans joie, mais avec une ferme confiance en Dieu. Il était convaincu de la justesse des moyens que son souverain, le chef suprême de l'armée, avait mûrement et longuement pesés, pour arriver à augmenter les capacités guerrières de ses troupes. Il se révoltait à la pensée que la tentative de la Chambre de briser la volonté royale au moyen d'une résolution inexécutable dût réussir.

Sa nomination de ministre-président donna plus d'acuité à l'exaspération de la Chambre. Les discours prononcés par lui en 1849 et 1850 contre la Constitution de Francfort comme contre celle d'Erfurt étaient dans toutes les mémoires. En se basant sur une confidence, peut-être

mal comprise, que le roi des Belges aurait faite à un écrivain, on le soupçonnait d'avoir négocié avec Napoléon l'agrandissement de la Prusse au prix de la cession de la rive gauche du Rhin. A l'intérieur on attendait de lui l'abolition de la Charte, comme Schwarzenberg l'avait fait pour l'Autriche en 1850.

Ses premiers essais d'entente avec la Chambre ne trouvèrent point d'écho. Dans une séance de commission, il dit, par allusion à la réforme de l'armée : « L'unité de l'Allemagne ne sera pas obtenue par des parlottes parlementaires, mais par le fer et le sang. » Lorsque ces paroles furent connues, un cri d'indignation retentit par tout le pays. A Breslau, un haut fonctionnaire de la préfecture me raconta que ce jour-là Bismarck avait trop copieusement déjeuné, *sans quoi il n'aurait pas dit cela.*

La Chambre des seigneurs repoussa, le 10 octobre, le budget de 1862 mutilé par l'autre Assemblée. Cet acte rendait inévitable une administration sans budget.

La session du Landtag finit le 12 octobre.

Le 19, je partais de Breslau pour me rendre à Londres à la troisième exposition universelle, et, pour saluer Bismarck comme ministre, je me fis annoncer comme courrier pour emporter des dépêches. Il avait bonne mine, quoique pâle ; il s'étendit longuement sur quelques questions actuelles du service des Affaires étrangères, et m'invita à rester quelques jours à Berlin, lors de mon retour.

Lorsque je revins le 1er novembre, il se trouvait à Paris pour présenter ses lettres de rappel à l'empereur Napoléon. Ce jour-là, j'appris d'un de mes compatriotes et amis, auteur d'une histoire de la littérature, Julian Schmidt, que dans les premiers jours de sa présidence Bismarck avait fait venir deux députés conservateurs libéraux pour

leur offrir des postes de ministre. Ce fait a été divulgué par Sybel dans son *Histoire de la fondation de l'Empire* (vol. II, p. 400), sinon plus tôt. Mais il n'a pas mentionné un autre fait, attesté par Julian Schmidt : il invita à un entretien le rédacteur de la *Gazette Nationale*, M. le Dr Zabel, et lui expliqua en détail que, dans la politique allemande, il visait au même but que le parti libéral ; pour l'atteindre, le maintien de la réforme militaire était une condition inéluctable ; son parti agirait donc absolument à rebours, en ne la soutenant pas.

Or, étant donnée l'opinion publique d'alors, chacun de ses interlocuteurs ne put lui répondre qu'une chose, c'est que, sans la concession du service de deux ans, le parti libéral ne pourrait soutenir la politique du gouvernement.

Le 1er décembre, appelé à Berlin par des affaires privées, je me trouvais à table chez Bismarck, à cinq heures, ce qui était encore à l'époque le temps ordinaire de son repas principal. L'idée ne me vint pas de le questionner sur les incidents dont je viens de parler. Je savais qu'il n'aimait pas qu'on l'interrogeât directement, je puis même ajouter qu'il l'a défendu plus tard à un grand nombre d'agents politiques à l'égard des représentants d'une puissance étrangère. Si l'on voulait avoir confirmation d'un renseignement, on n'avait qu'à amener adroitement la conversation sur ce sujet. Si l'autre était disposé à faire la communication désirée, il le ferait de son plein gré ; mais s'il avait des raisons pour garder le silence à ce sujet, on ne le lui ferait pas rompre au moyen d'une question, mais on provoquerait en lui une impression mauvaise, capable de réagir défavorablement sur les négociations en cours.

Je ne recueillis donc pas à ce moment la confirmation

des dires de Julian Schmidt. Mais au début de juin 1866 Bismarck raconta qu'il avait de nouveau fait venir M. le docteur Zabel pour causer avec lui, et que les idées politiques de cet homme remarquable n'étaient pas au fond bien éloignées des siennes propres.

Au dîner en question (1er décembre 1862) il apprit avec intérêt que le hasard m'avait fait rencontrer, dans l'atelier d'un peintre allemand, l'italien Mazzini, qui assurait que le premier but du parti d'action italien ne serait pas Rome, mais Venise.

Après le repas, Bismarck dit en fumant et en s'accoudant à la cheminée : « Je vous ai proposé dans le ministère d'État pour le poste de conseiller chef de division. Les autres protestèrent, parce qu'il y a trop peu de temps que vous êtes conseiller ordinaire. J'ai pensé qu'une place d'aide de camp civil auprès de moi ne vous irait pas, vu que vous êtes habitué à plus d'indépendance. Aussi j'ai prié un de mes cousins de venir chez moi, le capitaine comte de Bismarck-Bohlen, qui a servi ici aux dragons; il est démissionnaire; ce qui lui fait encore défaut, c'est la connaissance des affaires, peut-être même aussi une forte santé. »

Je répondis : « Parmi toutes les personnes de ma connaissance, il n'existe, à mon su, qu'un seul homme qui vous conviendrait peut-être comme aide, et cet homme, c'est moi.

— Vous êtes trop bien casé pour cela, dit-il; je ne puis pourtant pas vous enlever à votre situation assurée pour faire de vous ici un saute-ruisseau. Il n'y a pas de place de conseiller vacante.

— « Que m'importe, répliquai-je. Essayez avec d'autres, je compte bien que vous finirez par recourir à moi. »

* * *

La première discussion sérieuse du ministre-président avec la Chambre des députés eut lieu en janvier 1863, lors des délibérations sur l'Adresse, qui devait soulever le reproche de violation de la Charte, et de plus exposer une série de griefs contre le ministère. Le représentant Pierre Reichensperger (Gueldre), en s'appuyant sur les délibérations du Landtag de 1849, auxquelles il fallait revenir pour interpréter exactement la Constitution, prouva que la plupart des orateurs des deux Assemblées avaient voulu attribüer à la Chambre des députés, avec l'assentiment des ministres, le droit absolu d'autoriser les dépenses. D'autres orateurs accablèrent le ministère de leurs attaques passionnées.

Bismarck répondit au reproche de violation de la Charte par le texte même de l'article 99 du document constitutionnel : « Toutes les recettes et dépenses de l'État seront prévues pour chaque année et portées au budget de l'État. Ce budget sera fixé tous les ans par une loi. »

« Or, dit-il, pour la confection de cette loi comme des autres, il faut l'accord des trois facteurs législatifs. Tant que cet accord fait défaut, un refus de dépenses de la part de la Chambre des représentants n'a que la valeur d'une énonciation d'opinion, et non force de loi. Si la pratique opposée s'est établie en Angleterre par tradition, si la même pratique est adoptée dans d'autres pays, où furent introduites les habitudes parlementaires anglaises, et s'il en est dérivé une doctrine constitutionnelle correspondante, cela n'a pas d'importance pratique pour la Prusse, parce que notre constitution prescrit la collaboration du roi

et de la Chambre haute à la loi budgétaire, comme à toute autre loi. Le texte de la Charte présentant un sens d'une parfaite clarté, il n'y a pas lieu à interprétation.

« Sans doute, d'après cela, chacun des deux autres facteurs peut anéantir le droit de la Chambre d'approuver les dépenses; mais il est tout aussi évident que, d'après le droit anglais, la Chambre des députés peut arbitrairement arrêter la machine gouvernementale. C'est qu'il faut, par une condition naturelle et primordiale, que chacune des puissances législatives exerce ses droits avec modération, et en ne perdant pas de vue les intérêts généraux, ce qui ne s'est pas fait ici l'année passée. »

Bismarck termina par ces mots célèbres :

« La royauté prussienne n'a pas encore rempli sa mission, elle n'est pas encore à point pour former la parure purement ornementale de votre édifice constitutionnel, pas encore mûre pour être insérée comme un corps mort dans le mécanisme du régime parlementaire. »

Il était à prévoir que le ministère comme la Chambre se feraient un devoir de conscience de s'en tenir à leur point de vue respectif. La solution du conflit sur le terrain théorique semblait impossible.

En dehors des officiers, presque toutes mes connaissances à Breslau, ceux qui disaient leur opinion, prirent parti pour la Chambre; seul, mon frère, qui vivait dans la Prusse Orientale, partagea complètement mon admiration à l'égard de l'homme qui avait trouvé une voie praticable pour sauver de la ruine le magnifique édifice de la réforme militaire.

Mme de Bismarck m'écrivit à Breslau, le 27 janvier 1863 :

« ... Je supporte à peine ce brouhaha du matin au soir, un jour après l'autre. Cela m'énerve, je deviens insuppor-

table, et les soucis que me donne Bismarck font gémir mon pauvre cœur.

« On ne le voit jamais, jamais ; — le matin, au premier déjeuner, cinq minutes, et il parcourt les journaux — donc scène muette. Puis il disparaît dans son cabinet, puis il va chez le roi, au conseil des ministres, à cette horreur de Chambre, jusque vers cinq heures, où d'ordinaire il dîne chez quelque diplomate, jusqu'à huit heures ; alors il ne vous dit bonsoir qu'*en passant*, se replonge dans ses affreuses paperasses, jusqu'à ce qu'à neuf heures et demie on l'appelle pour aller à une soirée quelconque, après laquelle il se remet au travail jusque vers les une heure, et ensuite il dort mal, naturellement. Voilà ce qu'il fait jour pour jour. N'y a-t-il pas là de quoi mourir d'inquiétude au sujet de ses pauvres nerfs ?...

« Vous savez suffisamment par les journaux comment la clique des démocrates arrange mon meilleur ami. Il dit que cela lui est *nitschewo*[1], mais cela ne le laisse pas tout de même absolument froid... »

Cette lettre fut écrite le soir du second jour des interminables discussions de la Chambre sur la révolte de la Pologne, et les efforts faits par le gouvernement pour l'écarter de nos frontières au moyen d'une entente avec la Russie.

A cette occasion, en effet, même des chefs des libéraux modérés, Sybel, Twesten et Simson, l'inondèrent d'exquises amabilités.

L'un d'eux dit : « Ce gouvernement ne peut rien faire à l'intérieur comme à l'extérieur, ni rester passif, ni agir, sans violer les lois du pays ; sous des chefs aussi notoire-

[1] Mot russe qui équivaut à : je m'en f... iche.

ment incapables et malchanceux il faut s'attendre à tous les échecs. »

L'autre : « L'honneur du gouvernement actuel n'est plus l'honneur de l'État et du pays. »

Le troisième : « Pour bien gouverner, il faut du génie ou au moins du talent ; ce gouvernement ne nous fournit qu'un sujet d'admiration, celle que provoque le premier acrobate venu, c'est qu'il ne tombe pas. »

Il me parut merveilleux qu'en face de ces excès de langage Bismarck gardât son calme.

Ces jours-là il prononça ces paroles souvent citées plus tard : « La disposition à s'enthousiasmer pour les nationalités étrangères et leurs aspirations, même quand celles-ci ne peuvent être réalisées qu'aux dépens de sa propre patrie, est une forme de maladie politique, dont l'extension géographique se borne malheureusement à l'Allemagne. »

Le 26 mars, Mme de Bismarck m'écrivit :

« ... Ce serait charmant, si mercredi prochain, 1er avril, je pouvais vous offrir à lui pour sa fête. Qu'en pensez-vous ?... Je ne dis rien du brouillamini de notre vie sociale. Vous savez ce qui se passe ici, et qu'on finit par s'y anémier, non pas de corps, mais d'esprit. Ce qu'il y a de pis, c'est l'arrivée intermittente de parents de la Poméranie, ou d'anciennes connaissances ; ils enfoncent vos portes, veulent absolument vous voir, et sont vexés, quand on ne se met pas toujours à leur disposition. Bismarck reçoit de toutes les provinces beaucoup de dépêches et d'adresses amicales, des sabres, des gâteaux, des couronnes de lauriers, des vers, et il est heureux de l'amour qu'il inspire. Moi j'en suis heureuse également, et trouverais étrange que cela ne fût pas... Son état général est passable, mais il est pâle ; ses incessantes occupations l'absorbent de dix

heures du matin à une heure de la nuit; j'ai beau prier, supplier, et lui éteindre sa lampe... »

Le 1er avril, j'arrivai de bonne heure à Berlin et restai de dix heures du matin à dix heures du soir chez les Bismarck. Il avait une forte migraine, et resta couché toute la matinée sur le canapé, sans dire un mot. Son état ne s'améliora que vers le soir. On ne reçut personne. Seuls quelques parents, par exemple sa belle et intelligente sœur, Mme d'Arnim-Krœchlendorf avec son mari et sa fille, lui tinrent société. Il se montra aimable pour moi comme à l'ordinaire, mais ne fit pas allusion à la possibilité de ma nomination.

Peu de temps après, j'eus lieu de mettre sa confiance à l'épreuve dans une affaire importante.

A Breslau, le premier bourgmestre Elwanger, conservateur, ne fut pas réélu, malgré les grands services que, de l'aveu de tous, il avait rendus à l'administration de la ville. Le choix des délégués municipaux tomba sur le conseiller de gouvernement Hobrecht, que le comte Schwerin avait appelé en 1860 au ministère de l'Intérieur comme auxiliaire. et qui s'y trouvait encore avec les mêmes fonctions en 1863. Fin avril, le gouvernement de Breslau résolut, à une seule voix de majorité, d'appuyer la validation de ce vote. J'eus peur que cette proposition ne subît des difficultés au ministère d'Etat, et j'écrivis à Mme de Bismarck quelques notes en faveur d'Hobrecht, mon ami de jeunesse, en la priant de les communiquer à son mari.

Elle répondit : « Les notes sur Hobrecht, j'en ai fait la lecture, mais on ne l'aime nullement, à ce qu'il semble, par conséquent je ne sais pas ce qui va se faire. »

Comme il me parut y avoir péril en la demeure, je télégraphiai aussitôt ces mots : *J'engage mon honneur et*

mes biens comme caution de l'homme ; il est évident que je n'attendais pas de réponse.

Le 26 mai, j'étais à Berlin, à table chez les Bismarck, assis à côté du ministre. Dans un arrêt de la conversation générale il me demanda : « Alors vous tenez cet homme pour vertueux ? » Je répondis : « Plus qu'il ne faut pour être bourgmestre. C'est une chance que les délégués municipaux, démocrates en majeure partie, aient élu ce libéral modéré, homme sûr, qui possède maintes qualités pour acquérir une prompte influence sur les gens. Si on ne le valide pas, on devra s'attendre au choix d'un démocrate écarlate. Alors il faudrait charger de la direction des affaires municipales un commissaire du gouvernement, qui aurait encore moins d'influence que le bourgmestre antérieur. »

« Ah ! » dit le ministre tout bas, comme en lui-même, et il se remit à la conversation générale.

Vers le soir, il se rendit à la gare de Potsdam et m'invita à l'accompagner. Il parla de la convention russo-allemande, conclue en février par le général d'Alvensleben. « Elle a pour effet, dit-il, que les amis de la Pologne à Saint-Pétersbourg n'ont pu arriver à leurs fins, et que l'empereur Alexandre a reconnu en nous des amis, au contraire de l'Autriche et des puissances occidentales. La convention est mal jugée par le public, parce qu'on ne connaît pas les couches de terre dans lesquelles logeaient les racines de la plante. » Puis, sans préambule, il me demanda si j'accourrais à son appel, même sans être sûr d'un poste de conseiller. « Certainement, dis-je. Cela me tranquillise jusqu'à un certain point qu'il n'y ait pas de vacance. Un stage d'une certaine durée me paraît indispensable, justement dans ce cas. » Il ajouta que la nomi-

nation officielle ne se ferait qu'en automne, au retour du roi, après ses déplacements d'été.

Au commencement de juillet, Mme de Bismarck m'écrivit qu'il avait obtenu la validation d'Hobrecht dans le ministère d'État, en ne tenant compte que de ma caution.

En prenant cette résolution, il eut peut-être à lutter contre une rancune personnelle. Quelques mois auparavant, on avait discuté au ministère d'État la loi sur l'organisation des cercles, que le comte Schwerin avait fait préparer. Le ministre-président parla en termes dédaigneux du projet en général, et Hobrecht, le rapporteur, commença sa réplique en ces mots : « Je ne sais si vous avez lu le projet. » Hobrecht seul me l'a raconté plus tard.

Plusieurs années après, Bismarck m'a remercié deux fois de lui avoir recommandé Hobrecht.

Lorsqu'au printemps de 1866, à l'approche de la guerre, une foule d'adresses pusillanimes, en faveur du maintien de la paix, arrivaient au roi de la Prusse orientale, de la Poméranie et du Rhin, les autorités municipales de Breslau envoyèrent une supplique enflammée et martiale pour qu'on résolût, une fois pour toutes, la question allemande; le mérite de cette manifestation fut naturellement attribué au premier bourgmestre.

Quelques années plus tard, Bismarck me dit : « Aux bourgmestres s'applique l'adage féminin : « Les meilleures sont celles dont on ne parle pas. » Je n'entends jamais rien dire de Breslau, j'en conclus que Hobrecht fait très bien son affaire. »

Fin septembre 1863, on apprit à Breslau que ma nomination d'auxiliaire au ministère d'État se ferait d'un jour à l'autre. Excepté les officiers, presque tous mes amis,

libéraux et conservateurs, déplorèrent mon imprudence de vouloir enchaîner mon sort à celui d'un homme ultra-téméraire et d'une cause perdue d'avance. Combien de fois ne dus-je pas essayer de prouver le contraire aux gens !

Dans la politique étrangère, tout ce qu'avait entrepris le ministre-président avait jusqu'alors réussi.

En novembre 1862, l'obstiné prince de Hesse fut amené à résipiscence par une lettre de Bismarck au ministre Dehn, où il était fait allusion à l'intervention éventuelle des agnats de l'Électeur.

Lorsque les troubles éclatèrent en Pologne au début de l'année, Bismarck consolida les liens d'amitié avec la Russie en maintenant l'ordre dans nos provinces limitrophes, et en s'entendant avec la Russie à ce sujet. Au contraire, l'Autriche et les puissances occidentales, qui adressèrent à plusieurs reprises à Saint-Pétersbourg des conseils de clémence pour la Pologne, reçurent des réponses négatives, d'abord courtoises, puis cassantes.

L'Autriche essaya de faire modifier la constitution fédérale à son profit et à celui des états moyens par décrets des princes réunis à Francfort. Il s'agissait d'enlever à notre roi même le droit de décider la paix et la guerre. Cette tentative prématurée échoua piteusement, parce que le roi, sur le conseil de Bismarck, ne se rendit pas à la réunion.

Dans les contre-propositions de la Prusse, il fut parlé pour la première fois, officiellement, de l'utilité d'une représentation populaire à la Diète.

Contre le Danemark enfin, on obtint de la Diète, malgré l'opposition des États secondaires, un décret de saisie du Holstein, qui devait être occupé en commun par des troupes de la Diète (1er octobre).

Tous ces faits permettaient de reconnaître dans la direction de nos affaires étrangères une tête consciente du but, et une main heureuse.

Mais cette façon de voir même soulevait mainte objection.

Un savant, avec lequel je m'étais lié dès l'école, l'agrégé, plus tard professeur d'histoire, Dr Neumann[1], vint me voir, pour me donner un avertissement pressant.

Il avait travaillé au bureau de la presse du ministère des Affaires étrangères, quelques années sous Schleinitz et Bernstorff, et finalement quelques mois sous Bismarck.

« Bismarck, me dit-il, souffre d'une grave maladie nerveuse, et m'a fait parfois l'effet d'un irresponsable. Par exemple, donnait-il des instructions pour la presse, il dévidait souvent l'écheveau de sa pensée avec une telle vitesse qu'on avait peine à le suivre, et bien des mesures ordonnées par lui étaient absolument impraticables. Parmi les diplomates à Berlin prédomine l'opinion qu'il a les nerfs malades, et qu'il n'en a plus pour longtemps à vivre, parce qu'il ne ménage pas ses forces. On citait comme symptôme de sa maladie la conversation qu'il eut en décembre dernier avec le comte Karolyi ; comment un homme de bon sens peut-il dire au représentant de l'Autriche : *Vous feriez bien de reporter votre centre de gravité à Bude*. En société Bismarck peut être très agréable, mais si tu veux entrer dans son ministère, tu t'embarqueras sur un navire vermoulu. »

Le comte Limbourg-Stirum, père du leader actuel des conservateurs de la Chambre, me dit : « Ce doit être beau de suivre l'étendard d'un homme tel que Bismarck, quand bien même il vous conduit à la mort. »

[1] Auteur de *Les Grecs en Scythie*.

Cette opinion concordait avec la mienne, à cette différence près que je ne voyais pas la situation compromise.

En cas de changement de règne, les ministres pourraient se trouver sous le coup de poursuites reconventionnelles et de confiscation de biens, à cause de leur administration sans budget voté. La Chambre avait, le 17 février 1863, à l'unanimité moins 45 voix, résolu d'attendre la vérification des dépenses de l'exercice 1862, avant de décider pour quelles sommes les ministres seraient responsables en leurs personnes et leurs biens[1]. On conseilla alors au ministre-président de céder ses propriétés à un parent; il s'y refusa nettement, afin d'éviter toute apparence d'inquiétude au sujet de sa fortune.

Mais un voisin de Schœnhausen, M. de Katte-Roskow, — qui me le raconta en 1864 — avait pris ses mesures pour, en cas de recours sur Bismarck, être à même de mettre un capital considérable à sa disposition.

Si l'on avait pensé à considérer les ministres comme personnellement responsables, leurs commis ne pouvaient en aucun cas être menacés de pareils recours. Je ne prévoyais donc pas de péril à partager, mais uniquement, la perte des bonnes grâces de quelques compatriotes et connaissances, si j'entrais au service personnel de l'homme *le plus haï* de cette époque. Cela ne valait pas la peine d'en parler.

Le 19 octobre au soir, j'arrivais à Berlin et passais la nuit chez le conseiller secret de Lœper, l'éminent éditeur de Gœthe, employé au ministère de la maison du roi. Celui-là le premier m'exprima la conviction que Bismarck,

[1] Compte rendu sténographique de 1863, p. 243.

malgré certaines brusqueries inutiles, resterait sans doute longtemps le chef de notre politique.

Le 20 au matin, je me présentai au ministre-président, au ministère des Affaires étrangères (Wilhelmstrasse, 76). Il me dit : « Il faut que vous demeuriez dans mon voisinage, mais vous ne trouverez pas de logis convenable dans ce quartier. Le ministère d'État est vide. J'y ai demeuré quelques semaines, l'année passée. Un employé m'a fait remarquer, non sans fierté, un certain nombre de papiers neufs; mais e trouvai que ces tapisseries ressemblaient à un déballage de Prenzlau. Prenez les pièces qu'il vous faut, toutes si vous voulez. »

Après un moment, il reprit : « Je compte que vous ferez un jour un *chic* ministre à la Diète. »

Je ne cite ces mots que pour la conclusion à en tirer : en octoble 1863, Bismarck croyait encore à une longue existence de la Diète.

Je m'installai aussitôt dans deux pièces du bâtiment du fond, au ministère d'État (Wilhelmstrasse, 74) ; ces bâtiments furent complétés plus tard et affectés au Bundesrat et au ministère de l'Intérieur.

A cinq heures je me présentai, suivant les instructions du ministre, pour dîner seul avec lui. Sa femme était encore à Reinfeld, en grand deuil de sa mère, qui y était morte en septembre.

Il était pâle et fatigué. Après une pause assez longue, il me dit : « Il me semble avoir vieilli de quinze ans cette année. Les gens sont tout de même beaucoup plus bêtes que je ne me le figurais. »

Je répondis : « J'espère que vous rajeunirez d'autant, aussitôt qu'il se présentera une grande complication étrangère. »

Le même soir j'allai visiter le conseiller secret Hegel, rapporteur au ministère d'État[1].

Ce gendre du ministre d'État Flottwell m'était connu depuis de longues années pour un homme digne de tous les respects. Il me dit : « La situation est presque désespérée ; notre chef est à la hauteur, et l'emportera, s'il plaît à Dieu ; mais il faudra probablement du temps. »

Il y avait encore comme auxiliaire au ministère d'État le conseiller de préfecture Zitelmann, pour la presse en particulier ; il avait déjà servi sous les ordres de Bismarck, à Francfort, et l'avait accompagné à Carlsbad et à Gastein, dans la suite du roi ; c'était un homme modeste et aimable, avec lequel j'eus des relations assez rares.

L'auxiliaire précédent, comte de Bismarck-Bohlen, avait reçu un congé illimité, à cause de son état maladif, avec la promesse toutefois d'être rappelé en cas de guerre, si son cousin faisait la campagne.

Le ministre de l'Intérieur, comte Eulenbourg, me reçut, en sa qualité de Prussien de l'Est, avec une cordialité de compatriote. Il me remercia de ce que j'avais recommandé Hobrecht que, *sans mon aide il n'aurait guère fait passer*, et ajouta : « Votre position auprès de Bismarck sera très pénible, vous pouvez vous y attendre. C'est un autoritaire qui ne tolère pas la contradiction. Ceux qui ont affaire à lui sont réduits à l'obéissance, ils ont beau *se débattre*. C'est un poste de confiance qu'on vous donne. Je souhaite de tout cœur que vous y duriez. »

Le lendemain, je reçus de Mme de Bismarck une lettre

[1] Ce mot désigne, outre le conseil des ministres, le département central qui s'occupe des affaires communes à tous les secrétaires d'État, c'est-à-dire préparation et enregistrement des séances, recueil des rapports écrits des ministres d'État et les pétitions adressées au ministre-président en personne.

datée de Reinfeld : « Que Dieu bénisse votre entrée en service auprès de lui, cher monsieur de Keudell ; je suis heureuse de vous y voir, bien que je tremble pour vous, et ne cesserai de vous répéter : Ne confondez jamais le ministre et l'ami ; ce sont certainement deux hommes bien différents. Quand le ministre sera de mauvaise humeur et vous rabrouera, l'ami n'en saura rien, et ne vous en aimera pas moins. Je n'oublie pas les désespoirs de maints secrétaires en pareils cas ; et bien que vous n'ayez pas la faiblesse de caractère de ces jeunes gens, je vous rappelle tout cela. en vous suppliant de ne pas faiblir dans votre confiant attachement, car Bismarck en a plus besoin que personne. Il n'a, pour ainsi dire, pas un seul véritable ami ; je me méfie d'eux tous ; à un moment donné ils le laisseront tous en plan, j'en suis convaincue. Mais, je vous en prie, ne le faites pas, vous, résistez à cette tentation, bien qu'il paraisse souvent très rébarbatif. Au fond il ne l'est jamais, je vous en donne l'assurance. »

On me remettait toutes les demandes adressées à la personne du ministre-président. Le matin, à dix heures, et le soir à sept heures, je me rendais auprès de mon chef, pour recevoir de sa main les pièces nouvelles, et lui soumettre les minutes des réponses, qu'il revoyait devant moi avec une étonnante rapidité et me rendait signées. Pas une affaire ne restait vingt-quatre heures en souffrance. J'étais à l'époque dans ma quarantième année, et depuis longtemps habitué à ce que mes brouillons de pièces officielles me fussent rendus par mes supérieurs presque sans corrections ; mais maintenant je me retrouvais dans la situation d'un écolier dont les esquisses restaient rarement sans retouches.

Ce qui me frappa, ce fut la façon d'agir à l'égard des

nombreuses demandes de secours. Quand elles révélaient une misère véritable, j'étais chargé d'aller voir les pétitionnaires, et de leur distribuer de petites sommes, puisées, non dans quelque réserve de l'État, mais dans la poche du ministre. Un jour, il me fallut grimper quatre étages dans la Kœpenikerstrasse pour apporter 75 marks à une veuve, somme qui me parut bien élevée pour la situation de fortune du donateur. Je me permis de déconseiller ces fantaisies d'assistance publique, qui feraient naître d'incessantes et irréalisables sollicitations. Bismarck répondit : « Je viendrai en aide aux malheureux qui s'adressent à moi, tant que me le permettront mes faibles moyens. »

Je lui demandai incidemment s'il ne serait pas logique de ne lui faire soumettre par le bureau que les pièces d'une certaine importance. « Non, dit le ministre, si je ne vois pas tout ce qui arrive, je perds le contact avec ce qui se passe dans le pays. »

Cependant, plusieurs semaines après, à la suite des préparatifs diplomatiques et militaires de la guerre du Danemark, le fardeau des affaires augmenta à un tel point qu'il renvoya au bureau, désignées par la lettre O comme non lues, les pièces d'un intérêt visiblement moindre, et il ne s'informait pas de ce qu'on en avait fait.

Le 30 octobre, j'écrivis à mon frère : « Bismarck est réellement admirable dans le maniement des affaires. Il voit les choses de haut avec une inconcevable rapidité, sans hésiter sur la décision à prendre, mais il demande parfois des mesures inexécutables, parce que toutes les lois administratives ne lui sont pas familières. Hier encore, je dus lui représenter que ceci et cela se heurtait à des impossibilités. Comme toujours, en pareil cas, il s'emporta et devint tranchant, mais sans blesser les formes le

moins du monde. Dans la nuit, je me demandai si je parviendrais à trouver le ton convenant à son tempérament, et ce matin j'allai au rapport dans une disposition d'esprit qui ressemblait à du découragement. Il vint à moi avec un surcroît d'amabilité, et me dit qu'il allait m'employer aussi dans le service extérieur, et qu'il en parlerait à Thile. »

Il le fit. Le sous-secrétaire d'État de Thile était un homme énergique et affable, d'une science peu ordinaire. Il m'accueillit avec amabilité, mais ne me dissimula point que les affaires de la section politique n'étaient pas à ce moment bien considérables, et se trouvaient en bonne main, et qu'il serait difficile d'y trouver de l'occupation pour moi.

Certainement l'extraordinaire endurance et l'activité du conseiller secret Abeken, que je connaissais bien, depuis des années, auraient suffi, à elles seules, pour expédier tout ce qui intéressait alors la *politique supérieure ;* mais dans ce département il y avait encore un autre conseiller, qui voulait avoir sa part d'occupation. Seulement quand Bismarck me donnait un petit travail à rédiger en français, sans doute pour me mettre à l'épreuve, il y avait quelque chose à faire pour moi aux affaires étrangères. D'ordinaire, je restais chargé des questions intérieures, et parfois d'un rapport oral à l'un ou l'autre des ministres, notamment à Roon et Eulenbourg.

Ce ne fut qu'en février 1864 que me fut assignée une place de conseiller, vacante à la seconde section du ministère. J'eus dans mon ressort les dossiers du personnel et l'administration de la caisse dite des légations, c'est-à-dire du budget des Affaires étrangères. Cette spécialité me resta confiée jusqu'en automne 1872.

* * *

Au commencement de novembre, Mme de Bismarck revint de Reinfeld à Berlin. Bientôt après se rouvrit la session du Landtag. La Chambre, récemment élue, comptait 36 membres conservateurs au lieu de 11, mais elle montra la même hostilité que celle dissoute en été.

Malgré le grand deuil de la famille Bismarck, quelques amis intimes venaient le soir vers neuf heures. On se réunissait dans la grande salle de réception qui donnait sur le jardin. La bonne maîtresse de la maison ou sa fille, qui embellissait avec les années, préparait le thé; sur deux ou trois tables étaient servis des viandes froides, du vin et de la bière. Chaque visiteur se servait à sa guise. Venaient alors le plus fréquemment : M. d'Arnim-Krœchlendorff, avec sa femme et sa fille, Blankenbourg, le comte Eberhard Stolberg avec sa femme, M. d'Eisendecher [1] et M. de Dewitz-Milzow, un vieux camarade du maître de la maison, membre de la même corporation d'étudiants à Gœttingue. Le ministre arrivait vers onze heures, et restait près d'une heure pour prendre un morceau de viande froide et un verre de bière, ou du lait caillé. Il ne goûtait jamais le soir au thé ou au vin, pour ne pas retarder un sommeil qu'il avait sans cela tant de peine à trouver. Il conduisait la conversation d'un ton enjoué, mais n'effleurait que rarement la politique. Dans les premiers mois de l'hiver j'étais le seul commis du ministère présent le soir au salon, attendant d'un moment à l'autre quelque tâche à faire.

[1] Fils de l'ex-ministre d'Oldenbourg à la Diète, actuellement ministre de Prusse à Carlsruhe.

A son extrémité nord, le salon se rétrécissait pour faire place à un étroit cabinet, dont la longueur équivalait à la largeur de la grande salle. Il était toujours ouvert, car la porte était enlevée. De ce cabinet on descendait par quelques marches dans la salle d'étude, où travaillaient les fils, sous la direction du jeune pasteur Braune. La porte de cette pièce était généralement ouverte. Quand il était l'heure de se coucher pour les jeunes gens, la douce voix de la mère arrivait par le cabinet : « Petits ! au lit ! » Une vieille dame m'a rappelé ce détail, il y a peu de temps.

Sur le côté droit du cabinet une porte conduisait au cabinet de travail du ministre. Les fenêtres donnaient sur la rue. Quand on me demandait le soir de me mettre au piano, Mme de Bismarck entrebâillait sans bruit cette petite porte, et quand il n'y avait pas de visite en vue, elle la laissait à demi ouverte, car le ministre à cette époque ne détestait pas la musique pendant qu'il travaillait.

Le 23 novembre, il dit une fois, à table, à son beau-frère et à moi : « Nous devrions avoir deux fournées de fonctionnaires au gouvernement, une de conservateurs, l'autre de libéraux ; on en mettrait toujours une en disponibilité, à chaque changement de ministère. Il est impossible que nos nombreux employés, appartenant au parti libéral, fassent leur devoir avec plaisir et abnégation. »

Je me permis d'exprimer une opinion opposée, dont la teneur n'importe pas ici. Je ne mentionne cette conversation, que parce que le souvenir des paroles échangées me poussa quelques jours après à une démarche inconsidérée.

VI

ENTENTE AVEC L'AUTRICHE. GUERRE DU DANEMARK (NOVEMBRE 1863-JUILLET 1864)

Après le décès du roi Frédéric VII de Danemark (15 novembre), le moment me parut venu de faire valoir enfin les droits des duchés de l'Elbe. Or, notre gouvernement prit, de concert avec l'Autriche, des mesures qui présupposaient la reconnaissance du roi de Danemark, Christian IX, comme héritier du Schleswig-Holstein. Les jours suivants, Bismarck fut tellement absorbé par des affaires diplomatiques, que je ne pus arriver à lui parler. Comme il avait fait sentir récemment combien il tenait à ce que les convictions des employés concordassent avec celles de leur chef, ma conscience me poussa à exposer par écrit l'opinion suivante : « Nous avons une excellente occasion de nous mettre à la tête du puissant mouvement des esprits en Allemagne, en défendant, les armes à la main, les droits du duc d'Augustenbourg, pour délivrer les duchés du joug danois. Que si cette manière de voir lui déplaisait, j'étais prêt à retourner en province, sans en éprouver un ressentiment personnel. »

Ces pensées étaient développées dans un écrit que je fis déposer sur le bureau du ministre, le samedi 28 novembre. Le soir du dimanche suivant, la maîtresse de maison

répondit à peine à mon salut ; je ne causai donc qu'avec quelques visiteurs.

Le lundi matin, Bismarck me fit appeler. Les autres ministres se trouvaient *pour un entretien confidentiel* dans le salon dit chinois, qui précédait son cabinet. Pour entrer dans celui-ci, je dus passer devant ces messieurs.

Il commença en étouffant sa voix, mais avec une irritation visible :

« Dites, pourquoi m'avez-vous adressé cette lettre ? Si vous croyiez pouvoir influencer mes résolutions, je serais obligé de dire que vous êtes encore trop jeune pour cela.

« Il se peut que ce soit très honorable de périr pour une bonne cause, mais il vaut mieux s'arranger de façon à se ménager la possibilité du triomphe.

« Dans la question polonaise, tout le ministère était contre moi ; on me conjura de changer mes dispositions, pour le bien de mes enfants ; après coup ils se montrèrent tous satisfaits du résultat. Maintenant encore toute la section politique est favorable à Augustenbourg ; cela ne me dérange pas. Mais que vous, qui me connaissez depuis si longtemps et si bien, vous vous figuriez que je me suis fourré dans cette grosse affaire comme un sous-lieutenant, sans me rendre compte de ce que je faisais et de la responsabilité que je prenais devant Dieu, voilà ce que je ne supporte pas, voilà ce qui m'a coûté le sommeil de deux nuits. Je n'ai pas de motif pour vous congédier. Je n'ai voulu vous montrer qu'une chose, *la profondeur de la blessure que vous m'avez faite au cœur.* »

Bouleversé par ces dernières paroles, je répondis aussitôt : « Je ne prévoyais pas que ma lettre pourrait vous faire de la peine. Je vous en prie, rendez-la moi ; je re-

grette beaucoup de l'avoir écrite. Je vous en demande instamment pardon. »

Il me rendit la lettre en disant : « Merci. Tout est effacé entre nous, et vous pouvez être sûr que nul souvenir désagréable ne restera *accroché* dans mon esprit. Mais la prochaine fois que vous différerez d'opinion avec moi, n'écrivez pas, venez me parler. »

Je m'éloignai à grands pas au travers de messieurs les ministres, et, après avoir un instant réfléchi, je trouvai la solution naturelle de l'énigme de notre politique actuelle : Si nous marchions de l'avant seuls contre la volonté des quatre autres grandes puissances, cette audace pouvait nous mener à notre perte ; mais si nous agissions de concert avec une seconde grande puissance, les autres hésiteraient probablement à intervenir d'une façon active.

Le soir, Mme de Bismarck dit en présence d'autres personnes : « Une charmante qualité d'Othon, c'est qu'il n'a pas de rancune. Quand un conflit d'opinions s'est apaisé d'une manière satisfaisante, il ne reste pas en lui trace de courroux, à peine un souvenir du désaccord. »

Trois jours plus tard, il faisait à la Chambre les déclarations suivantes : « Seul le traité de Londres, conclu en 1852 par les grandes puissances avec le Danemark, nous donne le droit d'élever la voix dans la question du duché de Schleswig, qui ne fait pas partie de la Confédération ; par ce traité seulement nous sommes autorisés à demander — comme nous le faisons depuis des mois, de concert avec l'Autriche — que le Danemark remplisse ses obligations à l'égard des duchés. Maintenant, on exige entre autres expressément l'abrogation de la loi qui y a été publiée récemment sur la constitution générale de l'État. »

Je puis intercaler ici ce renseignement, que le traité de

Londres avait été précédé par deux séries de négociations, dont les conclusions satisfaisantes avaient permis à la Prusse et à l'Autriche de signer le traité.

Après un échange de correspondances, auquel l'Autriche prit une part prépondérante, et qui dura plusieurs années, le gouvernement danois s'engagea, par la note du 29 janvier 1852, à ne pas *incorporer* le Schleswig.

Mais le duc Christian d'Augustenbourg, dont les prétentions à l'héritage du Schleswig-Holstein faisaient obstacle au règlement de la succession au trône désiré par le Danemark, promit le 23 avril, pour lui et sa famille, de ne rien entreprendre contre la future domination du prince de Glücksbourg dans les duchés.

En présence de ces faits, les représentants des grandes puissances signèrent, le 28 mai 1852, à Londres, un protocole où ils reconnaissaient le prince de Glücksbourg comme successeur au trône de Danemark, en déclarant que le principe de l'intégrité du Danemark était une nécessité pour l'Europe. Ces déclarations furent en outre inscrites dans les accords conclus avec le Danemark par chacune des puissances.

Or, l'annexion du Schleswig était le but poursuivi depuis longtemps par les politiciens les plus influents de Copenhague, ceux qu'on appelait les Danois de l'Eider[1]. On continua dans cette voie en dépit des traités de Londres. La population allemande du Schleswig fut tourmentée par d'intolérables tracasseries, et en 1858 le Schleswig se trouva réuni de fait aux provinces purement danoises.

L'outrecuidance des Danois de l'Eider ne fit qu'aug-

[1] On sait que l'Eider sépare le Schleswig du Holstein.

menter après la nomination de Bismarck à la présidence du ministère ; on se rappelait que, comme député au Landtag en 1849, il s'était prononcé contre l'envoi de *troupes royales prussiennes* pour soutenir la révolte du Schleswig-Holstein. C'est ainsi que, trompés d'ailleurs par de nombreuses manifestations des sympathies anglaises, ils coururent au-devant de la catastrophe qui les attendait.

Après des mesures préparatoires, ils en arrivèrent en novembre à une loi proclamant une constitution générale pour tout le Danemark, par laquelle le Schleswig était annexé totalement, et les droits du Holstein passés sous silence. Cette constitution devait entrer en vigueur le 1er janvier 1864.

On pouvait parer à cette violation flagrante des engagements pris, par deux voies.

On pouvait déclarer caduc le traité de Londres, et, sans droits spéciaux, faire la guerre au Danemark à cause du Schleswig, avec la certitude de rompre ainsi en visière à toutes les grandes puissances, qui avaient déclaré en 1850 que l'intégrité du Danemark était une nécessité pour l'Europe.

Ou bien on pouvait, en invoquant le traité, exiger que le Danemark en exécutât les stipulations, et en cas de besoin l'y forcer par une guerre, ce qui laissait entrevoir une annulation naturelle du traité.

Mais cette voie, seule praticable sans violation du droit des gens, paraissait à nos députés trop longue et trop peu sûre. Sybel même stigmatisait cette politique du nom de *politique de suicide.* La Chambre résolut de déclarer au roi, dans une Adresse, que l'honneur et l'intérêt de l'Allemagne exigeaient que l'on reconnût et soutînt le prince héritier d'Augustenbourg comme duc de Schleswig-Holstein.

*
* *

Dans la nuit du nouvel an, les plus proches parents seulement venaient chez les Bismarck. Je fus invité cependant. Dans la salle à manger qui donnait sur la rue, la pièce avant le salon chinois, était dressé l'arbre de Noël, un beau sapin qui ne portait plus sa décoration de Noël. Bismarck prit un couteau de chasse, coupa les branches les unes après les autres pour les jeter dans la cheminée, et s'amuser avec les jeunes gens du crépitement des aiguilles de pin. Pendant ce temps, l'aimable maîtresse de la maison préparait avec une grâce particulière le punch de la Saint-Sylvestre. Elle déposa le bol près de la cheminée, sur une petite table à laquelle étaient assis Bismarck et son beau-frère Arnim, et où je fus invité à prendre place. Le ministre goûta le punch et dit ensuite, en se tournant vers son beau-frère, d'un ton calme : « Il faut que le Schleswig-Holstein devienne prussien. C'est le but auquel je tends ; la réussite est entre les mains de Dieu. Mais je ne pourrais pas prendre sur moi de faire répandre le sang prussien pour constituer un nouvel état moyen, qui ne cesserait de voter contre nous à la Diète avec les autres.

« Le prince héritier d'Augustenbourg, que protège actuellement l'opinion publique en Allemagne, n'a aucun droit à cette succession [1].

[1] Aux yeux de nombre de juristes, la question de droit n'était pas si simple que cela. Pour éviter une apparence de reconnaissance des droits d'Augustenbourg, les Danois avaient demandé, en 1852, au duc Christian, non pas une renonciation à ses droits de succession au trône, mais seulement la promesse de ne rien entreprendre, lui et ses descendants, contre la succession du prince de Glücksbourg. En donnant cette promesse, il ne renonçait donc pas, à vrai dire, à ses droits, mais simplement à la revendication de ces

« La renonciation de son père en sa faveur n'a aucune valeur juridique, vu que le père n'avait plus de droits lui-même depuis 1852. Pour punir sa participation aux guerres contre le Danemark en 1848-1850, on songeait, à Copenhague, à confisquer ses biens du Schleswig. Grâce à notre intervention, on lui acheta ces biens pour deux millions et demi de thalers danois, à la condition qu'il renoncerait, pour lui et sa famille, à toute prétention à la succession au trône de Schleswig-Holstein. Personne mieux que moi ne sait comment les choses se passèrent, puisque c'est moi qui ai traité avec lui. Cette forte somme fut déposée chez moi à la légation. J'avais oublié cette circonstance au bout de quelques semaines, et cherchais un document dans une armoire ordinairement fermée à clef. Je fus surpris d'y trouver les millions danois, soigneusement emballés, au milieu de vieilles paperasses. Quelle légèreté ! me dis-je ; mais après mûre réflexion, je trouvai que le plus sage c'était de les remettre sous le tas d'archives, qui ne sont pas pour tenter un voleur. L'argent resta là jusqu'au paiement.

« C'est une chance particulière qu'à Vienne on ne croie

droits contre l'héritier au trône qui devait être désigné par les grandes puissances. Mais ses fils n'avaient pas signé cette convention avec lui. D'après l'avis de beaucoup de connaisseurs du droit privé des souverains allemands, ils étaient donc, en vertu de leurs inattaquables droits personnels, aptes à revendiquer l'héritage, aussitôt après l'abdication ou le décès du père. Ainsi en jugèrent les facultés de droit de plusieurs universités ; de cette opinion étaient aussi, en 1865, sept des dix-huit jurisconsultes de la Couronne, tandis que la majorité appuyait sa décision, non sur le droit privé *féodal* des souverains, mais sur le droit des gens et le droit politique modernes, qui ont pour base essentielle les idées juridiques anglaises des derniers siècles. Il était donc compréhensible que le prince héritier Frédéric, s'appuyant sur le droit privé des souverains allemands et sur l'opinion de savants jurisconsultes, eût une foi inébranlable dans ses droits à la succession au trône.

pas non plus à l'Augustenbourg. Le comte Rechberg, qui fut mon collègue à Francfort, connaît l'affaire à fond. Il partage mon avis que, seul, le traité de Londres nous autorise à insister auprès du Danemark, pour qu'il remplisse ses engagements au sujet du Schleswig. Rechberg est conservateur de sa nature. Il a été irrité par la précipitation avec laquelle Cobourg, Bade, l'Union nationale et tous les éléments démocratiques de l'Allemagne ont reconnu le prince héritier comme duc. Il ne s'intéresse plus aux États secondaires depuis l'échec total de son projet de Diète des souverains. Dernièrement il a vu d'un mauvais œil le délégué bavarois à la Diète travailler en faveur de l'Augustenbourg. Bref, nous sommes jusqu'ici le doigt et la main. Combien de temps nous entendrons-nous encore dans l'avenir, je n'en sais rien ; mais les débuts sont bons ; et l'obstination des Danois nous fournira probablement ce qu'il nous faut, le cas de guerre. »

Ce fut la première et dernière fois que j'entendis le ministre s'exprimer longuement dans sa famille sur la politique étrangère. D'ordinaire, il s'efforçait au salon d'oublier les questions du jour, et de se reposer en parlant d'autre chose. Mais ce soir-là, il parut se complaire à dévoiler le but terminal de son action du moment à deux auditeurs, dont l'approbation enthousiaste lui était sûrement acquise.

Dans la même semaine[1] eut lieu, en présence du roi et du prince royal, une séance du ministère d'État, dans

[1] Dans les *Pensées et Souvenirs* (vol. II, p. 11). ce conseil des ministres est placé dans les derniers jours de décembre ; mais je tiens pour vraisemblables les données de Horst Kohl (Wegweiser, p. 90 ; Regesten, p. 216), d'après lesquelles il eut lieu dans les premiers jours de janvier. Les procès-verbaux du Ministère d'État de cette époque ne sont pas encore accessibles.

laquelle Bismarck montra l'annexion des duchés de l'Elbe comme le but désirable des entreprises prochaines. Mais personne ne se déclara en faveur de cette idée.

Cependant le secret de la pensée de Bismarck ne fut pas complètement gardé. Dans un bal au château royal, une dame très en vue me raconta qu'un ex-ministre des affaires étrangères venait de lui dire ces mots : « J'espère bien que vous ne croyez pas à la possibilité de l'annexion du Schleswig-Holstein ! C'est pure folie ! » Le baron Schleinitz passait pour un adversaire de Bismarck. Mais même un haut fonctionnaire, son grand admirateur, me dit entre nous : « Pareil projet n'est pas exécutable de notre temps ; je suis soucieux de ce que le ministre-président y songe. »

Il est à présumer que le bruit de ce programme de Bismarck parvint aussi à Vienne et à d'autres cours, mais il n'arriva pas, que je sache, à la Chambre des députés.

A l'ultimatum austro-prussien, demandant l'abolition de la constitution générale, le Danemark répondit, le 2 janvier, comme on s'y attendait, par un refus catégorique. Il s'agissait dès lors d'obtenir par la force des armes la satisfaction aux demandes faites en vain depuis douze ans, et basées de droit sur l'accord de 1852 ; une entente spéciale avec l'Autriche devenait nécessaire à cet effet. Le comte Rechberg proposa d'y inscrire cet article, que la renonciation au principe de l'intégrité de la monarchie danoise n'aurait lieu que par consentement des deux contractants.

Ainsi l'union personnelle des duchés avec le Danemark, après que celui-ci aurait rempli les conditions exigées par le traité, voilà tout ce qu'il voyait comme trophée suprême de la victoire.

Sur l'ordre du roi, Bismarck refusa nettement de prendre, au sujet de la situation future des duchés, un autre engagement que celui de n'en disposer qu'après entente avec l'Autriche.

Rechberg céda, premier pas sur une voie qui devait être fatale à l'Autriche. Le 16 janvier fut conclue l'alliance austro-prussienne.

Sur ces entrefaites, des troupes saxonnes et hanovriennes avaient envahi le Holstein, le 24 décembre, au nom de la Confédération allemande, sans rencontrer de résistance de la part des Danois. Deux commissaires de la Confédération prirent à Kiel la direction de l'administration civile. Aussitôt après le départ des troupes danoises, il se forma dans le pays une foule de sociétés qui proclamèrent duc le prince héritier d'Augustenbourg.

Celui-ci se laissa entraîner à partir à la fin de l'année de Cobourg à Kiel. Il était accompagné par les hommes dont il se proposait de faire ses ministres. Ceux-ci entrèrent en relations intimes avec les commissaires fédéraux, et leurs conseils trouvèrent généralement un accueil favorable.

Un *gouvernement national* fut constitué pour le Holstein ; ses six membres et leurs subordonnés furent presque exclusivement choisis parmi les fonctionnaires partisans d'Augustenbourg. Les deux commissaires fédéraux se contentèrent d'une haute surveillance qui fut bénigne.

Cette consolidation effective de l'influence d'Augustenbourg rendit l'administration fédérale populaire dans toute l'Allemagne du sud et du centre.

La Diète refusa pourtant la proposition austro-prussienne d'étendre au Schleswig les mesures exécutives de la Confédération. C'est ainsi que la Prusse et l'Autriche se

trouvèrent dans le cas d'employer la force de leur propre autorité, comme grandes puissances européennes, pour obtenir la protection des Allemands au Schleswig.

Lorsque cette résolution des deux puissances fut connue, on aurait dû s'attendre à une explosion de gratitude chez les autres Allemands ; mais ce fut le contraire qui arriva. Des tempêtes d'indignation agitèrent les populations des états moyens ; le tapage fut si grand, qu'à Vienne on jugea prudent de faire passer les troupes impériales envoyées dans le Nord, non par la Bavière ou la Saxe, mais par la Silésie.

*
* *

La grande majorité de la Chambre prussienne était également remplie d'une profonde méfiance contre la politique austro-prussienne, méfiance qui vint naturellement ajouter à l'exaspération produite par le conflit constitutionnel. En décembre et en janvier, on refusa l'autorisation de faire l'emprunt nécessaire pour payer la contribution de la Prusse aux frais de l'exécution fédérale et de la guerre du Danemark.

Le rapporteur de la commission (Assmann) dit (le 21 janvier) entre autres, qu' « il serait plus glorieux pour la Prusse de ne rien faire que de commettre un crime... une faiblesse est préférable au suicide ».

Virchow insinua qu'en prenant le ministère, Bismarck s'était peut-être proposé de suivre une politique indépendante du parti de la *Gazette de la Croix*, mais qu'ensuite il s'en était rapproché de jour en jour. Maintenant il était voué au démon et ne s'en débarrasserait plus.

« ... Les ressources du pays ne devaient pas être *dissipées sans profit dans l'intérêt de la tyrannie.* »

Dans les deux jours de ces débats, Bismarck prononça quatre discours importants, dont je voudrais citer ici deux courts fragments. A une attaque du comte Schwerin il répondit : « L'orateur qui m'a précédé attribua au gouvernement, comme mobiles de sa façon d'agir, la peur de la démocratie et la peur de l'étranger. Je crois que monsieur l'orateur me connaît depuis assez longtemps pour savoir que je ne connais pas la crainte de la démocratie. Si je l'avais, je ne serais pas à cette place, ou j'aurais renoncé à la lutte... Je ne crains pas cet adversaire, je compte le vaincre; je crois que vous devez avoir déjà une sorte de pressentiment de ma victoire.

« Quant à la crainte de l'étranger, je conteste l'exactitude du terme. On peut appeler crainte la prudence, on peut appeler courage l'inconsidération. Le courage à mon avis revêt ce dernier caractère, quand on propose à un gouvernement, responsable des destinées d'un grand pays, comme l'a fait à la commission monsieur le rapporteur, de faire prendre les armes à la Prusse, même contre des puissances d'une écrasante et évidente supériorité. Messieurs, un gouvernement ne peut pas agir ainsi; l'individu, oui, quand il est résolu au sacrifice de sa personne. Un gouvernement n'a pas le droit d'entraîner le pays, dont le sort lui est confié, à la lutte contre des adversaires dont la supériorité est visiblement écrasante. »

Sur le rapport de la commission il fit entre autres l'observation suivante :

« Le motif principal qui vous pousse au refus est le manque de confiance dans le ministère actuel; c'est là que se concentre tout, c'est le noyau de toute votre argumentation. Aussi je me suis demandé : Que devrions-nous, que devrait faire un ministère prussien, pour acquérir

votre confiance?... Il devrait renier la Constitution, en prêtant la main au rétablissement de la domination exclusive de cette Chambre en Prusse, en empêchant la Couronne, par le refus de sa contre-signature, de continuer à lutter contre la domination de cette Chambre.

« Dans ce rapport, messieurs, vous vous êtes exprimés à ce sujet avec une telle clarté, que je crois désormais impossible à vous de blâmer une déclaration faite par moi, ici-même, il y a un an. Je disais alors qu'il s'agit d'une lutte pour la domination de la Prusse entre la maison des Hohenzollern et la Chambre des députés. Vous avez poussé à cette époque un cri de stupéfaction, de désapprobation. Le pourriez-vous encore aujourd'hui? Je crois plutôt que vous ne dissimulerez plus vos actes.

« Pour appuyer mes affirmations, je relis quelques passages de votre rapport, car j'ai le droit d'admettre qu'en acceptant la proposition, vous adoptez aussi le rapport de votre commission.

« La Charte donne à Sa Majesté le Roi le droit de décider la guerre et la paix, de choisir ses ministres, ainsi que toute la puissance exécutive. De quelle façon interprétez-vous ces stipulations ? Vous dites, page 5 : « Nous craignons « que les tendances du gouvernement ne soient contraires « aux vues de la Chambre exprimées dans la résolution du « 2 décembre. » Ainsi, d'après vous, cela ne se peut pas, la Couronne ne saurait se permettre d'avoir sur la politique étrangère des vues à elle, en opposition avec les vôtres!

« Page 6, vous demandez que le gouvernement du roi ne se contente pas d'avoir la volonté de défendre les droits et l'honneur du pays, mais qu'il conforme aux désirs de la Chambre les mesures nécessaires à l'accomplissement

de cette tâche. Ici, l'empiétement sur l'exécutif ne porte pas uniquement sur la direction générale, mais encore sur les détails de l'exécution. Vous vous instituez le conseil de guerre diplomatique de la cour, de l'approbation duquel dépend l'action de la Couronne, que celle-ci doit absolument consulter avant d'agir, même pour les mesures nécessitées par chaque éventualité particulière.

« Page 7, vous faites dépendre de votre vote, en paroles dures et sèches, le droit de la Couronne sur la guerre et la paix; chacun pourra lire les arguments qui vous mènent à cette conclusion.

« Page 8, vous exprimez la résolution de pousser le gouvernement à l'action. C'est déjà dépasser vos attributions constitutionnelles. Mais vous ajoutez en toutes lettres : « non à une action laissée à la disposition du pouvoir exé- « cutif, mais à une action déterminée par nous, dont le but « sera nettement fixé par nous ». On ne saurait exprimer plus clairement la prétention d'arracher à la Couronne le pouvoir exécutif que lui accorde la Charte...

« ... Vous demandez, page 15, que le roi entreprenne une guerre de conquêtes, pour donner le Schleswig au duc d'Augustenbourg. En un mot, messieurs, quand on veut gagner votre confiance, il faut se livrer à vous d'une façon absolue. Cette soumission n'est pas permise à des ministres du roi de Prusse. Nous ne serions plus des ministres du roi, nous serions des ministres du Parlement, nous serions vos ministres, et nous n'en viendrons pas là, j'y compte bien.

« ...Messieurs, vos procédés sont contraires non seulement à la Constitution, mais aussi aux traditions et à l'histoire : vous vous mettez en contradiction avec l'esprit du peuple de Prusse. Cet esprit est absolument monar-

chique, Dieu merci! et il restera monarchique, malgré vos lumières, que je nommerai la confusion des idées. Vous démentez les glorieuses traditions de notre passé, en désavouant la position de grande puissance de la Prusse, position conquise de haute lutte par notre peuple, au prix des plus lourds sacrifices, en prenant parti contre le trône de Prusse, en faveur de la démocratie et des petits états. En vous efforçant ainsi de médiatiser la Prusse, en la subordonnant à la majorité fédérale, vous faites ce que vous nous reprochez *toto die*. Vous placez le point de vue du parti au-dessus des intérêts de la patrie. Vous dites : la Prusse existera selon nos idées, sinon elle périra. Vous ne sentez pas — et c'est précisément cette résolution[1] qui me le prouve plus que toute autre — vous ne sentez et ne pensez pas comme le peuple de Prusse....

... « Messieurs, si le peuple prussien sentait comme vous, il faudrait dire tout uniment que l'État prussien se survit à lui-même, et que le temps est venu pour lui de céder la place à d'autres créations historiques. Mais nous n'en sommes pas encore là! Je vous rappellerai une anecdote qui fut jadis souvent citée dans cette enceinte, lors des débats sur l'impôt foncier.

[1] La résolution proposée par le député Schulze-Delitzsch était ainsi rédigée : « Considérant que la Prusse, de concert avec l'Autriche, déclare qu'elle s'opposera au décret de la Diète du 14 de ce mois, qu'elle prendra en main l'affaire du Schleswig-Holstein et la réglera en sa qualité de grande puissance européenne; considérant que, par cette déclaration, la Prusse fait défection à l'Allemagne et abuse de sa position de grande puissance; considérant que cette politique austro-prussienne *ne saurait avoir d'autre résultat que de livrer les duchés encore une fois au Danemark;* considérant que les menaces de réduction par la force provoqueront la juste résistance des autres États allemands et par conséquent la guerre civile en Allemagne, la Chambre des députés déclare qu'elle s'opposera, par tous les moyens légaux à sa disposition, à cette politique. »

« C'est la lettre du roi Frédéric-Guillaume Ier à un membre des états de la Prusse orientale, lors de la création de l'impôt foncier. Il y dit, si je me rappelle bien ses paroles : « Ce que je ruine, c'est le *nie pozwalam*[1] des hobereaux; j'établis *la souveraineté comme un rocher de bronze.* »

« Messieurs, ce *rocher de bronze* est encore solide aujourd'hui; il forme le fondement de l'histoire de la Prusse, de la gloire de la Prusse, de la Prusse grande puissance et de la monarchie constitutionnelle. Ces rochers de bronze, vous ne parviendrez pas à les ébranler par votre Union nationale, par votre Résolution et votre *liberum veto!* »

L'emprunt fut refusé par 275 voix contre 51, la résolution Schulze adoptée.

La loi sur le service militaire, déposée par le ministre de la guerre, les députés ne voulurent même pas la mettre en délibération, mais ils effacèrent dans le budget, comme la Chambre antérieure l'avait fait en 1862, les frais occasionnés par la réforme de l'armée.

En conséquence, la loi budgétaire fut de nouveau repoussée par la Chambre des Seigneurs, et le Landtag fermé le 25 janvier.

*
* *

Les puissances occidentales s'efforcèrent en vain de retarder les hostilités. L'empereur Napoléon donna des réponses évasives aux propositions répétées de l'Angleterre en vue d'une action matérielle commune en faveur du Danemark. Aussi l'Angleterre ne dépassa-t-elle pas la ligne de l'appui moral.

[1] *Nie pozwalam* (je ne le permets pas), mots qui prononcés par un membre de la Diète polonaise, annihilaient une décision prise.

Le 1er février, les troupes alliées franchirent l'Eider. Plusieurs combats furent livrés aux ennemis, vaillants mais inférieurs par le nombre et l'instruction militaire; les Autrichiens eurent l'occasion de s'y distinguer et de faire leurs preuves; puis on arriva aux frontières du Jutland. Là on s'arrêta, sur l'ordre du roi. C'est qu'en Autriche on craignait de pousser les puissances occidentales à une intervention active, dans le cas où l'on dépasserait les limites du Schleswig. Le général Edwin Manteuffel, chargé des instructions détaillées de Bismarck, se rendit en mission spéciale du roi à Vienne. Après des pourparlers de plusieurs jours, il réussit à vaincre les hésitations de ce gouvernement. Il sut faire ressortir cette considération, que, pour arriver à une prompte terminaison de la guerre, il était indispensable d'enlever à l'ennemi les ressources qu'il tirait de la vaste province du Jutland.

Aussi en mars, malgré la résistance fort vaillante des Danois, la plus grande partie du Jutland fut occupée; en avril, la puissante forteresse de Düppel, située sur la côte est du Schleswig, fut prise d'assaut après un siège de plusieurs semaines.

***

Le roi se rendit le 21 avril à Flensbourg, pour saluer les troupes victorieuses. Bismarck le suivit, le lendemain, à cause d'un rapport qui pressait, et m'emmena.

Un clair soleil inondait la lande ocreuse, traversée par le train de Schleswig à Flensbourg. Pendant le trajet, Bismarck fuma un cigare après l'autre et parla fort peu. Cependant, une fois, il dit à mi-voix : « Il n'est pas facile de comprendre pourquoi les Autrichiens sont venus avec nous

ici, où ils ne peuvent pas rester. Leur diplomatie, il est vrai, s'était engagée depuis des années contre le Danemark; ils l'ont plusieurs fois sommé d'obéir au traité de Londres. Mais ils auraient pu nous laisser le soin de l'y forcer par les armes. Peut-être l'empereur était-il enchanté de fournir à une partie de ses troupes une bonne occasion de faire ses preuves dans une campagne d'hiver. Peut-être ce souverain a-t-il confiance dans notre politique conservatrice; je ne puis pas me faire à l'idée que les agissements parlementaires des états secondaires puissent lui agréer. Mais le motif principal de la coopération de l'Autriche aura été sans doute la crainte de nous voir devenir trop puissants en Allemagne, si nous réglions à nous seuls la question danoise. Il est vrai qu'en entreprenant seuls la campagne, nous nous mettions dans une position difficile vis-à-vis des puissances. Pour éviter les tentatives d'intervention, la coopération des troupes autrichiennes avait une grande importance. Mais il a été difficile de les entraîner dans le Jutland. Edwin s'est couvert de gloire en y arrivant; et des difficultés de ce genre peuvent se représenter à chaque pas en avant. Jusqu'ici nous avons trainé nos alliés à notre suite par un faible fil; mais ce fil pourrait se casser un jour. ».

A Flensbourg nous passâmes la nuit chez un aimable avocat, nommé Schulz, qui plut beaucoup au ministre.

Le lendemain, nous visitâmes les redoutes sur la hauteur de Düppel, dont les glacis descendent en pente douce au sud vers une large baie, à l'est vers l'Alsensund. Des officiers de notre connaissance nous racontèrent la prise de tous les ouvrages fortifiés après un assaut qui dura trois heures.

Deux exploits individuels parurent au ministre particulièrement mémorables.

Pour faire une ouverture aux palissades, le soldat du génie Klincke s'était fait sauter lui-même avec les palissades en allumant un sac de poudre.

Le capitaine Stœphasius, du régiment d'artillerie de Magdebourg, avait pénétré si vite dans une grande mine, qu'il put arracher la mèche à l'artificier danois qui allait mettre le feu aux poudres.

Toutes les impressions communiquées à Bismarck par les autorités militaires furent pour lui un baume, et confirmèrent sa croyance, que les améliorations introduites dans l'armée depuis 1860 avaient déjà, dans ce peu d'années, augmenté sérieusement le potentiel des différents organismes, comme les capacités individuelles de chaque soldat.

Nous revînmes le soir du 23, dans la suite du roi.

*
* *

Aussitôt après le premier coup de canon, l'opinion à Berlin avait subi un revirement. On s'intéressa vivement aux exploits de nos troupes et des régiments autrichiens, qui bivouaquaient dans la neige et la glace, comme s'ils n'avaient jamais fait que cela, et voyaient sans jalousie leurs mutuels succès. Les nouvelles de Düppel surtout provoquèrent dans toute la ville une joyeuse émotion.

Après le nouvel an, les hôtes du soir dans la maison de Bismarck virent apparaître souvent quelques-uns des secrétaires de légation qui, de retour de l'étranger, devaient travailler quelque temps au ministère. C'étaient le comte Wesdehlen, le comte Limbourg-Stirum, M. de Holstein et le comte Henri Keyserling. Le caractère de cet agréable salon n'en resta pas moins le même : on eût dit être dans une grande maison de campagne.

*
* *

Bientôt après la prise de Düppel s'ouvrit une conférence convoquée à Londres pour des ouvertures de paix. Y furent représentés les grandes puissances, la Confédération germanique, le Danemark et la Suède.

La Prusse et l'Autriche déclarèrent que la seule base solide d'une paix durable serait la séparation politique des duchés à l'égard du Danemark. Les plénipotentiaires danois repoussèrent aussitôt cette solution, même pour le cas où l'on réserverait au roi Christian IX la souveraineté dans les duchés.

Cette déclaration écartait définitivement les visées autrichiennes, c'est-à-dire l'union personnelle des duchés avec le Danemark (par le porteur de la couronne danoise). On invita donc les puissances allemandes à faire d'autres propositions.

Dans une dépêche merveilleuse, adressée à Vienne, Bismarck donnait à choisir trois autres solutions, quoiqu'il s'attendît naturellement à les voir aussi repoussées par le Danemark : installation comme duc du prince héritier d'Augustenbourg, ou du grand-duc d'Oldenbourg, qui avait aussi élevé des prétentions à cette succession, ou annexion des duchés par la Prusse.

En faveur de cette dernière solution s'étaient déclarées dans les derniers temps des voix influentes ; cependant Bismarck dit n'être pas disposé à provoquer des complications européennes, ou à compromettre son entente avec l'Autriche par des efforts dans ce sens.

Rechberg accepta aussitôt la première de ces propositions. C'est ainsi que, par une étrange singularité, on indiqua à Londres, le 28 mai, comme la solution la plus

facile, l'intronisation du prince-héritier d'Augustenbourg comme duc de Schleswig-Holstein. Mais le Danemark ne fut pas seul à décliner résolument cette proposition ; la Russie et les puissances occidentales en firent autant. Dans une séance ultérieure, le plénipotentiaire russe annonça que l'empereur Alexandre avait cédé au grand-duc d'Oldenbourg les droits de la maison Gottorp à hériter de quelques parties du Schleswig-Holstein.

Différentes autres motions surgirent encore du côté anglais, français et prussien : sur la séparation du Schleswig en districts allemands et danois, sur une option de la population, sur l'intermédiaire d'une puissance impartiale au sujet de la frontière, sur le prolongement de l'armistice. Toutes ces propositions, acceptées par les puissances allemandes, furent déclinées par le Danemark, qui espérait toujours l'appui matériel de l'Angleterre.

La conférence resta donc sans résultat, et fut close le 25 juin.

Quelques jours après, une interpellation au sujet de la guerre, dans le parlement anglais, détruisit les espérances du Danemark.

*
* *

Aussitôt après que l'Autriche se fut déclarée en faveur du prince héritier d'Augustenbourg, Bismarck s'était mis en communication avec lui, pour savoir jusqu'à quel point il serait disposé à favoriser les intérêts généraux de l'Allemagne et ceux de la Prusse, en ce qui concernait la marine et l'armée. Il semblait évident qu'un duc de Schleswig-Holstein indépendant serait exposé à des attaques venant du Nord dans toute crise européenne, et qu'à la

Prusse surtout incomberait la tâche de les repousser. Bismarck était donc déterminé à ne permettre l'installation d'un souverain dans les duchés qu'à une condition : il donnerait des garanties pour le développement suffisant des forces militaires du pays et leur subordination à la Prusse.

L'opinion opposée était répandue dans les pays de l'Autriche. La population y était amie de la Confédération et d'Augustenbourg. La guerre aux côtés de la Prusse avait toujours été fort impopulaire. Lors donc que le prince héritier d'Augustenbourg fut proposé en mai, les journaux de Vienne publièrent cette heureuse nouvelle, en ajoutant toutefois, que, pour être reconnu comme membre de la Confédération, le duc ne devrait céder à une autre puissance aucun de ses droits de souverain.

Ces échos de la presse étaient arrivés jusqu'à Berlin, mais rien n'avait transpiré sur un fait qui n'a été connu plus tard que par les Mémoires du duc Ernest de Cobourg[1]. Le comte Rechberg en personne dit en confidence à l'agent d'Augustenbourg à Vienne, M. de Wydenbruck, que l'Autriche demanderait l'intronisation du prince héritier comme duc, à condition que celui-ci n'accorderait pas à un autre état fédéral des concessions incompatibles avec la position d'un prince fédéral indépendant.

Averti d'une façon si pressante, le prince héritier vint à Berlin. Il était naturel que, pour ne pas perdre l'appui de l'Autriche et de la Confédération, il se montrât fort réservé dans son entrevue de trois heures avec Bismarck (1er juin).

Ce prince, mal conseillé depuis plusieurs mois, jugeait

[1] Ernest II, duc de Cobourg-Gotha. *Ma vie et mon temps* (Berlin, Herz, 1859), vol. III, p. 444.

que l'appui de la Prusse n'avait pas la même importance.

Le résultat de cet entretien fut que Bismarck considéra l'investiture de ce prince comme nuisible aux intérêts généraux de l'Allemagne et de la Prusse, et il agit en conséquence[1].

En donnant cette instruction secrète à l'agent d'Augustenbourg, le comte Rechberg n'avait en vue apparemment que le droit formel fédéral. Il ne se doutait pas que les conséquences de cette instruction seraient d'accélérer l'annexion du Schleswig-Holstein par la Prusse, et la dissolution de la Confédération.

Bientôt après cet entretien, Bismarck chargea nos représentants à Londres et à Paris de ne plus parler de la candidature Augustenbourg; à Saint-Pétersbourg et à Vienne il fit dire que, vu le refus de la proposition par l'unanimité des neutres, vu aussi la cession des droits d'hoirie de la famille Gottorp au grand-duc d'Oldenbourg, ce dernier prétendant passait désormais au premier plan. Lorsque notre ministre lui lut cette dépêche, Rechberg donna cette réponse de vive voix : « Nous n'améliorerons pas notre position vis-à-vis des neutres, si nous la changeons si promptement. »

***

Le 18 juin, le roi partit pour Carlsbad; le soir, Bismarck

[1] Dans son ouvrage, objet de ma sincère admiration, sur la *Lutte pour la prépondérance en Allemagne*, Friedjung dit (I. p. 95) : « Bismarck a voulu créer une opinion en Prusse contre le prince héritier, en publiant, sans tarder, ses notes sur l'entretien en question. » Cette affirmation ne tient pas debout. Cette publication dans le *Reichsanzeiger* se fit (et Friedjung même l'indique exactement à la page 96) le 2 juillet 1865, par conséquent plus d'une année après, et fut déterminée par le besoin naturel de repousser les attaques dirigées contre Bismarck par un journal du Holstein, attaques basées sur des renseignements incomplets.

le suivit, accompagné par moi et deux employés du bureau cryptographique, qui s'installèrent dans une autre voiture du train. La nuit tombait quand le ministre me dit :

« On m'a gâté mon enfance dans l'institution Plamann, qui était un bagne pour moi. Aussi je gâte beaucoup mes fils ; mais peut-être que les enfants de Herbert subiront de nouveau un régime plus sévère. Je connais plusieurs familles où la méthode d'éducation a été modifiée ; à une génération rouée de coups succéda une génération élevée dans du coton, et puis en vint encore une autre, où les verges jouèrent le rôle principal. Il est si naturel que les parents désirent donner à leurs enfants ce qui a manqué dans leur propre éducation.

« De six à douze ans je fus à l'institution Plamann, qui passait à l'époque pour l'établissement modèle dans l'application des principes pédagogiques de Pestalozzi. Jusqu'à six ans j'avais été à Kniephof, presque toujours en plein air, ou dans les écuries. Un vieux vacher me prévint un jour de ne pas circuler avec tant de confiance autour des vaches. Une vache, disait-il, peut t'écraser l'œil de son sabot. L'animal ne s'en doute pas, et continue à ruminer tranquillement, mais ton œil est fichu. J'y ai pensé souvent depuis, quand certains hommes, sans s'en douter, nuisaient à d'autres.

« L'école Plamann occupait un emplacement d'où, d'un côté, on pouvait voir la pleine campagne. La ville s'arrêtait alors à l'extrémité sud-ouest de la Wilhelmstrasse. Quand je voyais par la fenêtre un attelage de bœufs suivre le sillon, je pleurais de nostalgie. Dans toute l'école régnait une discipline de fer. Une fois, un voisin était mort. Je n'avais encore jamais vu de cadavre, je grimpai par

une fenêtre pour aller considérer le corps. Je fus cruellement châtié. On pratiquait les exercices de gymnastique et les réminiscences de Jahn avec une si bruyante ostentation que cela me dégoûtait. Bref, mes souvenirs de cette époque sont bien tristes. Je ne trouvai ma situation tolérable que plus tard, quand on me mit externe au collège, et en pension chez des particuliers. »

On passa la nuit à Leipzig.

Le lendemain, dans le wagon, le ministre dit en fumant son cigare :

« Ces jours-ci il faudra parler beaucoup. L'empereur François-Joseph vient à Carlsbad, et Rechberg demande à me parler auparavant. L'Angleterre nous a proposé l'arbitrage d'une puissance neutre pour déterminer la ligne à suivre en vue de la séparation des Allemands et des Danois dans le Schleswig. Mais le roi ne voit pas qu'il y ait lieu à arbitrage, et n'acceptera qu'une médiation amicale. Rechberg redoute maintenant que l'Angleterre ne fasse la guerre pour ce motif ; mais, comme Louis ne veut pas en être, c'est fort invraisemblable. D'ailleurs les Danois refuseront sans doute la simple médiation d'une autre puissance au sujet de la ligne frontière. La continuation de la guerre est à prévoir à la fin de l'armistice, et il faudra que nous envahissions les îles pour en finir au plus vite. C'est ce que ne veulent pas nos amis, pour ne pas irriter le lion anglais, qui cependant n'est nullement avide de sang. »

Bientôt après le train s'arrêta à Zwickau. « Voici Rechberg, » dit le ministre.

Une taille mince et moyenne, une tête fine, des yeux gris très vifs sous les lunettes, autour des lèvres un trait de bonhomie. Je montai dans un autre compartiment, pour laisser les ministres en tête à tête.

A la station de Schwarzenberg se terminait la ligne, et nous montâmes dans des chaises de poste.

Je fis la route avec un conseiller rapporteur de Vienne, qui me peignit en vives couleurs la joie prochaine du retour des soldats couronnés de chêne et l'allégresse de leurs familles.

Le soir, la voiture s'arrêta à Carlsbad devant l'hôtel du *Vaisseau Bleu,* où l'on avait retenu des locaux convenables pour les bureaux. Mais Bismarck habitait la maison voisine, ce qui gênait les communications. Il déménagea donc avec tous les commis dans les *Trois Alouettes*, après le départ des Autrichiens.

Le 21, arriva d'Abeken, le conseiller le plus capable de notre ministère.

Après de longues négociations, les deux ministres n'arrivèrent à une entente que quand Bismarck eut donné à comprendre que le roi, en aucun cas, ne s'arrêterait à moitié chemin, mais que, s'il le fallait, il terminerait la guerre avec ses seules forces. Rechberg fit la concession de laisser occuper l'île d'Alsen qui appartient au Schleswig, et le Jutland jusqu'à sa pointe septentrionale. Il ne voulut pas consentir à une attaque sur Fünen. Cependant, sur les instances de Bismarck, on prit toutes les mesures préparatoires à cette attaque, pour le cas où la conquête d'Alsen ne suffirait pas pour mettre un terme aux hostilités.

L'entrevue des monarques donna une nouvelle solidité à l'alliance.

Aussitôt après l'armistice l'île d'Alsen fut conquise. Cet événement brisa la résistance des Danois. Ils ne se sentaient plus sûrs dans leurs îles. Ils exprimèrent le désir d'une suspension d'armes, ce qui amena des négociations, qui devaient nous conduire à Vienne.

Pour Bismarck, les semaines de Carlsbad avaient été laborieuses, mais, comparées à son existence de Berlin, c'était un repos. Il faisait tous les jours de longues excursions dans les vastes forêts municipales; le soir, il trouvait parfois le loisir de prendre un verre de bière de Pilsen à l'hôtel de la *Ville de Hanovre,* où se réunissaient plusieurs messieurs de la suite du roi. Le fardeau des affaires ne laissait pas d'être grand; les télégrammes se croisaient sans interruption, les courriers diplomatiques apportaient des portefeuilles bourrés de pièces des ministères d'État et des Affaires étrangères; mais le voisinage immédiat du bureau, qui se trouvait à côté de l'appartement du ministre, et la facilité des communications avec deux conseillers seulement, qui peinaient du matin huit heures jusqu'au soir huit heures (l'heure du dîner exceptée), rendaient aisée la prompte expédition de toutes les affaires arrivées le jour même.

Abeken l'emportait de beaucoup sur moi en capacités et en connaissances, mais c'était le camarade le plus aimable que l'on puisse imaginer. Il s'occupait de toute la correspondance diplomatique, moi j'avais toutes les affaires non politiques, intérieures et extérieures, y compris l'administration du Schleswig, où, depuis notre occupation du pays, le président baron de Zedlitz-Neukirch dirigeait les autorités civiles. Chacun lisait toute la correspondance de l'autre. Avant et après l'heure du travail nous allions nous promener dans la forêt.

La présence de la grande-duchesse Hélène de Russie donnait à Carlsbad, en cet été de 1864, un attrait particulier. L'auguste princesse organisait parfois de petites soirées pour le roi; Bismarck y venait, et moi j'etais chargé de la musique. Il y eut encore d'autres soirs où Abeken et moi nous fûmes conviés.

Le 19 juillet, la veille du départ de Sa Majesté pour Gastein, elle nous fit l'honneur de nous recevoir tous à sa table. Aussitôt après la fin du repas vint un télégramme de Rendsbourg, dont la lecture fut faite à voix si haute, que tous les assistants purent l'entendre. Nos hôpitaux de là-bas étaient menacés, à la suite d'une batterie entre des troupes prussiennes et les troupes fédérales sous le commandement d'un général hanovrien.

Quelques-uns d'entre nous changèrent de visage, Bismarck souriait. Il suivit le roi dans une pièce voisine. Je me rendis immédiatement au bureau, pour être prêt à lancer la réponse télégraphique nécessaire. Bientôt après le ministre sortit de sa chambre, vint à ma table de travail et me demanda d'un ton dégagé : « Que feriez-vous ?

— J'enverrais à Rendsbourg des troupes supérieures en nombre.

— L'ordre est déjà parti, » répliqua-t-il, et il me laissa seul.

Le 21, il partit avec Abeken et moi en voiture découverte, par un clair soleil ; nous traversâmes ainsi les gracieux paysages de la Bohême jusqu'à Prague. Pas un mot de politique.

Le 22, nous prîmes le train pour Vienne, et trouvâmes en route, dans des journaux de Prague, la nouvelle que Rendsbourg avait été soudain occupé par 6000 Prussiens, et que les troupes fédérales avaient évacué l'endroit. Dans la presse de Vienne cet incident provoqua de vives sorties contre l'outrecuidance prussienne ; *une seule* feuille, peu connue, défendait cette mesure. En parlant de la chose avec Rechberg, Bismarck insista sur ce point, que dans les relations entre particuliers, et encore plus dans les rapports internationaux, il était bon de ne pas supporter sans mot dire les inconvenances.

Il habitait chez le baron Werther, notre ministre, et nous à l'hôtel.

Dans ces journées de Vienne (23 juillet au 1er août), le travail pour Abeken et moi ne fut pas lourd, vu que nous n'avions pas à assister aux délibérations des ministres avec les plénipotentiaires danois, et que les conclusions en étaient peu compliquées. Le roi de Danemark cédait sa souveraineté dans les duchés de Schleswig-Holstein et de Lauenbourg aux monarques alliés.

De différents côtés on nous raconta que l'intervention personnelle de Bismarck dans les débats avait décidé les adversaires à céder sans conditions.

A la table impériale, à Schœnbrunn, on nous plaça, d'Abeken et moi, entre de hauts dignitaires ; un de mes voisins était le général Clam-Gallas.

Un petit dîner à la villa du comte Rechberg à Kettenhof, près Schwechat, se passa d'une façon très agréable.

Dans les cercles officiels, le résultat des préliminaires de paix parut faire naître une entière satisfaction ; les duchés étaient à jamais délivrés du joug danois. Mais dans les milieux indépendants à Vienne, à ce que m'apprit un compatriote de mes amis, la satisfaction causée par l'acquisition du Schleswig-Holstein s'effaçait devant la crainte que la Prusse ne remportât par la suite des avantages prépondérants, et que l'Autriche ne devînt le dindon de la farce.

VII

LENTE DÉSAGRÉGATION DE L'ALLIANCE AUTRICHIENNE CONVENTION DE GASTEIN. AOUT 1864-AOUT 1865.

Le 1er août au soir, le ministre partit avec Abeken et moi pour Salzbourg; le 2, en voiture de poste découverte pour Gastein.

Il avait fait prendre chez un changeur à Berlin quantité de florins d'argent autrichiens, pour les dépenser en pourboires, et, comme il le disait en plaisantant, pour donner, même aux postillons, qui probablement depuis des années n'avaient plus vu que du papier-monnaie, une idée de la supériorité des finances prussiennes. Ça l'amusait de voir l'étonnement des gens, quand je leur mettais ces pièces blanches dans la main.

Bismarck n'aimait pas le séjour dans cet étroit vallon de Gastein, bien que les bains de l'endroit lui convinssent. Il disait souvent que l'absence d'un vaste horizon l'ennuyait, et qu'il regrettait les champs de blé habituels en cette saison. On n'avait trouvé d'autre appartement pour lui que deux pièces dans le grand hôtel Straubinger, dans le voisinage immédiat de la célèbre cascade. L'incessant grondement de ces masses d'eau tombant des hauteurs agaçait ses nerfs irritables. « C'est maintenant, seulement, disait-il, que je comprends le sens profond de ce vieux lied : *ruisselet, cesse de bruire.* »

L'ascensionnisme, disait-il, ne lui avait jamais fait

grand plaisir. Étant étudiant, il avait une fois escaladé le Righi, malgré l'épaisseur du brouillard, et, lorsque après la descente, le temps s'était remis au beau, il y était remonté. Rien que d'y penser maintenant le mettait mal à l'aise. Il aimait marcher et chevaucher dans la plaine longtemps, mais il ne tenait pas aux fortes montées.

Lorsque la cure du roi fut achevée, le ministre se donna, à lui-même et à nous, trois jours de congé. Sans laisser notre adresse pour les télégrammes, nous descendîmes à Radstadt, le second jour à Hallstadt, et rejoignîmes le troisième jour à Ischl la suite du roi.

Ensuite nous fûmes tous pendant trois jours les hôtes de Sa Majesté l'empereur François-Joseph à Schœnbrunn. Deux grandes battues, chasse au cerf dans la forêt, chasse au menu gibier dans la plaine, firent un sensible plaisir au ministre.

Mais dans ces jours de fête ensoleillés la question de l'avenir du Schleswig-Holstein n'approchait pas de la solution. Le roi ne souhaitait pas une prompte décision, parce que les différentes prétentions d'hoirie n'avaient pas encore été examinées à fond. Une allusion à la possibilité de l'annexion à la Prusse fit voir que l'Autriche n'y consentirait que contre la cession d'un territoire allemand, ou une garantie pour ses possessions hors de l'Allemagne, et que de son côté le roi trouvait les deux conditions inacceptables. Il eût préféré renoncer au Schleswig-Holstein, plutôt que de céder une pierre de la Silésie, ou de se charger de garantir à l'Autriche la possession de la Vénétie.

Les délibérations sur la politique commerciale n'amenèrent pas non plus de résultats francs.

La crise du Zollverein, occasionnée par le traité de com-

merce avec la France en 1862, n'était pas encore tout à fait apaisée, bien que l'accession des états encore hésitants (Bavière, Wurtemberg, Hesse-Darmstadt et Nassau) passât pour probable. C'est avec eux que Rechberg avait travaillé en 1862 et 1863 contre l'extension du traité de commerce franco-prussien. On s'appuyait en la circonstance sur l'article 25 du traité de commerce austro-prussien de 1853, qui disait qu'au bout de douze années, donc en 1865, on délibérerait sur une complète union douanière entre la Prusse et l'Autriche. On prétendait déduire de là que la politique de tarifs de la Prusse ne devait pas s'engager dans une voie qui augmenterait les difficultés de l'union douanière avec l'Autriche. A la fin de l'année 1863, il est vrai, le comte Rechberg avait arrêté la dispute pour des raisons politiques; mais en juillet 1864, il était convenu avec ses compères d'avant de retenir, au moins pour l'avenir, comme un but à atteindre, cette unification des tarifs, but qu'on ne pouvait évidemment pas atteindre pour l'instant. Il tenait donc beaucoup à ce que l'article en question de l'ancien traité trouvât place dans le nouveau, qui devait être conclu en 1865 avec la Prusse pour une nouvelle période de douze ans. Il donnait à entendre que, dans le cas contraire, sa position de ministre deviendrait intenable.

Bismarck fut surpris que son collègue attribuât une telle importance à une phrase évidemment creuse; en effet, comme pour un accord douanier complet entre le Zollverein allemand et l'Autriche, certaines conditions préliminaires indispensables faisaient défaut, on pouvait prévoir avec certitude que ce but serait en 1877 tout aussi inaccessible qu'en 1865. Mais il jugea peu compromettante la promesse de délibérer au bout de douze ans sur

une question insoluble, et promit de faire son possible auprès des ministres compétents à Berlin pour la réalisation de ce vœu. On se sépara donc en bons termes[1].

En passant pour se rendre à Bade, Bismarck alla voir à Munich le ministre de Schrenck. Nous demeurâmes une nuit dans le célèbre *Hôtel des Trois Mores*. Le déjeuner nous y fut servi devant la cheminée même où Antoine Fugger brûla sous les yeux de Charles-Quint la reconnaissance de sa dette.

Le 29 août au soir nous arrivâmes à Bade, où le ministre de Prusse, comte Flemming, avait loué pour Bis-

[1] Le jour du départ du roi (25 août), le comte Rechberg donna à son collègue un dîner diplomatique, à la fin duquel l'ambassadeur de France, duc de Gramont (Memor, *l'Allemagne nouvelle*, Paris, Dentu, 1879, p. 148), prétend avoir entendu Bismarck prononcer les paroles suivantes sur l'avenir de la monarchie autrichienne : *Ce qui est allemand retournera tôt ou tard à l'Allemagne, c'est inévitable. Il n'est pas plus difficile de gouverner Vienne de Berlin que de gouverner Pesth de Vienne. Ce serait même beaucoup plus facile.* Ces dires ont été maintes fois reproduits (voir par exemple, Kohl, Regesten I, p. 233). Friedjung affirme (I, p. 97) qu'il ne faut accepter ce racontar que *sous toutes réserves*.

« Je n'ai pas entendu leur conversation, et ne puis donc donner un démenti catégorique. Mais je me crois obligé d'exprimer la conviction que Bismarck ne peut pas avoir prononcé de telles paroles. En effet, dans les neuf années de notre fréquentation journalière, je l'ai bien souvent entendu exprimer les vues contraires, par exemple : *Jamais* les Allemands d'Autriche ne pourront être unis à nous dans un seul et même état; l'existence de la ville de Vienne à elle seule rendrait la chose impossible. Cette même conviction se lit aussi dans les *Pensées et Souvenirs* (vol. II, p. 45). Je puis d'ailleurs rappeler, ce que les contemporains savaient bien, c'est que Bismarck, même après avoir bu des vins très capiteux, ne perdait jamais la tête, et savait toujours ce qu'il disait, à qui, et où il parlait. Or il a dit souvent : Ce que sait un membre du corps diplomatique, tous les autres ne tardent pas à l'apprendre, et ensuite c'est le tour du ministre des Affaires étrangères. Aussi je pense que c'est une absurdité de croire qu'il ait pu dire, dans la maison même de l'aimable amphitryon, à un membre du corps diplomatique, de ces choses, dont la divulgation eût mortellement offensé celui qu'il considérait comme un ami politique indispensable.

marck et ses compagnons, dans une position charmante, entre des coteaux boisés, une villa qu'il vint aussi habiter avec sa famille. Les jours qui suivirent, jours d'automne ensoleillés, passés dans le calme des forêts, eussent fait beaucoup de bien à Bismarck, si un excès d'affaires et de visites ne l'eût régulièrement exténué chaque jour. Cependant il s'accordait quelquefois une heure de liberté, pour écouter avec béatitude le beau violoncelle du comte Flemming.

Après un court arrêt à Francfort, nous regagnâmes Berlin le 12 septembre. Le ministre alla bientôt retrouver sa femme assez gravement malade à Reinfeld, où il resta jusqu'au 27. Puis il partit le 1er octobre avec Abeken et moi pour Bade encore une fois, et le 5 il se rendit seul à Biarritz.

Ces voyages d'office pendant l'été eurent pour moi cette conséquence, que je fus chargé de lire journellement, en route et à Berlin, toutes les pièces de la section politique, les entrées et les sorties. A partir de ce moment, je connus les moindres mouvements de notre politique extérieure.

*
* *

Pendant les six semaines qui suivirent le départ de Schœnbrunn, Bismarck avait échangé de nombreuses lettres avec nos ministres compétents et Rechberg, au sujet du désir de ce dernier concernant le traité de commerce. Or même les discussions de vive voix à Berlin n'amenèrent pas l'entente. Le chef de notre politique douanière, le directeur au ministère, Delbrück, déclara qu'il rentrerait dans la vie privée, si on laissait ouverte la

source des intrigues sur la politique des tarifs, en renouvelant la promesse de négocier au bout de douze ans l'accord douanier avec l'Autriche. Son supérieur, le ministre du commerce, défendit la manière de voir de Delbrück, ainsi que le ministre des finances.

Bismarck insistait. Il voulait que, pour maintenir à son poste l'unique partisan autrichien de l'alliance avec la Prusse, on mît dans le traité une phrase qui n'obtiendrait jamais d'importance pratique, si nous avions confiance en notre fermeté. Le refus de cette concession de pure forme ferait croire à Vienne que le maintien ou la chute du comte Rechberg nous laissait froids.

Le roi se prononça pour les ministres compétents. Ce qui paraissait inacceptable à Sa Majesté, c'était le mensonge latent contenu dans la promesse de négocier un projet qu'on était résolu à ne jamais admettre. Si la position du comte Rechberg dépendait d'une phrase pareille, elle devait être déjà bien ébranlée, et, pour le maintenir au gouvernail, peut-être peu de temps, la perte de l'indispensable Delbrück serait un sacrifice trop considérable. Le plénipotentiaire prussien, délégué aux conférences projetées à Prague sur le traité de commerce, reçut donc les instructions conformes.

Rechberg se sentit profondément offensé.

De Biarritz encore, Bismarck renouvela ses instances par lettres et par dépêches, pour obtenir après coup la concession demandée, mais ce fut en vain. L'action d'abandonner le comte Rechberg juste en ce moment lui paraissait une faute politique grave ; il écrivit de Biarritz à Roon, qu'il déclinait toute responsabilité pour les contrecoups de cette faute sur notre politique extérieure.

La persistance de son tourment au sujet de la dure

intervention des ministres spéciaux dans nos délicats rapports avec l'Autriche, prouve sans conteste qu'il cherchait sérieusement à aplanir en douceur les difficultés qui se présentaient, sans songer à l'occasion de résoudre par une grande guerre le conflit constitutionnel en Prusse. Ce dernier, il espérait l'amener à bonne fin, au bout de quelques années, par la logique de ses actes. Le reproche de violation de la Charte, répété à satiété, perdrait peu à peu de son acuité et de son effet sur l'opinion publique.

Fin octobre, peu de jours avant la conclusion définitive de la *Paix de Vienne* avec le Danemark, Rechberg rentra dans la vie privée.

Si Bismarck avait eu vent de ses ouvertures secrètes au prince héritier d'Augustenbourg, il n'aurait certes pas tant déploré sa chute. D'après cet indice, ce partisan de l'alliance prussienne n'aurait pu garantir, ni même faire adopter, vu la résistance de tout le monde politique de Vienne, nos conditions à l'installation d'un duc dans le Schleswig-Holstein.

A Schœnbrunn on avait déjà pressenti que le consentement à l'annexion ne pouvait être acquis qu'au prix d'un sacrifice inacceptable.

La solution par la guerre était donc probable, même si Rechberg restait en fonctions. En admettant que son entremise eût réussi à retarder les hostilités, la situation en Europe se serait trouvée moins favorable pour nous. Car, à partir de l'automne 1867, toutes les troupes du Mexique étaient revenues en France, et alors l'empereur Napoléon serait sûrement intervenu d'une tout autre façon qu'en 1866.

Aussi j'ai la conviction que la décision du roi au sujet

du traité de commerce n'a nullement nui au pays, et l'a peut-être sauvé d'un grand désastre.

Le traité connu sous le nom de *Paix de Vienne* fut conclu avec le Danemark, le 30 octobre, sur la base des préliminaires de paix du 1er août.

* * *

A son retour de Biarritz (29 octobre), je proposai au ministre de donner à l'ex-assesseur Bucher un poste au ministère des Affaires étrangères.

Dans les années 1864-1866, je recevais presque tous les jours des renseignements écrits et des conseils politiques de M. Rodolphe Schramm. C'était un rhénan indépendant, qui, ayant appartenu jadis au parti démocratique, avait depuis 1862 pris ouvertement fait et cause pour Bismarck, et fut nommé plus tard consul général à Milan. Le ministre me chargea de lire toutes les lettres de Schramm, mais de ne lui en parler que par exception, à mon idée. En novembre 1864, Schramm me mandait que Lothaire Bucher s'était brouillé avec ses anciens coreligionnaires politiques, qu'il gagnait sa vie dans l'agence Wolff, et que peut-être il y aurait moyen de l'avoir pour le service extérieur.

En 1848, à Cœslin, j'avais connu un frère et le père de Bucher. C'étaient des gens estimables et très instruits. Je ne fis pas la connaissance personnelle de Lothaire, à l'époque juge à Stolp, la ville voisine. Mais on parla beaucoup de lui, lorsque les électeurs de Cœslin l'envoyèrent à l'Assemblée nationale. On était unanime à reconnaître ses hautes capacités, l'étendue de ses connaissances et l'honorabilité de son caractère; les fonctionnaires prévoyaient

tous avec regret que le radicalisme de ses idées politiques l'enlèverait au service de l'État. En effet, accusé de crime politique, il émigra en Angleterre (1850), où il vécut de sa plume jusqu'à l'amnistie générale de l'année 1860. Ses correspondances, adressées à la *National Zeitung*, surtout ses comptes rendus sensationnels sur les deux premières expositions universelles (1851 à Londres, 1855 à Paris), révélaient un talent extraordinaire à s'orienter dans les régions étrangères ; mais sa brochure sur le parlementarisme en Angleterre montrait un esprit dégagé de toute idée préconçue, qui avait rompu nettement avec la croyance, générale en Allemagne, à la nécessité d'un gouvernement strictement parlementaire.

J'en parlai au ministre. Il écouta tranquillement et s'écria ensuite avec vivacité : « Bucher est un homme hors ligne. Je serais heureux de le posséder. A la Chambre, j'ai vu mainte fois son crâne étroit et haut, et je me suis dit : cet homme-là est déplacé dans ce milieu de macrocéphales; il viendra un jour à nous. J'ai suivi avec intérêt ses travaux littéraires. Il est vrai, on ne peut guère savoir où il en est au point de vue des idées. Mais je ne crois pas qu'il y ait danger à le laisser voir dans notre jeu. Nous faisons tous notre cuisine à l'eau, et presque tous nos actes, présents ou futurs, sont livrés à la presse. En supposant qu'il vienne chez nous en démocrate fanatique, avec l'idée de s'insinuer comme un ver au cœur de l'édifice, pour tout faire sauter, il ne tarderait pas à voir que lui seul y périrait. Reste la possibilité que Bucher trahisse de petits secrets pour de petits avantages : je le crois incapable de pareille vilenie. Parlez-lui donc, sans lui demander sa profession de foi ; la seule chose qui m'intéresse, c'est s'il viendra ou non. »

Il ne demandait pas mieux que de venir, prêta serment et fut placé à la section politique.

MM. de Thile et Abeken furent peu édifiés du choix de ce nouveau collègue, et j'eus quelque peine à leur faire comprendre les idées du patron. Mais peu à peu, grâce à la simplicité et à la modestie de son caractère, grâce à la perfection de son travail, Bucher sut se faire une situation.

Au bout de quelque temps, on rapporta au ministre que Lassalle, tombé en duel l'été dernier, avait nommé Bucher son exécuteur testamentaire, que par conséquent leurs relations avaient dû être intimes, et que Bucher était probablement socialiste démocrate. Je lui conseillai de donner les explications les plus détaillées sur ses relations avec le célèbre agitateur. Il me remit toutes les lettres que Lassalle lui avait écrites. Il en résultait que Lassalle l'aimait, l'invitait souvent à dîner, mais qu'il avait échoué dans ses tentatives répétées pour le gagner à son socialisme. Le ministre, à qui je soumis cette correspondance, me dit en me la rendant : « Mes rapports avec Lassalle m'ont fait tant de plaisir à moi-même, que je n'en saurais faire un reproche à Bucher. »

Déjà en 1863 Bismarck parla de plusieurs visites que lui fit Lassalle, et de l'intérêt qu'il prenait à sa conversation. « Lassalle est un songe-creux, et sa conception du monde une utopie, mais il en parle avec tant d'esprit, qu'on l'écoute avec plaisir. C'est le meilleur de tous les orateurs qu'on ait jamais entendus. C'est un sport pour lui de parler devant plusieurs milliers d'ouvriers, et de se griser de leurs applaudissements. Au point de vue politique, son antagonisme avec le parti progressiste est une bonne chose, aussi le laisserons-nous poursuivre un

temps son agitation, sous la réserve d'intervenir au moment opportun. »

Quelques semaines après le début des hostilités contre le Danemark, le ministre me remit une lettre de Lassalle, accompagnée de deux exemplaires d'un livre de lui récemment paru. Cet opuscule était intitulé : *Monsieur Bastiat-Schulze de Delitzsch, le Julien économique, ou capital et travail*. La lettre disait que dans ce bois le ministre pourrait tailler des flèches qui seraient fatales aussi bien à certain ministre qu'aux progressistes... qu'il serait utile que le roi lût quelques chapitres du livre, qu'il y apprendrait quelle royauté a encore de l'avenir, et verrait clairement où se trouvent ses amis et ses ennemis réels.

Le ministre me donna cette singulière missive et me chargea, vu ses grandes occupations, d'accuser réception et de remercier en son nom, par écrit ou de vive voix.

Dans ces années-là (1863-1865), une foule de personnes demandaient à voir le ministre pour lui indiquer les moyens d'apaiser le conflit constitutionnel. Il m'envoyait toujours les demandes de ce genre en me chargeant d'entendre ces gens. Aussi étais-je si accablé d'affaires oiseuses, que je n'eus pas la moindre envie de faire la connaissance de ce correspondant, dont l'excessive vanité était notoire. Wagener l'entendit un jour s'exprimer ainsi : « Moi, Bismarck et vous, nous sommes les trois hommes les plus malins de la Prusse[1]. »

Quelques jours après, le ministre me dit en souriant que Lassalle lui avait écrit pour se plaindre de n'avoir été

[1] Hermann Wagener, *Ma Vie*. Berlin, R. Pohl, 1884, t. II, p. 6. L'auteur a été le premier des rédacteurs en chef de la *Kreuzzeitung ;* il fut connu aussi comme leader des conservateurs à la Chambre ; de 1866 à 1873 il fut *conseiller rapporteur au Ministère d'État*.

récompensé de la peine que lui avait coûté son livre que par un sec billet d'un conseiller ; il demandait une étude attentive de son livre, et une audience dans un bref délai.

Ce ton n'eut pas de succès auprès de Bismarck. A mon su, il n'a plus revu le grand orateur depuis février 1864. La nouvelle de la mort de Lassalle, reçue par nous à Bade au début de septembre, ne parut pas l'impressionner. Lassalle s'était aliéné à plaisir la bienveillance du ministre en faisant montre de sa folle fatuité. Le même défaut devait causer sa mort. Il ne put souffrir qu'une dame, avec laquelle il avait refusé de fuir, lui retirât ses bonnes grâces, repoussât sa demande formelle et se fiançât à un autre. Celui-ci, provoqué en duel, lui logea une balle dans l'estomac.

* * *

Le successeur du comte Rechberg fut le général comte de Mensdorff-Pouilly, qui se croyait partisan de l'alliance avec la Prusse ; mais son peu d'expérience des affaires étrangères le livrait pieds et poings liés aux conseillers du ministère. Bismarck désigna souvent comme les véritables instigateurs de la politique viennoise les barons de Biegeleben, de Meysenbug et de Gagern, originaires de la Hesse rhénane. Biegeleben passait pour le plus capable. C'était une plume savante et habile. Persuadé que la mission du vieil Empire était de dominer l'Allemagne, il abondait dans le sens des idées de Schwarzenberg, et croyait de son devoir de travailler contre la Prusse. Depuis 1852, il triturait les affaires de l'Allemagne dans ce sens, et ne s'était résigné qu'à regret au revirement de

novembre 1863. Le comte Rechberg lui-même, dans les derniers mois de son ministère, avait obéi à sa pression, en faisant aux états secondaires quelques concessions, qu'il est inutile d'énumérer ici; après le changement de ministre, l'influence de Biegeleben devint prépondérante. On essaya aussitôt de trancher la question du Schleswig-Holstein d'après les idées en faveur dans les états secondaires, et on engagea à cet effet des négociations directes avec la Prusse.

Le 12 novembre, trois longues dépêches instructives partirent pour Berlin. On y engageait le roi à pratiquer le même renoncement que l'empereur, c'est-à-dire à céder sa part de souveraineté sur le Schleswig-Holstein au prince héritier d'Augustenbourg, le plus légitime des prétendants. Son intronisation comme souverain fédéral indépendant, revêtu de toutes les prérogatives du pouvoir, rétablirait seule la paix en Allemagne.

Au reste, en remettant ces dépêches, le comte Karolyi était autorisé à faire la communication verbale que l'on consentirait aussi à l'annexion du Schleswig-Holstein par la Prusse, à condition d'en être suffisamment dédommagé par la cession d'un territoire allemand.

Quelques semaines auparavant, Bismarck avait demandé l'évacuation du Holstein par les troupes fédérales, et il résolut de ne pas répondre à ces dépêches avant l'exécution de cette mesure.

L'exécution militaire fédérale avait été décrétée en 1863, contre le roi Christian IX comme souverain du Holstein, pour la protection des Allemands de ce pays contre les empiétements des Danois; elle n'avait évidemment plus de raison d'être, après que deux souverains allemands y étaient devenus les maîtres. Nous nous attendions donc

à l'assentiment de l'Autriche, et à voir les troupes fédérales évacuer le pays.

Mais le comte Rechberg répondit en octobre que sans doute la Confédération n'avait plus le droit de faire durer l'exécution, mais qu'il paraissait recommandable de laisser environ 2000 hommes de troupes fédérales dans le Holstein, *comme témoignage amical à l'égard de la Confédération.*

Le motif de cette surprenante proposition ne pouvait être cherché que dans l'intention de faciliter l'intronisation du prince héritier, dont les intérêts n'avaient cessé d'être favorisés par la présence des troupes fédérales.

Dans un rescrit détaillé, qui se croisa avec les dépêches viennoises du 12, Bismarck exposa que cette proposition ne pouvait nullement être motivée par le droit fédéral, qu'il était donc tout indiqué qu'il fallait inviter la Saxe et le Hanovre à retirer leurs troupes.

A Vienne, on refusa d'écouter ce nouvel avis, ce qui n'était pas précisément une preuve de prévoyance politique.

Le roi fut aussitôt décidé à défendre à tout prix les droits de sa maison dans le Holstein. On suspendit l'évacuation du Holstein par nos régiments, et la concentration de quelques-uns de nos corps de troupe sur les confins du Hanovre et de la Saxe indiqua la gravité de la situation.

Nos ministres aux cours de ces pays reçurent l'ordre de demander le rappel des troupes d'exécution. Le Hanovre y consentit, sous la réserve de l'assentiment de l'Autriche ; mais à Dresde l'ardent ministre, baron de Beust, déclara que les troupes saxonnes resteraient dans le Holstein jusqu'à l'installation du souverain légitime, à moins qu'une résolution de la Diète n'ordonnât leur re-

trait. Les hommes en congé de l'armée saxonne furent appelés sous les drapeaux. Entre temps, on avait fini par comprendre à Vienne qu'il était bon d'enrayer. Le comte Mensdorff se déclara prêt à communiquer à la Diète le traité de paix danois, et à lui présenter à cette occasion, de concert avec la Prusse, une proposition de rappel des troupes fédérales. Bismarck approuva le procédé, qui lui donnait satisfaction. Notre délégué à Francfort, M. de Savigny, reçut les instructions nécessaires à cet égard, et en même temps l'avis confidentiel que si la Diète tardait plus de trois jours, la Prusse se ferait justice elle-même, nouvelle intéressante, que le ministre ne crut pas devoir cacher à quelques-uns de ses collègues. La résolution fut votée à temps, mais seulement par 9 voix contre 6.

Ce fait engagea Bismarck à envoyer un avertissement aux gouvernements dissidents du centre et du sud. Dans une circulaire (13 décembre) adressée à nos ministres, et destinée à être communiquée, il expliquait que le droit fédéral ne justifiait pas la tendance indiquée par ce vote, tendance visant à l'occupation partielle du Holstein jusqu'à l'avènement d'un duc.

La dernière résolution de la Diète aurait été dangereuse pour l'existence même de la Confédération par le seul passage à la minorité de deux voix de la majorité; de telles transgressions des strictes limites de la compétence de la Diète, inacceptables pour la Prusse, pourraient à l'avenir amener la dissolution.

L'éventualité objet de cette menace devait se présenter effectivement le 14 juin 1866.

Après avoir obtenu, contre le gré de l'Autriche, le retrait des troupes fédérales du Holstein, Bismarck reprit la correspondance avec Vienne sur l'avenir des duchés.

Auparavant déjà le baron Werther avait confié au comte Mensdorff que le ton de ses dernières dépêches n'était pas habituel entre des puissances amies. Le ministre répliqua que Sa Majesté l'empereur avait déjà fait observer incidemment que Biegeleben n'employait pas toujours des termes bien mesurés. Il ne parut pas lui venir à l'esprit cette idée, que lui, le ministre, eût été en situation d'adoucir ce ton acerbe.

A Berlin les affaires se maniaient juste à l'opposé. Ici, la teneur et la forme des pièces officielles à expédier étaient réglées jusque dans tous leurs détails par la supériorité de vues et la force de volonté du chef. Abeken rédigeait la correspondance avec nos agents auprès des grandes puissances. Le ministre lui donnait de vive voix la marche à suivre pour chaque dépêche. Abeken disposait d'une fécondité presque poétique, développée par une forte instruction, et c'était un styliste très adroit. Au rez-de-chaussée, dans une étroite chambrette, qui servait de passage entre le salon de réception du sous-secrétaire d'État et d'autres bureaux, au milieu de bruyants colloques, qui auraient dérangé tout autre que lui, il minutait comme par magie, d'une plume ailée, des projets de lettres qui exposaient les idées du ministre sous des faces multiples. Au bout d'un temps relativement court, le garçon de bureau montait le portefeuille plein d'écrits au premier, dans le cabinet du ministre. Le soir, celui-ci remaniait ces minutes de fond en comble, si bien que chaque tournure de phrase portait le cachet de son esprit. Dans les années 1862 à 1870, plus que fécondes en correspondances diplomatiques, presque tous les documents d'une certaine importance eurent pour point de départ ces minutes d'Abeken, que Bismarck travaillait

avec un plaisir particulier, non seulement parce qu'elles reflétaient fidèlement sa pensée, mais encore parce qu'il y puisait parfois des inspirations nouvelles.

Le 13 décembre[1], on répondit en détail aux trois dépêches de Vienne du 12 novembre, mentionnées plus haut.

Bismarck déclarait *ne pas comprendre* pourquoi l'Autriche était revenue de son opinion antérieure, qui considérait les états moyens comme des adversaires communs. Leurs chefs à la Diète avaient, en dehors de leurs attributions, essayé en 1863 de jouer un rôle dans la politique européenne, de pousser les deux grandes puissances à violer le traité de Londres, de résoudre la question d'hérédité sans une ombre de compétence, et de prolonger, contre tout droit, sous forme d'occupation, l'exécution faussée dans le Holstein. La Prusse ne pouvait ni ne voulait abandonner la direction de sa politique aux gouvernements de petits états, dépendant eux-mêmes des assemblées de ces petits états; elle tenait à faire savoir, dès à présent, qu'elle résisterait par la force aux décrets illégaux de la Diète. En ce qui concerne le Schleswig-Holstein, on ne voulait exclure aucun des prétendants; cependant Augustenbourg nous aliénerait l'Oldenbourg, le Hanovre et la Russie. En tout cas, il fallait examiner à fond toutes leurs prétentions d'hoirie, y compris celles de la maison de Brandenbourg qui se mettait sur les rangs. On reconnaissait encore une fois que la Prusse ne pourrait opérer l'annexion des duchés sans l'approbation de l'Autriche. Mais l'intronisation d'un duc ne pourrait être acceptée que sous certaines conditions indispensables aux intérêts de la

[1] La donnée de Friedjung (I, p. 113), qui reporte cette réponse au mois de janvier, est réfutée par la réplique de l'Autriche à notre dépêche, réplique datée du 21 décembre.

sécurité de l'Allemagne, conditions que les ministres compétents étaient en train de formuler.

Là-dessus le gouvernement autrichien déclara, le 21 décembre, qu'il était prêt à s'entendre avec la Prusse pour trancher la question, mais il insista différentes fois sur le droit de la Confédération de veiller à ce qu'on n'introduisît pas un vassal dans le concert des souverains de l'Allemagne[1].

A Vienne, on désirait se débarrasser le plus tôt possible de cette désagréable affaire du Schleswig-Holstein. On nous pria plusieurs fois de hâter l'envoi de notre programme, mais Bismarck repoussa ces demandes comme injustifiées, la précipitation ne pouvant être que nuisible.

Le gouvernement français observait avec attention la mésintelligence croissante des deux alliés. A Paris, comme à Berlin, de nombreuses communications confidentielles affirmaient que l'empereur Napoléon appréciait nos démarches avec une bienveillance particulière. Cependant, en février 1865, Bismarck refusa nettement d'aborder la question d'une alliance avec la France, que notre ambassadeur avait posée. Il insista sur ce point, que rien qu'une délibération préliminaire sur ce sujet, tant que l'alliance du 16 janvier 1864 avec l'Autriche subsisterait, serait exposée au reproche de perfidie, et désapprouvée partout en Allemagne; d'ailleurs il valait mieux, dans l'incertitude présente, ne se lier par aucun côté.

[1] La donnée de Sybel (VI, p. 31) reproduite par Kohl (Regesten I, p. 247), que cette dépêche du 21 décembre 1864 menaçait de rupture de l'alliance, si la Prusse n'adhérait pas au programme de l'Autriche, ne repose sur rien. Une analyse de ce document se trouve dans le Mémoire du 8 mai (Imprimé, n° 179) communiqué à la Chambre des députés.

Pendant ces journées (20 février), il dit à table, en ma présence : « S'il survient une tempête, on verra que nous savons mieux nager que d'autres sur la crête des vagues. »

Cependant les ministres compétents avaient achevé de formuler l'ensemble des conditions qui nous permettraient de consentir à l'intronisation d'un duc dans le Schleswig-Holstein. On partait de ce point, que notre situation militaire après la guerre du Danemark ne devait pas devenir inférieure à ce qu'elle avait été auparavant. Tandis qu'avant une attaque du Danemark notre ami contre la frontière nord-ouest de l'Allemagne paraissait improbable, il fallait maintenant la considérer comme vraisemblable. Dans la prochaine crise européenne, ce royaume essaierait sûrement de reconquérir les duchés, et ceux-ci, pas plus qu'en 1850, ne seraient de force à résister. Ce qui paraissait donc nécessaire avant tout, c'était la fusion des forces militaires et navales de ce pays avec celles de la Prusse. La conscription à faire par des fonctionnaires prussiens, la prestation du serment à notre roi étaient, selon moi, des exigences destinées à disparaître au cours des négociations. Mais il était impossible de céder pour le fond, dans l'intérêt de la défense des frontières du nord-ouest. On demandait en outre : le port de Kiel, les forteresses de Rendsbourg et de Sonderbourg-Düppel, l'autorisation de creuser un canal entre la Baltique et la mer du Nord, le rattachement aux douanes prussiennes, la mainmise sur les postes et télégraphes.

Ces demandes, envoyées à Vienne le 22 février 1865, et bientôt connues sous le nom de *conditions de février*, Bismarck les appelait des *concessions*, comparées au désir naturel de l'annexion du pays, que le public chez nous réclamait de plus en plus fort.

A Vienne, on déclara que la cession de l'autorité militaire n'offrait pas une base favorable à l'entente, et que par conséquent cette phase des négociations était considérée comme close. On répondit verbalement dès le 27 février; le même jour on invitait Moltke à fournir des données précises sur les effectifs que l'Autriche pourrait nous opposer en Bohême.

Sur ces entrefaites, le ministre-président de la Bavière, von der Pfordten, avait soumis à l'examen de Vienne une proposition destinée à la Diète, d'après laquelle la Confédération exprimerait *l'espoir confiant* que les deux grandes puissances allaient *à présent* introniser comme duc le prince héritier d'Augustenbourg. Il en était question depuis janvier. Le comte Mensdorff n'en fit la communication à Berlin que le 19 mars, en ajoutant son désir que cette proposition ne fût pas enterrée dans une commission, mais votée dans les huit jours. Exprimer devant la Diète des vues différentes de celles de la Prusse, sans prendre de mesures effectives, ne constituerait pas une violation du traité d'alliance du 16 janvier 1864.

A Berlin, on fut d'avis que des semaines d'intrigues avec les états moyens, nos adversaires, et l'approbation de leur proposition à la Diète ne paraissaient pas conciliables avec les devoirs incombant en vertu du traité à l'un et l'autre des alliés.

Bismarck dit de vive voix au comte Karolyi : « Nous voilà malheureusement arrivés à une bifurcation. Nos billets nous envoient sur des lignes divergentes; pourvu que nous ne nous écartions pas trop ! »

Ce travail désobligeant de notre allié ne devait pas seulement être combattu par la parole à Francfort; un acte allait montrer à tous que nous n'étions pas disposés à

nous laisser évincer du Holstein. Le roi ordonna le 24 mars de transférer la station navale de Danzig à Kiel.

* * *

Après le départ des troupes de la Confédération et le remplacement des commissaires fédéraux par des représentants de la Prusse et de l'Autriche, le mouvement particulariste s'était fortement développé dans les duchés. Le prince héritier continuait à séjourner dans les environs de Kiel, entouré par des hommes liges, considérés comme ses ministres. Ceux-ci avaient pris leurs précautions en 1864, pour faire nommer membres du soi-disant gouvernement du pays presque rien que des fonctionnaires favorables à Augustenbourg. Ils réussirent aussi à peupler de ses partisans l'administration du Schleswig. On recommanda de vive voix à la population de ne jamais protester contre les décisions gouvernementales, afin que les commissaires des grandes puissances n'eussent pas l'occasion d'intervenir. Un réseau de sociétés, qui reconnaissaient le prince héritier pour leur souverain, avait inondé le pays et la presse, et nommait journellement Augustenbourg duc Frédéric VIII. Zedlitz était impuissant, parce que le baron Halbhuber, conformément à ses instructions, s'opposait à toute mesure de répression. Le général Herwarth avait bien le commandement en chef des 16 000 Prussiens et de la brigade autrichienne Kalik (4 800 hommes), mais il n'était pas en état d'empêcher les démonstrations en faveur du prince héritier, parce que le comte Mensdorff ne désirait pas l'intrusion de la force armée dans l'administration civile.

La population, dans sa loyauté, se sentait liée au prince,

à qui elle avait rendu hommage autrefois, comme à la personnification du mot d'ordre : *Délivrons-nous du Danemark.* Cette manière de voir était corroborée par des motifs sérieux dans les villes. Elles étaient presque exemptes d'impôt, et connaissaient à peine le poids des charges militaires, vu la facilité de payer des remplaçants. Les citadins frémissaient en songeant au système d'impôts et au service militaire obligatoire de la Prusse. Le pays plat avait, au point de vue matériel, peu de chose à craindre de l'annexion ; elle était désirée par la grande propriété, qui, taxée de fortes contributions foncières, devait s'attendre à les voir élevées à une hauteur énorme, dans le cas où l'on mettrait à la charge du pays les frais de la guerre et autres dettes, en tout 80 millions de thalers. Le baron Scheel-Plessen n'eut donc pas de peine à faire signer aux grands propriétaires une adresse en faveur de l'annexion, mais en dehors d'eux, il ne trouva guère que 200 autres signataires, tandis que les adresses en faveur d'Augustenbourg furent couvertes par 50 000 signatures.

Malgré ces dispositions hostiles, nourries par l'attitude de l'Autriche, Bismarck ne chancela pas un instant dans son dessein d'obtenir là ce qu'il jugeait nécessaire à notre sécurité, soit par l'annexion, soit par les conditions de février, « si ces gens tenaient absolument à faire pour 80 millions de thalers l'acquisition d'un duc ».

Les affaires administratives du Schleswig-Holstein m'avaient été confiées. Il y aurait eu peu à faire à Berlin sur ce terrain, sans quatre personnes connaissant le pays, qui s'offrirent comme agents, et m'envoyèrent couramment leurs rapports. Aussitôt après la prise de Düppel, le comte Adalbert Baudissin, homme très insinuant, qui

habitait le Schleswig, vint me trouver. Il exprima sa conviction que sa patrie avait besoin d'une étroite union avec la Prusse, et s'offrit à agir dans ce sens. Le ministre ne le vit qu'une fois, et me confia le soin de m'entretenir et de correspondre avec lui. Au bout d'un certain temps, il obtint de Zedlitz un poste dans le service des digues dans les îles de la mer du Nord, circonstance qui lui permit de faire de fréquentes tournées, et de poursuivre ses comptes rendus politiques.

Ensuite se présenta un jeune Balte, le baron Ungern-Sternberg, qui s'était établi à Flensbourg, pour travailler dans le même sens. Ses rapports contenaient des renseignements et des faits utiles. Grâce à son initiative, une vingtaine d'hommes indépendants se groupèrent fin février 1865, à Flensbourg, sous le nom de *parti national*, et mirent dans leur programme l'alliance étroite avec la Prusse. Ce petit parti disposait de trois feuilles locales, mais les circonstances n'étaient pas favorables à son développement.

Deux autres personnes de noms inconnus fournissaient plus de renseignements de vive voix que par écrit. Le ministre recevait avec plaisir ces nouvelles de toutes les sources, quoiqu'il fallût ne les accueillir qu'avec circonspection, et mes relations avec ces serviteurs volontaires de l'État prirent une certaine animation.

* * *

Le 16 novembre 1864, Bismarck se rendit à Stettin, pour chercher sa femme revenant de Reinfeld à Berlin. Elle sortait d'une grave maladie. Les deux mois suivants, elle ne put sortir le soir, mais elle aimait voir dans son

salon les amis de la maison. Outre ceux déjà nommés faisaient maintenant de fréquentes apparitions : d'Obernitz, fin connaisseur en littérature, et Gustave de Lœper, l'éditeur de Gœthe, dont j'ai déja parlé; sa conversation, émaillée d'anecdotes littéraires, enchantait la maîtresse de la maison, qui avait beaucoup de lecture. Le ministre demandait parfois quelques détails sur ses études du *Faust*.

M. de Dewitz-Milzow, déjà cité, venait de temps en temps avec ses deux gracieuses filles. Souvent aussi on invitait pour un soir des familles amies, de passage seulement, venant de la Poméranie, de la Prusse orientale, de la Courlande ou de la Silésie; leur présence ne dérangeait ni les arrangements extérieurs, ni le ton du salon.

Le ministre paraissait moins surchargé d'affaires que dans l'hiver de la guerre danoise, où il n'avait pris part que deux fois aux chasses de la cour. Maintenant il put consacrer treize journées à la chasse, presque toujours dans la suite du roi. Il évitait autant que possible de dîner dehors, mais allait souvent une heure en soirée. Au commencement de janvier, je donnais un petit bal à l'hôtel Royal, voisin du ministère des Affaires étrangères, pour des parents à moi, de passage à Berlin, et pour les amis de la maison. A la grande surprise de tous, le ministre y vint à minuit. Le 1er février, il se rendit à un bal de la cour dans la *Salle Blanche*, avec sa femme et sa fille.

Dans l'intervalle de pareilles semaines, où il semblait posséder la plénitude de ses forces, il y avait aussi des jours où il se sentait fort mal à l'aise, et se plaignait de douleurs dans le cerveau, à la jambe gauche ou à la figure. Sa santé me donnait toujours des inquiétudes. J'écrivis en février à mon frère : « Si Bismarck vit encore

deux ans, j'espère que nous aurons le Schleswig-Holstein. » Tous les gens qui l'approchaient avaient la conviction que Bismarck était tout bonnement indispensable, que personne autre que lui n'eût été capable de s'y reconnaître dans les sombres labyrinthes de la politique intérieure et extérieure de cétte époque.

Au nombre de ces personnes se trouvait déjà à cette époque M. Gerson Bleichrœder, chef de la maison de banque S. Bleichrœder, homme de capacités hors ligne. Son intelligence était aussi vive que pénétrante, sa mémoire sûre, son cœur ferme et dévoué. Les fonds du ministre, déposés chez lui, ne lui donnaient pas grande peine, par suite de l'interdiction de spéculer avec. Mais sa position vis-à-vis des Rothschild de Paris lui procurait parfois une commission politique.

On sait que la famille Rothschild de Francfort a des ramifications à Vienne, Paris et Londres. Son représentant à Berlin était Bleichrœder. Or le chef de la maison de Paris, baron James Rothschild, avait ses entrées chez l'empereur Napoléon, qui lui permettait de parler en toute liberté, non seulement sur les questions financières, mais encore sur la politique. Cette circonstance offrait la possibilité de faire parvenir à l'empereur, par le canal de Bleichrœder et Rothschild, certaines communications, pour lesquelles la voie officielle paraissait présenter des inconvénients. A cette époque, Bismarck tenait beaucoup à entretenir soigneusement, par tous les moyens possibles, nos rapports avec ce puissant monarque, et attribuait une grande valeur à ce moyen de faire parfois des communications confidentielles. Ces commissions ne furent jamais données par mon entremise ; mais je reçus l'ordre de répondre aux questions de M. Bleichrœder sur la politique

extérieure, quand la discrétion ne s'imposait pas, et de le tenir au courant, afin qu'il pût saisir vite et bien les secrets que le ministre se réservait de lui révéler. Aussi M. Bleichrœder venait-il plusieurs fois par semaine, à la première heure, chez moi; il y restait quelques minutes, au jardin quand il faisait chaud, ou dans mon appartement. De cette façon j'appris à le connaître à fond et à l'estimer sincèrement.

Les commissions dont le ministre chargeait Bleichrœder à l'occasion, eurent pour conséquence que celui-ci se considérait comme un auxiliaire des Affaires étrangères, et intitulait Bismarck, quand il en parlait, *notre honoré chef*. Naturellement le motif politique de ses fréquentes visites à l'Office des affaires étrangères ne devait pas être ébruité. Aussi la rumeur courut-elle souvent, que Bismarck employait Bleichrœder à des affaires de Bourse, ce qui en réalité n'a jamais eu lieu. Il a bien souvent affirmé qu'il était absolument interdit de mettre à profit, pour des spéculations, la connaissance de la situation politique; un ministre qui s'en occuperait serait fatalement induit à laisser influencer ses résolutions politiques par le souci de son avantage ou désavantage personnel, et ne pourrait donc faire de bonne politique.



Lorsqu'au printemps de 1865 on entrevit la possibilité d'une prise d'armes contre l'Autriche, Bismarck se prit à souhaiter vivement de faire sa paix avec le Landtag sur la base d'une concession dans le budget militaire. Roon tomba d'accord avec lui que, dans l'infanterie, la troisième année de service pourrait être supprimée sans inconvé-

nients sensibles, si l'on créait dans chaque bataillon un fort cadre de vétérans, ce qu'on appelait des rengagés. Ceux-ci toucheraient naturellement une haute paye, et, pour trouver les ressources nécessaires, il faudrait recourir au système des primes de remplacement, sur le modèle de l'institution en vigueur en France. Là les gens riches se rachetaient. Quelque peu tentant que fût cet exemple, tout le ministère d'État se rangea à cet avis; Bismarck et Roon portèrent la question devant le roi.

Le roi voulut bien admettre que la suppression de la troisième année de service actif pourrait être compensée jusqu'à un certain point par l'augmentation des rengagements, mais il déclara que l'adoption des primes de remplacement était incompatible avec le principe du service obligatoire.

On n'avait pas d'autre source financière à sa disposition : il fallut donc renoncer au projet de réconciliation.

Je n'appris rien de cet incident en l'année 1865 ; c'est quatre ans plus tard, que le ministre de l'Intérieur, comte Eulenbourg, me le raconta en détail, pendant une promenade à Varzin. Il ajouta la remarque que la décision prise par le roi contre le vœu de ses ministres avait été féconde en résultats pour le bien du pays. En 1866 on avait reconnu l'inappréciable valeur pratique du service obligatoire ; non seulement en campagne, où les simples soldats appartenant aux classes supérieures entraînèrent souvent par leur enthousiasme leurs camarades plus bornés, mais même dans le pays. Le petit paysan qui avait perdu un fils, trouvait une fiche de consolation dans cette circonstance que le riche propriétaire, son voisin, avait subi la même infortune.

En mai 1865, Bismarck reçut de notre ex-ministre à

Constantinople, général de Wildenbruch, le père du poète, une lettre confidentielle, qui contenait absolument les mêmes propositions d'entente avec le Landtag. Il me donna la missive avec ces mots : « Wildenbruch m'était à peu près inconnu ; maintenant je vois que c'est un homme très sensé. »

Bien que, pour moi, le récit d'Eulenbourg se passe de confirmation, j'éprouve tout de même une certaine satisfaction d'avoir entendu Bismarck lui-même traiter de raisonnables ces conditions d'adoption du service de deux ans[1].

Ainsi échoua la tentative de Bismarck de trouver une base d'entente avec la Chambre des députés ; l'abîme qui les séparait s'élargit de plus en plus ; le ton des représentants du peuple à l'égard des ministres, du ministre de la guerre surtout, devint de plus en plus hostile. La Chambre exaspérée ne se laissa entraîner à un rapprochement ni par les exploits de l'armée, ni par l'affranchissement des duchés. Le budget de l'armée fut encore une fois rogné des frais des nouveaux régiments, tout le budget encore une fois repoussé par la Chambre des Seigneurs. Les demandes dûment motivées pour l'augmentation de la marine, comme pour couvrir les frais de la

[1] Lorsqu'en 1892 on proposa la suppression de la troisième année de service dans l'infanterie, moyennant certaines compensations, j'envoyai au Chancelier d'alors un projet d'article, contenant les faits racontés par Eulenbourg, sans nommer la source. Le général de Caprivi fit paraître dans la *Poste* du 31 décembre 1892 cet article intitulé : *Un coup d'œil rétrospectif;* le contenu lui paraissait donc exact. Je ne crois pas qu'en 1865 on en ait fait un rapport direct par écrit. Dans les questions d'une si haute importance, on n'écrivait le rapport qu'après avoir obtenu, par un rapport verbal direct au roi, l'approbation du projet. Aussi ne trouvera-t-on peut-être jamais une confirmation documentaire de ces confidences du comte Eulenbourg.

guerre avec le Danemark, furent repoussées carrément.

Dans les débats sur les propositions relatives à la marine et aux frais de la guerre, Bismarck prononça des discours remarquables, dont je donne quelques extraits ci-dessous.

Le 1er juin : « On renie maintenant les sympathies si souvent et si vivement manifestées dans les vingt dernières années ; l'ambition maritime du parti libéral en Prusse semble quelque peu réduite. Tant qu'on n'aura pas amené à contribution les autres États de l'Allemagne, on veut laisser, non seulement leur commerce, mais encore le commerce de la Prusse sans protection sérieuse. Ce qui s'oppose à ce que d'autres États consentent à partager de lourdes charges, c'est que, presque toujours et partout en Allemagne, l'intérêt particulier domine l'intérêt général. L'existence à la mode des Phéaciens est plus commode que celle à la mode de Sparte. On accepte volontiers la protection, mais on n'aime pas mettre la main à la poche, ni surtout céder la moindre parcelle de droit souverain au mieux des intérêts généraux. Je ne m'attendais certes pas à trouver dans le rapport de la commission une apologie indirecte d'Hannibal Fischer, qui mit la flotte allemande à l'encan. Qu'est-ce qui a fait échouer cette flotte, sinon la prédominance des passions de parti sur l'esprit national dans toute l'Allemagne, aussi bien dans les cercles dirigeants que dans les basses classes.

« Vous doutez que nous réussissions à acquérir Kiel.

« Nous possédons plus que Kiel dans les duchés ; nous en possédons la pleine souveraineté, de compagnie avec l'Autriche... Notre possession est commune, c'est vrai, avec l'Autriche. Ce n'en est pas moins une possession, et, pour y renoncer, nous aurions le droit de poser nos con-

ditions. Une de ces conditions, celle à laquelle nous tenons peut-être le plus, c'est la propriété exclusive du port de Kiel pour la Prusse...

« Nous ne demandons que la possibilité de rendre l'Allemagne aussi forte sur mer que le permettront les ressources des duchés, et de nous donner une garantie proportionnelle à ces ressources contre une éventualité à prévoir, la nécessité où nous pourrons nous trouver, dans un avenir assez rapproché, d'assiéger à nouveau et de reprendre Düppel...

« Si vous doutez cependant de la possibilité de réaliser nos intentions, j'ai déjà recommandé un expédient à la commission : autorisez l'emprunt, à condition que les sommes nécessaires ne soient payables qu'au moment où nous serons les maîtres effectifs de Kiel, et dites : Pas de Kiel, pas d'argent...

« Les cas où vous croyez avoir remporté des succès diplomatiques, et auxquels vous vous référez dans un autre passage du rapport, ne conviennent pas.

« Vous attribuez au courant libéral, à l'influence de cette Chambre, l'opportun rétablissement du Zollverein. Je vous rappellerai ce fait que le premier état qui abandonna la coalition de nos adversaires, qui pratiqua la brèche grâce à laquelle la position des autres devint intenable, l'état qui sert de trait d'union aux deux territoires de la Prusse, de sorte qu'il crée une barrière entre les états de la mer du Nord et les états du centre, cet état, ce fut la Hesse électorale. Or, je crois bien, messieurs, que vous exercez une grande influence sur maints gouvernements de l'Allemagne, mais sur la Hesse, non.

« A ce propos, je reviens sur la recommandation faite

par l'honorable préopinant[1] : nous aurions dû mieux utiliser la crise du Zollverein, et en tirer des avantages politiques, en jetant la base d'une union fédérale. J'ai eu la même idée il y a douze ans, lors de la précédente crise du Zollverein. J'étais alors encore novice en affaires. Quand on les a manipulées longtemps, on acquiert la conviction que le besoin de reconstituer le Zollverein n'est pas assez fort pour faire accepter aux princes, en échange, une réduction de leurs droits souverains...

« Un autre succès politique, attribué à cette Chambre par le rapport de la commission, m'a surpris encore davantage. Vous êtes d'avis que, *dans la question du Schleswig également, le gouvernement ne doit les résultats acquis qu'à la direction de l'esprit public, et à l'assentiment donné par le Landtag pour l'affranchissement des duchés*. Je constate que vous reconnaissez par là nos efforts pour affranchir les duchés ; je ne me rappelle pas que vous ayez jamais donné votre assentiment à un acte quelconque du gouvernement. Avez-vous conquis Düppel et Alsen par le refus de l'emprunt que nous vous demandions à cette époque ? Si oui, messieurs, j'ai aussi l'espoir que de votre refus de l'emprunt actuel naîtra une flotte prussienne...

« Votre idéal d'antan est à cette heure pour le gouvernement prussien le minimum de ce qu'on peut atteindre. Nous sommes à même de réaliser d'un quart d'heure à l'autre ce que vous recherchiez il y a dix-huit mois, comme but suprême : faire du Schleswig-Holstein un état indépendant, même avec quelques avantages modérés, mais insuffisants à nos yeux, pour la Prusse ; il suffirait

[1] Le député Loewe.

d'un quart d'heure au gouvernement royal pour rédiger une déclaration, et l'État serait créé... »

Après un exposé des modifications constitutionnelles qu'il faudrait pour satisfaire les appétits de la Chambre, le ministre dit :

« Et par quels moyens tentez-vous de nous arracher ces modifications ? En refusant votre concours à des mesures dont vous ne sauriez contester l'utilité, en arrêtant, autant que vous le pouvez, les rouages de l'État ; quant à la politique extérieure, — je ne puis m'empêcher de le dire, — vous nuisez à l'intérêt général, dans la mesure où vous le permettent vos attributions, en refusant votre coopération.

« Tout cela pour exercer une pression sur la Couronne, pour l'obliger à renvoyer ses ministres, à accepter votre façon de concevoir le droit budgétaire. Messieurs, vous vous mettez là dans une situation absolument identique à celle de la fausse mère dans le jugement de Salomon, celle qui aime mieux laisser mourir l'enfant, que de le savoir confié à une autre...

« Je ne saurais le nier, cela me produit une impression pénible de voir qu'en face d'une grande question nationale, qui depuis vingt ans préoccupe l'opinion publique, cette Assemblée, considérée par l'Europe comme la somme de l'intelligence et du patriotisme en Prusse, ne puisse aboutir qu'à une attitude d'impuissante et négative passivité.

« Messieurs, ce n'est pas avec cette arme-là que vous arracherez le sceptre des mains de la royauté. Ce n'est pas non plus le moyen par lequel vous réussirez à donner à nos institutions constitutionnelles la solidité et la perfection dont elles ont besoin. »

Le lendemain, le rapporteur Virchow dit que si le ministre-président avait réussi, au travers d'une grande crise, malgré maintes cabrioles de sa politique, à obtenir un résultat important et indéniable, il ne fallait pas l'attribuer à son mérite, mais à l'effet du hasard...

Qu'on ne se contentait pas de se défier de ce ministère sans budget, mais qu'on s'accordait à trouver que, vu leurs performances, ces personnages n'étaient pas en droit de demander la confiance du pays.

Bismarck répondit entre autres choses ce qui suit : « J'éprouve un médiocre besoin de témoignages de satisfaction, et les critiques me laissent assez froid. Admettez, si vous le voulez, que tout ce qui a eu lieu soit un effet de pur hasard, que le gouvernement prussien en soit absolument innocent, que nous ayons été le jouet d'intrigues étrangères et d'influences extérieures, qui nous ont jetés à la côte, mais à notre propre surprise, à la côte de Kiel. Admettez-le ; moi, il me suffit que nous y soyons. »

A ce débat se rattache une provocation en duel, qui fit sensation à l'époque, et dont on a parlé publiquement, il y a peu de temps encore, d'une façon inexacte.

Sur l'observation de Bismarck, que dans le rapport de la commission se trouvait une apologie indirecte d'Hannibal Fischer, Virchow avait répondu que si le ministre-président avait réellement lu ce rapport, lui, Virchow, ne savait que penser de la véracité de ce ministre.

Bismarck dit à ce propos :

« L'honorable rapporteur a suffisamment vécu dans le monde, pour savoir qu'en parlant ainsi, il a employé le procédé spécial qui consiste à transporter une querelle dans les personnalités pures, pour forcer celui à qui on reproche le manque de véracité de se procurer satisfac-

tion à lui-même. Je vous le demande, messieurs, à quoi aboutirons-nous avec ce ton ? Voulez-vous vider notre querelle politique par les voies des Horaces et des Curiaces ?

« On pourrait en causer, si vous le désirez.

« Sinon, messieurs, quelle autre ressource me resterait-il, que de répondre à un terme de cette violence par un terme plus violent encore ? Comme nous n'avons pas le droit de vous citer en justice, c'est le seul chemin par lequel nous puissions nous procurer satisfaction, mais je ne voudrais pas que vous nous missiez dans la nécessité de le prendre. Et comment l'honorable rapporteur prouve-t-il mon défaut de véracité ? Si je me rappelle encore bien sa longue harangue, il me reprocha, comme non concordante avec son rapport, celle de mes expressions par laquelle j'accusais le parti libéral de n'avoir plus autant de sympathies qu'autrefois pour la flotte. Pour prouver l'inexactitude de mes paroles, il me lit toutes les belles phrases que la commission a faites dans son rapport intéressant la flotte, alors que la conclusion est : « De l'argent, nous n'en donnerons pas ». Oui, messieurs, si les mots étaient de l'argent, nous n'aurions qu'à exprimer notre reconnaissante admiration pour la libéralité avec laquelle vous traitez le gouvernement. »

Ce débat eut lieu le 2 juin. Le 3, au matin, le ministre envoya un cousin de sa femme, le capitaine de Puttkamer, pour sommer M. Virchow de faire des excuses, ou de donner satisfaction par un duel. Virchow devait justement partir aux bords du Rhin, et il ne donna pas d'explications bien nettes. Le même jour, Bismarck dit à un diplomate, qui le questionnait, qu'il avait provoqué Virchow. Le 6, le *Journal de Cologne* publiait un entrefilet sur ce point. On n'a pas su au juste si le renseignement

venait d'un ami de Virchow ou de source diplomatique. A partir de ce moment, tous les mouvements des intéressés furent surveillés par la police. Entre le député de Hennig et moi eut lieu, le 6, une négociation qui resta sans résultat, parce que Hennig ne voulut pas démordre de l'opinion, inacceptable pour moi, que le véritable offenseur avait été le ministre-président, par le rapprochement de Virchow et d'Hannibal Fischer. A la Chambre, Forckenbeck déclara, le 8, que Virchow attenterait à son devoir envers le pays, en acceptant une provocation dont le motif était une opinion émise par lui comme député. Le président Grabow l'approuva vivement, ainsi que les députés Twesten, Waldeck et Gneist. On insistait aussi sur ce point que la phrase prétendue offensante n'avait pas été relevée par le président. A cela on répondit que si quelqu'un se trouvait offensé dans son honneur par un mot prononcé à la Chambre, il était le seul juge de ce qu'il devait faire pour sauver son honneur ; ni l'opinion d'une majorité à la Chambre, ni celle du président seul ne pouvait lui donner la satisfaction jugée nécessaire. A cette manière de voir de trois conservateurs se rallièrent quelques membres du centre gauche, tels que Stavenhagen et Bockum-Dolffs. On ne passa pas au vote, mais il fut convenu que la majorité se rangeait à l'avis du président, qui répéta à la clôture qu'*il s'attendait absolument* à ce que Virchow, qui n'assistait pas à la séance, se soumît à l'opinion de la Chambre.

Le 8 au soir, le député de Hennig fit savoir par écrit que Virchow refusait le duel.

Bien que ce dénouement ne me satisfît pas entièrement, je me réjouis pourtant de cette fin d'une querelle, où j'avais eu le regret de ne pas retrouver ce que j'avais

toujours admiré jusque-là, l'éminente sagesse de mon chef.

L'attaque inconvenante de Virchow me paraissait avoir été victorieusement repoussée par l'explication publique donnée plus haut, la provocation, par conséquent, un luxe contestable. Mais une fois lancée, il eût fallu la tenir secrète, afin de pouvoir en toute sûreté attribuer à l'adversaire la responsabilité d'une indiscrétion dont la conséquence infaillible, des mesures policières prises avec ostentation, devait compromettre le sérieux de l'affaire.

Il tombe sous le sens que, dès le premier instant, j'étais résolu à empêcher le duel par tous les moyens, licites ou illicites. C'eût été, à mon sentiment, un crime de haute trahison envers le pays, que de laisser cet homme indispensable courir au-devant d'une balle ou de la police correctionnelle.

Le 13 juin, dans les débats de la proposition sur les frais de la guerre, Bismarck rappela les craintes manifestées à la Chambre, en décembre 1863, par l'adoption de la résolution Schulze-Delitzsch. Il y était dit : « En prenant cette voie, la politique austro-prussienne ne peut avoir d'autre résultat que de livrer pour la seconde fois les duchés au Danemark ; en traitant comme européenne cette affaire purement allemande, le gouvernement royal attire l'ingérence de l'étranger ; les menaces de réduction par la violence provoqueront la juste résistance des autres états allemands, et par conséquent la guerre civile en Allemagne.

« Aucune de ces craintes ne s'est réalisée. Les vœux positivement exprimés alors par la Chambre ont été exaucés, sauf celui concernant l'intronisation du duc, qui reste en suspens ; mais il ne dépend que de nous, et cela

pourra se faire aussitôt que nous aurons la certitude que le duc satisfera à l'ensemble des conditions posées aux duchés dans l'intérêt de la Prusse et de l'Allemagne entière.

« On reproche au gouvernement d'avoir pris un chemin qui nous a donné un copropiétaire du Schleswig-Holstein; mais le chemin recommandé par la Chambre nous en eût donné 32, et à leur tête le copropriétaire actuel, non pas avec égalité de droits, mais avec la supériorité de la puissance présidentielle et de chef de la majorité de la Confédération, majorité hostile à la Prusse.

« Un orateur nous a en outre blâmés d'avoir laissé passer l'occasion de nous mettre à la tête des petits et moyens états de l'Allemagne. Si ce monsieur avait été quelque temps délégué à la Diète de Francfort, il se serait convaincu que les petits et moyens états n'eussent pas été disposés à se subordonner de leur plein gré à une action prussienne, sans arrêter la Prusse dans ses tentatives de tirer les conséquences de cette action. »

Puis le ministre poursuivit : « Une question sur laquelle j'aurais espéré une réponse de la Chambre, encore plus que sur la financière, est la question politique, la question du présent et de l'avenir. Or, cette question, qui depuis vingt ans est restée au premier plan des intérêts politiques de l'Allemagne, cette question attend maintenant sa solution. La proposition du gouvernement, messieurs, vous met en situation de vous prononcer. Vous avez l'occasion de parler, — je dirais presque, vous êtes mis en demeure de parler. Le pays a le droit d'apprendre quelle est l'opinion de ses représentants sur la chose...

« A vrai dire, je crois que les duchés auraient bien plus d'avantage à devenir membres du corps prussien,

qu'à constituer un nouveau petit État avec des charges presque exorbitantes. Mais si ce programme devait se réaliser, l'État prussien serait forcé de prendre ces charges pour lui. Nous ne pourrions pas recevoir les duchés dans notre État, sous quelque forme que ce soit, et leur demander quand même le remboursement de nos frais de guerre, ou les laisser payer ceux de l'Autriche, ni même les maintenir dans l'inégalité des dettes, qui sont par tête deux fois plus fortes qu'en Prusse. Il faudrait les mettre à égalité avec tous les citoyens de l'État prussien. »

Ensuite, le ministre prouva que l'idée de l'annexion avait produit de bons effets, quand bien même elle n'aboutirait pas. « Les idées invétérées dans tous les petits états, la répugnance à assumer les devoirs des citoyens d'un grand État, l'antipathie contre des conditions qui imposent à la population des charges comme celles d'un service militaire à périodes multiples, tout cela diminue à mesure que l'idée de l'annexion gagne du terrain. Sous la pression de cette idée, on est devenu moins hostile à nos vœux, mais pas encore assez pour que nous puissions en tirer une conclusion définitive. »

Dans les scrutins qui suivirent, la Chambre ne put arriver à s'entendre sur un point quelconque dans l'affaire du Schleswig-Holstein ; toutes les propositions eurent la minorité.

La session fut close le 17, sur l'ordre du roi, par un discours du ministre-président qui énumérait les résultats de la session, négatifs pour la plupart, et ajoutait ce qui suit :

« Le gouvernement de Sa Majesté... ne se laissera pas troubler par la résistance hostile et sans mesure d'un certain nombre d'orateurs et d'écrivains. Fort de la cons-

cience de son bon droit et de sa bonne volonté, il maintiendra la marche régulière des affaires publiques, et défendra avec vigueur les intérêts du pays au dedans comme au dehors. Il vit dans la ferme confiance que les moyens employés jusqu'à ce jour étaient justes et salutaires, et que le jour ne peut pas être loin, où, comme des milliers de voix l'ont déjà fait par une libre impulsion, la nation entière exprimera par la bouche de ses représentants réguliers ses remerciements et sa reconnaissance à son royal souverain. »

*
* *

A la Diète, l'Autriche vota la proposition bavaroise (déjà mentionnée), c'est-à-dire l'intronisation d'Augustenbourg. Elle fut adoptée par 9 voix contre 6. La Prusse déclara aussitôt que l'*espoir confiant* de la Confédération ne se réaliserait pas, vu que la maison de Brandebourg allait faire valoir d'anciens droits sur les duchés.

L'installation de la station navale de la Prusse à Kiel provoqua une protestation de l'Autriche. Cette protestation fut repoussée *avec surprise* par la Prusse, vu que chacun des copropriétaires avait la libre disposition des ports et des baies du pays, et qu'il était depuis longtemps notoire que la Prusse ne donnerait son assentiment à aucune décision sur le sort des duchés, si cette décision ne laissait pas le port de Kiel entre ses mains.

C'est ainsi que s'aggravaient les antagonismes. Le 29 mai, le roi convoqua le conseil des ministres. Bodelschwingh seul désira éviter à tout prix une rupture avec l'Autriche; quelques-uns des autres ministres conseillèrent de demander immédiatement l'annexion, par conséquent de provo-

quer la guerre, d'autres furent d'avis d'en rester aux conditions de février, comme première étape vers l'annexion. Bismarck fit observer que, comme le système d'abaissement de la Prusse était de nouveau en faveur à Vienne, on en arriverait tôt ou tard à la guerre; mais qu'il ne pouvait pas la conseiller. Une telle résolution ne devait provenir que de la libre conviction de Sa Majesté. Le roi se réserva cette décision; on en resta donc au programme des conditions de février.

En juin, Bismarck fit prier M. Paul Mendelssohn-Bartholdy de venir causer avec lui, pour savoir comment le commerce accueillerait une guerre avec l'Autriche. Il surprit M. Mendelssohn (celui-ci me le raconta bientôt après), en lui exprimant sa conviction, que, si la guerre éclatait, elle serait finie en un mois, parce que notre armée était de beaucoup supérieure à celle de l'Autriche, par le nombre et l'instruction des troupes, aussi bien que par une plus rapide capacité de mobilisation.

Malgré cette conviction, qu'à mon su il n'exprima jamais plus d'une façon si catégorique, il fit tous ses efforts pour trouver des moyens d'entente pacifique avec son allié; beaucoup de dépêches furent échangées sur la marche à suivre pour la convocation du Landtag du Schleswig Holstein, que Bismarck croyait utile, malgré les opinions bien connues de la population du pays. Il n'arriva pas à ses fins, parce que le comte Mensdorff finit par déclarer nettement que cette mesure lui déplaisait, et fit de sa propre initiative des propositions conciliantes, peut-être à la suite de difficultés intérieures dans l'empire danubien. En juin, on reprit les négociations rompues en mars sur les conditions de février. Le comte Mensdorff consentait à nous céder le port de Kiel et Rendsbourg; pour la souve-

raineté militaire il voulait réserver la décision à la Diète ; sur d'autres points, marine, canal de la Baltique à la mer du Nord, postes et télégraphes, la Prusse n'aurait qu'à s'entendre directement avec le futur souverain, dont il fallait hâter l'installation.

Bismarck accepta complètement tout ce programme, dans l'espoir que la Diète reconnaîtrait la nécessité d'une convention militaire, et il ajouta que la Prusse était prête à introniser un duc, si l'Autriche, au lieu du prince héritier, acceptait le grand-duc d'Oldenbourg. Le cabinet impérial avait jadis décliné et ne favorisait que depuis peu la candidature d'Augustenbourg, devenue inacceptable pour la Prusse, à cause des agissements impertinents de ce prince.

Même après l'entrée des troupes prussiennes dans le Holstein, celui-ci n'avait cessé de se faire traiter en souverain du pays. Le roi considéra ce fait comme une atteinte à son droit de souveraineté. Il exprima dans une lettre autographe le désir que le prince quittât les duchés, pour diminuer les difficultés de la situation. Ce prince avait servi quelques années avant dans le premier régiment de la garde à Potsdam, et il était sujet prussien comme propriétaire d'un grand domaine en Silésie. Le roi fut donc désagréablement surpris, lorsque lui arriva un refus net.

Le 6 juillet, l'anniversaire du prince fut célébré dans plusieurs villes des duchés, notamment à Kiel, par des cérémonies publiques ; il reçut aussi diverses députations qui lui apportaient leurs hommages. Presque en même temps, le roi reçut à Carlsbad une consultation des jurisconsultes de la Couronne, qui niait les droits de la maison d'Augustenbourg à la succession au trône des duchés.

Le syndicat de la Couronne, qui avait été invité, en

décembre 1864, à examiner les prétentions d'Augustenbourg, d'Oldenbourg et de Brandenbourg, se composait à l'époque de 18 jurisconsultes, dont 14 avaient une situation absolument indépendante. Leur mission n'était pas de défendre les droits de la Couronne, mais de donner au roi, sur sa demande, des renseignements sur des points de droit douteux. Ces hommes, parmi lesquels se trouvaient les premières autorités juridiques du pays, avaient examiné avec soin tout l'amas des documents, et conclu, à la majorité des voix, que les droits d'Augustenbourg étaient éteints par suite de la renonciation du duc Christian, et qu'il n'existait pas d'autre droit de souveraineté dans les duchés, que celui de la Prusse et de l'Autriche, acquis par le traité de Vienne.

Cette consultation enleva au roi les scrupules de conscience qui l'avaient empêché, en 1864, à Schœnbrunn et plus tard, de réclamer l'annexion.

*
* *

Le 26 juin, Bismarck et Abeken rejoignirent à Carlsbad la suite du roi ; moi, je ne pus m'y rendre que quelques jours plus tard. Nous habitâmes cette fois la villa *Hôtel Hélène*, bâtie à l'écart, bien au-dessus de la source, au milieu d'un jardin ombreux.

Quelques semaines auparavant, un fonctionnaire de la cour m'avait, par dépêche, offert ce logement pour le ministre ; en l'absence de ce dernier, j'avais fait la location, sans réfléchir que cela l'ennuierait de monter, plusieurs fois par jour, une centaine de marches d'escalier. En arrivant, il dit à Abeken : « La vue est splendide ; mais le logement irait tout de même mieux pour un poète que

pour un homme d'affaires. » Il paraît que les premiers jours, il se plaignit des nombreuses escalades ; mais il aimait l'air pur sur cette petite hauteur. Ce qui lui convint aussi, c'est que sous sa chambre à coucher il y avait deux vaches, qui ne laissaient pas de se faire entendre parfois. Tout ce qui rappelait la vie rurale avait du charme pour lui. Lorsque j'arrivai, il ne dit pas un mot de l'appartement.

Abeken, dont la capacité de production avait une importance particulière à ce moment-là, sentait ses forces renaître dans ce milieu idyllique. Notre camaraderie se consolidait, et jamais, même pas un instant, elle ne fut troublée par un dissentiment. La répartition du travail entre nous fut la même que l'année précédente ; Abeken rédigeait toute la correspondance politique, qui allait prendre un ton grave à l'égard de l'Autriche.

On était tombé d'accord sur les conditions de février, mais la présence du prince héritier dans les duchés devenait un obstacle insurmontable à l'entente. Nous déclarions inconciliables avec l'indiscutable droit de souveraineté du roi les perpétuelles démonstrations publiques en l'honneur d'un souverain arbitrairement proclamé.

On pesa toutes les mesures à prendre pour obvier à cet état de choses, et on examina de très près l'éventualité de la guerre avec l'Autriche.

Le roi convoqua tous les ministres, de même que Goltz et Werther, pour le 21 juillet, à Ratisbonne. Là on fixa les termes de la dernière dépêche à envoyer à Vienne. Il y était dit que, si l'Autriche persistait à refuser d'approuver le rétablissement de l'ordre dans les duchés, la Prusse se chargerait d'y procéder à elle seule.

Les ordres à cet égard ne devaient pourtant pas encore

être donnés pendant la présence du roi à Gastein ; on avait, à Carlsbad déjà, accepté avec empressement l'offre du comte Mensdorff, d'envoyer un homme de confiance pour discuter la situation.

Dans le trajet de Ratisbonne à Gastein, on se reposa un jour à Salzbourg. Pfordten y vint. Quoique meneur des états moyens, il était moins hostile à nos idées que Beust. Bismarck lui exposa avec une franchise entière les difficultés de la situation. Pfordten reconnut que nous avions jusqu'à un certain point raison, et promit d'agir dans ce sens, aussi bien sur le comte Mensdorff que sur le prince héritier.

Deux jours après, à Altona, le rédacteur en chef du *Journal de Schleswig-Holstein*, sujet prussien du nom de May, fut arrêté par une patrouille prussienne et conduit à la forteresse de Rendsbourg, à cause des attaques criminelles de ce journal contre le roi. Cet acte souleva les protestations des autorités de Kiel et du baron Halbhuber. Des lettres compromettantes pour ce dernier furent trouvées dans les papiers de May.

Cependant, à Vienne, une révolution complète dans la politique intérieure, en germe depuis assez longtemps, s'était produite par un changement de ministère. Seuls, le comte Mensdorff, le ministre de la guerre et le comte Maurice Esterhazy restèrent à leur poste ; M. de Schmerling, le chef de la politique libérale à l'intérieur, et ses collègues de même nuance furent congédiés. Schmerling avait, il est vrai, pendant plusieurs années, mené le parlement avec une maëstria extraordinaire, mais à la fin il ne put combler le déficit croissant du budget, ni empêcher qu'on ne rayât des crédits indispensables au budget de l'armée. Son attitude à l'égard des Hongrois mécon-

tents ne conduisit pas non plus à des résultats acceptables. Il ne pouvait plus rester.

Schmerling, d'accord avec Biegeleben et la grande majorité de ses compatriotes, était pénétré de cette pensée de Schwarzenberg, que l'abaissement de la Prusse était nécessaire à la prospérité de l'empire.

Cette conception était un fruit naturel des événements de 1849 et 1850. La couronne impériale d'Allemagne, portée pendant des siècles par les dominateurs de l'Autriche, avait été offerte par le parlement de Francfort au roi de Prusse, et celui-ci en avait profité pour inaugurer la *politique de l'Union*. Le maintien de la présidence de l'Autriche dans la Confédération allemande, dernier reste de l'ancien Empire, tenait au cœur de chaque autrichien-allemand. On avait humilié le rival en 1850, et il ne fallait pas lui laisser reprendre assez de force pour réinstaurer la politique de l'Union.

Les états moyens s'étaient montrés en 1850 les alliés naturels de l'Autriche ; à Francfort ils avaient soutenu son autorité présidentielle jusqu'en 1863, et leurs efforts en faveur d'Augustenbourg avaient poussé l'opinion publique de l'Autriche dans le même sens.

Il est étonnant qu'au milieu de ces courants politiques le comte Rechberg ait pu favoriser un certain temps la politique prussienne. Assailli de toutes parts, il dut cependant, dès mai 1864, obliquer dans la direction des états moyens. Après sa chute prédomina l'influence de Schmerling et de Biegeleben.

Schmerling tombé, le ministère du comte Belcredi rompit complètement avec sa politique intérieure, et bientôt même suspendit la Constitution. Tout cela réagit sur l'attitude prise à l'égard de la Prusse.

Le vrai chef du nouveau ministère, comte Maurice Esterhazy, avait des attaches étroites avec les magnats hongrois, détestait les Allemands-Autrichiens libéraux, ainsi que les gouvernements et les landtags libéraux des états moyens, et jugea bon de chercher une entente avec la Prusse conservatrice. Sans doute, l'opinion publique demandait la guerre, vu que l'outrecuidance prussienne était intolérable; mais Esterhazy reconnut clairement que pour l'instant, pour des motifs militaires et financiers, on ne pouvait entreprendre une grande guerre avec perspective de succès. Aussi accepta-t-il avec joie l'expédient recommandé par le ministre à Munich, comte Blome : le partage de l'administration, jusqu'alors indivise, du Schleswig-Holstein.

Le comte Blome, originaire du Holstein, était, comme presque toute la noblesse du pays, un adversaire d'Augustenbourg et de la politique des états moyens. Ce fut lui, l'homme de confiance annoncé, qui vint à Gastein. Après de longues négociations, interrompues par un voyage à Vienne et soigneusement cachées à Biegeleben, on conclut, le 14 août, la convention de Gastein, objet de tant de mépris. *Sans préjudice des droits acquis en commun, en vertu de l'article* 3 *du traité de paix de Vienne, daté du* 30 *octobre* 1864, *sur l'ensemble des duchés, par les deux puissances*, la Prusse exercera ces droits dans le Schleswig, l'Autriche dans le Holstein; Rendsbourg sera occupé alternativement par les troupes de l'une ou l'autre puissance; le port de Kiel appartiendra exclusivement à la Prusse; la construction d'un canal de la Baltique à la mer du Nord sera autorisée par le Holstein, et enfin le duché de Lauenbourg vendu au roi de Prusse pour deux millions et demi de thalers danois.

Ces arrangements, Bismarck s'y était décidé, non sans quelque regret, bien qu'il eût réussi à modifier en notre faveur certains détails du projet de Blome. Mais son espoir d'un appui en cas de guerre avait été déçu, et un danger inattendu se montrait à l'horizon. Quand Nigra était ministre à Paris, il avait dit plusieurs fois qu'une guerre entre la Prusse et l'Autriche serait infailliblement accompagnée par une attaque de l'Italie sur la Vénétie ; Usedom avait partagé cette façon de voir; mais maintenant le méfiant ministre-président, La Marmora, refusait de s'engager. A Paris, Goltz, malgré plusieurs manifestations de sympathie antérieures, n'avait pu obtenir une assurance de neutralité éventuelle. Il fallait donc s'attendre à une intervention de la France. Ces renseignements arrivés à Gastein déterminèrent Bismarck à engager le roi à accepter la convention, qui, suivant l'expression du ministre, *bouchait encore une fois les lézardes de l'édifice*, et offrait en tout cas cet avantage, de replacer l'Autriche sur la base de la Paix de Vienne. L'affirmation répétée du droit de souveraineté acquis par les deux alliés excluait la reconnaissance des prétentions d'autres prétendants, et signifiait, comme corollaire, la renonciation à la politique suivie l'année dernière, de concert avec les états moyens.

La vente des droits sur le Lauenbourg permettait aussi d'espérer que l'Autriche se montrerait dans l'avenir plus disposée à vendre ses droits sur le Holstein.

Le hasard fit que, le jour même où l'on signait la convention, Beust, le directeur passionné de la politique des états moyens, vint à Gastein.

Le 17 août, poussé par une joyeuse fantaisie, Bismarck dictait, à l'adresse de l'Office des affaires étrangères, le

communiqué suivant, à faire passer dans un journal qui se prêterait à la plaisanterie : « M. de Beust est arrivé à Gastein le 14 août, peu de temps avant le départ du comte Blome, fixé au 15. D'après les bruits qui courent, c'est grâce à l'action personnelle du ministre saxon que furent reprises et conclues, à la satisfaction générale, les négociations fort compromises entre Bismarck et Blome. On a certainement, en Prusse, méconnu M. de Beust, en le prenant pour un partisan trop passionné et trop exclusif d'Augustenbourg ; dans cette circonstance il s'est montré homme politique à vision lointaine, sans opinion préconçue. »

A la publication de la convention de Gastein, presque tout le monde, en Allemagne et en Autriche, s'écria que la Prusse l'avait emporté, et que l'Autriche avait subi des humiliations en vendant le Lauenbourg et en faisant défection aux états moyens. La Bavière et la Saxe, par égard pour l'Autriche, avaient hésité à accéder à l'Union douanière avec l'Italie, et à reconnaître le jeune royaume; les deux états prirent aussitôt leurs dispositions pour y procéder. La convention de Gastein eut pour effet de faire reconnaître l'Italie avant la fin de l'année par tous les états allemands, à l'exception de deux, le Hanovre et le Nassau, dont l'existence était comptée.

Lorsque, le 18 août, Bismarck partit pour Salzbourg avec Abeken et moi en voiture découverte, il dit, à la traversée du verdoyant vallon de Hofgastein : « Si j'ai encore le bonheur de voir un premier président prussien installé à Kiel, je ne me fâcherai plus à propos du service. » J'exprimai l'espoir qu'il me permettrait de lui rappeler ces paroles une fois plus tard.

Au bout de quelques minutes il dit : « Faust se plaint

des deux âmes que contient sa poitrine; moi, j'en loge une foule, qui se chamaillent. C'est un tumulte, comme dans une république...

« Je divulgue presque tout ce qu'elles disent; il y a là cependant des provinces entières où jamais personne ne jettera les yeux. »

A Salzbourg, les monarques se rencontrèrent. Il y fut décidé que l'administration du Schleswig serait confiée au général Manteuffel, particulièrement sympathique à l'empereur, celle du Holstein au général Gastein qui jouissait de toute l'estime du roi.

Le 21, le roi, suivi de Bismarck, se rendit à Ischl, pour faire une visite à l'impératrice; Abeken et moi, nous restâmes à Salzbourg.

Puis Bismarck partit avec moi pour Hombourg. Nous passâmes par Munich, où il conféra avec Pfordten, et par Stuttgart, où il conféra avec Varnbuler. A Hombourg se trouvait Mme de Bismarck, pour suivre un traitement. Elle était accompagnée par sa fille et la comtesse Fanny Keyserling [1].

Notre séjour fut de peu de durée. Nous allâmes à Bade retrouver Abeken, qui avait fait en attendant un petit voyage d'agrément.

Comme l'année d'avant, nous logeâmes dans la maison de campagne également habitée par le ministre comte Flemming. Là, sur les indications de notre chef, nous donnâmes à un écrivain français les matériaux d'une brochure sur la convention de Gastein, brochure qui fut publiée ensuite chez Dentu à Paris.

Les journaux français avaient pris les stipulations de

[1] Actuellement Mme de Batocki-Bledau; amie intime de la maison.

Gastein pour définitives, et lancé contre elles des attaques venimeuses ; le ministre jugeait utile d'éclairer l'opinion publique en France.

Le comte Goltz avait, il est vrai, officiellement déclaré que tout ce bruit était sans objet, vu qu'il ne s'agissait que d'un provisoire de courte durée peut-être. Mais le ministre Drouyn de Lhuys ne fit rien pour apaiser les clabaudeurs. Au contraire, il adressa le 29 août aux agents de la France une circulaire blâmant notre politique de façon fort discourtoise. Cette circulaire ne parvint à notre connaissance, par la presse belge, que quand nous fûmes de retour à Berlin.

A Bade, Bismarck eut un soir grand plaisir à entendre le violon de Joachim, qui conduisit, dans l'appartement de Flemming, un excellent quatuor d'instruments à corde.

VIII

SEPTEMBRE 1865 à JUIN 1866

MERSEBOURG. — LAUENBOURG. — BIARRITZ. — FIN DE L'ALLIANCE AUTRICHIENNE. — CONVENTION AVEC L'ITALIE. — PROPOSITION D'UN PARLEMENT A LA DIÈTE. — MOBILISATIONS.

Le 6 septembre, on repartit par Hombourg à Berlin, où l'administration du Schleswig nous donna force travail.

En mai déjà, le *Journal de Cologne* avait affirmé que les organes du gouvernement régional de Kiel dans le Schleswig septentrional tracassaient la population de langue danoise par des vexations identiques à celles imaginées jadis par les Danois contre les Allemands. Une enquête ordonnée par Bismarck et dirigée par Zedlitz prouva l'exactitude de ces affirmations; mais l'opposition de Halbhuber empêcha d'y porter remède à fond. L'enquête, par elle-même, ranima les espérances des Schleswigois de langue danoise et au commencement de septembre ils obéirent en masse à une invitation à venir à Copenhague, où on leur donna comme certain que le puissant empereur des Français obtiendrait la restitution au Danemark du Schleswig septentrional. Le général Manteuffel, dès lors gouverneur du Schleswig, démentit publiquement cette erreur, mais eut presque en même temps l'idée de confier certains postes à d'anciens fonctionnaires danois. Il avait

reconnu avec Zedlitz qu'il ne fallait pas constituer dans le Schleswig un conseil de gouvernement comme celui de Kiel, mais que le président seul dirigerait l'administration, avec l'aide de conseillers rapporteurs. Or on manquait de personnel convenable, du moment qu'on ne voulait pas employer des partisans d'Augustenbourg. Aussi avait-on l'intention de choisir des hommes bien qualifiés, autrefois au service du Danemark.

Bismarck s'y opposa nettement, et déclara qu'il fallait se montrer *les amis de ses amis ;* il conseilla donc de donner la préférence à des membres du parti national constitué à Flensbourg, quand bien même leurs occupations antérieures ne les auraient pas suffisamment préparés à ce service.

Le 16 septembre, le ministre-président reçut le titre de comte. Lui et sa femme, qui venait de rentrer de Hombourg, n'éprouvèrent pas de joie en recevant cette marque de la bienveillance du roi. Tous deux étaient un peu fiers d'appartenir à des familles de la *noblesse primitive* de la Vieille-Marche et de la Poméranie ; aussi, dans l'intimité, assuraient-ils qu'ils avaient de la peine à se faire à cette obligation d'ajouter à leur vieux nom un titre nouveau. Cependant Bismarck savait quelle vive satisfaction c'était pour le roi, son maître, de pouvoir lui donner cette distinction, et il ne lui vint pas à l'idée de refuser.

Le 17, le ministre se rendit à la suite du roi, et accompagné par moi seul, à Mersebourg, où on célébrait le cinquantenaire de l'annexion de la province de Saxe, accompagné de grandes manœuvres de corps d'armée ; nous y restâmes cinq jours. Nous étions très agréablement logés dans la maison de M. le conseiller du gouvernement Gaede, célèbre apiculteur, qui s'occupait en outre, par fantaisie

d'amateur, du traitement de ses grands vins de Bordeaux. Il croyait nécessaire de verser ces vins à table au moyen d'un petit appareil, pour rendre impossible toute secousse à la bouteille.

Le ministre écoutait ses renseignements de connaisseur sur l'apiculture avec autant de plaisir qu'il dégustait ses vins fins au déjeuner. Il aimait aussi à se rendre à cheval aux manœuvres, et faisait parfois à cheval son rapport direct au roi.

Le 21, il revint des manœuvres, échauffé par la course et tout poudreux. Il vint dans ma chambre s'informer des entrées. Je lui mis sous les yeux une circulaire anglaise, publiée par la presse, circulaire qui blâmait, à l'instar de la française déjà nommée, les stipulations de Gastein en termes impolis. Après avoir lu, le ministre se promena dans la pièce et me dicta, si vite que ma plume avait peine à suivre, les considérations suivantes, à faire valoir dans la presse :

« Dans les différences d'opinion entre Allemands, chacun cherche à donner du relief à sa cause, en disant : l'Allemagne est pour moi ; je représente la puissance, l'honneur, les intérêts nationaux de tout le corps germanique. Dans la divergence actuelle entre les deux grandes puissances et la politique de Würzbourg, se tranche d'une façon péremptoire, par un exemple probant, la question de savoir où gît l'intérêt de l'Allemagne.

« Le principe pour lequel la France et l'Angleterre prennent passionnément parti au nom de la nationalité allemande, n'est bien certainement pas allemand, n'est sûrement pas la voie par laquelle l'Allemagne arrivera au développement de ses forces nationales. Par la protection de l'étranger, le parti auquel elle échoit est stigmatisé

d'anti-allemand. Quiconque ne sent pas le ridicule d'une Confédération allemande sous la protection anglo-française, d'une nationalité schleswig-holsteinoise sous le protectorat de la France, de la liberté allemande défendue par la France, celui-là est sûrement résolu à poursuivre un but particulariste à l'aide de l'étranger, et à cacher cette intention sous le masque de phrases allemandes.

« Depuis la guerre de Sept ans jusqu'à la paix de Vienne, l'Angleterre nous a exploités et lésés. Quant à l'amour enthousiaste des Français pour la nation germanique, quant à la protection que la France accorde à la liberté de l'Allemagne, de nationalités allemandes aussi petites que possible, autant n'en rien dire. La France a visiblement compté sur une guerre intestine de l'Allemagne. Son désappointement de voir cette guerre sinon définitivement écartée, du moins indéfiniment remise, jaillit avec trop de soudaineté et de passion à la lumière, pour que tous les Allemands ne se félicitent pas de voir rétabli l'accord des deux grandes puissances militaires. »

« L'emportement avec lequel la circulaire française condamne la convention de Gastein signifie, traduit en allemand : j'aurais pu avoir la frontière du Rhin, sans me trouver en face d'une coalition, si les grandes puissances allemandes n'avaient pas eu l'indignité de se réconcilier. S'il existait une forme d'avertissement, grave et transparent, aux Allemands, d'avoir à rester unis, il se trouve dans les circulaires presque identiques de l'Angleterre et de la France, circulaires dont le langage est trop violent pour qu'on puisse les communiquer à un gouvernement qui se respecte ; on leur donne à cet effet la forme d'une correspondance avec ses propres fonctionnaires, vis-à-vis desquels on n'a pas besoin de se modérer, mais on

les livre à la publicité par une indiscrétion voulue.

« Le gouvernement français aurait à peine pu rendre un plus grand service aux gouvernements allemands que d'employer ce langage comminatoire ; il n'a qu'à continuer pour mettre vivement d'accord tous les gouvernements et tous les partis de l'Allemagne, pour rendre progressiste le gouvernement prussien, absolutistes ceux du Sud, si cela est nécessaire pour la défense de la patrie commune contre les convoitises qui ont le Rhin pour objectif. Si quelque chose peut mettre d'accord la totalité des Allemands, ce sont les menaces anglo-françaises ; et nous aurons de la peine à convaincre tous les partis en Allemagne, que ces manifestations des puissances occidentales n'ont pas été commandées par les grandes puissances allemandes, tant elles sont avantageuses pour les intérêts nationaux de l'Allemagne. »

Après cette dictée, il s'assit à la fenêtre et dit à mi-voix :

« Tant que le prince héritier restera à Kiel, nous n'aurons pas la certitude de nous entendre avec l'administration autrichienne ; Edwin [1] croit que dans trois mois nous verrons clairement où on en est à Vienne. Si Mensdorff retombe dans la politique de Würzbourg, nous pourrons lui frotter le nez d'un peu de noir, rouge et or. La question du Schleswig-Holstein et la grande question allemande sont si étroitement unies, que, si on en vient à une rupture, il nous faudra résoudre les deux à la fois. Un parlement allemand assignerait des bornes convenables aux intérêts particuliers des états petits et moyens. »

Après une courte pause, il poursuivit :

[1] Général de Manteuffel.

« Et si parmi les ministres des états moyens il se trouvait un Éphialtès, le grand mouvement national allemand l'écraserait, lui et son maître. »

Puis il se leva vivement et disparut.

Le 23, nous partîmes avec le roi pour Berlin ; le 25, pour le duché de Lauenbourg. Dans sa capitale, Ratzebourg, devait avoir lieu l'hommage des états à leur nouveau souverain. Vers le soir nous arrivâmes dans cette riante petite ville, située sur le côté est d'un grand lac encadré de forêts de hêtres. Bismarck avait été nommé ministre de Lauenbourg, et à ce titre il avait à prendre les dispositions nécessaires.

Quelque temps après la publication de la convention de Gastein, un représentant de la noblesse du pays avait exprimé le vœu que le roi accordât le maintien d'un certain nombre d'antiques privilèges. La demande n'avait pas eu de suite ; aussi le ministre ne savait-il pas trop si les états prêteraient le serment d'après la formule qu'on devait leur lire à l'église.

En cas d'hésitation, Bismarck était résolu à faire prêter serment au peuple présent dans l'église. Il y emporta une autre formule de serment préparée dans ce but[1]. Mais la prestation du serment de fidélité par les états se fit sans interruption avec toute la solennité désirable.

L'aspect aussi imposant que sympathique de Sa Majesté

[1] Moritz Busch (*Notre Chancelier*, vol. I, p. 200) raconte que la veille du 25, Bismarck fit une promenade sur le lac en compagnie du maréchal héréditaire des États. de Bülow-Gudow, et lui dit ce qui arriverait, en cas de trouble pendant la prestation du serment. Je ne puis ni contester, ni confirmer cette donnée. Quoique logé dans la même maison que le ministre, je n'ai rien su de cette promenade sur le lac. Ce qui est certain, c'est qu'il emporta aussi la seconde formule à l'église.

le roi et de Son Altesse le prince royal fit visiblement une grande impression sur les assistants.

*
* *

Revenu de Lauenbourg le 27, le ministre se prépara à partir pour quelques semaines à Biarritz avec sa femme et sa fille. Comme les années précédentes, il allait à ces bains de mer pour y puiser de nouvelles forces, mais cette fois-ci il avait encore des motifs particuliers pour désirer échanger ses vues avec l'empereur Napoléon en personne.

Celui-ci avait dit un jour au comte Goltz, qu'il regrettait que Drouyn de Lhuys eût lancé cette circulaire en son absence et à son insu. Mais Bismarck avait appris à Paris par Rouher, confident de l'empereur, que le texte du document avait été approuvé par ce dernier, avant l'envoi. Reçu avec une politesse exquise par Drouyn de Lhuys, Bismarck lui donna sur notre politique les mêmes explications qu'il donna plus tard à l'empereur.

A Biarritz, où les seuls étrangers invités par l'impératrice à y faire un séjour prolongé se trouvaient être le comte Goltz et le secrétaire d'ambassade, de Radowitz, Bismarck eut souvent l'occasion de s'expliquer en détail avec le puissant souverain, qui le reçut encore une fois, à Saint-Cloud, dans les premiers jours de novembre.

Voici le résumé des rapports adressés au roi sur ces différents entretiens :

Le ministre développa devant l'empereur cette idée qu'il était bon de ne pas vouloir créer arbitrairement les événements, mais d'attendre leur évolution naturelle et de n'intervenir qu'au moment opportun.

En ce qui concerne le Schleswig-Holstein, il espérait que l'Autriche se déciderait à céder ses droits contre une indemnité pécuniaire. L'acquisition ne devait pourtant pas être considérée comme une augmentation de forces pour la puissance de la Prusse. Au contraire, dans plus d'une direction, pour le développement de notre marine et notre position défensive au nord, elle immobiliserait nos forces dans une mesure que ne compenserait pas l'appoint d'un million d'habitants. Par cette acquisition la tâche historique de la Prusse n'était pas remplie, elle n'était que commencée. La Prusse était appelée, par une union plus étroite avec quelques autres états du nord de l'Allemagne, à constituer une puissance assez forte pour faire de la politique indépendante, et ne pas être réduite à s'appuyer sur les puissances orientales, comme dans la longue période des années qui suivirent 1815.

Il semblait être de l'intérêt de la France de suivre avec bienveillance cette évolution ; car, si la France l'arrêtait, la Prusse serait de nouveau dans l'obligation de chercher un appui dans une coalition avec les puissances orientales ; tandis qu'une Prusse grandissante attribuerait toujours une grande valeur à l'amitié de son voisin d'occident.

L'empereur déclara cette façon de voir *parfaitement lumineuse et sympathique*. Pour s'entendre sur l'avenir des relations réciproques, il n'était pas nécessaire de précipiter l'évolution des choses, mais bon d'attendre qu'elle se fît, pour conformer ses résolutions à la situation. A son avis, il faudrait faire sanctionner après coup l'acquisition du Schleswig-Holstein par un organe quelconque de la population. En cas de conflit en Allemagne, une alliance avec l'Autriche était une impossibilité pour lui. Metter-

nich l'avait sondé à ce sujet, peu de temps avant la convention de Gastein, et il s'était dérobé.

D'après tout cela, Bismarck croyait pouvoir regarder comme vraisemblable, en cas de guerre, une neutralité bienveillante de la France.

Sur les incidents du voyage et du séjour à Biarritz, la comtesse eut la bonté de m'adresser les renseignements suivants :

Biarritz, 8 octobre 1865.

« ... La mauvaise humeur que m'avait causée ce départ en coup de vent se dissipa bientôt, lorsque nous fûmes tranquillement installés dans notre compartiment, pour nous envoler de plus en plus loin dans la nuit glaciale. Il faisait si froid, que nous mobilisâmes tout ce que nous possédions en fait de couvertures et de manteaux. Le soleil du matin éclairait avant Düsseldorf et plus loin des plaines blanchies par les frimas, le vent lançait dans le coupé une haleine si froide, que nous pensions en soupirant à nos pelisses, et nous trouvâmes fort heureux, quand le chef de gare de Cologne eut l'attention de nous offrir une chambre chauffée et un déjeuner. J'allai encore une fois avec Marie visiter la cathédrale dans un ravissement toujours nouveau. Quelques minutes après neuf heures nous repartions, enchantés de la chaleur du jour et de la beauté des contrées que nous traversions avec la rapidité de la flèche ; j'y ai éprouvé la même surprise que dans la Silésie, où je ne m'attendais pas à trouver tant de beautés. Ici ça ne valait pas les merveilles de là-bas, mais les paysages riants variaient à chaque instant, et les groupements des rochers ne manquaient pas de charme. Il y a longtemps que vous connaissez tout cela, je dirai donc

seulement que j'ai regardé souvent et avec plaisir par la portière, et que j'ai peu lu de *Wittiko*[1], que j'avais emporté; Bismarck s'en est fort amusé. A neuf heures nous arrivions sans encombre à Paris. Solms et Lynar nous attendaient à la gare. Ils nous conduisirent à l'hôtel, ensuite ils nous firent faire une promenade sur les boulevards jusqu'à la place et au pont de la Concorde ; ils nous menèrent voir le jardin des Tuileries, la colonne Vendôme, Notre-Dame, la Madeleine, et Dieu sait quelles splendeurs! Puis nous soupâmes avec eux dans un café quelconque, et finalement nous allâmes nous coucher à une heure. Mais quelle différence de température ! Ce froid la veille à Berlin, cette chaleur estivale le soir et la nuit à Paris !

« Le lendemain, chaleur torride; sous l'égide de Lynar nous passâmes en voiture par une foule de rues, nous fouillâmes tous les magasins imaginables, mais nous les trouvâmes tous si chers, que Berlin remonta dans notre estime. Nous allâmes à pied, en voiture, jusqu'à cinq heures et demie, et, à huit heures, nous poursuivîmes notre course vers le sud, par un merveilleux clair de lune; mais nous étions si las, que nous ne nous inquiétâmes guère des belles contrées qui pouvaient s'offrir à nos yeux ; nous ne tardâmes pas à nous endormir ; je crois que nous n'avons pas perdu grand'chose, car, vers le matin, tout avait un aspect bien monotone, rappelant Jüterbog, Luckenwalde et autres steppes sablonneux ou boisés de pins. Cela dura ainsi jusqu'à Bordeaux et au delà, presque jusqu'à Bayonne ; aussi j'ai lu la moitié du *Wittiko* : c'est bien long, mais ne manque pas d'intérêt. Derrière Dax la France revêt une physionomie plus attrayante, verdoyante,

[1] Roman d'Albert Stifter.

aimable, avec les Pyrénées et la mer à l'horizon, et cela reste ainsi jusqu'à Biarritz. D'abord j'ai été quelque peu déçue par le manque d'ombrages et la nudité des rochers; je m'étais imaginé rencontrer ici des châtaigneraies, des jardins de figuiers, et toutes sortes de merveilles en arbres et en plantes aux larges feuilles. La contrée n'a rien de particulièrement beau — elle n'y pense même pas, — mais la mer et le ciel sont incomparables, l'air d'une mollesse enchanteresse, et par-dessus tout vivifiant à un degré étrange ; il y règne toujours une chaleur égale à celle des plus beaux jours de juillet à Hombourg. La matinée, midi, la soirée, la nuit, sont toujours également exquis; on n'a absolument pas l'idée d'un air pareil chez nous. Bismarck et Marie prennent des bains avec passion, ils se portent bien, Dieu merci! j'en viendrai peut-être là aussi, si Dieu veut, en ce moment c'est couci, couça. Au début, c'était même fort mauvais, et maintenant je reste à un degré de faiblesse moyen.

« Nous voyons peu de Goltz, parce qu'il est toujours invité chez la famille impériale. Nous avons été présentés à l'impératrice ; nous nous contentons de cela. Elle est sur son départ, et Goltz sans doute aussi.

« J'espère alors voir souvent les Savigny, qui sont arrivés d'hier. Ils sont fort agréables. Quand j'aurai un peu plus de souffle, nous ferons quelques parties ensemble, perspective plaisante pour moi. Maintenant, je ne puis que me traîner jusqu'à la plage, ou monter péniblement sur un monticule, pour que la brise marine me pénètre et me fortifie; plaise à Dieu que j'y réussisse. Dans les premiers jours j'étais effroyablement déprimée, parce que je me sentais malade à un point que je ne saurais dire, et me faisais quelques reproches

d'imposer tant de dépenses à Bismarck sans espoir d'amélioration.

« Aujourd'hui, il est à déjeuner chez Sa Majesté ; voilà trois heures qu'il est parti. Je trouve très aimable et très délicat de leur part qu'ils ne nous invitent pas tous deux ; j'espère que l'impératrice ne le fera jamais. La villa impériale est vis à-vis de notre charmante habitation, tout près de la plage, et il suffirait d'avoir de bons yeux pour observer sans relâche les gens à table dans le pavillon...

« Mes compliments à tous les amis que vous rencontrerez, avant tous naturellement Loulou[1]... Marie et Bismarck vous envoient leurs amitiés, et ce dernier vous fait dire qu'il nage dans des délices inconnues, depuis qu'il ne reçoit plus de lettres. »

Biarritz, 14 octobre.

« ... La cour est partie, Goltz évidemment à sa suite ; Radowitz aussi ; il gagne à être connu. Ainsi nous sommes libres de toute gêne et vivons comme à la maison ; nous ne voyons que les Savigny, sans cela personne. Mariette s'est procuré encore une amie russe, dix-sept ans, et tout à fait mignonne. Il ne nous manque donc, Dieu merci, que du beau temps ; comme tout dépend de lui, à Biarritz plus qu'ailleurs, nous sommes tristes comme des bonnets de nuit, et désespérons après le troisième jour de pluie. Il ne fait pas encore froid, au contraire : il souffle un zéphyr, on dirait de l'eau tiède ; mais la pluie est trop cruelle ici, elle engendre la mélancolie. Bismarck approuve beaucoup votre projet de voyage au Schleswig, seulement il vous recommande de prendre vos précautions pour ne

[1] Femme du colonel de Schenck, née de Luck.

pas irriter le Friedländer[1], qui n'y est que trop prompt, comme vous le savez ; il faut le préparer à votre arrivée de la manière qui convient, lui rendre la chose plausible, le plus gentiment du monde. La chasse chez le lauenbourgeois Bernstorff Güldensteen tente beaucoup Bismarck, et il compte sûrement pouvoir répondre en novembre à cette aimable invitation. Vous aurez la bonté de le dire à l'occasion à ce charmant grand seigneur, par écrit ou de vive voix. J'ai de bonnes nouvelles de Reinfeld — Dieu merci ! — mais il y gèle à pierre fendre, et l'on chauffe toute la maison... Je voudrais bien faire parvenir quelques raisins à mes garçons, qui sont là-bas tout seuls. Peut-être que le jardinier du ministère saura où en trouver à Potsdam, et qu'on pourra les expédier à Reinfeld : pour un thaler chaque semaine, si vous aviez la grande bonté de vous en occuper, mon cher monsieur de Keudell, vous me feriez un plaisir extrême.

« ... Bismarck a pris dix bains, et il se porte, Dieu merci, à merveille. Je pourrais aller mieux, moi, et il me paraît presque que j'étais plus à mon aise à Hombourg ; il se peut que je me trompe...

« ... Mes compliments à tous les amis que vous rencontrerez... »

[1] Le général Manteuffel citait parfois du Wallenstein, qu'il savait presque entièrement par cœur, et c'est lui qu'on désigne ici par ce mot de Friedländer. Je m'étais offert, s'il le désirait, à parcourir le Schleswig, pour causer avec les fonctionnaires, et lui faire des propositions pour tous les postes qui seraient probablement à remplir dans un avenir prochain, propositions qui seraient ensuite approuvées à Berlin. Zedlitz m'écrivit qu'il était ravi de cette bonne idée, mais Manteuffel eut peur qu'un voyage de ce genre ne nuisît à son prestige dans le pays ; aussi je m'abstins.

Biarritz, 4 octobre.

« ... Malheureusement Biarritz a ses inconvénients, internes et externes. Nous avons eu des journées splendides et fait une excursion à Saint-Jean-de-Luz par 21 degrés de chaleur à l'ombre : voyage charmant entre la mer et les Pyrénées. Nous avons eu encore d'autres beaux jours et belles heures, mais cependant entremêlés de beaucoup de pluie, presque tous les jours. Et quand le ciel fait grise mine, cela donne le spleen aux hommes, à moi du moins, qui fus de tout temps très sensible aux influences atmosphériques. Quand en outre le souffle vous manque, quand, à la moindre taupinière, on souffre d'anhélation, on ne peut guère être heureuse, et l'on soupire après son propre nid. On ne devrait pas l'abandonner, quand on se sent malade. Ma joie principale, ce sont les bonnes lettres venues de Reinfeld, et la bonne santé de Bismarck ; Dieu soit loué ! le voilà de nouveau ragaillardi et retrempé par les bains et par l'air... Nous n'avions nulle envie de société et de divertissements, vu que notre temps était complètement occupé dans la chambre à écrire ou à lire ; dehors — plaisir que nous nous donnâmes aussi souvent que possible — nous contemplions l'océan et la délicieuse montagne, qui présentent toujours un aspect nouveau, et que l'on aime de plus en plus, à mesure qu'on regarde davantage leurs changeantes et splendides colorations.

« ... Les Savigny ont été ici quinze jours : société très agréable comme toujours ; depuis avant-hier ils n'y sont plus. Les Orloff ne sont pas venus, la crainte du choléra les tient éloignés de la France, et ils tenaient à prendre leurs bains sur une plage anglaise. Nous nous

en sommes un peu froissés et les boudons maintenant...

« Bismarck a écrit, au sujet de Friedland[1], plusieurs lettres à Thile, qui vous en rendra compte. Bismarck me donna la lettre de Thile à lire ; elle m'a beaucoup plu dans sa cordiale simplicité, et mon affection pour lui a monté de 20 degrés. Quelle joie c'est de rencontrer parmi la masse des indifférents, des êtres faux et assommants, un homme de cette trempe avec un cœur pur comme l'or et un dévouement à toute épreuve. Présentez-lui, je vous prie, mes meilleures amitiés, ainsi qu'à Lulu, Loeper et Wolf[2], quand vous les verrez... »

Biarritz, 29 octobre 1865.

« Maintenant, adieu Biarritz ! et Mariette ajoute en grands accords mineurs : *la séparation est douloureuse*. Elle se trouvait si heureuse ici, qu'elle ne pensait plus à Hombourg, et si j'avais éprouvé la moindre petite envie de rester l'hiver, elle en eût été ravie. Mais moi, je suis heureuse à la seule pensée du retour, et si l'on m'écoutait, je ne resterais pas un instant de plus, pour voguer le plus tôt possible vers nos foyers... Hier et avant-hier il y a encore eu une forte tempête ; les fenêtres tremblaient ; on eût dit qu'on allait être précipité dans la mer avec toute la maison. Et au matin, cette mer démontée ressemblait à perte de vue à une plaine de neige, et quand l'écume jaillissait à la hauteur d'une maison (ce n'est pas une manière de parler, c'est la vérité), elle s'irisait au soleil de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel ; quand elle retombait, la rafale

[1] Le général de Manteuffel.

[2] Arthur de Wolff, à l'époque conseiller au ministère de l'Intérieur, plus tard premier président de la Saxe, en dernier lieu président de la Cour des Comptes.

la lançait au loin dans les terres en grands flocons, pareils à de blanches colombes. Vous ne pouvez pas vous faire une idée de cette magnificence : on en est tout subjugué. On ne pouvait pas assez contempler ce spectacle, quoique le vent vous ébouriffât et vous échevelât si bien, qu'on finissait par avoir une frappante analogie avec les habitants du Blocksberg.

« ... Après-demain, nous prendrons donc congé de ce merveilleux pays, comme l'appelle Maurice[1], et nous irons à Paris par Pau, en faisant un petit détour...

« Bismarck vous envoie le bonjour. Il fera télégraphier de Paris l'heure de son arrivée à Berlin. »

*
* *

Dans le Holstein, des incidents en apparence insignifiants allaient pour la seconde fois préparer le fatal conflit.

A Salzbourg, le comte Maurice Esterhazy avait dit qu'après la convention de Gastein, le prince héritier d'Augustenbourg ne pouvait naturellement rester dans le Schleswig-Holstein qu'à titre de particulier. Manteuffel put donc annoncer que le gouverneur lieutenant-général baron de Gablenz en avait fait part au prétendant, à Kiel, de vive voix, et qu'il lui avait retiré la loge royale au théâtre, pour se la réserver à lui, représentant du souverain. Il défendit aussi aux journaux de lui donner le nom de duc Frédéric VIII, les engagea à se modérer en parlant de la politique prussienne, et déclara qu'il s'opposerait à toute démonstration publique contre la souveraineté des monarques alliés. Mais il laissa subsister ce qu'on

[1] Blankenbourg.

appelait le *gouvernement ducal*, le conseil des fonctionnaires d'Augustenbourg, qui continua d'administrer comme auparavant, si bien que la situation ne fut guère modifiée. La population se remit bientôt de la panique occasionnée par la convention de Gastein, et continua d'espérer l'intronisation du duc par l'Autriche et la Confédération.

Gablenz entra en relations de camaraderie avec Manteuffel. Ils s'entendirent assez bien pendant quelques semaines. Puis, à l'occasion d'un voyage de Mme la princesse héritière d'Altona à Kiel, s'organisèrent dans toutes les gares des démonstrations publiques, pour honorer en elle l'épouse du souverain, sans qu'on fît rien pour s'y opposer.

Manteuffel dîna bientôt après chez Gablenz à Kiel, et s'entretint longuement avec lui, comme avec son assistant civil, le baron Hofmann.

D'après leurs confidences, on avait définitivement repoussé à Vienne l'arrangement pécuniaire proposé par la Prusse pour l'acquisition des duchés. On y croyait aussi savoir que la Prusse avait encore d'autres plans, et qu'elle cherchait l'entière domination de l'Allemagne aux dépens de l'Autriche. Il fallait en conséquence entretenir les sentiments de la population en faveur d'Augustenbourg, afin de pouvoir utiliser en temps opportun le gage du Holstein, et introniser le prince héritier comme duc. L'opinion à Vienne était plus montée qu'avant Gastein contre la Prusse ; on n'hésiterait plus à faire la guerre, vu qu'il s'agissait du maintien de la prépondérance de l'empire en Allemagne.

En lisant ce rapport de Manteuffel, je ne pus m'empêcher de penser que ce revirement de Vienne pourrait bien

avoir été provoqué par des communications du ministre Drouyn de Lhuys, favorable à l'Autriche.

En France, Bismarck avait été obligé de donner des indications sur ses plans d'avenir, pour prévenir, dans la mesure du possible, un dérangement soudain dans leur exécution; en Autriche il n'en avait jamais parlé. Il était donc naturel que les ministres autrichiens fussent vivement émus[1], en apprenant que Bismarck avait l'intention de reprendre la politique prussienne de 1849.

Peut-être qu'un jour le fait d'une communication de Drouyn de Lhuys à Metternich sur ce sujet sera confirmé par un document des archives nationales à Vienne ; il faut attendre.

Après son entretien avec Gablenz, Manteuffel, auparavant le plus chaud partisan de l'alliance autrichienne, demanda, dans plusieurs rapports, que l'on exigeât du gouvernement autrichien l'éloignement du prince héritier, et qu'on lui posât cette question : « Voulez-vous rompre avec Augustenbourg, ou avec nous? »

Le roi approuva cette conception, et petit à petit, quoique le cœur lui en saignât, il s'habitua à la pensée d'une rupture.

Le 23 janvier 1866, se produisit un nouveau sujet d'irritation. Dans Altona, environ 4 000 personnes des duchés, et quelques démocrates de l'Allemagne du Sud tinrent un meeting en plein air ; ils prodiguèrent les outrages au gouvernement prussien, demandèrent la convocation des

[1] Sybel (II, 247, 251) croit que l'exaspération de Vienne contre Bismarck provint de ce bruit totalement controuvé, qu'il était allé chercher une alliance à Biarritz, et s'était efforcé à Paris d'empêcher un emprunt autrichien, qui fut effectué plus tard, avec la secrète approbation de l'empereur. Je doute que ce bruit ait suffi pour amener le revirement décisif de la politique de l'Autriche.

États du Holstein, et poussèrent des hourrahs frénétiques en l'honneur de leur *bien-aimé* souverain Frédéric VIII. Pareil abus n'avait jamais été toléré, même par le baron Halbhuber, qui ne cachait pas ses sympathies pour Augustenbourg.

Le 26 janvier, Bismarck envoya à Werther un rescrit détaillé, qui condensait les griefs déjà longuement motivés dans les semaines précédentes. On était convenu à Gastein de combattre toute tendance révolutionnaire menaçant les deux couronnes. Voilà pourquoi, peu de mois avant, les deux puissances avaient tancé le sénat de Francfort, pour avoir toléré une réunion révolutionnaire. Or, maintenant, une réunion populaire du même genre avait tenu ses assises dans Altona, sous la protection du double aigle autrichien. La Prusse ne saurait tolérer que le Holstein devînt un foyer d'agitations révolutionnaires, et que se détériorât ainsi le gage confié à l'Autriche par la convention de Gastein. De telles impressions étaient de nature à ébranler le sentiment longtemps et affectueusement nourri par Sa Majesté le roi, que les deux grandes puissances allemandes devaient rester unies. Nous priions, dans l'intérêt des deux trônes, que l'on mît un terme au préjudice porté au principe monarchique, à l'esprit d'ordre public, et à l'union des deux puissances par le système actuellement en vigueur dans le Holstein. C'était pour nous un besoin impérieux d'apporter la lumière dans notre situation réciproque ; que si le gouvernement impérial n'avait pas l'intention de suivre les mêmes voies que nous, nous serions obligés de reprendre notre pleine indépendance pour *toute notre politique*.

La réponse de l'Autriche, du 7 février, contenait une réponse négative, dans le ton glacial et arrogant de Bie-

geleben. L'agitation dans le Holstein n'avait aucun caractère révolutionnaire. L'engagement de l'Autriche, de conserver intact le gage à elle confié, ne pouvait se rapporter qu'à l'intégrité matérielle. L'administration du Holstein était subordonnée exclusivement à la compétence du gouvernement impérial ; on était obligé de repousser catégoriquement la demande d'explications sur un acte de cette administration.

Au reçu de cette dépêche, Bismarck déclara d'un ton placide au comte Karolyi, que les rapports de la Prusse avec l'Autriche avaient désormais perdu le caractère intime des dernières années, et étaient revenus au point où ils se trouvaient avant la guerre du Danemark : ni meilleurs ni pires qu'avec toute autre puissance.

On ne fit point de réponse écrite à la dépêche autrichienne.

* * *

Après qu'en juin 1865 la Chambre des députés se fut montrée incapable d'exprimer des vues quelconques sur le Schleswig-Holstein par un vote de la majorité, apparurent peu à peu des symptômes de revirement dans l'opinion publique.

A l'assemblée des députés, que le comité de Francfort avait convoqués pour le 1er octobre, afin de déclarer la nullité de la convention de Gastein, ne parurent qu'un Autrichien et huit Prussiens, dont six s'abstinrent de prendre part au vote. Des parlementaires en vue, comme Twesten et Mommsen, déclinèrent l'invitation, en disant qu'ils ne voulaient pas participer à des résolutions dont la pointe serait dirigée contre le développement de la puissance prussienne.

Dans la Chambre badoise, le leader du parti libéral, Mathy, s'écria que Bismarck *lui plaisait de jour en jour davantage*.

Un peu partout le peuple de Prusse paraissait las des parlottes et résolutions infructueuses; on commençait à reconnaître que le *hobereau* abreuvé d'outrages savait remporter des succès importants à l'extérieur et gouverner l'intérieur avec économie.

Mais à la réouverture, le 13 janvier 1866, la Chambre des députés montra la même malignité. Le président Grabow, dès le début des séances, donna jour aux dispositions hostiles de l'Assemblée par de violents reproches à l'adresse du gouvernement. Inspirée par Virchow, une commission proposa de déclarer que la réunion du duché de Lauenbourg à la Couronne de Prusse n'était pas valable en droit, tant que n'aurait pas été donné l'assentiment constitutionnel des deux Chambres du Landtag.

On invoquait, à cet égard, l'article 48 de la Constitution, d'après lequel les traités du roi avec des gouvernements étrangers, *quand il en résultait des charges nouvelles pour l'État,* devaient, pour être valables, avoir l'approbation des Chambres; de même, l'article 55 qui dit : « Sans le consentement des deux Chambres, le roi ne peut pas être en même temps souverain de royaumes étrangers. »

Bismarck prouva longuement (le 4 février) que l'achat de Lauenbourg, payé sur la cassette privée de Sa Majesté le roi, n'avait imposé aucune charge à l'État, et qu'à un bout de pays allemand de l'étendue du Lauenbourg on ne pouvait appliquer le terme de *royaume étranger* sans pécher contre la langue allemande et la nationalité. Puis il continua :

« Je n'ai pas entendu affirmer que l'union personnelle nuit à l'État prussien ; je crois au contraire qu'elle lui apporte plus d'avantages que l'application du programme des conditions de février ne lui en aurait apporté par exemple à Lauenbourg, et je crois que vous approuvez en partie ce programme.

« Si nous réussissions à amener le Schleswig-Holstein à l'union personnelle avec la Prusse, cela ne présenterait-il pas bien plus d'avantages que d'y appliquer seulement les conditions de février? Ne serait-ce pas un avantage digne d'importants sacrifices, et même de quelques charges pour l'État?

« Mais, messieurs, si le système de l'union personnelle vous déplaît, pourquoi ne l'avez-vous pas dit plus tôt? Je vous ai adressé, l'année précédente, à cette place, une question pressante, une prière même : donnez votre avis sur l'avenir des duchés! Je vous ai demandé : Le programme des conditions de février vous va-t-il? Désirez-vous qu'il soit modifié, qu'on y fasse des additions? Voulez-vous obtenir l'union personnelle? Votre réponse fut un silence que je puis à peine qualifier d'éloquent. Vous n'avez même pas pu vous résoudre à répliquer : Nous nous en tenons à notre décision d'il y a deux ans, nous désirons encore aujourd'hui que le prince d'Augustenbourg soit investi de la souveraineté du Schleswig-Holstein.

« Messieurs, je vous répète cette question aujourd'hui, cette année. Il est encore temps, pas pour Lauenbourg : là, c'est trop tard; mais pour le Schleswig-Holstein, vous êtes encore aujourd'hui en situation de faire valoir votre opinion et celle du peuple que vous représentez; parlez donc au nom du peuple, dites ce qu'on doit faire du Schleswig-Holstein!

« Cette question ne vous intéresse pas du tout? Vous nous interpellez là-dessus, vous nous mettez des bâtons dans les roues à chaque pas que nous faisons; mais vous dissimulez avec soin votre propre opinion sur la question.

« Eh bien, messieurs, si vous ne vous prononcez pas non plus cette année, si vous gardez encore le silence, ne vous plaignez pas ensuite que nous ne tenions pas compte de l'opinion que vous taisez. »

Cette sommation n'eut aucun effet; la proposition de la commission fut adoptée par 251 voix contre 44. Plus tard aussi deux résolutions concernant une décision de la haute Cour et un incident de police.

Ces trois résolutions furent transmises par le président au ministère d'État, mais retournées par celui-ci, pour cette raison qu'elles dépassaient la compétence de la Chambre. Ces incidents faisant prévoir que les délibérations ultérieures des députés ne produiraient rien de sérieux et de profitable, le Landtag fut clos le 22 février.

Bientôt après (le 28), se réunit en présence du roi et du prince royal un conseil des ministres, auquel assistèrent aussi le comte Goltz, les généraux Moltke, Manteuffel et Gustave Alvensleben. Seuls le prince royal et Bodelschwingh conseillèrent, comme l'année précédente, de chercher une entente avec l'Autriche. Tous les autres tombèrent d'accord qu'il ne fallait pas faire de concessions dans le Schleswig-Holstein, et s'attendre à une solution par la guerre. Moltke fit ressortir ce point, qu'on n'aurait à compter avec quelque certitude sur un résultat favorable, que si l'Italie entrait dans la guerre. En ce cas l'Autriche ne pourrait pas nous opposer plus de 240 000 hommes en Bohême.

Déjà en janvier, Bismarck avait écrit à Usedom que le moment de la crise approchait visiblement ; que le degré de certitude et l'étendue de ce que nous avions à attendre de l'Italie pèseraient d'un grand poids sur nos décisions, à savoir laisser la crise éclater, ou nous contenter d'avantages plus restreints. La question allemande était pour le moment au calme plat. Cependant, si l'Autriche continuait à cultiver de plus en plus ses relations avec les états moyens, avec tendance agressive contre la Prusse, les événements pourraient aisément prendre une tournure qui mettrait en question l'existence de la Confédération. Si, par exemple, les États du Holstein devaient être convoqués contre notre gré pour des fins antiprussiennes, nous répondrions à ces velléités de particularisme, en invoquant les intérêts généraux de la nation, et en nous replaçant sur les bases qui furent opposées en son temps à la Diète des souverains à Francfort. Nous n'avions aucune raison de supposer que, lors du règlement des affaires allemandes, l'attitude de la France nous serait hostile ; mais si elle devenait sujette à caution, ce serait un motif de plus pour nous retirer sur la base nationale, et rallier à nous les forces qui s'y trouvent.

Après de longues hésitations de La Marmora, Usedom put télégraphier, le 24 février, que le roi Victor-Emmanuel était prêt à la guerre contre l'Autriche, toutefois après entente préalable sur les fins de la guerre.

Tout dépendait donc maintenant de l'attitude de l'empereur Napoléon. Goltz développa devant lui, sur l'ordre du roi, au commencement de mars, le programme d'une union plus étroite des états de l'Allemagne du Nord, en faisant ressortir que la direction des états du Sud serait à laisser à la Bavière ; il essaya d'amener l'empereur à dire

quelles mesures il comptait prendre, pour réconcilier le sentiment national français avec l'idée d'une augmentation considérable de la puissance prussienne.

L'empereur exprima toute sa sympathie pour ce programme national, mais refusa de désigner dès ce moment un objet de compensation. En Belgique le calme était absolu; attaquer la Suisse était difficile; dans les provinces frontières allemandes, à l'exception du Palatinat, on n'avait pas de sympathie pour la France. Le maréchal Niel voudrait les frontières de 1814 (Landau et Saarbrück); mais la répugnance du roi à céder un territoire allemand rendait le choix difficile.

Goltz terminait son rapport par la supposition que l'empereur ne demanderait pas de compensation pour l'acquêt des duchés, mais qu'il exigerait les frontières de 1814, dans le cas où la puissance de la Prusse prendrait une plus grande extension.

Bismarck répondit poste pour poste que l'empereur était mal informé, s'il croyait à des sympathies françaises dans le Palatinat; qu'en tout cas il ne pourrait être question d'une cession de territoire allemand. Goltz devait laisser dormir la question, mais si la France la soulevait, repousser nettement tout ce qui pourrait blesser le sentiment national en Allemagne.

Cependant l'audience du comte Goltz eut pour résultat que l'empereur Napoléon conseilla au ministre-président italien de conclure une alliance offensive et défensive avec la Prusse. Dans cette intention, le général Govone arriva le 14 mars à Berlin, avec l'ordre d'arranger l'alliance de façon à ce que la Prusse, en cas d'une attaque de l'Italie sur la Vénétie, fût engagée à une déclaration de guerre immédiate. Mais ni Bismarck ni le roi n'étaient disposés à

laisser à d'autres la décision sur le cas de guerre. Les pourparlers subirent un temps d'arrêt, vu que La Marmora soupçonnait Bismarck de ne vouloir conclure un traité avec l'Italie que pour arracher de nouvelles concessions à l'Autriche. Une plaisanterie de Bismarck vis-à-vis d'une aimable dame eut alors des conséquences si sérieuses, que Govone demanda de nouvelles instructions à son ministre.

Après le conseil des ministres du 28 février, dont j'ai parlé plus haut, des gens sans mandat racontèrent que dans ce conseil on avait résolu de diriger sans tarder une attaque contre la Saxe et l'Autriche. La femme du ministre de Saxe, la comtesse Hohenthal, adressa à Bismarck cette question, s'il était vrai qu'il eût de si mauvais desseins. « Naturellement, dit-il, depuis le premier jour de mon ministère je n'ai eu que cette pensée-là; vous verrez bientôt que nous sommes meilleurs tireurs que nos adversaires. » Alors la comtesse lui demanda un conseil d'ami : en quel endroit elle devait se réfugier, dans ses terres en Bohême, ou dans son domaine près de Leipzig?

« Je ne puis que vous engager à ne pas aller en Bohême, dit Bismarck, c'est précisément à proximité de vos terres que nous battrons les Autrichiens; et il y aura plus de blessés que vos gens n'en pourront soigner. Mais dans votre château en Saxe vous ne serez même pas importunée par des billets de logement, vu que Knautheim ne se trouve pas sur une route d'étapes. »

Le lendemain, Bismarck répondit aux interrogations de quelques diplomates qu'on ne pouvait pas prendre au sérieux une repartie railleuse à une question naïve.

Mais Beust, à qui Hohenthal avait rapporté ce propos de table, implora le secours de l'Autriche, en donnant

l'assurance que les états moyens se rangeraient tous de son côté.

A Vienne était justement réuni un conseil de maréchaux, pour décider s'il était opportun de commencer des armements. Mensdorff et Esterhazy s'y opposaient; mais la dépêche de Beust donna le dessus aux généraux, et l'on résolut de renforcer les garnisons en Bohême jusqu'à environ 80 000 hommes.

Le 16 mars, le comte Karolyi adressa officiellement à Bismarck la question, si la Prusse avait l'intention de rompre la convention de Gastein, et de troubler la paix de la Confédération. Bismarck répondit :

« Non! Nous souhaitons au contraire que l'Autriche observe mieux les traités de Vienne et de Gastein. »

Comme Karolyi s'informait de nos armements, il obtint cette réponse logique, qu'on ne les avait encore commencés en aucune façon. Ce ministre assura ensuite que, si en Autriche quelques préparatifs se faisaient, ce qu'il ne savait pas, ils ne pourraient avoir qu'un but défensif, vu qu'on était bien loin de penser à attaquer la Prusse. « Ces préparatifs de défense, dit Bismarck, sont toujours un danger pour nous; une fois que l'Autriche aura 150 000 hommes réunis à la frontière, un motif de rupture sera facile à trouver. Nous en avons fait l'expérience en 1850. »

Sans attendre le rapport de Karolyi sur cet entretien, Mensdorff avait expédié le 16 mars une lettre circulaire aux gouvernements allemands, pour leur mander ce qui arriverait, si Bismarck donnait une réponse insuffisante à la question qu'on allait lui poser. L'Autriche voulait alors proposer à la Diète de se prononcer sur le Schleswig-Holstein, et dans le cas où la Prusse

résisterait à cette décision, de mobiliser l'armée fédérale.

Il est évident que ce plan d'opérations ne tarda pas à nous être révélé. Bismarck donna alors à nos ministres auprès des cours allemandes des renseignements précis sur les renforts et les mouvements des troupes autrichiennes vers le nord, en déclarant qu'en face d'une menace pareille, nous serions contraints à prendre des mesures de couverture, et demanda si nous pourrions compter sur l'assistance des confédérés, pour le cas où une attaque de l'Autriche en résulterait.

Enfin, le 27 mars, dans la troisième semaine qui suivit le début des armements autrichiens, un conseil des ministres sous la présidence du roi décida : l'armement des forteresses de la Silésie, l'achat de chevaux pour l'artillerie, et le renforcement de quelques corps de troupe, de onze mille hommes en tout, mais aucun mouvement de troupes vers la frontière.

Tous ces incidents diminuèrent la méfiance naturelle du général Govone et du ministre d'Italie, comte Barral. Les vœux de l'Italie, en ce qui concernait Trieste et le Trentin, parties intégrantes de la Confédération allemande, Bismarck les repoussa catégoriquement, mais fit prévoir comme sûre l'acquisition de la Vénétie. Il insista plusieurs fois sur ce point, que seule la résolution prise par l'Italie au sujet du traité déciderait de la guerre ou de la paix, vu que les voies d'entente étaient toujours ouvertes. Quand l'empereur Napoléon, de son côté, eut pressé le ministre italien de conclure le traité, on en arriva enfin, le 8 avril, à une alliance pour trois mois, période au cours de laquelle l'Italie devrait prendre part à la guerre, dans le cas où pendant ce délai la Prusse déclarerait la guerre à l'Autriche.

*
* *

Le lendemain du jour où fut signée l'alliance avec l'Italie, Savigny reçut par dépêche l'ordre de déposer à la Diète un projet depuis longtemps préparé, et demandant la convocation d'un parlement nommé par le choix direct du peuple.

Comme on l'a vu, dès mars 1862 (à Saint-Pétersbourg), Bismarck avait parlé de l'utilité d'un parlement allemand, et en septembre 1863, sur la proposition du ministère d'État, le roi avait déclaré aux princes de la Confédération, qu'un parlement était une des conditons préliminaires du succès d'une réforme fédérale. Cependant, lorsque cette proposition fut déposée devant la Diète, on n'avait pas encore de plan arrêté sur la forme à donner à la Constitution.

Friedjung pense (I, p. 161) que Bismarck et *Lothaire Bucher*[1] esquissèrent le plan d'une constitution pour

[1] A propos de Bucher, Friedjung (p. 181) exprime aussi la supposition que celui-ci a influencé les résolutions de Bismarck sur la loi électorale. Or, le ministère d'État s'était déjà prononcé à cet égard en septembre 1863, et Bucher n'y entra qu'en novembre 1864. D'ailleurs, à mon su, il n'a jamais essayé de plaider par la parole devant son chef la cause d'aucune idée. Plus tard, quand, à son avis, le Chancelier de l'Empire commettait une erreur de fait ou de droit, il lui faisait parvenir un court mémoire. Il n'avait pas l'habitude de la parole. Le 19 avril 1866, il m'écrivit, à moi, qui passais tous les jours par son bureau, pour me prier de proposer au chef, en vue de la future Constitution, une disposition qui pourrait peut-être rompre le cercle de l'opposition. Malgré l'éminence de ses qualités et l'étendue de ses connaissances, il était taciturne et peu communicatif. Mais, tant que j'en puis juger par quelques-unes de ses paroles, dans les vingt dernières années de sa vie, il était loin de partager les conceptions des démocrates, et cherchait plutôt le bien général dans le renforcement à outrance de l'autorité.

l'Allemagne, avec l'active collaboration de la *Nation*. Cette supposition doit être réfutée, parce qu'elle peut donner une idée inexacte de la manière d'agir de Bismarck. Disons seulement, en passant, qu'à l'époque Bucher s'occupait exclusivement de l'administration de Lauenbourg, et ce ne fut qu'en décembre 1866 qu'on le fit travailler à la constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord ; mais il me paraît important d'établir que *jamais* Bismarck, à ce que j'ai pu voir, n'a discuté ou élaboré un plan quelconque en collaboration avec l'un de ses conseillers.

« Pour inventer, pour décider,
« Artiste, reste souvent seul. »

Le tempérament d'artiste de Bismarck exigeait un travail solitaire. Son génie exubérant lui offrait pour chaque problème différentes inventions et plusieurs solutions. Dans la fournaise ardente de son patriotisme se fondaient les matériaux les plus revêches, de façon qu'il pouvait les pétrir et les mouler. Dans cet incessant travail intérieur le conseil d'autrui était mal venu et le troublait. Toujours avide de s'instruire, il accueillait volontiers les faits qu'on venait lui communiquer, se soumettait docilement aux impressions journalières de la presse et du commerce des hommes, mais répondait par des critiques ou des refus aux personnes qui s'avisaient de vouloir le conseiller. Dans les petits détails, il usait aussi à l'occasion d'idées autres que les siennes ; ainsi dans les minutes d'Abeken il laissait subsister mainte pensée connexe qui ne venait pas de lui ; mais dans les passages essentiels, comme dans toutes les questions importantes, cela n'ar-

rivait presque jamais. Je me rappelle un seul cas de ce genre. En 1871, lors de la préparation de la loi des cercles, il approuva et fit examiner d'office quelques propositions que Gneist lui soumit le soir dans son cabinet.

Le but de son ambition était, comme on le sait, d'abord d'assurer et d'élever la puissance de la Prusse, puis de fonder une Confédération des états de l'Allemagne du Nord.

Pour chacun des mille problèmes qui s'accumulaient sur ces chemins, il trouvait plusieurs solutions. Avait-il fait son choix, ce qui demandait quelques minutes souvent, des années de réflexion parfois, il lui fallait, dans la plupart des cas, chercher à rendre ses vues acceptables au roi ; dans d'autres cas, moins fréquents, il avait à convaincre ses collègues, les ministres d'État, de la justesse de ses conceptions.

Le retour, quotidien en ces années, des rapports verbaux au roi facilitait l'aplanissement des difficultés, quand il y avait divergence d'opinions. D'ordinaire, l'heure de quatre à cinq, où il allait conférer avec son maître adoré, était pour lui la plus agréable de la journée de service. Cependant, il se produisait parfois, comme on le sait, des froissements. Rares étaient les cas où le roi rejetait complètement ses propositions, comme dans la question du rachat du service militaire personnel par des primes de remplacement. Mais il arrivait souvent qu'il modifiait un peu ses propositions. Bismarck employait quelquefois cette figure, que par l'action de la volonté du roi sur la sienne avait été trouvée la diagonale pratiquement juste, comme dans le parallélogramme des forces. S'il était possible d'établir après coup des vérités de ce genre, il est probable que mon opinion se vérifierait comme exacte, à savoir que

l'influence de Sa Majesté sur les résolutions politiques de Bismarck fut beaucoup plus considérable que bien des gens ne l'admettent.

Une opposition de la part de ses collègues du ministère lui déplaisait fort. La difficulté de convaincre des gens compétents et expérimentés lui donna maint sujet de plainte. La constitution en assemblée du ministère d'État prussien l'horripilait. Dans toutes les affaires il aurait voulu n'avoir pour aides que des secrétaires ; ses conseillers rapporteurs n'étaient pas autre chose au fond. L'opposition du Landtag ne lui était pas agréable non plus, c'est évident, mais il me semble qu'elle le mettait bien moins de mauvaise humeur que celle des ministres.

*
* *

Lorsque le 9 avril 1866, à Francfort, on déposa le projet de parlement allemand, il n'y avait pas encore un plan arrêté de constitution. Bismarck prévoyait que les débats sur un plan de ce genre n'aboutiraient jamais à la Diète ; aussi se contenta-t-il, en attendant, de demander la fixation immédiate d'une date pour la convocation du parlement.

Ce ne fut que sur la demande de cours amies qu'il autorisa Savigny à communiquer de vive voix, dans la séance du 11 mai, quelques traits principaux de la future constitution fédérale. Ces données furent si discrètes, qu'on n'y mentionna même pas le futur chef de la Confédération. Les communications de Savigny firent une si favorable impression, que, malgré l'opposition de l'Autriche et de la Hesse-Darmstadt, on décida de demander des instructions nouvelles.

Au mois d'avril, la proposition prussienne, concernant la convocation d'un parlement allemand, fut accueillie presque partout avec méfiance et sarcasme. Seule la seconde chambre de Bade y accéda. Mais, pour ne citer qu'un exemple, les comités des sociétés du Schleswig-Holstein, réunis à Neumünster, énoncèrent une prédiction en ces termes : « Il est certain qu'en laissant un libre cours à la dégoûtante politique du cabinet prussien, on livrerait inévitablement l'Allemagne à la décadence la plus profonde. »

Il y eut une panique à la Bourse de Paris, et des personnages influents subirent de fortes pertes. Ce ne fut pas l'Autriche, qui avait commencé les armements, mais la Prusse, qui visait à modifier le *statu quo*, que la voix publique accusa, non sans raison, de troubler la paix. A une question de Goltz, au sujet d'une modification possible de notre politique, Bismarck répondit qu'il serait extrêmement grave de changer arbitrairement de système et de but, mais surtout de renoncer, à l'approche du danger, à des résolutions qui présentaient du danger.

Après les premiers et modestes débuts de notre mobilisation, décidée le 27 mars, l'Autriche engagea une correspondance pour amener un désarmement réciproque. Une des dépêches y relatives (7 avril) était si peu motivée dans le fond et si arrogante dans la forme, que le ministre de Russie, baron Oubril, chargé d'intervenir en faveur de la paix, pria son collègue de Vienne, d'engager Mensdorff à retirer ce document. La tentative n'eut pas de succès; mais Bismarck répondit poliment que notre désarmement suivrait immédiatement celui de l'Autriche.

Soudain on résolut à Vienne de mobiliser toute l'armée du Sud. Chose étrange, de fausses nouvelles avaient,

cette fois encore, fait prendre cette mesure décisive.

L'ambassadeur d'Angleterre à Vienne, lord Bloomfield, annonça, que d'après avis de son collègue à Florence, sir Henry Elliot, on était en train de renforcer d'environ 100 000 hommes l'armée italienne ; or, on n'y procédait qu'à la conscription ordinaire et annuelle de 80 000 recrues[1]. De Venise arriva la nouvelle que Garibaldi avait envahi la province de Rovigo avec des corps francs. Ces deux bruits furent démentis peu de jours après ; mais les ordres de mobilisation étaient déjà partis le 21 avril. Dès lors il ne pouvait plus être question de désarmement chez nous. Le 26 suivirent en Autriche les ordres de mobilisation de l'armée du Nord.

La Marmora fit demander le même jour ce que nous comptions faire, si l'Autriche attaquait l'Italie. Bismarck lui certifia qu'en ce cas nous prendrions part à la guerre, bien que le traité ne nous y obligeât point. Là-dessus, le 27, la mobilisation de l'armée italienne fut ordonnée.

Le 28 avril, le comte Karolyi remit une dépêche offrant encore une fois l'intronisation du prince héritier d'Augustenbourg comme duc de Schleswig-Holstein aux conditions consenties l'année précédente ; en cas de refus, le différend devait être tranché par la Diète et les États du Holstein convoqués. C'était dénoncer la Convention de Gastein. Cette dépêche resta sans réponse ; cependant, à partir du

[1] Friedjung (I, p. 215 à 222) démontre, à l'aide de l'ouvrage de l'état-major général italien sur la guerre de 1866, que l'armée italienne avait été renforcée, non seulement par l'ordinaire conscription, mais encore par d'autres mesures, notamment par le maintien sous les drapeaux de la classe antérieure, mesure prise en considération par l'état-major général autrichien (p. 216). Cependant, à son avis également, cette résolution de mobiliser l'armée du Sud a été d'une précipitation fatale. Le comte Mensdorff s'était déclaré contre cette résolution (p. 221, 222).

3 mai, nous mobilisâmes enfin, l'un après l'autre, tous nos corps d'armée.

*
* *

Tandis que dans le cabinet du ministre on travaillait sans relâche en vue de la guerre, autour de la cheminée de son grand salon régnait toujours le ton paisible et gai des années précédentes ; le cercle des visiteurs du soir ne s'était pas sensiblement agrandi.

A l'automne, la comtesse avait été plusieurs fois souffrante, mais en hiver se firent sentir les effets bienfaisants des cures de Hombourg et de Biarritz. Elle put de temps en temps assister à des concerts ; comme à cette époque ils finissaient tôt, elle venait reprendre sa place à la table de thé, après 9 heures. Mais l'opéra et la comédie durant plus longtemps, les retards eussent été inévitables ; elle s'abstint d'y aller.

A l'anniversaire de naissance de la comtesse (11 avril), je faisais toujours faire de la musique orchestrale sous la coupole du ministère. En 1866, on exécuta entre autres la symphonie en ut mineur de Beethoven, dont l'héroïque finale produisit grande impression sur le ministre. Un roman, très lu, raconta que Bismarck fut entraîné par un morceau de musique à se décider pour la guerre. C'est un conte à dormir debout; pareille faiblesse eût été inconciliable avec son tempérament. Il a toujours tranché les questions politiques, après froide réflexion, jamais il ne s'est laissé influencer par l'impression d'un moment. Par contre, c'est une chose certaine, à l'approche de la lutte suprême prévue depuis quinze ans, son âme était en proie à une ardente surexcitation ; il s'efforçait de la dominer, comme c'était nécessaire, mais sa santé se ressentait par-

fois de ces agitations passionnées. Depuis le mois de janvier il avait dû s'abstenir de chercher à la chasse le réconfort habituel, d'où plus grande fréquence des indispositions. Le 23 mars, nous n'avions encore rien fait vis à vis des armements de l'Autriche, il en tomba malade; dès que, le 27, on prit les premières mesures de mobilisation, la santé lui revint. De même il fut valétudinaire au milieu d'avril, tandis que se multipliaient les écritures au sujet du désarmement réciproque; mais il retrouva une vigueur nouvelle en apprenant la mobilisation de l'armée autrichienne du Sud.

Quand, à une heure tardive de la soirée, il ouvrait la porte de son bureau et entrait au salon par le petit cabinet, il était toujours de bonne humeur. D'ordinaire il conduisait la conversation, mais ne parlait pas des questions du jour. La comtesse était naturellement initiée à ses projets, mais il cherchait à lui épargner la connaissance, souvent peu récréative, des incidents journaliers. C'était un repos pour lui de ne pas entendre un mot de politique dans sa famille, et d'y causer de choses sans importance.

Le 7 mai, il revint comme toujours à 5 heures du palais du roi, mais demeura plus longtemps que d'ordinaire dans son cabinet de travail, pour écrire un court rapport à Sa Majesté. Il entra ensuite au salon en s'excusant de son retard. Avant de se mettre à table, il donna à sa femme un baiser sur le front en disant : « Ne t'effraie pas, mon cœur, on a tiré sur moi, mais grâce à la bonté de Dieu, je m'en suis tiré sans blessure. »

Voilà ce que me raconta bientôt après l'un des convives.

Avant la nuit, vinrent le roi, les princes du sang et de

nombreux dignitaires, pour complimenter le ministre sauvé comme par miracle.

Le soir, il nous raconta en petit comité, à peu près en ces termes, comment les choses s'étaient passées :

« Je marchais sous les Tilleuls, dans l'allée des piétons, entre les arbres, pour venir ici. Arrivé à proximité de la légation de Russie, j'entendis derrière mon dos deux coups de pistolet. Sans penser que cela me concernait, je me retournai vivement, par un mouvement involontaire, et vis, à peu près à deux pas de moi, un petit homme qui tenait un revolver braqué sur moi. Je lui saisis la main droite, tandis que le troisième coup partait, et l'empoignai en même temps au collet. Mais il prit aussitôt le revolver de la main gauche, l'appuya contre mon pardessus et tira encore deux fois. Un civil inconnu m'aida à le maintenir. Des sergents de ville accoururent et l'emmenèrent, avec l'aide d'une patrouille du deuxième régiment de la garde, que le hasard amena là juste à ce moment.

« En vrai chasseur je me disais : les deux dernières balles ont dû porter, je suis un homme mort. Une côte me faisait un peu mal, c'est vrai, mais, à ma grande surprise, je pus rentrer sans encombre. Une fois à la maison, j'examinai la chose. Je trouvai des trous dans le pardessus, dans ma redingote, dans mon gilet, dans ma chemise ; mais les balles avaient glissé sur le tricot de soie, sans entamer la peau. La côte me faisait un peu mal, comme d'une contusion. Mais cette souffrance passa bientôt. Chez le gros gibier il arrive qu'une côte fait ressort, sous le choc de la balle. On reconnaît ensuite l'endroit où elle a glissé, parce qu'il y manque quelques poils. Il est probable que ma côte a fait ressort de la même façon. Ou peut-être la force des coups ne s'est-elle pas entière-

ment développée, parce que la bouche du revolver était appuyée directement sur ma redingote. »

Tous les assistants étaient saisis d'une émotion extraordinaire, comme devant une aventure surnaturelle. Mais Bismarck analysait son cas avec un calme qui faisait croire qu'il s'agissait pour lui d'un accident de peu d'importance.

Le lendemain on sut que l'auteur de l'attentat, nommé Cohen-Blind, arrivé de Londres pour tuer Bismarck, s'était suicidé dans sa prison en s'ouvrant une artère.

Lorsque, ce soir-là, le petit cercle d'amis intimes se retrouva réuni, un domestique vint annoncer que de grandes masses d'hommes s'agitaient devant la maison. On alla dans le salon chinois ; les fenêtres qui donnaient sur la rue furent ouvertes. Jusqu'alors les dispositions du peuple de Berlin ne s'étaient pas manifestées d'une façon agréable ; mais à ce moment les cris de « Vive Bismarck ! » retentirent sans discontinuer. Il prononça par la fenêtre, d'une voix forte, à peu près les paroles suivantes :

« Messieurs et chers compatriotes, mon cordial remercîment pour cette preuve de sympathie. Perdre la vie pour notre roi et pour notre patrie, que ce soit sur le champ de bataille ou sur le pavé de la rue, est à mes yeux un bonheur suprême, et je demande à Dieu la grâce de m'accorder pareille fin. Pour le moment, sa volonté a été autre ; Dieu a voulu que je continue à vivre et à faire mon service. Vous partagez avec moi ce patriotique sentiment, et voudrez bien vous écrier avec moi : Vive Sa Majesté, notre maître et roi ! »

Cet attentat haussa le cœur de Bismarck. J'eus plusieurs fois l'impression qu'il se sentait maintenant comme l'*instrument élu* de Dieu pour faire le bonheur de sa patrie. Mais il ne l'a jamais dit.

Dans les jours suivants, pendant que la mobilisation s'effectuait partout, vint à Berlin, entre autres avocats de la paix, M. Abraham Oppenheim, comme représentant de dix-sept chambres de commerce rhénanes. Il fut reçu par Bismarck et demanda que, si la guerre était inévitable, on fît auparavant la paix avec le Landtag. Voici en substance la réponse du ministre :

« Je désire, aussi vivement que personne autre, une réconciliation avec le Landtag, avant qu'un grand conflit ne devienne inévitable. Mais la haine dont je suis l'objet serait un obstacle à une entente ; j'ai donc, il y a quelque temps, prié le roi de nommer ministre-président à ma place le prince de Hohenzollern, et de me donner le poste de sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Dans cette situation je pourrais utiliser aussi bien que comme ministre les connaissances acquises dans le service extérieur, et le prince me laisserait probablement toute latitude. Mais le roi n'a pas voulu y consentir. Par contre, il a ordonné de procéder à des élections nouvelles à la Chambre des députés, et il faut d'abord que nous en attendions la fin. »

La dissolution de la Chambre et l'ouverture de la période des élections nouvelles avaient été décrétées le 9 mai. M. Oppenheim raconta cet entretien le même soir en termes admiratifs à son ami Bleichrœder, qui m'en rendit compte le lendemain. Le fait que Bismarck soumit cette proposition au roi ne m'a pas été confirmé[1]. Cependant

[1] Bernhardi (*Ma vie*, vol. VI, p. 318) rapporte que Max Duncker, à l'époque conseiller rapporteur auprès du prince royal, dit à Bennigsen, que Bismarck avait proposé au roi de nommer un *ministère libéral*. Cette vague donnée, qu'il faut vraisemblablement rapporter au même incident, me paraît moins digne de foi que la relation précise d'Oppenheim de ce que lui avait dit le ministre en personne.

je crus absolument croyables les indications d'Oppenheim et le compte rendu de Bleichrœder, et fus tout aussi heureux de cette proposition désintéressée de Bismarck que du refus du roi.

Un courant d'opinions peu viriles, indignes du caractère prussien, traversait alors le pays. Des membres éminents du parti conservateur mettaient en œuvre tous les moyens licites pour empêcher la guerre. Non seulement dix-sept chambres de commerce rhénanes et un meeting populaire à Cologne, mais encore quatre circonscriptions électorales de Berlin, et les municipalités de Stettin, Cœslin et Kœnigsberg pétitionnèrent pour le maintien de la paix.

Les délégués à Francfort et le comité de l'Union nationale déclarèrent, à l'unanimité, que la seule autorité compétente pour résoudre les difficultés pendantes serait un parlement allemand ; ce qui ne les empêcha pas de condamner à la fois le ministre qui avait officiellement demandé ce parlement, et la guerre qui devait forcément précéder la mise en pratique de cette proposition.

Deux seules manifestations eurent le sens commun : une adresse des vieux-libéraux à Halle et celle, déjà mentionnée, de la municipalité de Breslau.

La Silésie était la province la plus exposée au danger d'une invasion. Cependant les habitants de Breslau écrivirent le 15 mai à Sa Majesté le Roi qu'on préférait supporter toutes les charges et toutes les souffrances d'une guerre, plutôt que de voir différée encore une fois pour de longues années, comme en 1850, la solution de la mission historique de la Prusse : l'unité de l'Allemagne. Sans doute, le conflit intérieur n'étant pas encore terminé, l'enthousiasme général, tel qu'il régnait en 1813, man-

quait ; malgré cela les hommes de la Silésie iraient avec la même abnégation qu'à cette époque au-devant des dangers et des misères de la guerre.

Dans un gracieux rescrit du 19 mai, le roi exprima sa joie profonde au sujet du réveil de l'esprit de 1813 en Silésie. Il y désignait, comme objet de ses vœux, l'accord entre le gouvernement et la Chambre des députés qu'on allait élire.

Au mois de mai, il y eut encore, entre les cours de Berlin et de Vienne, des pourparlers secrets qui, pendant plusieurs jours, semblèrent promettre la paix. Le baron Antoine Gablenz, frère du général, mais établi en Prusse, avait rédigé un projet de traité sur les bases suivantes : installation du prince Albert de Prusse comme duc dans le Schleswig-Holstein, partage du commandement de l'armée fédérale entre la Prusse (pour les corps d'armée du nord) et l'Autriche (pour les corps d'armée du sud) ; cette réforme serait à imposer à la Confédération. Je laisse de côté les conditions spéciales, utiles surtout à l'Autriche.

Gablenz fut introduit par son frère auprès du comte Mensdorff, qui l'écouta favorablement, et puis il vint à Berlin. Je ne crois pas que Bismarck ait crû vraisemblable l'adoption finale de cette solution à Vienne ; il n'en parla pas, mais traita la chose avec tout le sérieux qu'elle comportait, et introduisit plusieurs améliorations dans le projet. Gablenz fit la navette entre les deux capitales, et fut accueilli avec bienveillance par les deux monarques, mais il reçut en fin de compte à Vienne l'avis qu'il venait trop tard de deux mois avec ses propositions. On s'était trop fortement engagé vis-à-vis des états moyens pour pouvoir les traiter brusquement en adversaires ; et puis

la sphère d'autorité accordée à la Prusse était évidemment beaucoup plus importante que celle du sud.

Avant même que ces pourparlers avec Gablenz fussent commencés, Mensdorff avait offert à l'empereur Napoléon de céder la Vénétie, aussitôt après la conquête de la Silésie ; plus tard il ne posa plus cette condition préalable, et promit la Vénétie, même avant le début des hostilités, pourvu que la neutralité de l'Italie pût être assurée. Mais Visconti-Venosta déclara aussitôt qu'une telle proposition était inacceptable, et resta fidèle à l'alliance avec la Prusse.

Napoléon revint alors à sa pensée favorite, plusieurs fois exprimée, à savoir de résoudre à l'aide d'un congrès européen les questions en suspens : celle de la Vénétie, celle du Schleswig-Holstein, et la réforme fédérale de l'Allemagne. Bien que Bismarck considérât ce plan comme irréalisable, il ne crut pas devoir refuser d'en conférer.

Sur ces entrefaites, nous apprîmes que les ministres de France auprès des états moyens et à Francfort tenaient contre nous un langage nettement hostile, et que Napoléon cherchait une entente préalable sur le congrès, non pas avec nous, mais avec Londres et Saint-Pétersbourg. Le comte Harry Arnim mandait de Rome que le cardinal Antonelli avait eu vent de négociations secrètes importantes engagées entre Vienne et Paris. De tout cela il ressortait que Napoléon, irrité de notre constant refus de lui céder du territoire allemand, nous avait retiré ses bonnes grâces pour les accorder à l'Autriche, disposée à mainte promesse. Cependant l'invitation formelle au congrès fut acceptée fin mai et commencement de juin par tous les intéressés, à l'exception de l'Autriche, qui fit dépendre son adhésion de conditions équivalant à un

refus. Là-dessus Napoléon dit le 3 juin à Goltz que l'Autriche seule était responsable de la guerre ; qu'il en résultait sa neutralité bienveillante à notre égard. Or ces paroles ne pouvaient être sérieuses, car les négociations secrètes avec l'Autriche ne furent pas interrompues. L'étrange convention, conclue le 10 juin, nous resta inconnue ; mais un manifeste de l'empereur, du 11, communiqué au Sénat sous forme de lettre à Drouyn de Lhuys, contenait un clair déni à la Prusse.

*
* *

Lorsque, vers la fin de mai, la guerre parut devenir inévitable, le ministre des finances, de Bodelschwingh, qui, depuis longtemps, à toute occasion, plaidait en faveur d'une solution pacifique, donna sa démission ; l'embarras fut un instant considérable. Dans ces conjonctures, Bismarck s'adressa au baron von der Heydt ; celui-ci avait été jadis de longues années ministre du commerce, et, dans l'été de 1862, ministre des finances ; il s'était retiré en septembre, parce que sa conscience ne lui permettait pas de participer à une administration sans budget. Mais, à ce moment, il vit la patrie en danger, et fut aussitôt prêt à assumer la plus lourde des responsabilités, et à jeter dans la balance le crédit dont il jouissait dans le monde financier, en sa qualité de chef d'une grande maison de banque. L'héroïsme de cette résolution, à un moment où la panique régnait à la Bourse, n'a pas été, à ce qu'il me semble, apprécié à sa pleine valeur, ni alors, ni plus tard; peut-être parce que les jours suivants amenèrent une telle moisson de lauriers, qu'on en oublia le bienfaisant magicien qui engagea toute sa fortune, afin de rouvrir soudai-

nement les sources tarissantes des moyens nécessaires à la mobilisation.

On peut mentionner ici un désir exprimé par von der Heydt dans l'entretien décisif qui eut lieu le 1er juin au soir, désir que Bismarck promit d'appuyer auprès du roi. Le nouveau ministre souhaitait que, la guerre terminée, on demandât à la Chambre des députés l'*indemnité* à cause de l'administration financière depuis 1862. Personne, à ce que je crois, ne fut avisé de cette promesse [1], ni les autres ministres, ni les financiers qui mirent d'abondantes ressources à la disposition de M. von der Heydt. Le plus actif de ces derniers, le directeur du Comptoir d'escompte, M. de Hansemann, et le fils du ministre, baron Charles von der Heydt, ont ignoré cette promesse de Bismarck. Le grand nom du nouveau ministre des finances prussiennes suffit pour faire affluer les fonds nécessaires. Peut-être vint encore y contribuer, chez les personnages compétents, la croyance à la supériorité de nos armes, croyance qui n'était pourtant nullement répandue à Berlin. La plupart croyaient au contraire que les forces coalisées de l'Autriche et des états moyens étaient supérieures aux nôtres. La consternation était générale.

Le 1er juin, le comte Mensdorff fit la démarche qui amena la guerre, en remettant entre les mains de la Confédération la décision à prendre sur le Schleswig-Holstein, et en annonçant l'imminente convocation des États du Holstein.

Moltke demanda naturellement une prompte déclara-

[1] Le hasard me fit connaître l'accord du 1er juin au sujet de cette demande d'indemnité ; ce fut le 13 juin, au quartier général de Czernahora, par une lettre du ministre des finances à mon chef, qui me chargea de minuter la réponse.

tion de guerre, pour ne pas laisser aux adversaires le temps d'achever leurs préparatifs. Mais le roi ordonna d'attendre les résolutions que la Diète allait prendre.

Bismarck protesta contre la proposition autrichienne par un mandement à Werther (3 juin) ; il y exposait que l'Autriche avait déchiré le traité de Gastein en confiant à la Diète la décision à prendre au sujet du Schleswig-Holstein; pour la situation légale de ce pays la Paix de Vienne restait donc seule en vigueur. Par conséquent, les deux puissances avaient le droit d'occupation militaire, mais que les États ne pouvaient être convoqués que par un décret simultané des deux gouvernements.

Dans une circulaire à nos représentants en Allemagne et à l'étranger, Bismarck disait que l'Autriche voulait systématiquement la guerre. La proposition déposée le 1er juin à la Diète était offensante dans la forme, et contraire aux traités par le fond. Encore en mai, le roi avait fait un accueil favorable à une proposition venant d'un intermédiaire impartial; ce projet avait échoué à Vienne. On avait rapporté au roi, d'une source authentique, des propos de ministres impériaux, d'après lesquels ceux-ci demandaient la guerre à tout prix, soit dans l'espoir de succès militaires, soit pour triompher de difficultés intérieures, et même dans l'intention avouée de soulager les finances de l'Autriche par des contributions prussiennes, ou par une honorable banqueroute.

Le 5 juin, le Moniteur officiel (*Staatsanzeiger*) publia l'article du traité du 16 janvier 1864, où les deux puissances s'étaient engagées à ne régler que d'un commun accord les destinées du Schleswig-Holstein.

A la Diète, la proposition autrichienne fut suivie d'une riposte détaillée de notre part.

Le 10 juin, Bismarck envoya à tous les gouvernements allemands l'esquisse d'un plan de constitution fédérale. Les articles principaux étaient : exclusion de l'Autriche, partage du commandement de l'armée fédérale entre la Prusse et la Bavière, marine fédérale, parlement élu par le suffrage universel, traité entre l'Allemagne et l'Autriche.

Bismarck écrivait au duc de Cobourg, en lui envoyant ce document :

« Les propositions contenues dans cette esquisse n'épuisent la question en aucun sens, elles sont la résultante des ménagements à garder à l'encontre des différentes influences, avec lesquelles il faut faire un compromis intra muros et extra. Si nous arrivons à les réaliser, nous aurons accompli une bonne partie de la tâche qui consiste à rendre inoffensif le réseau de frontières historiques dont les mailles sillonnent l'Allemagne. Il serait injuste d'exiger qu'une génération, ou même un homme, fût-ce mon auguste Maître, répare dans la perfection, en un seul jour, le mal que les générations de nos ancêtres ont fait pendant des siècles. Si nous obtenons maintenant ce que demande le projet, ou quelque chose de mieux, nos enfants et petits-enfants pourront tourner et polir le bloc d'une façon plus présentable. — J'ai communiqué d'abord cette esquisse au baron Pfordten ; il paraît satisfait de tout l'essentiel, excepté de l'article I, parce qu'il croit que l'intérêt de la Bavière exige une participation plus étroite de l'Autriche à la Confédération. Je lui ai répondu par cette question : si et comment il pense que les autres articles, ou quelque chose d'approchant, soient applicables à une Confédération dont l'Autriche serait membre...

« Je ne crois pas que ce projet obtienne l'approbation

du public ; car il suffit en général que quelqu'un exprime une opinion, pour que l'Allemand se jette avec passion dans l'avis contraire ; moi je me contente de dire : *Qui trop embrasse, mal étreint...* »

Dans quelques parties de l'Allemagne, les représentants du peuple manifestèrent alors leur désapprobation de la politique particulariste de leurs gouvernements ; par exemple à Darmstadt, Nassau, Cassel, Hanovre ; mais en Saxe, en Bavière et dans le Wurtemberg, une haine passionnée contre la Prusse semblait prédominer.

IX

FIN DE LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE
GUERRE ET PAIX. — JUIN A SEPTEMBRE 1866

Conformément aux instructions reçues, Gablenz convoqua pour le 11 à Itzehoe les États du Holstein. Le 6, il reçut de Manteuffel une lettre dans laquelle celui-ci exposait notre manière de comprendre nos droits, et annonçait que, le 7, des troupes prussiennes entreraient dans les localités holsteinoises où il n'y avait pas de garnison. Les Autrichiens étaient libres d'en faire autant au Schleswig.

Mais la convocation des États, ayant eu lieu sans l'assentiment du roi, était contraire au traité; il priait Gablenz de la contremander jusqu'à nouvel ordre; en ce cas le gouvernement civil du pays ne serait pas dérangé.

Là-dessus Gablenz ordonna, sans attendre, à sa brigade (Kalik), de marcher vers Altona, et au gouvernement du pays de s'y transporter et de quitter Kiel. Le prince héritier suivit le gouvernement.

Je me permets d'émettre une réflexion au sujet de ce fait que le prince héritier d'Augustenbourg a provoqué l'ouverture des hostilités par son attitude, nuisible à ses propres intérêts.

En janvier 1864, le général (futur feldmaréchal) de Blumenthal, qui me raconta la chose à Versailles en 1870, lui

conseilla d'entrer dans l'armée active, pour faire la campagne du Danemark.

En suivant ce conseil, il se fût attiré les sympathies du roi. Sa Majesté l'aurait probablement alors intronisé duc, sans consulter les juristes, aux conditions de février un peu adoucies.

La solution de la *question allemande* eût été en conséquence remise à un temps indéterminé, sans doute à une date bien postérieure au retour des troupes françaises du Mexique, ce qui en eût considérablement augmenté les difficultés. Mais le duc de Cobourg et des jurisconsultes bien intentionnés soutinrent la conviction du prince que c'était pour lui un devoir de conscience de ne pas céder un seul point de ses droits. Plus tard, les prières de la population, qui lui était profondément dévouée, contribuèrent à lui faire garder cette attitude, même en contradiction avec le vœu formel du roi. Mais le roi, se sentant par là offensé dans ses droits de souveraineté, reconnus par les autorités compétentes, crut qu'il était de son devoir absolu de souverain de faire respecter ces droits. C'est ainsi que le prince héritier, en restant fidèle à ses convictions politiques, a rompu le charme qui tenait enchaînée la puissance prussienne, et a ouvert la voie au développement du nouvel Empire.

Gablenz protesta contre les décisions arbitraires de Manteuffel, et déclara qu'il maintenait la convocation des États. Là dessus Manteuffel prit en main, le 10, l'administration civile du Holstein, décréta la dissolution de tous les clubs politiques, et confia les affaires de l'ex-gouvernement du pays au baron de Scheel-Plessen. Le pays ne bougea pas, de sorte qu'il put diriger ses 16 000 hommes vers le sud. Quelques milliers d'hommes de la landwehr

entrèrent dans les duchés comme force de police. Gablenz conduisit sa brigade en Bohême par le Hanovre et l'Allemagne du Sud.

Le 11 juin, l'Autriche proposa à Francfort la mobilisation des corps d'armée fédéraux non prussiens, sous le nom d'exécution fédérale contre la Prusse. Il n'y avait pas de règles prévues dans la constitution fédérale pour une telle procédure, et il ne devait naturellement pas être question d'observer les formes et les délais prescrits. La Prusse déclara que tout vote favorable à la proposition de l'Autriche serait considéré comme une déclaration de guerre. Mais, le 14, neuf voix contre six l'adoptèrent.

Ce résultat proclamé, Savigny se leva pour annoncer qu'à la suite de cette déclaration de guerre, la convention fédérale était éteinte, et présenta les articles principaux d'une nouvelle convention de circonstance, sur la base de laquelle le roi serait prêt à chercher une entente avec les souverains qui y seraient disposés.

Savigny envoya un rapport télégraphique sur ces incidents ; le roi donna aussitôt l'ordre d'ouvrir les hostilités, s'il n'y avait pas de réponse satisfaisante à la sommation que nos agents devaient remettre le 15 à la Saxe, au Hanovre et à la Hesse électorale.

Au matin du 14, Bismarck, qui prévoyait avec certitude le résultat du vote, eut des moments de doute angoissant sur l'issue de la lutte décisive appelée par ses vœux. Il ouvrit la Bible ; son premier regard tomba sur les mots du psaume IX, vers 3 à 5 : « Je me réjouis en toi, je te consacre mon chant de joie, je célèbre ton nom glorieux, alors que mes ennemis reculent, trébuchant, et sont anéantis par ton courroux ; tu défends ma cause et mon droit, ô juge intègre, assis sur ton trône ! »

Il se sentit raffermi par ces paroles et rempli d'un nouvel espoir. Voilà ce que me rapporta la comtesse.

Le soir du 14, vers 10 heures, le ministre m'envoya chez le général de Moltke. On se proposait d'impartir aux gouvernements des états moyens du voisinage quarante-huit heures de délai, et de n'y faire entrer les troupes que le 17. Mais le 14, dans l'après-midi, l'héritier au trône de la Hesse électorale dit de vive voix à Bismarck qu'il croyait la dynastie hessoise plus en sûreté sous la protection de 800 000 baïonnettes autrichiennes qu'en prenant parti pour la Prusse. Ce nombre surprenant avait été sans doute communiqué au roi de Hanovre par un visiteur princier venu de l'Autriche, dont on avait entendu parler récemment; Cassel avait reçu la même information. Le ministre jugea donc invraisemblable un revirement d'opinion des deux cours. Quant au royaume de Saxe, dont les armements étaient complètement achevés, lui accorder ce long délai, c'eût été perdre un temps précieux.

En conséquence, j'étais chargé de demander au général si l'emplacement de nos troupes permettait de faire commencer la marche d'envahissement le 16 au matin, au lieu du 17.

Le général se couchait tôt; il était presque déshabillé, à mon arrivée, mais il me reçut aussitôt, donna une réponse affirmative à la question posée, mit vivement son uniforme, et vint avec moi chez le ministre pour en délibérer. Aussitôt il y eut conseil chez le roi, et, dans la nuit même, furent expédiées les modifications aux ordres donnés, aussi bien à l'adresse de nos agents diplomatiques qu'aux généraux.

Pendant les dernières semaines de juin se réunissaient souvent, aux premières heures de la soirée, au Ministère

des Affaires étrangères, les généraux Roon, Moltke, Gustave Alvensleben et Treskow, parfois aussi les ministres. Jamais ne régna entre Bismarck et ses collègues une si parfaite harmonie que dans ces jours de glorieuses espérances.

Les méprises et les déboires militaires qui précédèrent la capitulation de l'armée hanovrienne à Langensalza, on s'en consola en commun, et l'on parla sans vantardise des premières victoires annoncées en Bohême.

Nos armées avaient pénétré en Bohême par trois côtés : de la Haute-Lusace, la première armée sous les ordres du prince Frédéric-Charles; de la Silésie, la seconde, sous le prince royal, et de la Saxe, la petite armée de l'Elbe, sous le commandement du général de Herwarth.

Chacune des trois armées eut à soutenir de sanglants combats, qui se terminèrent par des victoires, sauf un[1].

Les trois états moyens dans notre voisinage furent vivement occupés par nous.

La direction des administrations civiles fut confiée : pour la Hesse électorale au président de gouvernement de Mœller, pour le Hanovre au landrat baron de Hardenberg, pour la Saxe au landrat baron de Wurmb. Bismarck avait en général plus de confiance en la prudencee et l'ingéniosité de bons préfets (Landräte), toujours en contact avec le public, que dans les fonctionnaires de plus haut rang, habitués la plupart depuis de longues années à faire de l'administration confinés dans leurs bureaux. Il paraissait aussi trouver un certain plaisir à l'idée de pouvoir subordonner les ministres des états moyens à de simples préfets prussiens. Ces expériences, à mon su, furent heu-

[1] Des engagements heureux furent annoncés à Turnau et Hühnerwasser (26), Nachod (27), Skalitz et Münchengrätz (28), Schweinschädel et Gitschin (29).

reuses, et rien ne fut dérangé dans les usages des administrations locales.

Pour moi le service dura presque chaque nuit jusque vers quatre heures. Quelques commis du bureau cryptographique eurent un service de nuit régulier ; mais, après dix heures du soir, aucun des conseillers, sauf moi, ne resta. Je fus admis à passer la partie libre des heures de nuit dans l'appartement, où la comtesse, en société de quelques personnes amies, veillait, en attendant qu'il plût à son mari d'aller se coucher.

Le capitaine comte Charles de Bismarck-Bohlen, à qui le ministre avait promis en 1863 de l'employer de nouveau en cas de guerre, s'occupa, en vue *de la mobilisation de l'Office des Affaires étrangères*, de l'achat de trois voitures découvertes à deux chevaux, où le ministre, Abeken, moi et deux commis cryptographes devions trouver place. On laissa aux cavaliers le soin de se procurer des chevaux de selle.

Enfin, le départ du grand quartier général fut fixé au 30 juin. La veille, une foule épaisse vint faire des ovations devant le palais royal, et se rendit ensuite dans le même but devant le Ministère des Affaires étrangères. Nous nous mîmes aux fenêtres du salon chinois, et, de la salle à manger, Bismarck, à une fenêtre [1], prononça les paroles suivantes :

« Dieu nous a donné des victoires hier et avant-hier. Après Dieu, nous les devons à notre auguste généralissime, au roi. Depuis sa jeunesse, il s'est efforcé de créer une armée aguerrie ; lorsqu'il l'eut, son maintien lui coûta

[1] Un reporter (mentionné dans Kohl, Regesten I, p. 291) le fait parler du haut du balcon de son appartement. Il n'y avait pas de balcon.

beaucoup de peine et de luttes; maintenant vous voyez qu'il a eu raison. Sans les plans du roi, on n'eût pas réussi à remporter de pareils triomphes. Aussi remercions Dieu, et louons le roi, créateur de cette armée. — Puisse le Ciel y ajouter sa bénédiction. »

Après les cris de Vive le Roi! Vive l'armée! il poursuivit:

« Messieurs, pensons aussi avec amour aux blessés et aux morts, aux veuves et aux orphelins! Maint soldat est père de famille et ne reviendra pas auprès des siens. Ouvrons donc aux blessés, aux veuves et aux orphelins notre cœur et notre bourse. Berlin s'est toujours distingué par sa charité; qu'il pratique maintenant encore cette vertu! Voilà de quoi je vous prie! »

Il paraissait naturel que le roi et sa suite (ce qu'on appelle le grand quartier général) prissent la direction dans laquelle s'était avancée la première armée, entre les deux autres. Le 30 juin, nous arrivâmes avant le coucher du soleil à Reichenberg, ville manufacturière de la Bohême. Le 29, nous y avaient précédés environ 300 cavaliers d'escorte, ainsi que les chevaux et les voitures du quartier général.

La ville était déjà complètement dégarnie de troupes prussiennes. Bismarck fut tourmenté par la crainte que le baron Edelsheim, célèbre commandant de cavalerie autrichienne, ne fût informé du voyage du roi, et ne tentât une surprise de nuit contre le quartier général. Moltke ne partageait pas cette inquiétude, parce que les corps autrichiens étaient trop loin et serrés de trop près, pour que pareille surprise pût être projetée; Bismarck obtint cependant l'ordre que tous les chevaux restassent sellés pendant la nuit, et que des vedettes fussent placées à de grandes distances dans l'intérieur des terres.

Le 1er juin, le ministre monta dans sa berline avec Abeken; Charles Bismarck et moi nous gagnâmes à cheval le château de Sichrow, où nous arrivâmes de bonne heure dans l'après-midi. On y resta longtemps assis dans une galerie voûtée, ouverte sur le côté. Quelques officiers de l'état-major du général blessé de Tümpling vinrent nous retrouver, après avoir fait leur rapport à Sa Majesté, et, tandis qu'une pluie persistante voilait l'horizon, ils nous racontèrent de curieux incidents de la bataille livrée le 29 à Gitschin.

Le lendemain, 2 juillet, on se dirigea sur Gitschin, en passant près du champ de bataille, où gisaient beaucoup de chevaux morts, et encore plus d'un cadavre de soldat non enseveli.

Vers le soir, nous arrivâmes au gîte. Fatigué par cette course inhabituelle à cheval, je dormis fort bien quelques heures dans une mansarde, sur les planches du parquet. A une heure, le maréchal de la cour, comte Perponcher, vint me voir, une lanterne sourde à la main, et me dit textuellement :

« Ce matin il va y avoir un engagement à Horsitz, à deux milles d'ici environ. Le roi s'y rendra en voiture à cinq heures, avec une toute petite escorte, les chevaux prendront les devants à quatre heures. Je vous laisse le soin de décider si vous devez en prévenir ou non le ministre. »

Je descendis deux escaliers jusqu'à la chambre où Bismarck passait la nuit avec son cousin Charles. La porte était fermée à clef. Quand j'eus frappé, j'entendis Charles armer son pistolet, par un excès de précaution, avant d'ouvrir. J'approchai du lit de mon chef, et lui rapportai ce que j'avais appris.

Il dit : « Le voilà bien, le funeste excès de zèle de messieurs les généraux ; ils veulent faire assister le roi à un combat d'arrière-garde, et, pour cette raison, il faut que je sacrifie mon sommeil, dont j'ai si grand besoin. Mais à quoi bon gémir ! du moment que le roi y va, il faut que je sois de la partie. Commandez les chevaux. »

Les écuries s'animèrent aussitôt; les chevaux de selle, après avoir reçu bonne provende, partirent à quatre heures. Une heure plus tard, suivit, en compagnie des landaus découverts de messieurs les généraux, un coupé où étaient installés Bismarck et son cousin ; moi je trouvai place sur le siège à côté du cocher. L'ami Abeken, qui n'avait pas encore de cheval, devait en cas de besoin transporter le bureau à Horsitz.

Le ciel était couvert de nuages gris ; par-ci par-là il tombait quelques gouttes de pluie. Sur la large route d'étapes, qui conduit de Horsitz à Königgrætz par Sadowa, marchaient au pas de longues files de bouches à feu, près desquelles passaient nos voitures. Des deux côtés de la route, l'infanterie s'avançait à travers les blés ruisselants. Nulle part on ne voyait le casque habituel. Les officiers et les hommes portaient la casquette et le béret, sur l'ordre du prince Frédéric-Charles. La masse des troupes, qui s'avançaient lentement, indiquait qu'il s'agissait de quelque chose de plus sérieux que d'une simple escarmouche avec l'arrière-garde autrichienne.

Vers huit heures nous arrivâmes au village de Dub, situé derrière Horsitz, et montâmes à cheval jusqu'au sommet d'une hauteur à pente douce, faisant partie de la longue chaîne de collines basses qui bordent, sur le côté ouest, le large vallon du ruisseau de Bistritz. En face, sur le côté est, se trouve plus près de l'eau un petit bois

feuillu, le bois de Hola, et derrière, s'élève le plateau dénudé de Lipa, qui s'étend vers le sud ; derrière Lipa, la hauteur dominante de Chlum.

Des brouillards couvraient le vallon, la forêt et les collines inférieures ; mais à travers le brouillard brillaient les éclairs du feu d'une longue file de canons qui devaient être établis sur les hauteurs.

Bismarck poussa son cheval auprès de Moltke et demanda : « Savez-vous quelle est la longueur de la serviette dont nous avons ici empoigné le bout ? »

« Non, dit Moltke, nous ne le savons pas au juste ; mais il y a là au moins trois corps d'armée, peut-être est-ce toute l'armée autrichienne. »

A ce moment un obus arriva, et tomba à une trentaine de pas devant le roi, sans éclater. Peut-être que le groupe d'environ 300 chevaux de l'escorte qui accompagnait le roi, formait une cible commode. On ordonna aussitôt au quartier général de se disperser sur le terrain. Le roi, les généraux et Bismarck chevauchèrent vers le nord-est, et descendirent dans la plaine.

Je vis que Charles Bismarck suivait le ministre, et restai encore près de deux heures sur le coteau, à cause de la vue. Près de moi se tenait le colonel d'Albedyll, à cette époque le premier officier du cabinet militaire, après le général de Treskow.

Le terrain en avant était divisé en deux surfaces presque égales par la grande route qui mène à Sadowa dans la direction de l'est, et que bordent des peupliers. Au delà du ruisseau, s'élevait, au nord de la route, une chaîne de collines d'un vert sombre, la forêt de Swiep. Entre celle-ci et le bois de Hola s'étendait un large vallon montant en pente douce, où l'œil pénétrait à plusieurs milles de dis-

tance. La forêt de Swiep émergeait des masses du brouillard qui masquait encore le bois de Hola.

Nous ne pouvions voir ce qui se passait dans le bas, autour du ruisseau ; mais on devait combattre avec acharnement autour de quelques villages, car sur plusieurs points en avant du bois de Hola, et dans le vallon entre les deux forêts, s'élevaient des colonnes de feu, au-dessus desquelles s'amassaient des nuages de fumée d'un gris sombre.

« Qu'en pensez-vous, Keudell? dit Albedyll, ce n'est plus là un simple engagement, c'est une véritable bataille. »

Ainsi pas même dans le cabinet militaire on n'était initié à la situation.

Vint l'ordre à tous les officiers du quartier général de se disperser sur le côté gauche de la grande route. Là j'appris ce qui suit sur les événements de la veille, de la bouche d'un aide de camp du roi :

Le 2 juillet, le commandant d'Unger était parti de Horsitz, avait dans une course hardie traversé les lignes ennemies jusqu'à l'Elbe, et était revenu en décrivant un vaste arc de cercle, sans être atteint par les balles, ni pris par les lanciers acharnés à sa poursuite. Il annonça comme un fait certain qu'il avait vu en deçà de l'Elbe des troupes de trois corps d'armée différents. Le prince Frédéric-Charles prit des dispositions préalables, et pria par écrit le prince royal d'envoyer le 3, de bonne heure, au moins la garde à son secours. Puis le chef d'état-major, colonel de Voigts-Rhetz, galopa jusqu'à Gitschin, pour demander les ordres du roi. Moltke était déjà au lit, lorsque le colonel fut annoncé à onze heures. Il le fit entrer incontinent, et apprit la nouvelle que trois corps ennemis étaient cam-

pés en deçà de l'Elbe. Aussitôt il sauta de son lit, et s'écria en étendant la main droite : « C'est là que nous les battrons. » Il avait craint que l'ennemi ne se retirât derrière l'Elbe. Immédiatement, sur le rapport de Moltke, auquel n'assistèrent que Roon, Alvensleben et Voigts-Rhetz, le roi décida que la première armée attaquerait dès le matin, que le prince royal arriverait aussi vite que possible, non seulement avec la garde, mais avec toute la seconde armée, tandis que l'armée de l'Elbe s'élancerait sur la position de l'ennemi probablement la plus éloignée dans le sud, à Nechanitz. L'ordre destiné au prince royal fut confié à l'aide de camp lieutenant-colonel comte de Finckenstein ; deux copies de cet ordre furent remises aux capitaines de Kahlden-Iden et de Borcke, connus comme cavaliers d'élite, avec la mission de galoper par des chemins différents jusqu'au quartier général du prince royal, distant d'environ 5 milles allemands. A l'aide de bonnes cartes et de lanternes, ces trois messieurs ont atteint leur but avant la pointe du jour, circonstance forcément encore ignorée le matin au grand quartier général.

Le prince Frédéric-Charles avait au début l'intention de ne pas franchir la Bistritz, et de n'engager qu'un combat d'artillerie jusqu'à l'arrivée du prince royal ; mais Moltke, d'après ce qu'on raconta, eut peur que l'ennemi, couvert par une puissante artillerie fortement établie, n'allât passer l'Elbe au sud.

Le roi ordonna donc l'attaque immédiate de l'infanterie. Le ruisseau fut franchi, les villages de Sadowa et Dohalitz furent pris, et le bois de Hola occupé. Mais les hauteurs dénudées derrière le bois, où il y avait probablement de l'infanterie massée, ne devaient être assaillies qu'après une intervention efficace du prince royal.

Je puis insérer ici brièvement ce que nous apprîmes le jour suivant, en partie par des officiers prisonniers, sur les péripéties très insolites de la bataille.

Notre septième division (Fransecki) occupa les collines de la forêt de Swiep, et s'empara du village de Cistowes, situé dans le vallon devant ces collines, village que défendaient les Autrichiens. Or deux corps d'armée entiers avaient reçu de Benedeck l'ordre de défendre la position de Chlum contre l'attaque du prince royal, à laquelle il fallait s'attendre par le nord. Cependant les commandants de ces corps furent tentés par la tâche de rejeter notre petite division hors du village et des bois, et ensuite de prendre notre première armée en flanc par le nord, et de la refouler, avant que la seconde pût arriver. Les deux corps abandonnèrent successivement les positions qui leur avaient été assignées à et devant Chlum, et engagèrent avec Fransecki, à l'encontre des ordres réitérés de Benedeck, des combats dans les bois qui durèrent plusieurs heures avec des chances diverses. C'est ainsi qu'à l'est de la forêt de Swiep se trouva libre un terrain sur lequel notre garde put s'avancer pour conquérir avec une surprenante rapidité Chlum, la clef de la position ennemie. Mais cela ne se produisit que dans l'après-midi.

Dans la matinée, la suite du roi, comme je l'ai déjà dit, était répartie en groupes fort espacés à gauche de la grande route Horsitz-Sadowa.

Non loin du roi, entouré de Moltke, Roon et Alvensleben, se tenait Bismarck sur un alezan gigantesque. Dans son manteau gris, droit en selle, ses grands yeux étincelant sous le casque d'acier, il offrait une image merveilleuse qui me fit ressouvenir de ces géants du Nord pré-

historique, dont on me remplissait l'imagination dans mon enfance[1].

Un régiment de ligne arriva en colonnes de peloton à travers les blés, et défila devant le roi en poussant de bruyants hourrahs. Pendant ce temps, Bismarck reçut une dépêche chiffrée, et me la donna pour la faire déchiffrer. Je dus aller à Horsitz, et ne pus revenir que près de deux heures après.

Le roi et sa suite étaient à pied sur la colline de Roskos, à gauche du chemin, les chevaux derrière, sur le côté ouest; au nord-ouest une division de cavalerie en réserve.

Je fis ma commission au ministre, qui se trouvait au premier rang près du roi, et repassai ensuite au dernier rang. Les brouillards avaient disparu. On apercevait souvent des masses de points noirs en mouvement à la droite de la forêt de Swiep; mais, même avec des jumelles, je ne pus distinguer ce qui se passait. Personne ne parlait, les esprits paraissaient abattus.

On me raconta à voix basse le fait suivant : quelques sections du régiment dirigé sur le bois de Hola, deux heures auparavant, étaient arrivées un peu en désordre par la grande route avec des blessés qui étaient pansés, mais encore assez valides pour marcher. Le roi poussa son cheval vers eux, et leur dit : « Je ne suis pas habitué à voir mes bataillons revenir du feu dans cet état d'affaissement ! » — Là-dessus ils se reformèrent rapidement.

On trouvait cette dure intervention opportune, non seulement en elle-même, mais aussi à cause de l'impression que cette marche rétrograde pouvait produire sur

[1] Ce cheval, d'une taille peu ordinaire, fut tué bientôt après à Nicolsbourg ; il devint donc impossible de fixer par la photographie ce curieux tableau équestre.

les réserves postées en arrière. Cet incident indiquait cependant qu'on n'avançait pas dans le bois de Hola; en effet, à cet endroit, des régiments du Brandenbourg, de la Poméranie et de la Thuringe durent subir la plus rude épreuve de vaillance; pendant cinq longues heures ils furent obligés de se maintenir dans le bois sous une grêle incessante de projectiles.

La position de nos batteries, bien inférieures en nombre, dans le vallon de la Bistritz, était fort désavantageuse, comparée à celle des batteries ennemies. Un vieil officier d'artillerie vint de l'ouest au pied du coteau de Roskos, et dit à mi-voix, mais assez fort pour que nous autres, à l'arrière, nous pûmes l'entendre : « Ça va mal, nous n'avons presque plus de poudre. »

Moltke, lui, semblait être sans inquiétude aucune. Après avoir consulté le roi, il envoya, à deux heures moins le quart, un ordre à l'armée de l'Elbe, dont le hasard seulement me fit connaître la teneur. Le général Herwarth devait avancer le plus loin possible, pour couper à l'ennemi la retraite sur Königgrætz, de concert avec le 7e corps, qui allait, d'après les prévisions, bientôt arriver de l'est.

Moltke avait donc la ferme conviction que l'ennemi battrait en retraite; nous autres profanes, nous étions plutôt disposés à croire que l'ennemi était en mesure de faire contre la première armée un retour offensif réellement dangereux. Il est vrai qu'il eût alors été accueilli par les feux de salve de l'infanterie.

Le porteur de l'ordre à l'armée de l'Elbe fut l'aide de camp de service comte Lehndorff, le favori du roi et de tout le quartier général. Je le vois encore devant moi, paré de l'écharpe en sautoir, au moment où il partit au trot sur sa grande jument bai-brun, un pur sang, et puis

s'élancer ventre à terre vers le sud, le long du ruisseau. Dans la première moitié de la route des balles sans nombre sifflèrent à ses oreilles ; mais il arriva au but sans accident.

Après son départ, tous les regards se portèrent vers l'est, dans le vallon entre les coteaux boisés. Grâce à une bonne lunette d'approche, Bismarck put annoncer le premier qu'il voyait dans le lointain des lignes noires se diriger sur Chlum. D'autres ensuite confirmèrent la chose. On crut aussi remarquer que des éclairs partis de canons de Chlum brillaient maintenant dans la direction du nord, et non plus comme auparavant vers l'ouest.

Une indicible sensation de soulagement nous fit tressaillir de bonheur, mes voisins et moi. « Dieu soit loué ! » dit plus d'un tout bas. La canonnade sur les hauteurs de Lipa dura encore quelque temps; mais ensuite, vers trois heures, elle se tut sur toute la ligne. Au bout d'une demiheure environ, le roi donna l'ordre de la poursuite générale. Au delà du pont de Sadowa, la brigade de cavalerie du duc de Mecklembourg se forma rapidement. Le roi, sur un magnifique cheval noir[1], prit la tête, au galop. Ce fut un moment impressionnant. Il conduisit ses escadrons à travers toute la largeur de la vallée ; puis il obliqua à droite, et fit approcher sa suite. Nous avions suivi la lisière nord du bois de Hola, et atteint le haut de la colline de Lipa.

Quelques instants après quatre heures, le roi se trouvait sur la grande route entre Lipa et le bois. Un escadron égaré d'environ 100 lanciers autrichiens arriva droit sur le roi. L'escorte se prépara aussitôt à charger. Mais

[1] C'était la jument Véranda, plus tard appelée Sadowa. Elle venait du haras de Trakehnen.

au même instant les lanciers essuyèrent une mousqueterie si terrible, que les survivants détalèrent vers le sud.

Bientôt après, surgirent, pour la première fois à nos yeux, dans les rayons éclatants du soleil, les pointes des casques de la seconde armée. C'était la réserve de la seconde division de la garde, sous les ordres du général de brigade baron de Loën. Il amenait ses hommes au pas de course. L'apparition inattendue de leur souverain adoré provoqua une allégresse indescriptible. Des hourrahs frénétiques ébranlèrent l'air, tandis que ceux des premiers rangs cherchaient à baiser les mains et les pieds du roi. Il causa un instant d'un ton affable avec des officiers et des hommes, et poursuivit son chemin vers le sud-est, changeant parfois de direction, pour aller saluer le plus grand nombre possible des régiments victorieux.

Pendant cette chevauchée, le roi adressa à chacun de sa suite un mot aimable.

Tous les officiers présents avaient un grade supérieur au mien, car je portais l'uniforme de lieutenant. Mais à moi aussi le roi me fit signe, à un détour du chemin, et me tendit la main en disant : « Magnifique, cette journée à laquelle nous assistons tous aujourd'hui. »

On courait toujours vers le sud-est, dans la direction par où l'ennemi se retirait. Soudain les obus se mirent à pleuvoir autour de nous.

Le roi traversait au trot, avec sa suite, un champ de trèfle en fleurs, il suivait une direction oblique de l'ouest à l'est, devant le bois de Charbuzitz (nommé bois de Britz). Au sud de ce bois devait s'être établie une batterie ennemie, pour protéger la retraite, car les obus passaient au-dessus des cimes des sapins, et tombaient dans les champs. Bismarck pria Roon et Alvensleben de représen-

ter au roi la grandeur du danger. Tous deux s'y refusèrent avec ces mots : « Le roi peut aller où bon lui semble. » Alors Bismarck rejoignit le roi au galop, et lui dit : « Si Votre Majesté était frappée ici, toute la joie du triomphe serait perdue ; je vous prie instamment de sortir de ce champ. » Le roi courut à gauche dans un chemin creux, qui menait derrière une chaîne de collines. Après quelques foulées, nous fûmes hors de danger. J'avais vu tomber cinq obus dans le trèfle entre les chevaux de l'escorte, et j'en avais entendu deux passer en sifflant devant la tête de mon cheval. Ce fut par une sorte de prodige qu'aucun des projectiles n'éclata, et que personne ne fut blessé.

Après quelques minutes, nous arrivâmes à une place où gisaient des corps affreusement défigurés. Bismarck dit en se tournant vers moi : « Quand je pense que Herbert pourrait un jour, lui aussi, traîner par terre dans cet état-là, je ne me sens tout de même pas à mon aise. »

On ne savait rien de précis sur l'état où se trouvait l'armée ennemie.

Après la prise de Chlum, Benedeck avait dû rompre le combat, et ordonner une retraite en bon ordre, avant que l'armée de l'Elbe et les têtes de notre VIe corps pussent se tendre la main. Il fallait aussi tenir compte de ce que les troupes étaient en mouvement depuis deux ou quatre heures du matin, que beaucoup d'entre elles s'étaient battues avec acharnement depuis huit heures. Aussi, vers six heures et demie, on ordonna un jour de repos, et on cessa la poursuite.

Bientôt après, vint la nouvelle qu'on avait fini par trouver le prince royal, tout près de là, dans une prairie à proximité de Problus. Le père et le fils coururent au-devant l'un de l'autre et s'embrassèrent du haut de leurs

selles. Leurs suites formèrent un vaste cercle, à distance suffisante pour ne rien entendre de leurs effusions. Je vis couler bien des larmes de joie. Le futur ambassadeur, Henri VII, prince de Reuss, témoin oculaire de cette scène, en a fait un dessin très réussi, qui a été lithographié et distribué à des amis. Il faut espérer qu'il sera livré un jour à la publicité.

Le roi retourna, au coucher du soleil, avec sa suite, à Horsitz, pour y passer la nuit.

L'aide de camp, baron de Steinæcker, dit au retour à Bismarck : « Excellence, vous voilà passé grand homme. Si le prince royal arrivait trop tard, vous étiez le plus grand des côquins. »

Bismarck rit de bon cœur. Plus tard, cependant, il a dit mainte fois et sérieusement, que si la bataille avait mal fini, il se serait joint à une charge de cavalerie, et aurait cherché la mort.

Vers dix heures nous arrivâmes à Horsitz. La plupart des chambres étaient occupées par des blessés. Bismarck se coucha d'abord sur le pavé de la rue, la tête sur un coussin de voiture ; mais il fut bientôt invité par le grand-duc de Mecklembourg à venir partager la chambre qui lui avait été réservée. Moi, je dormis dans la voiture, comme la plupart des officiers du quartier général.

Le 4 seulement, on apprit, petit à petit, ce qui s'était passé le 3 ; aucun de nos généraux n'avait pu embrasser d'un coup d'œil ce vaste et montueux champ de bataille. Mais les gens experts étaient unanimes à reconnaître que le général de Fransecki avait le plus contribué au succès de la journée. Avec 14 bataillons et 24 bouches à feu il avait, dans la forêt de Swiep, combattu depuis huit heures du matin contre des masses ennemies dont le nombre

s'éleva peu à peu à 59 bataillons et à plus de 100 canons; sa résistance avait laissé libre l'accès de Chlum.

Ce combat meurtrier dans les bois dut souvent être soutenu par de petites fractions détachées. On vit là que nos soldats, même en nombre infime, se concertaient toujours pour l'objectif le plus proche qu'il y avait moyen d'atteindre. « Et quand il n'y avait qu'un groupe de trois simples soldats, l'un d'eux prenait le commandement, et les deux autres lui obéissaient. » C'est ce que racontait un officier autrichien prisonnier.

Preuve frappante de l'instruction approfondie de nos hommes à la suite de la réforme de l'armée.

Fransecki avait sans doute, dès onze heures, reçu avis de l'approche de la garde, mais les difficultés de la marche sur les routes et dans les champs détrempés étaient extrêmement grandes. Vers une heure, il fut refoulé jusqu'au bastion rocheux au nord de la forêt. Il s'écria : « Mes enfants, ici il faut tenir ou mourir. — Oui, Excellence, répondirent les hommes, nous tiendrons ou nous mourrons. » C'étaient des soldats de la Vieille-Marche et de Magdebourg. Entre une et deux heures, l'ennemi commença à se retirer lentement, sans doute par suite de nouvelles sur l'approche du prince royal; mais le combat dura encore jusqu'à deux heures et demie.

Les jugements ne furent pas en général favorables sur les résultats obtenus par les troupes chargées de la poursuite.

Quelques semaines après, Bismarck dit un jour à table :

« Devant Königgrætz j'ai regretté de ne m'être pas fait soldat; car, si j'y avais commandé une division de cavalerie, la poursuite aurait donné davantage. » Je répondis : « Si vous vous étiez fait soldat, il est probable que nous

n'aurions pas envahi la Bohême. » Il rit et ne me contredit pas.

Le second jour après la bataille, un télégramme de l'empereur Napoléon au roi parvint à Horsitz. L'Autriche lui avait cédé la Vénétie et demandé sa médiation pour un armistice et la paix avec nous et l'Italie.

Le roi répondit qu'il acceptait l'offre de la médiation, mais qu'il ne pouvait consentir à une suspension d'armes sans l'assentiment de l'Italie, et sans conditions de paix fixées d'avance.

Bismarck voyait dans cette brusque cession de la Vénétie le résultat des négociations secrètes nouées dans les dernières semaines entre l'Autriche et la France, et devina l'intention de Napoléon de rendre disponible l'armée autrichienne du sud pour la défense de Vienne. Il nous dit d'un ton grave, à Abeken et à moi : « Je prévois que dans quelques années Louis regrettera d'avoir pris ainsi parti contre nous ; il se peut qu'il le paie cher. »

Il fallait maintenant faire tourner autant que possible à notre avantage cette inévitable médiation de la France. Le prince de Reuss, qui, pendant plusieurs années, avait joui aux Tuileries d'une faveur marquée, se rendit à Paris avec une lettre autographe du roi, pour expliquer aussi de vive voix les raisons qui s'opposaient à l'acceptation d'un armistice sans base de paix fixée.

Le 5 juin, le *Moniteur* avait annoncé au monde que l'Autriche avait cédé la Vénétie, que la France s'était chargée de la médiation en faveur de la paix, et qu'elle avait fait les démarches nécessaires pour faire conclure une trêve. Ces démarches restèrent infructueuses en Italie également. Napoléon pensait pouvoir forcer les Italiens à déposer les armes, en leur donnant à entendre qu'il leur

destinait la Vénétie comme cadeau, mais qu'ils n'avaient pas le droit de mettre le pied sur ce territoire provisoirement français. Cependant le sentiment national italien se révolta contre cette prétention. Sur l'ordre du roi Victor-Emmanuel, le général Cialdini passa le bas Pô avec huit divisions et dirigea ses colonnes sur Rovigo et Padoue.

Grand fut l'embarras de Napoléon. L'impératrice et le ministre Drouyn de Lhuys le pressèrent de déclarer aussitôt la guerre, mais le prince Napoléon, Rouher et le marquis de Lavalette furent d'avis que l'empereur ne pouvait pas renier son passé, compromettre l'unité de l'Italie et faire obstacle au développement national de l'Allemagne du Nord. Ils insistèrent aussi sur ce point que, pour le moment, la France n'était nullement préparée à une grande guerre.

Ces objections firent leur effet. Goltz fut plusieurs fois reçu et écouté avec bienveillance. Chose curieuse, l'empereur lui fit même l'honneur de le prier de formuler les conditions de paix françaises qui, pour les points essentiels, devaient concorder avec celles exigées par Bismarck. Sa rédaction fut approuvée par l'empereur, communiquée au roi et, au bout de quelques jours, encore un peu développée sur la demande de Bismarck. Sur ces entrefaites, des Français étaient venus nous voir au quartier général. Le 11, à onze heures du soir, apparut à Zwittau l'ambassadeur de France Benedetti. On put encore lui procurer un logement, mais le secrétaire d'ambassade, Lefebvre de Béhaine, dut se contenter de la moitié de mon lit.

Bismarck accueillit ce gêneur de façon polie ; cependant l'irritation causée par cette visite lui donna des douleurs dans le pied gauche, qui durèrent assez longtemps. Benedetti demandait avant tout un armistice ; Lefebvre partit

pour Vienne, avec une proposition de trêve pour trois jours. Elle fut refusée. Lorsque les propositions de paix formulées à Paris arrivèrent, Benedetti se rendit en personne à Vienne, et revint le 19, pour assurer qu'elles étaient acceptées par le comte Mensdorff. On convint d'une suspension d'armes de cinq jours (à partir du 22 à midi), et les plénipotentiaires autrichiens, conduits par le comte Karolyi, arrivèrent à Nicolsbourg. Ce château morave de la comtesse Mensdorff offrit de confortables locaux pour tout notre quartier général, comme pour les hôtes autrichiens, français et italiens.

A en croire Benedetti, la paix pouvait paraître assurée; cependant sa conclusion fut combattue de bien des côtés, et notamment par des généraux influents.

Déjà pendant que le quartier général se trouvait à Brünn, des opinions contraires s'étaient fait jour. Dans un conseil de guerre, tenu en présence du roi, on recommanda vivement de ne faire la paix qu'à Vienne. Bismarck objecta ce qui suit : « Si l'armée ennemie abandonne Vienne à son sort, et se retire en Hongrie, il faudra bien que nous la suivions. Une fois le passage du Danube effectué, il sera bon de rester massé sur la rive droite; car le Danube est un défilé si considérable, qu'on ne saurait s'avancer parallèlement sur les deux rives. Mais une fois de l'autre côté, nous perdons nos communications d'arrière; le meilleur parti à prendre serait alors de marcher sur Constantinople, de fonder un nouvel empire byzantin, et d'abandonner la Prusse à sa destinée. »

Cette plaisanterie trancha la question pour le moment, comme le raconta le ministre. Plus tard, on exprima plus énergiquement encore le désir d'une entrée triomphale à Vienne. Bismarck dut bien souvent combattre cette idée,

non seulement pour laisser ouverte la possibilité d'une amitié future avec l'Autriche, mais aussi pour éviter une nouvelle effusion de sang, après avoir atteint le but effectif de la guerre.

Plus épineuse encore fut la question des acquisitions de provinces en Saxe, en Bohême et en Bavière, question soulevée par plusieurs personnages influents. Dans la plupart des lettres qui arrivaient de Berlin au quartier général, on traitait de l'annexion de la Saxe et de la Bohême septentrionale comme d'une chose absolument sûre. Des allusions à certains désirs ambitieux se trouvent aussi dans les lignes suivantes, que la comtesse de Bismarck m'adressait de Berlin, le 17 juillet :

« ... Ici tous les conservateurs appréhendent fort que nous ne nous montrions trop doux à l'égard du peuple ennemi ; ils m'assaillent de leurs instances, pour que je pousse à sévir. Je me désole moi-même de ce que nous ne devons pas faire notre entrée dans Vienne... Mes jeunes fils frémissent à l'idée que petit père puisse user de trop de clémence... Au fond tout m'est égal — si seulement je savais enfin que Bismarck est de nouveau complètement rétabli. Hélas ! — comment des douleurs nerveuses au pied peuvent-elles s'apaiser avec une si épouvantable tension d'esprit ? ... Ici, je ne sais ni qui vit ni qui meurt, à moins qu'on ne vienne me voir, tant je suis absorbée par ces braves femmes des soldats de la landwehr. Les dames de la société encore présentes sont occupées dans les hôpitaux toute la sainte journée, et ne pensent qu'à cela, quand elles ont l'amabilité de me faire une visite. »

Je ne crois pas que la comtesse ait importuné le ministre par l'énonciation directe de vœux politiques. Les observations qu'elle m'adressait me parurent destinées à lui être

lues; mais je me gardai bien de lui en parler, car ma conviction était que nous ne devions ni marcher sur Vienne, ni exiger pour la paix quelque territoire autrichien ou saxon. Le ministre parut heureux de m'entendre une fois exprimer cette opinion; Abeken et le comte Charles se renfermèrent dans un mutisme complet.

Notre souverain, après ces triomphes inouïs, était naturellement disposé à écouter les généraux. Il est notoire que Bismarck avec son programme de paix ne trouva pleine approbation et un soutien qu'auprès du prince royal. Mais il put faire ressortir que ce programme comprenait tout ce qu'on avait demandé avant l'ouverture des hostilités, et encore bien davantage.

Sans doute Napoléon avait insisté pour que la Confédération se limitât à l'Allemagne du Nord, et qu'on laissât aux états du Sud toute latitude de s'unir plus étroitement entre eux; mais notre complaisance inévitable dans ce sens devait à peine être considérée comme un sacrifice, car il fallait supposer que la Bavière et le Wurtemberg ne seraient pas de sitôt prêts à accepter le projet de réforme fédérale élaboré à Berlin. Il n'y avait d'assuré que les avantages ci-contre : l'Autriche renonçait à participer à la transformation de l'Allemagne ; la Confédération de l'Allemagne du Nord pouvait se fonder ; la Prusse acquérait le Schleswig-Holstein, le Hanovre, la Hesse électorale et le duché de Nassau, ce qui supprimait dans l'avenir toute possibilité de tentatives hostiles de la part des pays situés entre nos provinces.

Que si ces concessions énormes, arrachées à l'Autriche et à la France, n'étaient pas promptement ratifiées par un traité, nous étions menacés d'un grand danger; la France, secondée par la Russie, mettrait en question tous les

fruits de nos victoires, une fois que, selon toutes prévisions, notre superbe armée aurait été sensiblement affaiblie par des maladies épidémiques en Hongrie, dont le climat est si pernicieux au mois d'août.

Ajoutons que dès cette époque, on le sait bien, Bismarck ne perdait pas de vue cette perspective de nouer dans l'avenir des liens d'amitié sincère avec l'Autriche.

Au cours des négociations, le comte Karolyi demanda, sur le désir de la France, que la Saxe ne fût pas reçue dans la Confédération du Nord, mais qu'il lui fût loisible d'accéder à celle du Sud. « En ce cas, déclara Bismarck, la guerre recommencera le 27. » L'incident fut clos et, le 26, on signa le traité de paix préliminaire.

Le ministre d'Italie n'avait pas pu signer, parce qu'il n'avait pas reçu de pleins pouvoirs. Bismarck se chargea d'obtenir l'assentiment de l'Italie.

Avant la guerre, la Bavière avait refusé la coopération de son armée en Bohême ; aussi l'Autriche ne s'employa pas pour les intérêts de cet état comme pour ceux de la Saxe.

Pfordten vint à Nicolsbourg, mais on le renvoya aux conférences qui devaient avoir lieu à Berlin. Les autres états du Sud reçurent également l'avis d'envoyer des plénipotentiaires à Berlin en vue de la paix. L'armée du Mein, composée de trois divisions prussiennes, avait remporté de nombreux avantages sur les armées des quatre états du Sud, elle avait tenu ou passé la ligne du Mein. Personne ne souhaitait la continuation de la guerre.

A Nicolsbourg surgit pourtant encore le danger d'une intervention russe.

Le 24 déjà était arrivée de Saint-Pétersbourg la nouvelle que la Russie désirait un congrès, vu que les questions

pendantes ne pouvaient être tranchées sans l'assentiment de l'Europe. Bientôt après, le ministre de Russie à Berlin exprima ce vœu officiellement. En même temps le comte Goltz annonçait que l'empereur Napoléon voulait Landau et le Luxembourg.

Avant son départ pour Prague, le roi autorisa le ministre à répondre des deux côtés par un refus catégorique.

Le 30 juillet, notre plénipotentiaire militaire à Saint-Pétersbourg, colonel de Schweinitz, qui avait été dans la suite du roi à Kōniggrætz, et que l'empereur Alexandre voyait souvent, télégraphia que la Russie persistait à demander le congrès. Bismarck répondit sans attendre : « Le roi est absent ; mais moi je conseillerai de déchaîner toutes les forces nationales de l'Allemagne *et de pays limitrophes* contre l'étranger, si celui-ci tentait réellement de gâter les fruits de nos victoires remportées au risque de notre existence, — car la conséquence immanquable de cette tentative serait une agitation révolutionnaire chez nous. »

Cependant on avait conseillé à l'empereur Alexandre de s'entendre directement avec le roi, avant de s'avancer plus loin dans la voie du congrès. Il dit à Schweinitz qu'il serait heureux d'obtenir, par un envoyé de confiance, des renseignements sur le fond de la pensée du roi. En conséquence le général Manteuffel fut rappelé de son commandement à l'armée du Mein, dont la tâche était accomplie, et envoyé de Berlin à Saint-Pétersbourg avec une lettre autographe du roi. Il trouva l'empereur assez mal disposé, à cause du détrônement projeté de trois dynasties légitimes.

Manteuffel en avisa Bismarck par dépêche, et celui-ci répondit : Il est impossible que nous renoncions aux fruits

de nos victoires ; une pression de l'étranger nous pousserait à proclamer la Constitution de 1849, et à prendre des mesures révolutionnaires. Du moment qu'il doit y avoir révolution, nous aimons mieux la faire que la subir. »

L'empereur Alexandre écrivit ensuite au roi, que malgré le peu d'accueil fait à ses conseils, il ne pourrait pourtant jamais devenir l'adversaire de la Prusse.

Le danger d'une ingérence russe se trouvait ainsi heureusement écarté.

* * *

Déjà en Bohême et en Moravie, aussitôt après la bataille, la sollicitude de Bismarck se tourna vers l'entente avec le Landtag. Les nouvelles élections du 3 juillet avaient donné aux conservateurs plus de cent sièges, mais leurs voix et celles de quelques vieux-libéraux atteignaient ensemble à peine un tiers du nombre total.

Il s'agissait donc de gagner le centre gauche, groupe nombreux. Le ministre des finances, baron von der Heydt, conseilla vivement de promettre un bill d'indemnité dans le discours du trône. Bismarck avait approuvé cette idée dès le 1er juin. Il envoya un projet de discours du trône conçu dans ce sens à Berlin; ce projet se heurta à une vive opposition dans le ministère d'État. Dans cette demande d'indemnité on prétendait trouver l'aveu d'une faute, acte indigne d'un gouvernement qui savait n'avoir fait que son devoir ; cet aveu signifierait aussi une victoire complète des adversaires antérieurs. Maints conservateurs de nos amis écrivirent dans le même sens. Mais Bismarck ne démordit pas de cette idée, qu'en accordant l'indemnité, le Landtag reconnaî-

trait au contraire que le gouvernement avait bien agi, et conformément à son devoir, en administrant le pays pendant cinq années sans budget légal ; or, demander une pareille justification était aussi convenable qu'opportun.

Consultés par un homme sûr, des parlementaires de l'Allemagne du Nord, qui ne faisaient pas partie du Landtag, comme Oetker, Bennigsen et Miquel, firent entrevoir qu'il n'y avait pas d'autre moyen de gagner la confiance du grand parti des libéraux modérés en Allemagne. Bismarck jugeait la chose nécessaire, à cause du danger d'une guerre avec la France, guerre qui devait fatalement éclater tôt ou tard.

Le roi se prononça pour cette manière de voir, et approuva la rédaction du discours du trône le 3 août, à Prague, sur un rapport verbal dont j'avais été chargé. Bientôt après, Sa Majesté y ajouta encore de sa propre main deux phrases finales. Le 4, on revint à Berlin ; le 5, le Landtag devait se réunir dans la *Salle blanche* du château royal, pour entendre la lecture du discours du trône.

Dans le pays on attendait avec inquiétude la première manifestation du gouvernement au sujet de la politique intérieure. Beaucoup de jurisconsultes opinaient que l'imminence d'un agrandissement considérable du territoire prussien donnait au roi le droit formel de suspendre la constitution existante, pour se concerter avec les représentants du nouveau groupement au sujet d'une autre constitution. De l'avis de tous, la force nécessaire à l'exécution de tels plans ne manquerait pas.

Mais, lorsque le souverain couronné de lauriers proposa en termes solennels la réconciliation au Landtag assemblé, les cœurs tressaillirent de joie et de soulagement.

Dans les semaines suivantes, il y eut sans doute encore

beaucoup de criailleries désagréables à la Chambre des députés ; cependant le vieux général Stavenhagen, le porte-parole dans la lutte contre la proposition militaire de 1860, réussit à mettre la Chambre d'accord pour envoyer à la Couronne une adresse de remerciements convenable, à l'unanimité moins 5 voix.

Aussitôt après son arrivée à Berlin, Bismarck reçut une lettre de l'ambassadeur de France, qui contenait des demandes suprenantes.

Napoléon avait été obsédé par ses séides, qui le suppliaient de tirer un profit palpable du succès de sa médiation, pour réconcilier le monde politique de Paris avec l'énorme développement de la puissance prussienne. Il refusa, et se rendit à Vichy pour y chercher la guérison de cruelles souffrances. M. Drouyn de Lhuys l'y rejoignit, et proposa de demander, outre Landau et Sarrelouis, le Luxembourg, le Palatinat et la rive gauche hessoise du Rhin avec Mayence. On dit que Napoléon, torturé par ses souffrances, s'écria : « Faites ce que vous voudrez, mais laissez-moi la paix ». Le ministre s'en autorisa pour charger l'ambassadeur de ces insolentes demandes.

Benedetti eut deux entrevues avec Bismarck au sujet de ces prétentions de son gouvernement. Celui-ci répondit tranquillement : « Vous savez bien que nous ne pouvons pas céder de territoire allemand. Vous voulez donc la guerre ; vous l'aurez. Nous convoquerons toute la nation allemande contre vous ; nous allons aussitôt faire la paix à tout prix avec l'Autriche ; si c'est nécessaire, nous nous résignerons à rétablir l'ancienne Confédération, et alors, unis à l'Autriche, nous tomberons sur vous au nombre de 800.000 hommes. Nous sommes prêts, vous ne l'êtes pas.

Nous vous prendrons l'Alsace. Voilà ce qui arrivera, si vous manifestez vos exigences. »

Benedetti observa qu'il verrait bientôt l'empereur, et lui conseillerait de ne pas céder, parce que sans cela sa dynastie serait en danger.

« Ajoutez, dit Bismarck, que, pendant notre grande guerre, il peut y avoir aussi des poussées révolutionnaires, et que la dynastie impériale serait moins en sûreté que les trônes allemands. »

L'ambassadeur reçut du roi en personne les mêmes rebuffades.

Au bout de quatre jours, le comte Goltz put mander que le danger de guerre était écarté ; que l'empereur déplorait la méprise arrivée pendant sa maladie. Drouyn de Lhuys rentra dans la vie privée ; Benedetti dut nous informer que sa dernière communication à Paris serait considérée comme non avenue.

Malgré ces désagréments subis par la France, l'ambassadeur fut de nouveau chargé, le 20 août, de nous adresser des désirs d'annexion. Il s'agissait de Landau, de Sarrelouis, du Luxembourg et de la Belgique. Pour les villes allemandes, on ne put que lui répéter ce qui avait déjà été dit. Quant à la question de la Belgique, Bismarck jugea à propos de la traîner en longueur, non seulement à cause des nombreuses négociations de paix encore pendantes, mais aussi dans l'intention de reporter à plus tard un conflit avec la France, de l'éviter à jamais si possible, tout au moins jusqu'à ce que nos institutions militaires eussent donné de bons résultats dans les provinces nouvelles et dans les états de la Confédération.

Dans le courant d'août furent menés à terme les traités de paix avec le Wurtemberg, Bade et la Bavière, en même

temps que des alliances offensives et défensives secrètes avec ces trois états pour le cas de guerre. Dans le traité de paix avec la Hesse-Darmstadt une convention militaire était superflue, parce que la province de la Hesse supérieure, située au nord du Mein, devait entrer dans la Confédération du Nord. Savigny ne termina les pourparlers avec la Saxe qu'en octobre, tandis que Bismarck restait à Putbus, atteint d'une maladie nerveuse.

On délibéra avec l'Autriche à Prague, et, le 23 août, tout fut conclu sur la base du traité de Nicolsbourg.

Bientôt après, le comte Menabrea vint à Vienne pour y défendre les intérêts de l'Italie. L'Autriche demandait, qu'outre les anciennes dettes de la Vénétie, l'Italie prît aussi 75 millions de florins de la dette autrichienne; mais Menabrea n'en voulait consentir que 26. Bismarck, trouvant justes les calculs de l'Italie, remit la démobilisation de nos armées jusqu'à la solution de cette difficulté, et obtint qu'on tombât bientôt d'accord sur le chiffre de 35 millions. Le 3 octobre, enfin, le traité de paix entre l'Autriche et l'Italie fut également signé.

*
* *

Au Landtag, le rapport sur le bill d'indemnité fut fait au nom de la commission par un membre du centre gauche, le député Twesten, connu comme jurisconsulte et orateur distingué. Il conseilla instamment la réconciliation. En séance plénière, Bismarck dit entre autres choses:

« Dans les dernières années, nous avons, des deux côtés, défendu notre point de vue avec plus ou moins d'âpreté ou de bienveillance, personne n'a réussi à convaincre l'autre. Chacun a cru bien faire, en agissant comme il l'a fait. Même en matière d'affaires étrangères, une paix se

conclurait malaisément, si l'on exigeait, comme condition préalable, que l'une des parties avouât d'avance : *Je le reconnais maintenant, j'ai mal agi.*

« Nous souhaitons l'apaisement, non parce que nous sommes hors de combat ; au contraire, le courant nous serait plus favorable qu'il y a des années ; pas non plus pour esquiver une accusation dans l'avenir ; car je ne crois pas qu'on nous accuse, je ne crois pas que, si cela se fait, on nous condamne. On a fait beaucoup de reproches au ministère, mais celui de la timidité serait nouveau.

« Nous désirons la paix, parce que le pays en a besoin, en ce moment plus qu'auparavant, parce que nous espérons la trouver maintenant ; nous l'aurions cherchée plus tôt, si nous avions espéré la trouver plus tôt. »

Puis il développa les idées suivantes : « On ne peut résoudre qu'en commun les grandes difficultés prochaines, en reconnaissant que des deux côtés on sert la même patrie avec la même bonne volonté. La tâche de la politique extérieure n'est pas encore terminée. A Vienne, règne toujours une disposition hostile, ainsi que le montre la presse. Des troupes bavaroises ont traîtreusement tiré par les portières d'un train sur des officiers prussiens. Quelques gouvernements allemands accueillent d'une façon satisfaisante nos projets d'institutions communes, mais d'autres se montrent récalcitrants. En Europe, on trouverait à peine une puissance qui voie d'un bon œil la constitution de la nouvelle communauté allemande, et qui n'éprouve pas le besoin d'y contribuer à sa façon.

« L'union de tout le pays est donc nécessaire, et pour l'action, et pour l'impression à produire sur l'étranger. »

Là-dessus la Chambre adopta le bill d'indemnité par 230 voix contre 75.

Les conservateurs ne pouvaient guère voter contre, bien qu'à leur avis le gouvernement eût fait trop d'avances à l'opposition antérieure. Dans la Chambre des Seigneurs, Kleist-Retzow déplora cette pernicieuse condescendance du gouvernement, puis le bill fut approuvé à l'unanimité.

On discuta ensuite le projet de loi sur les destinées du Hanovre, de la Hesse électorale, Nassau et Francfort, et celui concernant le Schleswig-Holstein, qui ne fut présenté qu'après la paix de Prague.

Le ministre-président se rendit en ce temps-là souvent dans les commissions de la Chambre des députés. Le comte Eulenbourg, qui s'y trouvait toujours, me dit une fois : « Bismarck n'est plus reconnaissable. Il répond aux questions et objections les plus sottes avec une inlassable patience et — le dirai-je ? — avec une enfantine amabilité. C'est un homme bien extraordinaire. »

Pour les pays conquis, le gouvernement n'avait proposé que l'union personnelle avec la Prusse pendant une période de transition. La commission alla plus loin, et recommanda l'annexion immédiate, avec remise au 2 octobre 1867 de l'application de la loi constitutionnelle. Cette mesure fut adoptée en séance plénière. En conséquence, nos institutions militaires purent être introduites sans délai dans les nouvelles provinces.

En septembre, Bismarck se plaignait souvent du complet épuisement de ses forces. Observons ici qu'après la guerre, le comte Charles Bismarck et moi nous fûmes avisés que notre couvert serait mis tous les jours à dîner. Or, après le repas, en fumant son cigare, le ministre parla souvent de politique, ce qui n'arrivait généralement pas le soir, à la table de thé.

Il se plaignait donc souvent d'épuisement total et de sénilité. « Le meilleur parti à prendre pour moi serait de me retirer maintenant. Je pourrais le faire avec la conscience d'avoir rendu des services à mon pays, et la certitude de laisser cette impression. Je ne sais si je pourrai encore accomplir le reste de la tâche ».

J'observai qu'une retraite complète me paraissait impossible, mais qu'il serait bon d'aller passer l'hiver dans le Midi, à San Remo ou ailleurs, pour travailler au printemps à l'édification de la Confédération du Nord.

Il répliqua : « Cela part d'un bon sentiment, mais c'est peu pratique. Il faut forger le fer tant qu'il est chaud. Il n'est pas vraisemblable que l'on retrouverait au printemps la même ardeur de patriotisme que maintenant, si on ne l'entretient pas aussitôt par de substantiels aliments, si les gens surexcités ne trouvent pas une occupation de tous les instants. En Poméranie, les femmes disent, quand approche l'heure de la délivrance : « Maintenant, il faut faire face au danger. » C'est mon cas actuellement. Si je ne me retire pas complètement pour qu'un autre fasse la besogne, — d'ailleurs, je ne sais qui proposer à cet effet — il faudra que je risque de succomber à la peine ; je ne pourrai pas aller me promener pendant six mois, il faudra que je me remette à la hie, dès que mes nerfs brisés auront été quelque peu rafistolés. Aussi, je vais aller passser quelques semaines au bord de la Baltique. »

Le 20 septembre, Berlin était pavoisé en l'honneur de la rentrée des troupes victorieuses. Bismarck chevaucha, comme général de brigade, à côté de Moltke et de Roon, immédiatement devant le roi.

Dans la Chambre, il restait encore une importante pro-

position à faire adopter. Le gouvernement avait demandé un crédit extraordinaire de 60 millions de thalers pour la défense du pays, mais la commission, après des débats prolongés, avait refusé ce crédit. Le député Michaelis fit une motion favorable à la demande du gouvernement, mais l'issue était douteuse. A ce moment, un chef du centre gauche, M. de Bockum-Dolffs, dit au député conservateur Wagener, alors employé au ministère d'État, de prier le ministre-président d'assister le 24 à la discussion à la Chambre, qu'à lui *personnellement* on accorderait le crédit [1].

Bismarck y alla, et demanda que l'on considérât la proposition moins au point de vue des chiffres qu'au point de vue politique. Puis il dit : « Par cette demande, le gouvernement du roi vous adresse avant tout cette question : avez-vous confiance en la manière dont nous avons jusqu'ici dirigé notre politique extérieure? Voulez-vous attester la ferme résolution du peuple prussien de garder, et, s'il est nécessaire, de défendre les conquêtes de la dernière guerre? J'espère que cette nécessité ne se présentera pas; j'espère que, dans les années qui vont suivre, nous pourrons développer en paix, pour le bien de l'Allemagne, ce que nous nous sommes proposé cet automne; mais nous n'en avons pas la certitude... Je promets, au nom du gouvernement, que ce crédit ne sera employé qu'à la défense du pays. C'est dans ce sens, Messieurs, que je vous prie d'affirmer, par votre consentement, notre désir sincère et profond d'apaiser les esprits, et de travailler en commun au bien du pays, de notre double patrie, la petite et la grande. »

[1] Cet incident est confirmé par Bernhardi. *Ma Vie*, vol. VII, p. 304.

Le comte Schwerin déclara reconnaître *avec joie* que son appréciation antérieure de la politique gouvernementale avait été erronée, et qu'il accordait maintenant une confiance pleine et entière au ministre-président. Sur ce, le crédit fut accordé par 230 voix contre 75.

Le 26, Bismarck partit pour la Poméranie avec sa famille ; le 27, le Landtag fut prorogé à six semaines.

CHAPITRE X

SEPTEMBRE 1866 JUSQU'A OCTOBRE 1867.

PUTBUS. — FONDATION DE LA CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD. — LA QUESTION LUXEMBOURGEOISE. — RÉFORME DU ZOLLVEREIN. — VARZIN. — OUVERTURE DU BUNDESRAT. — SÉANCE D'AUTOMNE DU REICHSTAG.

Dans le cercle de Greifswald, le château de Carlsbourg est situé au milieu d'un beau parc dont les prés et les eaux sont bordés de vieux arbres. Le propriétaire était, à cette époque, le général comte Frédéric de Bismarck-Bohlen, frère aîné du comte Charles, qui avait fait partie du quartier général pendant la guerre.

C'est là que se rendit le ministre, le 26 septembre. Trois jours après, au début des vacances scolaires, la comtesse l'y suivit avec ses enfants. En route, elle apprit par le comte Frédéric que son mari était tombé malade, et avait failli s'aliter. Le 30, elle écrivait :

« ... Plus nous approchions de Carlsbourg, plus augmentait ma crainte de voir son état empiré. Mais ma joie fut extrême de le trouver debout, et bien moins mal que ne le présageait la mine désolée de Fritz. Il est abattu, nerveux, sans appétit, mais guère autrement que la semaine d'avant. La politique lui donne des idées noires, ou de l'irritation. Mais quand il reste tranquillement assis à regarder le ciel bleu et les vertes prairies, ou à feuille-

ter des livres illustrés, cela va assez bien. Carlsbourg est d'une idéale beauté, ses habitants d'une amabilité sans bornes. Ah ! que je suis aise d'être ici, — il se remettra bien vite, dès qu'il pourra rester en plein air. Nous voudrions bien voir Struck[1]...

« Bismarck sait par les journaux qu'Edwin[2] recommence ses manifestations au sujet du Schleswig septentrional. C'est très désagréable. Que M. de Thile prie le roi de décider Edwin à réprimer ses velléités oratoires... Je vous en prie, dépêchez-nous Struck, s'il y a possibilité... »

Dans une lettre postérieure, il était dit :

« ... Demain, nous irons avec les enfants à Rügen, puis à Kroechlendorf. Le 14, dimanche, les fils retourneront à Berlin pour la reprise des cours ; nous, Dieu sait quand, mais je crois que cela ne tardera pas... »

Putbus, mardi soir (9 octobre).

« ... Vous vous figurez sûrement que nous nous promenons en grande liesse d'un endroit à l'autre de Rügen, heureux des délices que nous promet l'air salin. C'était aussi notre pensée, au départ de Carlsbourg, samedi matin, et même pendant toute la journée, car Bismarck se sentait fort bien, et escomptait sa joie de nous montrer tant de choses. Nous nous couchâmes gaîment ; mais, deux heures après, nous fûmes éveillés par de terribles souffrances, causées à mon pauvre et cher Bismarck par une épouvantable gastralgie, venue soudain, j'ignore absolument d'où. Tous les remèdes employés par le mé-

[1] Le médecin, Dr Struck, partit le 2 octobre pour Carlsbourg.
[2] Général de Manteuffel.

decin, accouru en toute hâte, et ceux que je lui avais déjà administrés auparavant demeurèrent impuissants. Une injection de morphine finit par amener une accalmie, mais les angoisses que nous souffrîmes, et les tortures qu'il subit furent sans bornes. Ajoutez à cela cette odieuse hôtellerie, avec son perpétuel tapage, — dans la mêlée la plus ardente, le grabuge ne saurait être plus grand, — roulements de voiture incessants, fenêtres grelottantes, portes mal closes, c'était affreux. Je bénis mille fois le prince de Putbus, qui, en apprenant notre détresse, vint nous voir en toute hâte, et nous contraignit à déménager dans un charmant pavillon, qu'il habitait avec sa famille, après l'incendie de son château. Nous y sommes installés ou couchés, séparés du monde entier, au milieu de la verdure des haies et des pampres, parmi les roses d'automne, avec vue sur la mer, soignés on ne peut mieux par le cuisinier, le valet de chambre et la bonne que le prince a mis à notre disposition. Si nous avions la santé, ce serait une existence paradisiaque, telle que nous l'avions rêvée ; mais le souci, la mortelle inquiétude causée par la vue de ce cher Bismarck, étendu là pâle, épuisé, morne, pour qui l'on ferait tout afin de le tirer de là, et qui, en dépit des soins, des soucis, des prières, garde un aspect minable, qu'il n'a plus eu depuis 1859 ; ah ! c'est tellement triste, qu'on en voudrait pleurer de longues heures. Si on le pouvait au moins, on se sentirait peut-être le cœur plus léger.

« ... A Carlsbourg, Bismarck ne s'est pas porté un seul jour aussi bien qu'à Berlin ; pas une nuit de bon sommeil, une mine de papier mâché, un malaise général...

« Il me semble que nous ne pourrions guère penser au retour avant une quinzaine. . . . .

« Les gamins ont été à Stubbenkammer, et deux fois au pavillon de chasse ; ils sont enchantés de toutes ces splendeurs. Leur joie me met du baume dans le cœur. Les Putbus nous comblent de toutes les manières ; — Dieu le leur rende au centuple en félicités célestes ! — des félicités *terrestres,* ils en ont plus et d'aussi attrayantes que n'importe qui en ce monde. Mes jeunes gens ne s'arrêtent pas de s'extasier sur ces charmantes gens...

« Mes meilleurs compliments à tous les Berlinois, à Obernitz également ; racontez-leur nos infortunes, priez-les, en mon nom, d'implorer pour nous la grâce du Seigneur, pour qu'il nous secoure et rende la joie à nos cœurs... »

Putbus, 11 octobre.

« ...Le médecin affirme qu'il va mieux, mais les progrès sont si lents, sa mine si déplorable, que je ne cesse de me tourmenter à son sujet.

« ... Les petits partiront dimanche, pour être en classe lundi. Cette séparation sera pour moi bien pénible, parce qu'ils sont le seul réconfort de mon âme prostrée, surtout Bill, avec son imperturbable bonne humeur. *Notre retour à nous* se fera encore attendre, je le crains bien, mon cher Monsieur de Keudell ; je ne pense pas que nous puissions nous en aller avant huit-dix jours ; et puis, il faudra bien un arrêt à Carlsbourg, parce que le voyage d'une traite serait trop long, — bref, avant quinze jours, pas de retour probable. Ainsi ce brave tapissier pourra, sans être dérangé, coller, peindre, marteler et faire à sa guise. Mais, avant tout, qu'il arrache les bandes vertes du cabinet de Bismarck, et les remplace par des grises, — je crois que dans la chambre à coucher il y en a aussi ; — qui sait

19

si cette couleur vénéneuse n'a pas empiré l'état de mon pauvre valétudinaire. Quant aux modifications intérieures de l'appartement, changement de destination des pièces, etc..., on verra, quand il sera rentré à Berlin ; je crois que maintenant toute pensée de modification l'horripilerait. Mais cela n'empêche pas qu'il ne faille tout nettoyer et remettre en ordre, c'est d'une stricte nécessité...

« Pour moi, je suis ébahie d'être si forte, et prie Dieu qu'il me maintienne en cet état... »

Putbus, 13 octobre 1866.

« ... Les fils rentreront demain, et vous raconteront ce que vous désirez savoir ; ils ont eu beaucoup de distractions à Rügen, quatre fois au pavillon de chasse, à Stubbenkammer, des promenades, et se sont, Dieu merci, toujours bien portés. Nous autres, nous n'avons pas quitté Putbus, et les soucis ne nous ont pas quittés non plus. Mauvaise journée hier, grande faiblesse, grande dépression, mine abominable ; aujourd'hui, Dieu soit loué, la nuit fut meilleure, et les choses reprennent un aspect plus riant. S'il plaît à Dieu que ce mieux s'accentue de jour en jour, on pourrait reprendre courage... Justement Bismarck me demande à qui j'écris ? Il vous envoie ses compliments cordiaux, — même une commission. Par-dessus le journal qu'il est en train de lire, il dicte : « Dans une réunion électorale on a posé cette question : « Bennigsen en Hanovre « et Braun à Nassau sont-ils éligibles à la Chambre ? » On l'a nié. Je tiens cette opinion pour erronée et ces gens pour éligibles, du moment qu'ils sont Prussiens maintenant. Demandez l'avis du ministre de la justice, et faites, à l'occasion, défendre dans la presse l'éligibilité de ces nouveaux Prussiens. »

« L'Autriche a pris Beust (voir le *Kladderadatsch*) à son service ; ce choix n'augmente pas précisément la confiance de Bismarck en nos futurs amis...

« Les gamins vont nous faire joliment défaut ; quant à eux, ils regretteront le pavillon de chasse, bien plus que nous, parce que les Putbus les y ont reçus avec une angélique affabilité, et qu'ils y ont été comme chez eux.

« Mon cher monsieur de Keudell, j'ai un sacrifice à vous demander. Ce n'est pas un bien grand dérangement, et moi, cela me tranquilliserait énormément. Pourriez-vous, quand vous n'êtes pas invité à dîner en ville, dîner tous les soirs à six heures au 76[1] ? Vous seriez un tel porte-respect pour nos jeunes gens, qui, bien entendu, font de Jenny[2] ce qu'ils veulent, quand ils ne vont pas jusqu'à la disputer. Vous n'avez pas un mot à dire, si vous n'en avez pas envie ; votre seule présence suffirait pour les tenir en bride. Bismarck se joint à moi pour vous demander cette complaisance...

« Ci-inclus une masse de lettres ; il y en a de fort importunes et dépourvues de tact ; vous êtes prié de les distribuer à qui de droit, pour y répondre, presque toutes probablement à Wagener et à Zitelmann. Outre ces suppliques, il nous arrive journellement des stomachiques, des recettes, des gouttes et des conseils ; on ne sait qu'en faire.

« Je vous prie de remercier Savigny pour son aimable lettre ; dites-lui que Bismarck a été fort satisfait de ses renseignements, et a dit : « Savigny est maintenant un vrai trésor pour moi... »

[1] Wilhelmstrasse, 76, ministère des Affaires étrangères, alors comme aujourd'hui.

[2] Jenny Fatio, de la Suisse française, entrée comme bonne dans la maison, alors femme de charge.

Putbus, 15 octobre.

« Il dicte :

« Dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord* se trouve une fort maladroite correspondance sur la Hesse électorale, datée de Marbourg, 10 octobre. On y dit que l'Électeur a vendu ses sujets à quatre thalers par tête. Il est évident qu'on s'en servira pour détourner le roi Georges de tout arrangement. Une fois pour toutes, ce n'est pas notre affaire de publier à son de trompe dans des feuilles officieuses la répugnance qu'inspire l'annexion dans les nouvelles provinces. Si Brass[1] n'a pas de correspondants plus malins, il fera mieux d'imprimer des extraits de l'*Ami des Enfants*, pour noircir ses colonnes.

« Nous nous arrêterons sans doute vingt-quatre heures encore à Carlsbourg, parce que la traite d'ici Berlin serait trop longue pour Bismarck. Il n'est pas impossible non plus que nous fassions une halte aussi à Kroechlendorf — il en a parlé aujourd'hui, — mais, avant tout, il faut qu'il soit transportable, et on ne saurait encore y songer. Je vous informerai par chaque courrier ; plaise à Dieu que ces nouvelles soient de jour en jour meilleures. L'hypothèse me paraît absurde en ce moment, que Bismarck puisse, avant nombre de semaines, avoir affaire au parlement et autres... »

Putbus, 17 octobre 1866.

«...Herbert vient de m'écrire que vous avez déjà eu la bonté de dîner avec mes fils. Je vous en remercie bien cordialement, ainsi que pour votre lettre, et toutes les innovations faites dans la maison. La cheminée de la chambre

[1] Alors rédacteur en chef de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*.

à coucher fait tant de plaisir à mon pauvre mari, qu'il en a déjà parlé plusieurs fois avec une grande satisfaction. Plaise à Dieu qu'il puisse en jouir bientôt dans tout l'éclat de la santé, et qu'il n'ait plus besoin de traitement aucun. A vrai dire, il se trouve ici dans les meilleures conditions de confort, d'alimentation, de calme et d'air. Une fois par jour, il voit la charmante princesse, et en dehors de nous autres, paisibles créatures, personne que notre bonhomme de docteur, qui est la sagesse et la bonté mêmes. La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, parfois aussi celle de *la Croix*, des livres venus du pavillon de chasse ou du collège, voilà ses lectures, qui le laissent bien calme. Il se promène une heure sous le soleil d'automne, dans le parc, la faisanderie ou le potager, suivant que ses forces ou le vent le lui permettent. Tout serait parfait, mes fils vous en parleront plus en détail, si quelque sorcier glissait subrepticement un petit poêle dans le salon. L'absence de ce meuble indispensable va sans doute bientôt nous bannir dans des locaux chauffables. Maintenant cela peut passer encore, mais dès que le thermomètre tombera encore de quelques degrés, adieu le pavillon... »

Putbus, mardi, 21 octobre.

« ...Bismarck dicte :

« Le décret qui doit appeler sous les drapeaux, par mesure rétroactive, les jeunes gens du Schleswig-Holstein jusqu'à l'âge de vingt-quatre ans, se justifie au point de vue militaire, mais manque d'opportunité au point de vue politique. On trouvera injuste que les hommes qui ne purent faire leur service en temps voulu, sans qu'il y eût de leur faute, soient arrachés à leurs foyers, maintenant que la plupart ont une position stable, peut-être même un ménage. Je

crains que cette mesure n'ait une influence désastreuse sur l'opinion et les votes futurs dans le Schleswig septentrional...

« Il y a eu ici, hier et aujourd'hui, un vent à décorner les bœufs ; hier pas de soleil ; aujourd'hui du soleil. Les Putbus semblent craindre que ce vent ne nous enlève soudain ; aussi ce matin, à la première heure, pendant que nous dormions encore, ils ont vivement fait poser un petit poêle en fonte dans le salon ; s'il fait son devoir, nous resterons peut-être encore un peu plus longtemps, parce que l'isolement plaît à Bismarck, et que le petit docteur avec ses potions anodines semble lui faire du bien. Dieu soit loué !

« Le voici qui dicte encore :

« La précipitation du retour des troupes françaises du Mexique n'est pas sans importance pour nous, en ce qui concerne le règlement de nos rapports avec la France. Je voudrais que l'on attirât l'attention de Sa Majesté sur ce point. »

Putbus, vendredi soir, 24 octobre.

« Il est en train de dicter :

« Le journal d'aujourd'hui contient le texte de la convention avec la Saxe. Je n'y trouve pas les deux clauses : 1° l'effectif réel des troupes saxonnes dépendra toujours de notre roi ; 2° nous pourrons toujours entrer en Saxe et y tenir garnison. Ces deux articles, me dit Fabrice[1] avant mon départ, seront accordés sans peine. Ces clauses sont *indispensables ;* nous allons être obligés maintenant de les généraliser et de les introduire comme telles dans la charte

[1] Général de Fabrice, ministre de la guerre du roi de Saxe.

de la Confédération. Cette tâche eût été plus facile si on les avait stipulées avec la Saxe. N'en dites rien à Savigny, puisqu'il n'y a plus à y revenir. Mais, si vous savez quelque chose qui puisse contribuer à me tranquilliser à cet égard, écrivez-le nous.

« ... Bismarck dit que cette affaire de troupes était en réalité le point principal, que tout avait été arrangé de vive voix, et qu'il ne concevait pas d'où pouvait venir pareille atténuation... La joie que lui causa hier la conclusion de la convention annoncée par Savigny m'avait réconfortée, et son abattement d'aujourd'hui m'inquiète beaucoup.

« Sans cela il n'est pas trop mal, grâce à Dieu ; il s'est de nouveau promené pendant deux heures, mais le cigare et le vin ne lui disent pas encore ; Putbus apporte un tas de choses, du moselle léger, du vin du Rhin de tous les degrés, du bordeaux exquis, du porto, du xérès, du champagne — rien ne lui convient jusqu'à présent. Il ne boit que quelques gouttes de vin rouge ou de champagne *étendu d'eau*. Cela me tourmente, surtout que le docteur n'y comprend rien, ce qui me paraît grave... »

Putbus, 25. 10. 66.

« ... Vous devez être rassuré au sujet du petit poêle. Je répète aujourd'hui son éloge, à cause de sa puissance calorique, bien supérieure à sa taille. Nous avons eu deux véritables journées d'hiver avec de la gelée blanche et un vent pénétrant, et le petit poêle nous donna pourtant de 16 à 18 degrés... La princesse est vraiment d'une bonté enchanteresse ; tous les jours elle vient, sa cordialité reste immuable...

« Hier nous fûmes derechef au pavillon de chasse, et, tandis que la princesse se promenait à cheval avec Lottum et Talleyrand[1], tandis que le prince et moi nous circulions à pied, Bismarck s'en alla en voiture, couvert de fourrures, les pieds dans une chancelière, jusque dans les fourrés de a forêt, sous la conduite d'un garde forestier. Il tua un dix cors; ce plaisir le fatigua un peu, de sorte que je verrais avec joie la suite remise à la semaine prochaine.

« Il peut, sans fatigue, se promener dans le parc trois heures de suite; son appétit semble revenu, son sommeil est meilleur qu'à Carlsbourg ; mais il fume toujours fort peu : deux cigares par jour; le vin ne passe qu'avec peine. »

Putbus, 26. 10.

« Bismarck dit :

« Les correspondances de Brass, venues des nouvelles provinces, ne sont toujours pas de mon goût. Elles avouent beaucoup trop que le mécontentement règne contre nous. C'est vrai, sans doute, mais ce n'est pas à nous de le publier officieusement à son de trompe; nous devons traiter ce symptôme de crétinisme particulier à quelques hobereaux. Ce que les rapports officiels en disent doit rester dans les archives, et ne pas être confié à Brass. Nos aveux officieux au sujet de ce mécontentement ne seront considérés à l'étranger que comme le dixième de la vraie vérité, vu que personne ne nous attribue la dose de franchise naïve que possède Brass...

[1] Comte de Lottum, frère du prince de Putbus ; comte de Talleyrand, alors lieutenant au 2e régiment des dragons de la garde.

« Qu'il n'écrive pas d'articles chauvins sur le Luxembourg... »

Putbus, 30. 10. 66.

« C'est Bismarck qui dicte :

« Que Brass évite les rodomontades théoriques, comme celles du n° 253, contre le ministre badois Freydorf ; qu'il ne fourre pas toujours sous le nez des petits états, que nous voulons amadouer, son poing de grande puissance. Il vaut bien mieux adresser des flatteries aux petits, dont nous avons besoin, et à leurs ministres, plutôt que d'amener des disputes au moyen de théories constitutionnelles tirées par les cheveux. Plus nous agirons *fortiter in re*, plus nous pourrons écrire *suaviter in modo*. Les feuilles officieuses doivent éviter ce ton de chicane. Même pour nos affaires intérieures, il est absolument nuisible d'exposer des théories sans fard, et de renoncer à une draperie constitutionnelle. *Toute vérité n'est pas bonne à dire*. Que Brass lise cette sage maxime de Hamlet, où il recommande de croire, mais non d'imprimer ce fait patent, que les vieilles gens ont les cuisses débiles ; qu'il traite convenablement les ministres des petits états nos amis, même quand ils infligent à leurs assemblées leur collection de phrases prud'hommesques. »

Avant de reproduire les dictées qui vont suivre, j'intercalerai ce fait : en août 1866, les états de l'Allemagne du Nord s'étaient engagés par traité à former une confédération sur la base des conditions générales qui leur avaient été communiquées en juin. Là-dessus, le ministre président avait demandé à ses collègues de se partager la besogne, en étudiant chacun les matières de son ressort, et de préparer, sous une forme à peu près définitive, d'après les

lignes générales convenues, la future charte de la Confédération de l'Allemagne du Nord. Il se réserva de fixer la délimitation des pouvoirs respectifs de la présidence et des membres de la Confédération. La dictée suivante du 30 octobre contient des indications à ce sujet :

« Savigny connaît-il les projets faits pour la constitution fédérale de l'Allemagne du Nord? Ils sont de Hepke[1], Bucher et Duncker[2]. Qu'il les étudie et se rende compte des objections qu'il trouvera à y faire. Ils sont d'une centralisation trop prononcée pour que les Allemands du Sud soient jamais tentés d'y accéder. Il faudra se tenir, dans la forme, plus près de la fédération d'États, mais donner à celle-ci, dans la pratique, la nature de l'État fédéré, en employant des termes élastiques, peu apparents, mais d'une vaste portée. Comme autorité centrale fonctionnera donc, non un ministère, mais une diète fédérale (*Bundestag*), auprès de laquelle nous réussirons, si nous nous appuyons tout d'abord sur le système des curies de l'ancienne Diète.

« Il faudra donc déterminer les attributions des institutions centrales. Nous maintiendrons le programme publié avant la guerre, que les lois fédérales résulteront de l'accord entre la majorité du Bundestag et celle des représentants du peuple.

« Plus on s'attachera aux moules antérieurs, plus la chose sera facile, tandis qu'en s'efforçant de faire jaillir de la tête de la présidence une Minerve armée de pied en cap,

[1] Hepke, conseiller secret de légation, rapporteur au département politique.
[2] L'historien Max Duncker, à l'époque conseiller rapporteur auprès du prince royal.

on enliserait l'affaire dans les discussions doctrinaires.

« Les autorités centrales pour le commerce, les douanes, les voies ferrées, etc..., seront, à mon avis, le mieux constituées par des commissions spéciales de trois ou cinq membres, nommés par les gouvernements. Ces commissions rédigeront les matériaux destinés à l'élaboration législative et soumis aux votes du Bundestag et du Reichstag. Partager ce dernier en deux Chambres alourdirait le mécanisme, tant qu'il existera encore une autre Assemblée votante comme le Bundestag, sans compter la masse des autres diètes.

« Je conseillerais plutôt une Assemblée unique, dont les membres seraient issus de différents modes d'élection ; la moitié environ serait élue par les cent contribuables les plus imposés de circonscriptions électorales comprenant 200 000 habitants, l'autre moitié serait directement désignée par le suffrage à un degré. Cependant je n'attribue pas à ces questions une importance de premier ordre. Le point principal est pour moi : pas de traitements, pas d'électeurs de second degré, pas de cens, à moins qu'il n'ait la portée indiquée plus haut.

« Vous aurez la bonté de communiquer ces idées aux intéressés. Bismarck s'échauffa tellement à dicter, qu'il n'en finissait plus ; il s'occupe aussi beaucoup du futur parlement, occupation peu favorable à ses nerfs, qui sont loin d'avoir repris leur aplomb. Cette dictée a suffi à le lasser, à l'énerver, si bien qu'il dut s'arrêter un instant et aller prendre l'air, indice qui interdit encore toute visite d'affaires, par exemple Savigny avec ses rapports. Dieu merci, la situation est meilleure qu'à Berlin et que dans les quinze premiers jours d'ici, mais elle n'est de loin pas encore assez bonne pour se plonger des heures et des

heures dans les affaires fédérales et parlementaires, excès inévitable à l'arrivée de Savigny. Aussi j'ai conféré avec notre petit esculape, et voici sa décision : les affaires à plus tard, il le faut à tout prix. J'ai donc décommandé Savigny par dépêche ; mais cela ne doit pas vous empêcher, vous, mon cher monsieur de Keudell, de venir ici *par affection* avec toutes sortes d'anecdoctes récréatives et étrangères à la politique. On attend Charles d'un instant à l'autre au pavillon de chasse, ne pourriez-vous pas vous joindre à lui?

« Le salon d'ici est fort petit ; je frissonne à l'idée d'y voir Savigny causer à perte de vue de ses interminables affaires. Thile, qui sait reconnaître le grand mérite de Savigny, disait dernièrement encore : *il me tue à parler*. Mais veuillez dire à Savigny, pour qu'il n'attrape pas de gastralgie par contrariété, que, d'après mes prévisions, Bismarck sera plus en état de l'écouter à Krœchlendorf, où il lui sera plus facile et moins incommode d'aller. Flattez Charles un peu de ma part, afin qu'il ne s'en vexe pas trop ; mais réellement Bismarck n'est pas encore assez solide ; et il faut que j'accomplisse jusqu'au bout ma fonction de cerbère.....

« Loulou m'écrit de Bonn[1] une lettre charmante. Elle est très satisfaite de son séjour là-bas, ce qui me fait bien plaisir pour elle. Cela ne m'empêche pas de déplorer son éloignement ; elle nous manquera joliment ; c'était la seule dame berlinoise qui sût égayer notre thé.....

« L'appétit et les jambes de Bismarck marchent de nouveau de façon très satisfaisante, le sommeil est passable, mais il fait encore peu, presque pas honneur aux cigares et aux vins.

[1] M. de Schenk avait été envoyé à Bonn comme colonel du 7e hussards.

« Marie m'a inquiétée ces jours-ci avec toutes sortes de symptômes nerveux, mais, Dieu soit loué, cela va déjà mieux, et j'espère que la médication anodine de notre brave docteur la remettra dans la bonne voie.

« Mes remerciements, s'il vous plaît, à Thile pour sa bonne lettre ; tous mes compliments pour lui..... »

Putbus, 6 novembre.

« ... Avant tout, je voudrais vous engager à venir ici avec Charles. Notre petit paradis vous plairait beaucoup, et une matinée passée au pavillon de chasse ne manquerait pas d'éveiller en vous de délicieuses impressions...

« ... Si seulement mon cher Bismarck pouvait revenir au cigare et au vin ! Il se distingue déjà à table, et fait trois heures de promenade d'une traite ; — ne le répétez pas, sans quoi on jetterait les hauts cris à Berlin ; — je ne l'écris qu'à vous, pour que vous vous réjouissiez. Son sommeil n'est pas encore ce qu'il devrait être, mais on ne peut pas trop s'en plaindre. Il vient de parcourir les lettres que je lui ai mises sur sa table, pour qu'il les revoie avant l'expédition ; il a indiqué au crayon les différents noms des destinataires, et m'a chargée de vous expédier le tout pour la répartition et les réponses... »

Putbus, 8 novembre.

« ... Bismarck dicte :

« Dans l'article de fond du 6, n° 260, Brass dit presque sans détour que l'annexion du Hanovre, etc..., n'est ni légitime ni morale. C'est insensé. La conquête dans une guerre juste est un titre d'acquisition aussi juste que

moral. D'où proviennent les états existants? Ni d'héritages, ni de cadeaux, ni d'achats. Hanovre même n'est arrivé que par la violence ou le prestige des armes à posséder Verden, Hildesheim, Osnabrück, la Frise orientale, Goslar et autres parcelles de territoires. La souveraineté des princes allemands sort d'une origine qui n'a rien de légitime et de moral, de conquêtes faites sur l'empereur et l'empire. Par ces vagues arguties, comme en fournit l'article du 6, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* nuit à la claire notion du droit de conquête loyale dans une guerre qui nous a été imposée.

« La rodomontade de la *Gazette de Voss* au sujet de la supériorité numérique de notre artillerie sur celle de la France est une maladresse, et la reproduction de cette note dans notre journal officieux est une niaiserie.

« Il a dicté ces observations en lisant la *Gazette de l'Allemagne du Nord*. Le rédacteur de ce journal met Bismarck hors de lui, pas jusqu'à l'indisposer, sans doute, mais il ressent chaque fois une irritation passagère, parce que, en dépit de son intelligence, Brass manque trop de tact.

« Après s'être soulagé la bile par de bénignes imprécations, Bismarck est parti pour le pavillon de chasse.

« Depuis avant-hier, novembre a mis soudain son plus désagréable vêtement. La Saint-Hubert fut ravissante ; le dimanche resta calme et chaud jusque vers le soir, où bourrasques et ondées se déchaînèrent. Cela ne cesse pas, de sorte que Bismarck ne tardera pas à s'enfuir, surtout aussi parce que les insulaires sont enragés de le voir ; ils assomment Putbus de demandes d'invitations à dîner, pour s'y trouver avec Bismarck. Justement il y en a un aujourd'hui. N'est-ce pas odieux que mon pauvre ami ne

puisse avoir la paix nulle part? Je suis à moitié morte d'inquiétude, parce qu'il veut retourner vers le 15 à Berlin, pour se replonger dans le travail, sans en avoir suffisamment la force. Et, une fois partis d'ici, nous n'y retournerons évidemment pas. A cette époque, Carlsbourg est inhabitable, avec ses gigantesques enfilades de fenêtres, ses galeries qu'il n'y a pas moyen de chauffer; si Krœchlendorf est vide d'habitants, il ne restera que Berlin..... C'est trop dommage que le loisir vous manque pour nous venir voir ici, mon cher monsieur de Keudell. La semaine dernière, vendredi et samedi, le temps fut idéalement splendide; la mer, les coteaux, les bois avec leurs teintes automnales s'illuminèrent d'un si merveilleux embrasement, que c'eût été une joie pour moi de partager avec vous les délices de cette vue. Maintenant les rafales et les averses enlaidissent tout, mais elles peuvent cesser demain.

« Veuillez rendre à Bucher ce beau livre avec vues de l'île de Wight, et remerciez-le. Les illustrations sont charmantes, et si l'on pouvait y être aussi vite et aussi aisément qu'à Putbus, c'eût été bien tentant d'aller s'ébattre dans ce divin climat. Mais moi, Blind et consorts m'avaient trop fait souffrir, tandis que Bismarck n'avait pas la moindre envie d'excursionner à l'étranger..... »

Le comte Charles de Bismarck m'écrivit le 12, de Putbus :

« Je trouvai, à ma grande joie, notre chef bien rétabli physiquement. Il fait de grandes promenades; il nous a accompagnés aujourd'hui à une chasse aux faisans et aux lièvres, qui dura quatre ou cinq heures; ça ne l'a pas fatigué de rester debout et de trotter. Jusqu'ici il n'est pas question de retour, mais il faut s'y attendre pour la

fin du mois. Le moindrement qu'il parle de politique, du moins avec moi, il s'énerve; d'ailleurs ce n'est jamais moi qui commence. Hier arriva le télégramme suivant de Sa Majesté : « Aujourd'hui se clôt avec la fête[1] de la paix la grande entreprise que nous avons risquée ! A vous reste l'impérissable gloire de l'avoir menée à bonne fin. Aussi recevez encore une fois les remerciements de Votre Roi. Faites-moi savoir comment vous vous portez.

« Guillaume. »

« Cette amabilité royale a naturellement comblé de joie notre chef, qui remercia aussitôt par dépêche. Il alla ensuite dîner au pavillon de chasse. »

Le comte Charles m'écrivit le 13 novembre :

« Le ministre désire que vous fassiez quelques démarches en faveur du professeur Pauli à Tubingue ; il est menacé de destitution à cause de ses sentiments prussophiles; vous devez, si réellement on le destitue, vous aboucher avec le ministre de l'Instruction publique, afin qu'il donne *sans faute* à Pauli une place de professeur chez nous.

« Autre désir de Son Excellence : en ce qui concerne les chefs de l'administration des nouvelles provinces, y compris le Schleswig-Holstein, les ministères appelleront leur attention sur ce point qu'ils gardent jusqu'au 1er octobre 1867, sans être limités par les lois locales, une puissance absolue, dont ils ont à faire usage contre les éléments récalcitrants ou rebelles, d'après ce principe : « Si on ne veut pas t'aimer, qu'on te craigne ». Par exemple, il serait

[1] Par ordre du roi on célébra, le dimanche 11 novembre, dans toutes les églises du pays, un service divin pour fêter la paix.

utile de déclarer déchus de leurs droits civils les conscrits réfractaires du Holstein, et de combattre par des expulsions la propagande danoise dans le Schleswig. Il ne faudrait pas non plus mettre des gants de velours pour toucher à l'occasion les hobereaux du Hanovre. »

Le même écrivit, le 14 novembre :

« La façon de vivre de notre chef diffère absolument du tableau qu'en a fait, dit-on, au casino de Berlin, un hôte du prince de Putbus. Il mange très modérément, n'absorbe que des mets hygiéniques, boit fort peu de vin, généralement étendu d'eau, et fume deux ou trois cigares par jour. Voir du monde et parler politique l'indispose encore facilement; aussi serait-il bon de retarder le plus possible son retour.

« Je ne vous écris rien de l'amabilité du prince et de la princesse de Putbus, vous êtes informé par Jeanne. Je griffonne ces lignes sur une table ronde du salon, à onze heures ; à droite est assis le patron bouquinant, à gauche la patronne, qui écrit à Zitelmann. »

La comtesse de Bismarck écrivit de Putbus, le 14 novembre :

« ... J'écris sous sa dictée :

« Dans le projet de constitution il faut insérer des articles par lesquels le roi, comme généralissime de la Confédération, a le droit :

« 1° De fixer l'effectif réel, s'il n'est pas établi par une loi générale ; par conséquent, pas d'augmentations sans l'assentiment du chef souverain ;

« 2° De disloquer au besoin toutes les troupes fédérales, sans tenir compte des frontières intérieures ;

« 3° De déclarer en état de siège n'importe quelle partie du territoire fédéral en cas de danger intérieur ou exté-

rieur, mesure qui fait passer toute l'autorité aux mains des chefs militaires;

« 4° D'envoyer aussitôt, au nom de la Confédération, des troupes d'exécution contre les membres ne remplissant pas à temps et complètement leurs obligations militaires.»

Le 19 novembre, le comte Charles m'envoya la dictée suivante du chef, pour la communiquer à Thile et Savigny :

« La composition du Bundestag (diète fédérale) dans la nouvelle Charte allemande dépend avant tout de la qualité attribuée au roi de Prusse. Sera-t-il chef suprême, ou bien *primus inter pares?* Dans le premier cas, on pourrait penser à faire du roi de Prusse un facteur indépendant de la législation fédérale, quelque chose comme le souverain d'un État constitutionnel. Le Bundestag, formé avec ou sans la participation de la Prusse, recevrait alors les prérogatives d'une Chambre haute, d'une Chambre d'États. Cette instauration d'une monarchie fédérative, ou d'un empire d'Allemagne, présenterait, dans la forme, plus de difficultés que l'application du second système, qui, se rattachant aux traditions fédérales, agréerait plus aisément aux intéressés, bien qu'il assurerait à la Prusse la même suprématie. Celle-ci serait acquise à peu de chose près, si on prend pour base, non pas l'Assemblée ordinaire restreinte, mais la totalité du conseil fédéral. En attribuant alors à la Prusse les voix des états annexés, celle-ci aurait 17 voix, les autres états de la Confédération du nord de l'Allemagne 26 voix, si Darmstadt garde pour la Hesse supérieure une des 3 voix possédées jadis ; total des voix 43, majorité absolue 22. La Prusse aurait donc cette majorité en ralliant 5 des voix des petits états. Le danger de voir le gouvernement prussien mis en minorité

dans des questions importantes, aussi bien au Reichstag qu'au Bundestag, n'est pas vraisemblable, grâce au nombre supérieur des représentants de la Prusse ; cependant on pourrait encore y parer en exigeant, pour toutes les questions militaires, l'assentiment du généralissime fédéral, et, pour les modifications constitutionnelles, les deux tiers des voix. Sans la Prusse ce quorum ne serait pas atteint, d'après le calcul ci-dessus. En cas d'accession des Allemands du Sud, il faudrait maintenir cette proportion en élevant à 20 le nombre des voix de la Prusse.

« Les avantages de ce système proviennent de ce qu'il se base sur la tradition. Les gouvernements, le trouvant tout naturel et conforme à leurs habitudes, s'y prêteront avec plus de facilité qu'à toute autre combinaison nouvelle, qui, comme ce fut le cas à l'origine pour la répartition des voix de séance plénière, aurait forcément un caractère arbitraire, à moins que pour le Bundestag on ne veuille répartir les voix au prorata de la population ; mais ce serait bâillonner complètement les autres gouvernements au profit exclusif de la Prusse.

« Si l'on crée ainsi un plenum de 43 voix, les gouvernements auraient toute latitude pour nommer autant de membres qu'ils ont de voix, sans faire dépendre le scrutin de la présence du nombre correspondant de délégués. Par ce procédé, la Prusse pourrait nommer 17 représentants, et faire valoir ses 17 voix, même si un seul d'entre eux était présent. Il serait aussi loisible d'introduire au Bundestag, à côté des représentants diplomatiques proprement dits, les capacités dont il a besoin dans chaque ressort spécial de son domaine législatif. C'est ainsi que je me représente par exemple, comme membres du Bundestag, à côté de notre délégué, chargé de la présidence,

qui serait peut-être membre du ministère d'État, des gens de la catégorie des Voigts-Rhetz, Jachmann, Delbrück, Dechend, Günther, Camphausen, un fonctionnaire supérieur des postes et télégraphes, même un membre éminent des cercles de l'aristocratie, du commerce et de l'industrie. Le Bundestag opposerait cette phalange au Reichstag sur un banc des ministres contenant 43 places. Selon moi, on pourra de cette façon, sans toucher aux institutions existantes et à la nomenclature habituelle, résoudre la difficulté de mettre en présence du Reichstag un ministère à la constitution duquel les gouvernements alliés participeraient forcément.

« Il va sans dire que les représentants prussiens s'accorderaient toujours entre eux dans leurs votes, et représenteraient en commun les vues du gouvernement ; rien d'ailleurs n'empêcherait la minorité du Bundestag de plaider publiquement devant le Reichstag sa manière de voir en opposition avec les projets déposés par la majorité. Dans certaines circonstances cela peut être utile, notamment pour la Prusse. Naturellement la solidarité ministérielle n'existerait pas pour les représentants des divers gouvernements, libres de les rappeler quand bon leur semble.

« Je considère le système des deux Chambres comme inapplicable à la situation fédérative.

« Les rouages deviennent trop lourds. La masse des diètes particulières mise à part, la représentation des souverains dans les affaires fédérales est indispensable. Avec deux Chambres, le nouvel État aurait trois corps législatifs et, à côté d'eux, le président et généralissime avec prérogatives indépendantes.

« Le Bundestag pourra peut-être plus tard, au cours des

événements, prendre les proportions d'une Chambre haute; mais il faudrait que cette évolution marchât de pair avec la transformation formelle de la présidence civile et militaire en régime impérial.

« Quelques droits du pouvoir exécutif, exercés jusqu'ici par la Diète fédérale, devraient certainement être attribués dès à présent à notre roi, en sa qualité de président et de généralissime. Abstraction faite des prérogatives purement militaires, dont il a déjà été question dans le projet initial, notre roi disposerait de la guerre et de la paix, il décréterait la mobilisation; de plus il nommerait les fonctionnaires fédéraux, aux douanes, aux finances, aux postes et télégraphes; les gouvernements territoriaux contribueraient sans doute à ces nominations sous la forme d'un droit de proposition; mais tous ces fonctionnaires prêteraient le serment de fidélité à la Confédération, et les mesures disciplinaires resteraient aux mains de la présidence. »

La comtesse écrivit le 19 novembre :

« Charles allait partir pour le pavillon de chasse, quand votre lettre arriva aujourd'hui. Il la parcourut rapidement et nous la laissa, pour nous dédommager de l'affreuse tempête qui secouait notre maisonnette à la démolir. Nous fûmes très touchés et très amusés par votre ingénieuse répartition du temps pour Bismarck; elle est fort pratique, à l'entendre, mais je crains bien qu'elle ne soit irréalisable.

« Benedetti ne l'inquiète pas; il y a longtemps qu'il lui a retiré sa confiance; les faits et gestes de ce monsieur, *il s'en fiche bien* : ce n'est pas par lui qu'il se laisserait déranger.

« Malheureusement Bismarck n'est pas très bien aujourd'hui. Il s'est peut-être refroidi un peu hier à la promenade, c'est ce qui l'empêche de se risquer dehors aujourd'hui. Même demain il ne bougera pas de la chambre, afin de pouvoir, après-demain, s'il fait beau, tirer quantité de faisans dans la faisanderie d'ici. »

Putbus, 21 novembre.

« J'écris sous sa dictée :

« Il faut inscrire dans la charte fédérale un article déterminant pour chaque Allemand du Nord, dans chacun des états fédérés, un indigénat général et commun ; de sorte que par exemple un Saxon puisse entrer au service de la Prusse, sans avoir besoin d'une naturalisation spéciale ou d'une autorisation du gouvernement saxon, et vice-versa ; ce sera la même chose pour la natalité, la liberté de déplacement et tout ce qui dépend de l'indigénat commun.

« Bismarck est outré de ce que maintes recommandations, envoyées par lui d'ici, aient été négligées ; il dit que son premier soin, à son retour, sera de s'enquérir à quoi et à qui il faut attribuer cette négligence. Je vous en prie, ayez la bonté de faire à ce sujet une enquête préliminaire, et de distribuer quelques savons, afin qu'à notre arrivée tout soit liquidé. Il vous en serait très reconnaissant, mon cher monsieur de Keudell... Struck est ici, il cause en ce moment avec notre cher docteur ; il n'a pas l'air d'être impressionné par l'état de Bismarck, et trouve Putbus si ravissant, même maintenant, au sein de la neige, qu'il est pris d'accès poétiques, et nous souhaite ici pour l'éternité : excusez du peu !... »

Putbus, 25 novembre.

« ... Tous ces jours-ci Bismarck fut bien dispos, malgré les fatigues de la chasse, et un refroidissement pris au temple ; il dormait et mangeait bien, et avait une mine si fraîche, que sa vue me réjouissait le cœur. La nuit dernière a été troublée, il ne se sent pas bien à son aise, mais n'est pas abattu. Il vient de me dicter dix pages à Thile, écrites fort vite, même pas relues, pour que le garçon de bureau les eût au plus tôt. Aussi que monsieur de Thile excuse certaines obscurités. Bismarck se propose d'aller se promener au plus épais d'un brouillard glacial, il espère que cela le ragaillardira. Il compte sûrement rentrer cette semaine, sinon jeudi, à coup sûr samedi...

« Que Dieu nous ramène bientôt sans encombre à Berlin, qui m'apparaît à présent revêtu d'un charme extraordinaire, si bien que je n'ai plus que cette idée. »

Putbus, mercredi soir, 28 novembre.

« Voici, je l'espère, ma dernière lettre, mon cher monsieur de Keudell ; elle commence encore par des commissions de Bismarck.

« 1. Les Allemands de Hongkong ont envoyé 5 000 thalers pour les invalides. Je crois que ce serait une grande satisfaction pour les donateurs, que de voir publiée dans des journaux allemands la liste de leurs noms, si toutefois elle est connue.

« 2. Demander au ministère de l'Intérieur d'éclairer la population par les feuilles officielles au sujet de l'article *Confédération du Nord et parlement*, afin que les gens sachent quelque peu de quoi il s'agit.

« 3. Dans la Charte de la Confédération du Nord il faudra mettre une disposition punissant les délits contre la sûreté et l'existence de la Confédération, les excitations à la haine et au mépris de ses institutions sur tout le territoire de la Confédération, aussi bien que les mêmes délits contre le souverain immédiat et ses intérêts...

« Pourvu que nous ayons pour notre retour, et à Berlin, un temps meilleur qu'ici, où nous n'avons plus que de la pluie et du brouillard. Tout ce gâchis n'empêche pas Bismarck de se promener plusieurs heures par jour ; je crois qu'il connaît le pays à trois lieues à la ronde mieux que ses poches. Il se couche aussi plus tôt depuis huit jours, il se lève de meilleure heure, pour s'habituer en vue de Berlin à cette autre existence plus saine...

« J'ai consciencieusement étudié votre discours [1] d'un bout à l'autre, et, selon moi, si on n'avait pas tout accordé sur une explication aussi claire, c'est qu'on eût été par trop systématiquement sourd. Bismarck vous combla d'éloges, et se montra enchanté de tout ce que vous avez obtenu. Il vous envoie ses cordiales salutations, jointes

[1] Il s'agissait d'une demande d'augmentations considérables dans le budget de l'Office extérieur. Les annexions avaient augmenté la population de l'État de 5 millions d'hommes. Une augmentation au moins correspondante devenait indispensable dans les affaires du ministère, de plusieurs ambassades, et de tous les consulats. Le moment me parut propice pour relever les maigres traitements d'une foule d'employés du service extérieur, et en augmenter quelques-uns jusqu'à la limite de cinq quarts. Tout le budget se trouvait ainsi grevé de 10 p. 100. M. le sous-secrétaire d'État approuva tout ce que je voulais défendre en personne devant le Landtag ; je ne pouvais pas ennuyer avec cela mon chef en congé. Dans la séance du Landtag, le 24 novembre, je justifiai en détail ces insolites demandes d'augmentation. Tout fut accordé, grâce aux bonnes dispositions inspirées à la Chambre par les événements de l'été passé, grâce aussi à la ferme intervention de Georges Vincke contre quelques opposants.

aux nôtres; moi je désire surtout vous revoir encore avant votre départ, parce que je voudrais vous exprimer de vive voix toute ma gratitude pour l'amabilité que vous avez témoignée à mes garçons. »

Lorsque, le 1er décembre au soir, Bismarck reprit la direction des affaires à Berlin, son premier soin fut la répression de l'agitation guelfe dans le Hanovre. A cet effet, le roi envoya le 3 au gouverneur général de Voigts-Rhetz un ordre demandé par tout le ministère d'État.

Les directeurs des différents ministères avaient fourni des études préparatoires approfondies pour le projet de constitution fédérale. Les articles sur les tarifs douaniers, le commerce et la navigation étaient de Delbrück ; von der Recke [1] avait traité la question des chemins de fer; Philipsborn, directeur général des postes, celle des postes et télégraphes; les règlements pour l'armée et la marine avaient été naturellement proposés par Roon, ceux des finances fédérales par von der Heydt. C'est ainsi que les trois cinquièmes environ du projet constitutionnel se trouvaient prêts sous une forme mûrement réfléchie. Je n'assistai pas à l'achèvement du travail, vu que, dans les premiers jours de décembre, je partis en congé de plusieurs semaines pour Menton. A mon retour, en janvier 1867, mes collègues me rapportèrent ce qui suit :

Les plénipotentiaires des états de l'Allemagne du Nord furent invités pour le 15 décembre à délibérer sur le projet de constitution. Or, le 13 au matin, ce projet n'existait pas encore. Avec la souveraine tranquillité que donne la certitude de disposer de ressources illimitées, Bismarck ne commença que le 13, dans l'après-midi, à

[1] Directeur au ministère du commerce.

dicter les premiers chapitres, les plus importants du projet, c'est-à-dire ceux du Bundesrath (anciennement appelé Bundestag), de la présidence et du Reichstag, soit dans leur rédaction définitive, soit en indications sur le texte à adopter. Bucher, qui avait sténographié la dictée, passa la nuit du 13 au 14 à rédiger le projet, en y insérant les études ministérielles préparatoires dont j'ai parlé : travail colossal, que M. de Thile a loué comme il le méritait. Le 14, dans l'après-midi, le projet reçut l'approbation du conseil de la Couronne; imprimé dans la nuit, il fut remis le 15 aux plénipotentiaires.

Leurs séances furent ouvertes par le ministre-président. Dans son allocution, il fit ressortir que le projet s'efforçait d'écarter les défauts les plus graves de l'ancienne Confédération allemande, c'est-à-dire le manque de sécurité vis-à-vis de l'étranger, et l'incapacité de développer la prospérité intérieure par des institutions d'intérêt commun. L'initiative des membres de la Confédération ne serait limitée que dans la mesure nécessaire pour atteindre ces différents objectifs.

Les plénipotentiaires rentrèrent chez eux pour les fêtes de Noël, et ne se réunirent à nouveau que le 18 janvier 1867, sous la présidence de Savigny. Le projet souleva d'innombrables objections. Le gouvernement prussien n'admit que dix-huit amendements, et repoussa tous les autres. Le 2 février, l'ensemble du projet fut adopté par tous, pour être soumis au Reichstag.

Le 3 janvier, la comtesse écrivit ces mots : « ... On r emercie Dieu quand le jour commence et finit sans inquiétudes sérieuses, on se réjouit de toute chasse, qui arrache le chef de la famille à sa table de travail, pour donner du réconfort à ses misérables nerfs, comme

aujourd'hui, par exemple. Dans la semaine qui précéda Noël, il y eut tant de séances fédérales et ministérielles, tant de dîners avec ces curieux comparses chez le roi et le prince impérial, que le pauvre Bismarck était de nouveau tout moulu de ces contentions, et moi fort inquiète de sa santé. Puis il partit au second jour de fête chez Dietze-Barby[1], de là chez Assebourg[2] à Meisdorf, et revint le dimanche soir si dispos, que tout souci disparut. Malheureusement, le lundi, le Hanovre suscita au ministère de la justice une sérieuse contrariété, qui fut cependant noyée dans le punch de la Saint-Sylvestre, et dans de sévères instructions lancées encore tard à l'adresse de Voigts-Rhetz, sur le ton du 3 décembre. L'année 1866, si chargée d'événements et d'angoisses, prit une fin joyeuse, et la première nuit de l'année nouvelle fut passée à bien dormir, de sorte que je pus aller au temple pénétrée de gratitude et de confiance...

« Nos soirées sont d'un calme absolu. Les Arnim, les Stolberg, Obernitz et quelques violettes[3] y alternent. Hier apparurent pour la première fois les Savigny, si compassés, si corrects, si à l'étiquette, que nous eûmes tous froid dans le dos. Ils entamèrent, dans le salon du milieu, une conversation d'une correction, d'une mesure, d'un bon ton parfaits, tandis que, dans la pièce à côté, Bill se livrait aux extravagances les plus bruyantes et les plus folles. Nous y courûmes chacun à tour de rôle, pour nous

[1] L'administrateur de bailliage Dietze à Barley.

[2] Comte Assebourg, grand veneur du roi.

[3] Les secrétaires de légation, revenus de l'étranger pour faire un stage à l'Office extérieur, étaient plaisamment appelés *violettes*, parce que leur travail dans les bureaux *fleurissait* pour ainsi dire *dans l'ombre et le mystère*.

réchauffer le cœur au spectacle de ses ébats enfantins.

« Au second jour de fête, nous eûmes un hôte de passage, un cousin de la Souabe, un Bismarck[1]. En été, il nous a combattus sous l'uniforme de dragon badois; maintenant, il voudrait échanger cet uniforme contre le dolman des hussards prussiens, et il sollicita l'appui de Bismarck. Incidemment il a lié amitié avec nos deux fils, qui ne peuvent plus se passer de lui, et sont navrés de le voir repartir ce soir... »

* * *

Le Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord, élu par le suffrage universel, se réunit le 24 février, pour délibérer sur la Constitution. Les proportions numériques de la plupart des groupes étaient, pour le gouvernement, un peu plus favorables que dans la Chambre prussienne, mais pas sensiblement modifiées. Cependant le parti national-libéral, de formation récente, renforcé par les recrues du Hanovre et de Nassau, comptait 79 membres, et passait au premier plan, parce qu'il pouvait départager les voix.

Le discours du trône énumérait rapidement les causes d'insuccès des essais d'union antérieurs, et concluait à la nécessité *de s'appuyer sur les faits pour chercher l'accord, et ne pas sacrifier encore une fois le possible à l'idéal.*

Bismarck prononça, le 4 mars, en déposant le projet de constitution devant le Reichstag, les paroles suivantes dont on ne saurait trop se pénétrer :

[1] Comte Auguste de Bismarck.

« Messieurs, il y a certainement dans notre caractère national un je ne sais quoi qui s'oppose à l'unification de l'Allemagne. Sans cela, nous n'aurions jamais perdu notre unité, ou bien nous n'eussions pas tardé à la reconquérir. Jetons un regard en arrière sur l'époque de la grandeur de l'Allemagne, sur la première période impériale, et nous verrons que nul autre pays de l'Europe n'eut, à un tel degré, la perspective de conserver une puissante unité nationale. Reportez vos regards au moyen âge, de l'empire russe des Rurick aux royaumes visigoths et arabes en Espagne, vous verrez que l'Allemagne eut avant tous les autres les plus grandes présomptions de demeurer unie dans l'avenir. Pour quelle raison avons-nous perdu cette unité? Qu'est-ce qui nous a empêchés jusqu'ici de la retrouver? Si je dois le dire en un mot bref, c'est, à ce qu'il me semble, une superfétation du sentiment de virile indépendance, qui pousse en Allemagne l'individu, la commune, la peuplade, à compter sur ses propres forces plus que sur celles de l'ensemble de la nation. C'est le manque de subordination de l'individu et de la tribu à l'intérêt commun, cette subordination qui a permis aux peuples, nos voisins, de s'assurer, il y a longtemps, les bienfaits que nous cherchons.

« Messieurs, je crois que les gouvernements vous ont, dans le cas actuel, donné le bon exemple. Chacun d'entre eux a dû sacrifier au but atteint jusqu'ici de respectables scrupules, des vœux plus ou moins justifiés. Donnons, nous aussi, Messieurs, la preuve que l'Allemagne a tiré des enseignements sérieux de l'histoire de ses souffrances six fois centenaires; prouvons que nous avons pris à cœur les leçons que nous ont infligées les malheureuses tentatives de Francfort et d'Erfurt. »

Au cours des débats, il fut déclaré, non seulement par de fanatiques démocrates, mais aussi par des libéraux modérés, comme Twesten, que si l'on n'accordait pas des garanties plus fortes pour les droits budgétaires du Reichstag, le Landtag de Prusse serait obligé de repousser cette constitution, au risque de tout démolir de nouveau.

C'est à cette déclaration que répondit Bismarck, au milieu d'un long discours sur la nature de la Constitution fédérale (11 mars).

« Les orateurs exprimant avec tant de désinvolture cette opinion, que le Landtag de Prusse repoussera dans tel et tel cas le produit de nos travaux, me permettront cette question : Que diriez-vous, si aujourd'hui l'un des gouvernements alliés déclarait de prime abord : si tel et tel article ne se trouvent pas dans la Constitution, je ne l'accepte pas ?... Je vous rappellerai, Messieurs, le moment où échouèrent les essais de Francfort et d'Erfurt. L'échec d'Erfurt n'est guère attribuable, comme on l'a dit ici, aux résistances des gouvernements intéressés... il se produisit, à mon avis, parce que le Hanovre et la Saxe se fiaient moins à l'alliance des trois rois qu'à l'armée autrichienne, postée derrière Olmütz. Ce fut là sans doute le motif déterminant, quand bien même il a pu y en avoir une foule d'autres. Je vous rappellerai donc, Messieurs, que pour nous, qui alors dûmes assumer, sous le nom de parti des hobereaux prussiens, la responsabilité de l'échec devant le public, pour nous on ne trouva pas dans la presse de mot assez virulent pour stigmatiser cet *indigne manque de patriotisme qui incitait, par intérêt de caste, à fonder plutôt un état aristocratique de l'étendue de la Marche de Brandenbourg.* Il y eut

bien d'autres articles de journaux contre nous ; vous les avez déjà oubliés. Ils nous honnissaient et nous accablaient de reproches, parce que nous avions fait obstacle à une œuvre que nous n'étions pas en mesure de réaliser. Lorsque avant-hier on a réclamé ici le même droit pour le Landtag prussien, je n'ai pas entendu, dans toute l'Assemblée, un seul cri d'étonnement, sauf celui que j'ai étouffé en moi-même.

« Je pense, Messieurs, que ceux qui prononcèrent cette parole apprécient mal la gravité de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Croyez-vous vraiment qu'une résolution du Landtag puisse faire oublier le mouvement grandiose qui, l'année dernière, poussa tous les peuples, du Belt aux mers de Sicile, depuis le Rhin jusqu'au Pruth et au Dniester, à se combattre, à se livrer à ce terrible jeu de dés dont des couronnes royales et impériales étaient l'enjeu? Oubliera-t-on ainsi le million de soldats allemands qui s'entre-combattirent et versèrent leur sang sur les champs de bataille, depuis le Rhin jusqu'au pied des Carpathes ; oubliera-t-on les milliers et les milliers de victimes du fer et des épidémies, qui ont scellé par leur mort cette décision nationale? Si vous le croyez, Messieurs, vous n'êtes réellement pas à la hauteur de la situation... Moi, j'ai la ferme conviction que nulle Assemblée allemande ne prendra pareille résolution, si nous tombons d'accord ici.

« Je voudrais bien voir ce que des gens, imaginant de pareilles possibilités, répondraient à un invalide de Kœniggrætz, qui s'informerait des résultats de ces gigantesques efforts. Ils lui diraient à peu près ces mots : Oui, oui, l'unité allemande est encore une fois tombée à l'eau ; elle se retrouvera à l'occasion, il est facile de la repêcher,

l'accord s'effectuera un jour ou l'autre ; par contre, nous avons sauvé la prérogative budgétaire de la Chambre des députés, du Landtag prussien, le droit de mettre en question tous les ans l'existence de l'armée prussienne, droit dont en bons patriotes nous n'userions jamais... mais ce n'en est pas moins notre droit...

« Peut-on s'arrêter à l'idée qu'un gouvernement prenne à tâche d'étouffer, de supprimer systématiquement les droits qu'a la population de prendre part à ses propres affaires, quand ce gouvernement s'est imposé la mission de forger dans le feu ou même à froid une unité que tout le monde en Europe ne voit pas d'un bon œil ?

« Nous voulons le degré de développement libertaire compatible avec la sécurité du tout. La limite de ce développement peut seule être en question : jusqu'où peut-il aller sans compromettre à la longue cette sécurité ? Dans quelle mesure cette compatibilité existe-t-elle à ce moment ? Une période de transition est-elle nécessaire ? Quelle sera la durée de cette période ? Nous ne saurions avoir l'intention de soustraire à votre connaissance le budget militaire, même pour la période où il devrait être traité comme intangible par vous-mêmes, et une pareille période est, à mes yeux, indispensable.

« Je ne crois pas qu'il soit bon que l'on éprouve le besoin d'exercer de préférence sur l'armée l'influence parlementaire que l'on cherche, et que nous ne refusons pas aux parlements, alors qu'il reste tant d'autres terrains pour l'exercer...

« Si un vote annuel devait chaque fois remettre en question l'institution de l'armée fédérale, la base la mieux organisée jusqu'ici, celle dont nous avons le plus besoin, Messieurs, cela me donnerait l'impression d'un système

de digues à propos desquelles on scrutine tous les ans, sur la question de savoir s'il faut les couper ou non aux grandes eaux...

« En tout cas, il nous faut sous ce rapport une période de transition irréductible, jusqu'à ce que nous soyons intimement unis de corps et d'âme, et cette conception, à ce que je crois, n'est pas combattue par une grande partie des constitutionnels les plus stricts... »

Pour les débats postérieurs du Reichstag on trouve encore aujourd'hui un intérêt particulier aux arrêtés sur le suffrage universel.

En 1849 (voir plus haut), Bismarck le traitait de nuisible, mais plus tard il l'estimait acceptable, et il en fit ressortir les avantages dès 1863, dans les propositions du ministère d'état prussien, opposées au projet de réforme fédérale conçu par l'Autriche. Dans deux notes au comte Bernstorff (du 8 octobre 1863 et 19 avril 1866), il défendit le suffrage universel contre les doutes de ministres anglais. Dans la dernière note, il est dit :

« Une longue expérience m'a fait reconnaître que le système artificiel des élections indirectes ou de classes est bien plus dangereux, en ce qu'il empêche le contact du pouvoir suprême avec les éléments sains qui constituent le noyau et la masse du peuple. Dans un pays à traditions monarchiques et à sentiments loyalistes, le suffrage universel, écartant les influences de la bourgeoisie libérale, mènera également à des élections monarchiques, absolument comme il donne des élections anarchistes dans les pays où les masses ont des tendances révolutionnaires. Or, en Prusse, les neuf dixièmes du peuple sont fidèles au roi, et ne sont mis dans l'impossibilité d'exprimer leur opinion que par le mécanisme artificiel des élec-

tions. Les fauteurs de révolution, ce sont les comités électoraux primaires, qui offrent au travail du parti révolutionnaire un filet étendu sur le pays, et facile à manier ; — les électeurs parisiens l'ont bien prouvé en 1789. Je n'hésite pas à déclarer que les élections à deux degrés sont un des rouages essentiels de la révolution, et je crois avoir fait en la matière quelques constatations pratiques. »

Sans aucun doute, ce qui a contribué à décider Bismarck en faveur du suffrage universel, c'est la pensée que le déploiement de *toutes* les forces du peuple pourrait devenir nécessaire [1] contre des ennemis du dehors; mais, même sans ce mobile puissant, il eût alors repoussé des élections à deux degrés ou censitaires. En ces années-là, il exprimait à toute occasion une aversion prononcée contre la loi électorale prussienne, qui avait fourni en 1862 à peu près 97 p. 100 d'opposants.

Le comte Eulenbourg et d'autres ministres ne partageaient pas sa croyance aux avantages du suffrage universel; mais la majorité du ministère d'État se rendit à ses désirs, en 1863 comme en 1866.

Dans les débats de fin mars 1867, au Reichstag, la plupart des orateurs, même des partis libéraux, ne cachèrent pas leur défiance du suffrage universel. Windthorst combattit même la clause du vote secret introduite par la motion Fries [2].

A cette époque Bismarck ne repoussa pas formellement le vote secret, mais, dans les années postérieures [3], il l'appela anti-allemand et condamnable.

[1] *Pensées et Souvenirs*, II, p. 58.

[2] Comptes rendu sténographiques du Reichstag de l'Allemagne du Nord, p. 425.

[3] *Pensées et Souvenirs*, II, p. 59.

Finalement le suffrage universel et le vote secret furent adoptés à une grande majorité.

Cependant plusieurs membres ont avoué plus tard qu'ils n'avaient étouffé leurs scrupules, et voté le suffrage universel, que pour faire plaisir à Bismarck, et ne pas compromettre toute l'œuvre constitutionnelle ; on peut attribuer les mêmes idées à une foule d'autres représentants, si l'on s'en rapporte aux discours des chefs de groupe.

Dans les premières semaines d'avril, l'organisation de l'armée fournit encore un petit épilogue aux luttes de l'époque du conflit. Mais comme l'orage grondait dans l'ouest, et qu'il eût été grave de toucher à des institutions militaires qui avaient fait leurs preuves, on fit l'accord sur la proposition Forckenbeck, qui reconnaissait comme légale jusqu'en 1871 l'organisation existante. La constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord reçut le 17 avril une approbation unanime.

Aucune des Diètes allemandes n'osa la combattre ; le 1er juillet elle eut force de loi.

Cette Constitution plaçait au-dessus du Reichstag un Bundesrath (conseil fédéral), avec des attributions législatives et administratives ; au lieu de plusieurs ministres responsables, il n'y eut qu'un Chancelier responsable, et un chef suprême de l'armée, à qui fut confiée la représentation à l'extérieur. Cette constitution fut assaillie de critiques, parce qu'elle ne rentrait dans aucun des systèmes connus ; mais une expérience de plus de trente années a prouvé que le mode de répartition des pouvoirs, imaginé par Bismarck, est propre à maintenir dans une indissoluble union les princes et les peuples de la Confédération.

Pendant la durée de la session du Reichstag, la des-

tinée du Luxembourg sembla mettre la paix en péril.

Depuis 1815, ce pays, attaché à la Hollande par l'union personnelle, faisait partie de la Confédération allemande. Le roi des Pays-Bas en devint donc membre, et la ville de Luxembourg forteresse fédérale. Par un traité avec la Hollande, approuvé par les grandes puissances, la Prusse s'était chargée de fournir la garnison de cette forteresse. Après la dissolution de la Confédération allemande, le roi de Hollande ne fut pas invité à prendre part à la fondation de la Confédération de l'Allemagne du Nord. La ville de Luxembourg resta donc en dehors de cette Confédération, et perdit la qualité de forteresse fédérale. Ainsi disparaissait le motif pour lequel on y mettait une garnison prussienne; cependant la charge imposée à la Prusse par le traité continuait de subsister.

A Paris on pensa donc à faire l'acquisition de ce petit pays, qui n'appartenait plus à l'Allemagne, comme première étape vers l'annexion de la Belgique. Déjà avant le départ de Bismarck pour Putbus, Benedetti avait parlé de l'utilité d'une alliance offensive et défensive entre la France et l'Allemagne du Nord, à l'occasion de laquelle le Luxembourg constituerait une légère compensation aux annexions de la Prusse, et l'acquisition de la Belgique par la France un équivalent de l'entrée des états du Sud dans la Confédération de l'Allemagne du Nord. La Prusse, disait-il, devait négocier avec la Hollande la cession du Luxembourg à la France.

Bismarck ne crut pas devoir repousser brutalement ces surprenantes propositions. Il répondit cependant que le roi se résoudrait difficilement à une alliance que toute l'Europe considérerait comme une menace de guerre. Des pourparlers avec la Hollande, en vue d'une cession du

Luxembourg à la France, seraient impossibles pour la Prusse, vu la susceptibilité de l'opinion publique en Allemagne ; on pourrait peut-être laisser faire ce que la France obtiendrait directement à Luxembourg et à la Haye.

En décembre, Benedetti revint sur les susdites propositions. En janvier, Bismarck lui répondit que le roi était hostile à une alliance offensive, et ne se déciderait peut-être qu'à la neutralité, dans le cas où la France agirait contre la Belgique. Le projet d'alliance passa donc à l'arrière-plan ; mais à Luxembourg commencèrent des intrigues françaises, à la Haye des négociations.

Le 18 mars, lorsqu'il fut pour la première fois au Reichstag question de l'affaire du Luxembourg, on parla de la possibilité d'une alliance entre la France et les états du sud de l'Allemagne. Cette circonstance détermina Bismarck à faire publier aussitôt les conventions conclues pour le cas de guerre avec les Allemands du Sud. Benedetti lui avait appris, peu de temps auparavant, que ces conventions étaient déjà connues de l'empereur Napoléon et de quelques-uns de ses intimes. Mais cette publication fut une surprise pénible pour le reste du monde politique de Paris. La presse se répandit en menaces.

Dans ses entretiens avec Benedetti sur le Luxembourg, Bismarck s'en tint toujours à cette phrase : *Nous pourrions peut-être laisser faire, sans intervenir, mais jamais donner notre formel assentiment.* Le roi n'ordonnerait le retrait de la garnison qu'avec l'approbation de la Hollande et des grandes puissances, sur le mandat desquelles la Prusse s'était chargée d'y tenir garnison.

A Paris on tint peu de compte de ces déclarations. Les négociations à la Haye faisaient de tels progrès, que le

roi des Pays-Bas, bien qu'hostile à la cession du Luxembourg, écrivit à l'empereur Napoléon qu'il donnerait ce pays à la France contre une indemnité proportionnée, *à condition que la Prusse y consentît.*

Napoléon envoya à la Haye un projet définitif de convention, et répondit qu'il se chargeait d'obtenir l'assentiment de la Prusse. La signature devait avoir lieu le 31 mars, mais fut remise, par suite de l'absence du ministre luxembourgeois.

Sur ces entrefaites, Bismarck s'était proposé d'apaiser les esprits inquiets, en répondant au Reichstag à une interpellation convenue avec Bennigsen. La chose était décidée pour le 1er avril. Au moment de sortir, Bismarck fut arrêté par Benedetti, qui lui présenta ses félicitations au sujet de son anniversaire de naissance, et lui annonça une importante communication. Bismarck répondit qu'il n'avait pas, pour l'instant, de temps à consacrer à de nouvelles affaires, parce qu'il avait à répondre, dans le Reichstag, à une interpellation sur le Luxembourg. Il invita Benedetti à l'y accompagner. Ils traversèrent ensemble le jardin de l'Office extérieur, longèrent les murailles des jardins voisins jusqu'à la place de Leipzig, à proximité de laquelle se trouvait alors l'édifice parlementaire.

Dans ce court trajet, Bismarck dit à peu près ce qui suit :

« Voici l'interpellation de Bennigsen : Que sait le gouvernement au sujet d'une prétendue cession du Luxembourg à la France ? Le gouvernement a-t-il la ferme résolution de conserver à tout risque ce pays allemand à l'Allemagne ?

Je compte répondre : « Le gouvernement est informé que des négociations de ce genre sont en cours à la Haye.

Le roi des Pays-Bas nous a consultés sur notre manière de voir. Nous avons répondu qu'il fallait d'abord s'adresser aux autres grandes puissances; que nous, nous étions aussi obligés de tenir compte de l'opinion publique en Allemagne. Nous ne savons pas si une convention a été conclue ou non à la Haye. Je ne suis donc pas, pour le moment, en mesure de répondre par oui ou par non à la seconde question, mais je crois que nulle puissance étrangère ne portera atteinte à des droits indubitables des états allemands.

« De cette façon, l'occasion d'une rupture peut être évitée ; mais si j'étais forcé de dire qu'un traité de cession a été conclu, il faudrait s'attendre, vu l'extrême exaltation des esprits au Reichstag, à une explosion dont les suites pourraient être fatales. »

Ils étaient arrivés à la porte du Reichstag. A la question de Bismarck : « Voulez-vous, en cet état de choses, me faire encore maintenant une brève communication? » Benedetti répondit : « Non. »

C'est ainsi que le ministre racontait cet incident du 1er avril. Le discours énergique et verveux de Bennigsen fut accompagné des applaudissements frénétiques de toute la Chambre.

La réponse de Bismarck se maintint dans les limites indiquées ci-dessus, et, bien qu'il fît entrevoir que le droit de la Prusse d'occuper militairement le Luxembourg était contestable, ses déclarations furent cependant accueillies avec faveur. Une discussion de l'interpellation n'eut pas lieu.

A la Haye, le compte rendu télégraphique de cette séance produisit l'impression que la Prusse ne consentirait pas à la cession du Luxembourg. Le roi fut enchanté

de pouvoir déclarer qu'il ne signait pas la convention, du moment que la condition stipulée n'était pas remplie.

A Paris, on fut naturellement exaspéré. On ordonna des armements. Bientôt après y apparurent des agents du roi Georges, offrant de former, en cas de guerre, une légion hanovrienne de 20 000 hommes. Le 18 avril, le maréchal Niel ordonna le rappel de tous les officiers et sous-officiers permissionnaires, ainsi que l'inspection des réservistes dans toute la France. Sur la proposition de la Russie, on convoqua pourtant une conférence des grandes puissances à Londres; celle-ci assura la paix le 11 mai : le Luxembourg fut neutralisé, la garnison prussienne retirée, la forteresse rasée. Une clause particulière reconnaissait au Luxembourg le droit de conclure des conventions douanières, ce qui assura le maintien de ce pays dans le Zollverein allemand.

Du 18 au 24 avril, Bismarck fut absent de Berlin. Il était allé voir le domaine de Varzin dans la Poméranie ultérieure. C'est dans cet achat qu'il plaça l'argent de la dotation que ne tarda pas à lui accorder le Landtag.

Le jour de son retour, j'allai au-devant de lui jusqu'à environ une heure de chemin de fer de Berlin, à la station d'Angermünde, pour lui rendre compte des dernières entrées. Lorsque je montai dans son compartiment, il était plongé dans les souvenirs que lui rappelaient la petite ville d'Angermünde et les environs.

« Il y a de longues années de cela, dit-il, mon beau-frère, encore garçon, était ici administrateur de bailliage. Nous avions fait des voyages ensemble, et étions fort bons amis. D'Angermünde, j'allai souvent avec lui, sur l'autre rive de l'Oder, dans sa belle terre de Raduhn, composée de prairies et de bois magnifiques. Il la vendit plus tard à

Neumann[1] parce qu'elle était trop loin de Krœchlendorf. Un jour qu'il vint me voir à la campagne, il fit la connaissance de ma sœur... Il l'épousa bientôt après, et l'emmena d'abord à Angermünde. Je me sentis profondément malheureux quand ma sœur bien-aimée me fut arrachée, bien que Arnim fût mon meilleur ami, et que j'étais obligé de reconnaître que cette union était un grand bonheur pour les deux parties. Les imperfections des choses humaines, les bornes étroites de tout bonheur humain me frappèrent là vivement pour la première fois. »

Après un silence, je fis mon rapport sur les armements de la France, et rappelai les opinions de Moltke — bien connues de Bismarck, cela va de soi ; — avec notre fusil à aiguille, nous étions bien supérieurs aux Français armés de fusils à baguettes ; le maintien de notre garnison à Luxembourg était désirable ; donc, il fallait répondre aux provocations de la France.

Le ministre ne m'interrompit pas, et dit ensuite froidement : « Non. Luxembourg n'est plus une forteresse fédérale, notre droit d'occupation par conséquent contestable. Si les grandes puissances nous dispensent d'y tenir garnison, et neutralisent ce petit pays, nous nous tirerons de l'affaire sans accroc à notre honneur. On ne doit pas faire la guerre quand on peut l'éviter en tout honneur ; la chance du succès n'est pas une raison légitime pour commencer une grande guerre. »

*
* *

Dans le courant de l'année on se brouilla petit à petit avec Savigny.

[1] M. de Neumann, propriétaire des terres seigneuriales de Hanseberg et de Raduhn, dans le cercle de Kœnigsberg, Nouvelle-Marche.

Lorsqu'il vint à Berlin dans l'automne de 1866, ses allures aussi modestes que décidées me plurent. Il dit une fois : « Mon père fut un homme éminent; *je ne le suis pas;* mais je vais mon droit chemin, et m'efforce d'employer utilement les facultés que Dieu m'a données. »

En janvier, il eut l'occasion de remplacer Bismarck dans les débats sur le projet de constitution fédérale. Il rêva d'obtenir la place de futur Chancelier de la Confédération, et me dit un jour : « Je crois qu'il serait utile de me nommer Chancelier fédéral. Si l'on mettait un catholique à la tête de la confédération nouvelle, on rallierait un grand nombre de bons catholiques, irrités par l'étendue des annexions et l'évincement de l'Autriche. »

Lorsque je rapportai la chose officiellement au ministre, il fit les remarques suivantes : « Je considère ces idées comme inexactes; je connais Charles Savigny depuis sa jeunesse comme un brave et honnête homme, mais il a eu le malheur de se trouver toujours dans des situations privilégiées, et d'apprendre fort peu à connaître la vie économique, qu'il s'agit maintenant de développer avant tout. Son esprit se meut dans certaines ornières toutes tracées. Dans l'exécution d'instructions précises, il procédera toujours correctement, mais qu'il surgisse devant lui des questions nouvelles, il sera souvent désemparé. Ses études pour la constitution fédérale laissaient beaucoup à désirer, et je ne saurais croire qu'il ait les capacités voulues pour diriger longtemps les affaires fédérales. S'il croit que des adversaires comme Mallinckrodt et Windthorst se laisseraient amadouer par sa présidence du Bundesrath, c'est une illusion de sa part.

« Je prévois aussi que, comme Chancelier fédéral, il prétendrait au droit de présenter sans contrôle des rapports

au roi ; mais cela n'irait pas à côté de moi, car deux personnes ne doivent pas avoir, en permanence, dans le même ordre de choses, le privilège des rapports verbaux au roi. »

Je demandai s'il ne serait pas à propos de faire pressentir à Savigny que son rêve d'avenir ne se réaliserait pas.

Le ministre répondit : « Non. Après une communication de ce genre, Savigny essaierait obstinément de me convaincre de la fausseté de mes vues. Des questions personnelles de cette sorte ne sont pas propres à la discussion. Il faut que la chose suive son cours naturel. »

Bientôt après Savigny me dit :

« Bismarck ne souffle mot de ma future position. Selon toute apparence, il veut être lui-même Chancelier fédéral. Mais pourquoi ne me le dit-il pas ouvertement ? Nous sommes pourtant de vieux amis, et je lui ai rendu maint service. »

Y eut-il ensuite entre eux une explication à ce sujet? Je ne puis l'admettre. Bismarck fit de nombreux déplacements, en avril en Poméranie, dans les premiers jours de juin à Paris, du 22 juin jusqu'au commencement d'août en Poméranie.

Le 14 juillet, le roi signait à Ems la nomination du ministre-président au poste de Chancelier de la Confédération. Dans la dernière semaine de juillet, un journal de Berlin publia des notes désobligeantes sur Savigny. Là-dessus la *Gazette générale de l'Allemagne du Nord* affirma que *seules des divergences d'opinions sur le fond des choses l'avaient empêché d'accepter une collaboration aux travaux du Bundesrath.*

Or le 3 août, à ma grande surprise, le *Staatsanzeiger*

(Moniteur officiel) déclara que ce communiqué de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* était *inexact*. Le même jour le ministre, accompagné par moi, partait pour Ems. Le 4, M. de Thile m'y écrivit que, d'après un ami de celui-ci, Savigny était profondément blessé ; que ce n'était pas moins naturel que regrettable aussi à cause du contre-coup de cette offense sur des cercles catholiques bien pensants.

Un poste diplomatique, qui eût pu donner à Savigny une occupation répondant à ses habitudes, n'était malheureusement pas disponible. On dit que, dans les années suivantes, obéissant à l'impulsion de son cœur, il se rapprocha de plus en plus des tendances ultramontaines, jusqu'à ce qu'en 1871 il se trouva en mesure de contribuer à la constitution du centre.

* * *

Quand l'imbroglio du Luxembourg fut débrouillé, Bismarck porta son attention sur la refonte du Zollverein. Les conventions douanières furent dénoncées, et des plénipotentiaires de tous les états intéressés, du Luxembourg aussi, furent invités pour le 3 juin à venir à Berlin, prendre part aux délibérations sur de nouveaux traités.

Le 29 mai, le ministre me fit appeler et me dit : « La constitution attribue au Chancelier de la Confédération diverses affaires de l'administration fédérale, qui ne tarderont pas à prendre une telle extension, que les employés de l'Office extérieur ne pourront plus suffire à la tâche. Pour cela il faut créer une administration à part, un Office de la Chancellerie fédérale. Le chef de cette administration devra naturellement suivre mes instructions; il

n'obtiendra donc pas un poste de ministre, et pourra peut-être prendre le titre de président. Cherchez-moi pour ce poste un homme — si possible un roturier — qui ait des connaissances exceptionnelles en matière de douanes et de commerce. »

Je répliquai sans hésiter : « L'homme me semble tout indiqué, c'est Delbrück. Dans cette partie, il n'a guère de concurrent à craindre.

— C'est juste, observa le ministre, je penserai à lui. »

Le même jour, on commit à la Chancellerie une faute, qui occasionna au ministre un accès de colère violente et malsaine. Je me permis de lui rappeler ce qu'il avait dit en 1865, dans le vallon de Hofgastein : « Si j'arrive à voir à Kiel un premier président prussien, je ne me fâcherai plus à propos du service. »

« Voilà une promesse faite bien à la légère, dit-il. Au fait, il est utile pour tout le rouage, que je m'emporte de temps en temps ; cela injecte plus de vapeur dans la machine. »

La Prusse proposait en premier lieu de supprimer le liberum veto de chaque État en particulier ; c'était un héritage de l'ancienne constitution fédérale, transporté dans les traités du Zollverein, et qui avait empêché tout progrès de la législation douanière pendant le cours des longues périodes conventionnelles. Ensuite la législation en matière de tarifs devait être confiée, de concert avec un parlement douanier, au Bundesrath augmenté d'un appoint de représentants de l'Allemagne du Sud ; le parlement se composerait du Reichstag de l'Allemagne du Nord, après accession de députés des états du Sud, élus par le même mode de suffrage.

Après une courte délibération, les plénipotentiaires repartirent chez eux pour chercher des instructions ; ils revinrent avant la fin du mois, et signèrent, le 8 juillet, les nouveaux traités du Zollverein.

Personne ne souleva la question d'étendre la compétence des législateurs douaniers à d'autres domaines de la vie publique.

*
* *

L'empereur Napoléon avait invité les autres souverains à visiter l'*Exposition universelle* de Paris. Fin mai, l'empereur Alexandre, accompagné du prince Gortschakoff, vint à Potsdam, et continua ensuite son voyage à Paris. Le 6 juin, le roi s'y rendit également. Dans sa suite se trouvait le ministre-président, qui permit au comte Charles de Bismarck et à moi de l'accompagner.

Il n'y eut pas d'affaires politiques à traiter dans cette ville. Le marquis de Moustier semblait indisposé contre Bismarck, et ne lui donna pas l'occasion de causer sur la situation des deux pays. Notre chef ne parla qu'avec Rouher de la situation de l'Allemagne ; il expliqua que la conclusion de nouveaux traités du Zollverein ne pouvait porter ombrage aux voisins, et que les dispositions des états du Sud nous rendraient facile la tâche de ménager autant que possible les susceptibilités de la France. Gortschakoff développa ces mêmes idées à Moustier.

A l'occasion de fêtes diverses et brillantes, l'empereur Napoléon et la belle impératrice reçurent leurs augustes hôtes avec une aimable cordialité.

Le roi et Bismarck demeuraient aux Tuileries ; les officiers et fonctionnaires de la suite avaient de confortables

logis en ville. Mais, tous les matins, nous étions tenus de venir aux Tuileries, pour déjeuner à la *table des maréchaux*. Les officiers français, commandés pour le service d'honneur de Sa Majesté, y prenaient part. Bismarck bavardait avec eux de la façon la plus aimable. Ce qui lui faisait un plaisir tout particulier, c'étaient ses relations journalières avec le maréchal Vaillant. Celui-ci lui dit au bout de quelques jours : *Savez-vous, comte, que vous faites à Paris une impression superbe? Tout le monde dit : « Vraiment, c'est un bon bougre. »*

A Longchamps, il y eut une grande revue d'environ 40 000 hommes. A cette occasion le roi monta sa bonne jument noire Sadowa. La suite reçut naturellement de fort bons chevaux, sortis des écuries de l'empereur.

Le lendemain, Bismarck exprima chaleureusement son admiration pour ces belles troupes. L'aimable maréchal lui dit : *Merci bien, comte. Tout cela est bel et bon; mais vous autres, vous êtes devenus trop grands vis-à-vis de nous. Il faut qu'un jour nous croisions l'épée*. Bismarck répondit en souriant : « Eh bien, croisons ! »

Ces joyeuses journées de fêtes passèrent vite. Nous ne rentrâmes à Berlin qu'au bout d'une semaine (le 14).

Auparavant, la comtesse Bismarck s'était rendue pour huit jours avec ses enfants à Kreppelhof, en Silésie, séjour du comte Eberhard Stolberg. De là, elle écrivit à Paris, le second jour de la Pentecôte :

« Puissiez-vous tous deux recevoir une infinité de satisfactions, vous, cher monsieur de Keudell, pour votre belle lettre, et Charles pour les quatre dépêches qui ont singulièrement réconforté mon âme exigeante, et menacent de lui inspirer sur ses vieux jours une enthousiaste tendresse pour un si obligeant cousin! Ses louanges retentis-

sent tous les jours, parce que ces télégrammes m'ont si gentiment tenu au fait de la santé et de la bonne humeur de mon grand et plus proche ami...

« Vous ne dites pas quand vous comptez être de retour à Berlin; peut-être que le séjour de Paris se prolongera. Nous ne pouvons malheureusement pas suivre cet exemple ici; après-demain, à 8 heures du matin, se rouvre l'écurie inventée pour la mortification et le tourment de nos garçons, et mes chers polissons ne doivent pas y manquer... Ainsi il faudra que nous repartions demain soir, le cœur gros, parce que la beauté et le charme de ce séjour dépassent tout, de sorte qu'on serait tenté de ne plus abandonner ce ravissant coin de terre, et les êtres délicieux qui l'habitent. Hier nous avons été à Fürstenstein, — c'est réellement *ce qu'il y a de plus grandiose à voir dans ce genre* [1]. J'éclatai en transports à propos de la vue dont on jouit sur le balcon du château et du haut du *Riesengrab* jusqu'au fond d'une gorge sauvage. Ces verts sombres et clairs de la forêt avec l'azur enchanteur des lignes montagneuses à l'horizon bravent toute description... Je préférerais cependant habiter Kreppelhof, qui me réjouit le cœur, comme l'air aimé du pays natal... »

*
* *

Le 22 juin, Bismarck alla en congé dans la Poméranie, d'abord chez son frère à Külz, puis à Varzin. La comtesse resta à Berlin avec les enfants jusqu'au début des vacances scolaires.

A cette époque, des journaux de Paris commencèrent à

[1] Expression familière à M. Bleichrœder.

traiter la question du Schleswig septentrional sur un ton hostile à l'Allemagne. Sur le désir de Napoléon, on avait introduit dans l'instrument de la Paix de Prague l'article suivant : « Dans quelques districts du Schleswig septentrional, on demandera aux populations si elles tiennent à être rétrocédées au Danemark. » Mais la France n'avait pas voulu mettre sa signature au bas du traité ; l'Autriche seule se trouvait donc être compétente, pour insister sur l'exécution de certaines clauses. Or, dans le Schleswig septentrional, on avait constaté qu'il n'y avait pas de limites de langue nettement dessinées au point de vue géographique, et qu'il serait impossible de céder des communes de langue danoise, sans perdre en même temps des communes allemandes ou des individus allemands. Nous demandâmes donc au gouvernement danois s'il pouvait nous garantir que les habitants allemands de districts à céder ne supporteraient pas les mêmes avanies que dans les années qui précédèrent la guerre de 1864. Les Danois répondirent que la bienveillance du gouvernement rendait superflues des garanties spéciales. Notre ministre à Copenhague revint à la charge, sur l'ordre de Bismarck, et adressa au gouvernement danois une note longuement motivée (18 juin), lui demandant s'il se croyait en état de *prendre des arrangements, et de prévoir des mesures qui constitueraient des garanties bien nettes pour la protection et la sécurité de la nationalité de tous les Allemands habitant, isolés ou en communes, des districts à rétrocéder*.

Naturellement on eut connaissance de ces incidents à Paris. La presse de cette ville se répandit en plaintes contre la soi-disant violation de traité commise par la Prusse.

Ces articles de journaux me valurent une lettre autographe de Bismarck, datée de Varzin[1], où il n'avait pas de scribe à sa disposition.

« ... Je voulais écrire hier encore à Thile, et vous prie de lui dire, à lui et à Abeken, qui en fera son profit à Ems[2], que nous répercuterons les échos de France avec une force égale à celle de leurs criailleries. Qu'on avertisse Goltz d'avoir à répondre avec froideur et maussaderie à toutes les observations concernant le Danemark; que les journaux ne se laissent pas damer le pion par les Français, que leurs réponses soient froides et martiales. Vis-à-vis du Danemark, il faudra plus d'acuité encore; que l'on arme ostensiblement à Düppel et dans la marine. Surtout pas de timidité... Si les journaux français nous attaquent, n'accentuons pas notre *défensive*. Faisons la sourde oreille, ou jetons le ridicule sur eux, ou *attaquons*. Pratiquons cette offensive, en critiquant toute la politique impériale, en poussant le *Kladderadatsch* à mordre, en lançant dans la campagne contre le Danemark la Pologne, l'Italie et le Mexique. Prévenir Goltz à ce sujet. Les articles danois des feuilles françaises sont visiblement inspirés, et nous ne mettrons pas de gants pour répondre à ces coups d'épingles. Le Luxembourg a épuisé notre mansuétude. Si après cela la paix n'est pas assurée, c'est qu'il n'y a pas à la maintenir, et nous ne pourrons pas continuer à garder, même dans les questions intéressant l'Allemagne, *le système des ménagements*, dont on a parlé

[1] La feuille qui portait la date du jour manque. C'était sans doute le 6 ou le 7 juillet.

[2] Le roi se proposait de se rendre à Ems, dans la seconde semaine de juillet, et Abeken y fut détaché pour toute la durée de la cure du roi, comme représentant de l'Office des Affaires étrangères.

à Paris. Nous aurons beau faire, tout sera inutile alors.

« Je trouve le pays d'ici ravissant, et ne reviendrai que sur l'ordre de Sa Majesté. Pouvons-nous espérer une visite de vous? Les meubles, qui ne sont pas arrivés à Cœslin, ma femme les réclame à cor et à cri.

« Votre

« DE B. »

Les deux lettres suivantes étaient également autographes :

Varzin, 10 juillet 1867.

« Mon cher ami !

« Si vous aviez envie, vous, Charles ou un autre, de me venir voir encore ici, il serait grand temps. Car si ma femme ne vient pas, comme j'en ai peur, je ne pourrai pas continuer longtemps encore à regarder tomber la pluie et à voir pousser les arbres.

« Votre

« DE B. »

« Remettez, je vous prie, la lettre incluse à D. »

Je pus lui annoncer que la comtesse partirait le 13 pour Varzin.

Varzin, 12 juillet 1867.

« Comme je l'ai déjà télégraphié, l'empereur Alexandre et moi nous n'avons pas causé le moins du monde de l'armée et des affaires intérieures de la Russie. Tout cela est de pure invention. A. 3074[1] va vous être retourné.

[1] Rapport de Goltz sur les armements de la France.

40 000 chevaux, c'est énorme, et leur *transport* n'a pas fait plus de bruit et d'impression sur les journaux ? C'est singulier. Leur entretien doit coûter par an de 12 à 15 millions de francs. S'ils sont en pension chez les paysans, ils ne seront pas prêts au service au moment de l'incorporation. Le gouvernement français paierait donc pour se trouver dans la même situation que nous, c'est-à-dire pour avoir à sa disposition 40 000 chevaux travaillant dans les champs, absolument comme nous, nous disposons de tout l'effectif des chevaux du pays ; seulement la France les paie avant, chez nous on ne paie qu'après les chevaux recrutés. Mais chez nous, il faut *désigner* à temps les chevaux utilisables. 700 000 hommes de troupes disponibles est un chiffre arbitraire ; s'il est vrai que la France n'en avait que 230 000 en septembre, comme l'a rapporté Loë, d'où seraient sortis depuis ces 470 000 ? Le ministère de la guerre doit savoir, d'après les rapports de Burg, ce qu'il a à faire pour marcher *du même pas*. A moi, ces rapports me font, pour le moment, l'effet de venir d'un alarmiste.

« Votre .

« de B. »

« Le rapport de Goltz du 5 est conjectural dans le style d'Usedom. Tout est possible. Notre main est aussi près de l'épée que celle de la France, la main de la Russie n'est pas plus loin de l'épée que celle de l'Autriche. La conservation de l'État autrichien est, à mon avis, de notre intérêt, du moment qu'elle reste compatible avec notre existence. »

L'exactitude de son impression fut confirmée bientôt après : les rapports en question sur les armements de la France reposaient sur des exagérations. Probablement,

Napoléon était, à l'époque, bien loin de songer à commencer une grande guerre sans allié. A la suite de la mort tragique de l'empereur Maximilien (archiduc d'Autriche), placé sur le trône du Mexique par les troupes françaises, Napoléon fit à l'empereur François-Joseph une visite de condoléance à Salzbourg (18 août). Les deux puissants monarques y demeurèrent cinq jours. Mais la coalition désirée par les Français n'aboutit pas, le comte Beust ayant fait ressortir que l'Autriche avait besoin de la paix.

La comtesse de Bismarck m'écrivit de Varzin, le 15 juillet :

« Vos roses ont gardé leur fraîcheur et leur exquis parfum tout le long de cette triste et pluvieuse journée de voyage, et encore maintenant, pensez! Mille remerciements pour ce bouquet, compagnon poétique d'un voyage incroyablement prosaïque, dont l'horreur m'épouvante chaque fois à nouveau. L'affreuse laideur de tout le parcours est inexprimable ; quand il s'y ajoute des nappes de pluie et des voiles de brouillard, c'est à pleurer. Pauvre Poméranie ! Une heure et demie avant l'arrivée à Varzin, le paysage devient tolérable ; quant à Varzin même, c'est ravissant, une véritable oasis dans cet ennuyeux désert... La maison est passablement hideuse, une énorme masure, avec 10000 chambres et recoins, des plafonds et des parquets gauchis, si bien qu'à chaque pas on redoute un effondrement. Quatre pièces sous les toits et quatre au rez-de-chaussée sont supportables, toutes les autres sont des abominations ; le parc est un enchantement, comme on en rencontre rarement. De vieux chênes, de vieux hêtres de cette grosseur et de cette vigueur, je n'en ai vu ni dans le Harz, ni sur le Taunus, ni dans l'Odenwald, ni

dans la Forêt-Noire. Plaise à Dieu que nous y puissions rester trois semaines sans être dérangés (Louis va bien être raisonnable ?), que Bismarck puisse se refaire et se reposer comme il faut dans cette adorable solitude de verdure ! Dimanche il doit être présenté au conseil général (Kreistag) de Schlaw, en sa qualité de nouveau propriétaire dans le pays ; à cette occasion l'on projette de sottes et interminables fêtes. Il en est si marri, que je suis forcée de feindre sans cesse l'humeur la plus riante et la plus gaie, pour l'empêcher d'y penser, et l'aider à passer ce calvaire, en apparence infranchissable. Mes fils nagent dans la joie du matin au soir, le temps est beau. S'il prenait envie à une violette ou à Gustavus dear [1] de venir ici, ne les en dissuadez pas, mais je n'inviterai personne, à cause de la longueur et de la laideur du trajet. Le séjour d'ici n'est pas non plus aussi plaisant qu'on pourrait se l'imaginer. Mais envoyez Alexandre [2], et venez avec lui ! Que fait à un riverain de la Baltique un voyage de douze heures ! »

Varzin, 20 juillet 1867.

« Le bon Dieu devrait bien enfin fermer les écluses du ciel, et nous réconforter par la chaleur solaire et l'azur du ciel. Dans ces conditions, Varzin est réellement plein de charme. Mais ces déluges incessants sous un ciel éternellement gris rendent tout le monde mélancolique. Bismarck est déjà d'une humeur de girouette, comme il dit ; le froid et l'humidité le font enrager, si bien qu'il se voit forcé d'absorber de la chélidoine, à cause de son état bilieux.

[1] Ce nom facétieux désigne Loeper.

[2] Comte Keyserling.

L'épreuve du Kreistag, il l'a subie, avec des honneurs à n'en plus finir, et un dîner de une heure à sept heures, après chaque service une pause de trois quarts d'heure, — pensez, quel amusement! — Le prince royal a eu l'aimable attention de ne plus rien lui demander, que par une lettre qui ne lui a fait que du plaisir. Il (Bismarck) approuve entièrement votre idée d'un vice-chancelier; il m'avait déjà parlé auparavant de Delbrück avec beaucoup de confiance. Je suis avant tout heureuse qu'il ne soit plus question de Savigny, parce que sa présence me faisait prévoir une source inépuisable de fâcheries et de dissentiments de toutes sortes. Sa lettre de reproches, je m'en soucie comme d'une pomme, elle ne m'est désagréable que parce qu'elle préoccupe un peu Bismarck, qui a mille fois plus de bonté d'âme que moi. Mais il digérera cet ennui, et quand le beau temps sera revenu, il l'oubliera, j'espère. »

Varzin, le 23.

« Vous ne sauriez vous imaginer combien Bismarck est indigné de la pusillanimité enfantine avec laquelle ces messieurs de Berlin ne croient pas pouvoir assumer de responsabilité; ils envoient tout ici, la moindre vétille, pour le visa ou la décision à donner... On aime Bismarck, on n'est pas jaloux de son repos; mais ce repos il ne peut pas l'avoir, avec cette journalière inondation de dépêches. Je vous en prie, venez à notre secours, que ces dernières journées se passent sans sujet d'irritation; détournez toutes les affaires chatouilleuses et irritantes, comme par exemple la querelle entre Roon et Heydt, *e tutti quanti*. Vous connaissez suffisamment notre grand nautonier de

l'État, vous savez ce qui le tourmente et ce qui le laisse froid...

« Hier et aujourd'hui, Bismarck n'a pas décoléré à propos des envois de Berlin. J'en ai été fort inquiète et crie au ciel : *Stop it!* D'ailleurs, malgré toute sa beauté, Varzin n'a pas du tout eu la bienfaisante influence que j'espérais — sur moi et les enfants beaucoup, nous avons repris des couleurs et des forces, — mais nous n'importons pas, nous, c'est lui le principal. »

Après lecture de cette lettre, je pris le premier train pour Cœslin, où il devait y avoir à cette époque une correspondance avec des chevaux de poste. Il me parut plus pratique de prendre au bureau de poste de Varzin tous les envois du ministère, et d'y répondre sans déranger le chef, plutôt que d'ennuyer différents expéditeurs haut placés par des avis qui resteraient peut-être lettre morte. J'arrivai à Varzin à minuit, défendis au postillon de sonner du cor, et dormis quelques heures à l'écurie, pour ne pas troubler le repos de la maison. Par un splendide lever de soleil, je goûtai solitairement les étranges beautés du parc scintillant de rosée; il part de l'habitation et couvre les collines qui s'élèvent des deux côtés en pente douce, jusque tout au fond du pays. C'est une antique futaie, sillonnée de sentiers emmêlés, parsemée de nombreuses petites prairies; elle contient, sur un plateau qui s'étend à perte de vue, des hêtres splendides et une grande variété d'autres essences. Des champs de blé lui servent de cadre.

Au déjeuner j'apparus avec plusieurs lettres d'affaires fermées; le chef me chargea d'y répondre à ma guise. Bientôt après les chevaux furent sellés. Ce fut pour le propriétaire un plaisir visible de me montrer les diffé-

rents cantons de ses vastes forêts, où passe en décrivant un vaste demi-cercle la Wipper, un de ces nombreux et rapides ruisselets qui suivent du sud-est au nord-ouest les pentes du fond de la Poméranie. Les terres groupées autour du château de Varzin comptaient quelques milliers d'hectares. Les fermes étaient louées, mais non les bois. Le garde général qui s'en occupait était tenu de se présenter presque tous les soirs, pour recevoir les instructions du Chancelier, qui s'y entendait fort bien.

L'habitation, construite, à l'habitude des siècles antérieurs, non en belvédère, mais à une place abritée du vent, me parut plus confortable, que je me l'étais représentée, d'après la description de la comtesse. La petite véranda me plut avant tout. Il s'y trouvait un billard et un piano à queue. C'est là que mon chef fumait le soir, recevait son garde, et lisait les journaux.

Peu de jours après mon arrivée, j'eus à ouvrir une lettre du ministre du Commerce, à laquelle était jointe un court mémoire du directeur ministériel Delbrück sur la constitution du futur Office de la Chancellerie fédérale. Aussitôt nommé Chancelier (au milieu de juin), Bismarck, pour faire entrer Delbrück dans son service, s'était d'abord adressé à son chef immédiat. Or, il recevait à ce moment les éclaircissements sur la manière dont le futur président comprenait les services de la nouvelle administration à instituer. En conséquence de la constitution fédérale, il fallait accoler des choses hétérogènes, à savoir :

1° Administration des postes et télégraphes, des consulats, de la trésorerie et de la comptabilité fédérales.

2° Contrôle permanent de l'administration des douanes et des impôts de consommation.

3° Surveillance de l'exécution de toutes les lois fédérales[1] relatives à d'autres points.

Bismarck dit que ce court et clair mémoire suffisait à prouver que l'homme convenable était trouvé, pour organiser et donner de la vie à cet arlequin administratif.

Le 2 août, le Chancelier retourna à Berlin, et le 3 au soir, il rejoignit le roi à Ems. Il m'y emmena.

En dehors des affaires de la Confédération, il s'agissait principalement, pendant les six jours de sa présence à Ems, d'adoucir dans les provinces nouvelles quelques mesures correctes, mais dures, prises par les différents ministres. Le roi était déjà intervenu personnellement au sujet du trésor d'État de la Hesse Électorale ; le Chancelier appuya les intentions bienveillantes de Sa Majesté dans certaines questions hanovriennes et francfortoises. Le monarque remboursa à la ville de Francfort, sur sa cassette particulière, un capital considérable, que le ministre des Finances avait cru devoir lui enlever.

On réussit ainsi à garder en fonctions le baron von der Heydt, estimé de tous, qui avait l'intention de se retirer.

En revenant d'Ems, j'eus le malheur de blesser le Chancelier à la main droite. Comme nous venions de recevoir une lettre de menaces d'un guelfe, à chaque gare j'observais avec une attention inquiète les gens qui s'approchaient du wagon-salon. Quand on sortait par le fond du wagon, on arrivait par une porte s'ouvrant de dedans en

[1] C'est ainsi que se constituèrent au début les bureaux de l'Administration encore existante sous le nom d'Office impérial de l'Intérieur ; on lui a depuis enlevé d'importants départements, mais on lui en a subordonné d'autres bien plus nombreux et de formation nouvelle.

dehors, sur une plate-forme couverte, mais ouverte sur les côtés. De là on descendait sur le quai par trois marches voisines de la porte. En descendant à Erfurt, le Chancelier mit le pied sur la première marche, et saisit de la main droite l'encadrement de la porte, près de la serrure. Je ne vis pas cette circonstance; je suivais de près le Chancelier, et fixais les yeux sur la foule amassée devant le wagon. Sans y penser, je fermai la porte derrière moi; sa main fut prise, et la porte tomba avec une certaine force sur l'ongle du médius. On fit aussitôt le nécessaire pour rafraîchir la main, mais la souffrance devait être forte, car le sang s'extravasait sous l'ongle qui noircissait peu à peu. Il est à noter que le Chancelier ne m'adressa pas un seul mot de reproche, ni dans le premier moment de souffrance, ni pendant ce long voyage, ni le jour suivant, où l'ongle lui faisait toujours mal.

L'Office de la Chancellerie fédérale fut logé dans les locaux disponibles du ministère d'État, et le 12 août, le directeur Delbrück en fut nommé président.

Le 15, le Chancelier ouvrit la première séance du Bundesrath dans une salle de la Chambre des Seigneurs. Le 16, les comités furent formés, et ensuite on fixa au 31 août les élections au premier Reichstag régulier. Le roi, en sa qualité de *président* de la Confédération de l'Allemagne du Nord, ouvrit le Reichstag le 10 septembre.

Les proportions numériques des fractions n'avaient pas subi de modifications sensibles. Les deux fractions de conservateurs et les nationaux-libéraux formaient ensemble la majorité.

Bismarck trouva l'occasion de déclarer que lui, Chancelier de la Confédération, assumait la responsabilité de toutes les mesures de la présidence, non seulement en ce

qui concernait toutes les affaires condensées à l'Office de la Chancellerie fédérale, mais aussi dans tout le ressort du Ministère des Affaires étrangères, de l'administration de l'armée et de la marine.

La loi de l'obligation au service militaire, objet de tant de querelles au Landtag prussien, fut enfin menée à bonne fin.

Le Reichstag approuva presque à l'unanimité les nouvelles conventions douanières ; à la suite de certaines incertitudes dans l'attitude du Sud, il décida, avec l'assentiment de Bismarck, d'après la proposition Braun (par 177 voix contre 26), que l'unification douanière ne serait accordée qu'aux états du Sud qui ne mettraient pas en question la valeur d'obligation des traités offensifs et défensifs conclus avec la Prusse. Aucun État n'essaya de le faire. Même dans le Sud, malgré maintes difficultés, les conventions douanières obtinrent en fin de compte la ratification de tous.

La première session du Reichstag, close le 28 octobre, fut féconde en résultats. La fondation de la Confédération de l'Allemagne du Nord était achevée, et son expansion assurée en vue de la législation douanière.

Le 1er octobre 1867, le pavillon noir-blanc-rouge annonçait à toutes les nations maritimes la création d'un nouvel État.

XI

DIFFICULTÉS AU PARLEMENT AVEC TOUS LES PARTIS. — INDISPOSITIONS RÉPÉTÉES. — LA QUESTION DE L'ÉLECTION AU TRÔNE D'ESPAGNE. — DÉCLARATION DE GUERRE DE LA FRANCE.

Dans une question intéressant la province de Hanovre, Bismarck devait se voir abandonné par le parti conservateur.

Grâce à l'entretien relativement peu coûteux de son armée, le royaume de Hanovre, avec ses riches revenus, avait pu mettre en réserve un capital de 34 millions de thalers (102 millions de marks), qui restait disponible pour des besoins d'intérêt commun. Cette fortune échut au conquérant. Or, l'introduction des lois militaires et fiscales de la Prusse imposa au pays des charges sensiblement plus fortes qu'avant. Il n'y eut donc rien d'étonnant à ce que l'Assemblée provinciale du Hanovre exprimât le vœu de se voir restituer ces fonds, pour servir à l'administration de la province. Elle invoqua un précédent, une faveur semblable accordée à la Hesse Électorale.

Sur l'intercession personnelle de Sa Majesté le roi, le gouvernement promit d'attribuer une partie de ces ressources à l'administration autonome de la province de Hanovre. Cette promesse fut publiée en septembre 1867, et ne souleva aucune protestation dans les réunions

préparatoires aux élections prochaines du Landtag prussien.

On déposa donc dans le Landtag une proposition y relative, et l'on promit en même temps d'attribuer aussi aux autres provinces des ressources considérables, en vue de leur autonomie administrative. D'après la proposition Kardorff, appuyée par le gouvernement, il s'agissait d'accorder 500 000 thalers (1 500 000 marks) par an à la province de Hanovre; c'était lui servir, pour ses anciens capitaux, un intérêt d'à peu près 1¹/₂ pour 100. En vertu de tout cela, le gouvernement pouvait compter que l'on approuverait cette petite indemnité.

Cependant cette question provoqua pendant trois jours, à la Chambre des représentants (du 4 au 6 février), d'ardents débats. *On ne voulait pas laisser traiter en marâtre les anciennes provinces*. Non seulement les radicaux, mais encore beaucoup de vieux-libéraux et les conservateurs, à peu d'exceptions près, firent opposition.

Dans plusieurs discours merveilleux, Bismarck montra qu'il seyait mal aux conservateurs de vouloir empêcher le gouvernement de tenir sa promesse, ce gouvernement qui, sorti de leurs rangs, avait soutenu la royauté dans les années du conflit, et considérablement renforcé leur parti. Aucun principe conservateur ne s'opposait à cette faveur promise par le gouvernement, faveur indispensable à la province de Hanovre, pour lui faciliter la transition au nouvel état de choses, faveur appuyée avec instance par tous nos amis de là-bas. Le ministère était également d'accord sur ce point, que cette concession devait être suivie d'autres de même nature à l'adresse des anciennes provinces. Cet anneau ne devait pas être arra-

ché à la chaîne de la politique d'apaisement poursuivie par le gouvernement.

Que le parti fasse une cote mal taillée à peu près comme suit : « Nous marchons en somme avec le gouvernement; nous trouvons, il est vrai, que de temps en temps il commet une folie, mais il fournit pourtant bien moins de folies que de mesures acceptables; aussi passons-lui ces cas isolés. »

Si, dans les questions où les principes ne sont pas en jeu, le gouvernement ne peut pas compter sur l'appui loyal du parti, le vaisseau de l'État sera sujet à de regrettables oscillations, nuisibles précisément aux principes conservateurs.

Les vieux chefs du parti gardèrent le silence; Blankenbourg, malheureusement, était à la campagne; seuls deux orateurs, rarement entendus, prirent la parole, sans entrer au fond des choses, ou sans montrer qu'ils comprenaient l'ensemble de la situation.

On a peine à comprendre pourquoi le parti resta sourd aux exhortations de son ancien et glorieux chef. Il est vrai, des doutes s'y étaient souvent élevés sur la question de savoir si, après le bill d'indemnité et l'introduction du suffrage universel dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, Bismarck pouvait encore être compté parmi les leurs; ces doutes avaient été entretenus et nourris par cette circonstance, qu'il se montrait parfois moins communicatif pour ses vieux amis qu'à l'égard des chefs du parti national-libéral, qu'il fallait gagner d'abord. Mais on contestera difficilement aujourd'hui que, pour le parti conservateur, précisément, il eût été bon de manifester sa mauvaise humeur d'une autre façon qu'en faisant opposition à une promesse notoi-

rement faite par le roi à la province de Hanovre. Bismarck ne l'emporta qu'à la petite majorité de cinq voix, grâce à l'appui des nationaux-libéraux et des conservateurs libéraux.

Cette mésaventure le bouleversa profondément. Les conséquences immédiates furent pour lui des douleurs dans les pieds, des flots de bile et des névralgies faciales. Le roi lui accorda un congé illimité, dont il fit part au Landtag et au corps diplomatique. Mais il resta dans Berlin. Il pensa sérieusement à se retirer, *vu qu'il n'y avait pas moyen de gouverner avec de pareils amis,* et que sa santé ne supporterait plus des assauts de ce genre. Cependant son dévouement au roi le retint au service, probablement aussi le désir de travailler au développement de la Confédération qu'il venait de créer.

Grâce à l'action amicale du comte Eberhard Stolberg, la Chambre des Seigneurs, à une grande majorité, approuva la loi sur le fonds provincial du Hanovre, et les députés conservateurs résolurent bientôt après de renoncer à toute opposition ultérieure. Mais les réalités du scrutin du 6 février et leurs contre-coups, il n'y avait plus moyen de les effacer.

*
* *

Pendant cette période, moins chargée d'affaires, Bismarck entendit souvent, et avec plaisir, un chanteur bien doué, le major de Fabeck, qui avait été appelé de Breslau à Berlin.

Il y avait longtemps qu'à Potsdam et à Breslau nous faisions de la musique ensemble ; à la fin nous étions maîtres de 96 morceaux de chant (lieds, ballades et ariet-

tes) ; pour les exécuter nous n'avions pas besoin de cahiers de musique.

Fabeck avait une basse puissante, souple et soigneusement développée, il chantait avec une simplicité entraînante. Bismarck trouvait plaisir à cet art naïf, et quand il entendait la voix sonore de Fabeck, il quittait sa table de travail pour nous rejoindre au salon de musique.

La société berlinoise était alors passablement riche en bons amateurs. A l'occasion d'une catastrophe arrivée dans la Prusse orientale, je pus, en mars 1868, organiser un concert auquel contribuèrent entre autres : la baronne de Schleinitz, femme du ministre de la maison du roi; la comtesse Albert de Pourtalès, surintendante à la cour du prince royal; le comte Flemming, ministre à Carlsruhe; le commandant de Fabeck et le référendaire de Saldern, violoniste distingué.

Le concert fut honoré de la présence de la cour royale; la salle de l'Académie de chant était comble, malgré la cherté, inouïe pour Berlin, du prix d'entrée.

Avant la fin apparut, à la surprise générale, le Chancelier fédéral, que jamais encore on n'avait vu dans un concert; il s'assit auprès de sa femme et de sa fille, et écouta religieusement une ballade de Loewe chantée par Fabeck.

Depuis sa promotion au grade de général de brigade (automne 1866), il portait toujours l'uniforme du 7e cuirassiers (jaunes), parce qu'il avait constaté que cet uniforme, croisé sur la poitrine, le garantissait mieux contre de légers refroidissements que le vêtement civil avec gilet ouvert.

* * *

Au commencement de mars, le Chancelier ouvrit la première séance du Bundesrath (Conseil fédéral) grossi des délégués de l'Allemagne du Sud. Il eut la satisfaction de voir ses propositions pour le parlement douanier aboutir d'une manière satisfaisante.

Mais, dans le Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord, qui se réunit ensuite, il devait apparaître qu'*il n'y avait pas non plus d'union éternelle à nouer* avec le parti national-libéral.

Dans l'automne de 1867, on avait autorisé, pour la marine fédérale, un emprunt de 10 millions de thalers, mais en faisant dépendre son émission de la réussite d'une loi sur l'administration de la Dette fédérale. Cette loi avait échoué à ce moment-là, parce que la majorité avait adopté une proposition des nationaux-libéraux, d'après laquelle les fonctionnaires de cette administration seraient justiciables des commissaires du Reichstag. Le conseil fédéral déclara cette résolution inacceptable. Malgré cela, les nationaux-libéraux présentèrent cette motion une seconde fois, et la défendirent avec ardeur. Un orateur dit sans détour que le gouvernement avait absolument besoin de cet argent pour la marine, que l'occasion était donc propice pour obtenir une extension des prérogatives du Reichstag.

Bismarck dit qu'il y avait là une invite au gouvernement d'avoir à acheter le droit d'organiser la défense du pays au prix d'une concession pour l'extension du pouvoir parlementaire. Tout gouvernement serait forcé de s'opposer à de pareilles prétentions.

D'ailleurs la proposition en elle-même était un contresens, car nulle administration régulière ne pourrait subsister, du moment que les commis auraient à redouter le

Reichstag et le juge plus que leurs chefs directs. On pourrait plutôt accorder que le Chancelier fédéral fût subordonné au juge de première instance, qu'il lui faudrait alors *appeler pour ainsi dire comme médecin constitutionnel*, pour se garantir de toute interprétation inexacte de la Constitution.

Si l'on avait agi ainsi en 1866, on serait aujourd'hui *sous les ordres de la Diète surannée de Francfort, peut-être après amputation de quelques parties de la Prusse.*

La Chambre vota cependant par 131 voix contre 114 l'amendement des nationaux-libéraux; le Chancelier fédéral retira aussitôt le projet de loi, et ordonna d'interrompre les travaux de la marine qui n'étaient pas d'une nécessité immédiate.

Cela se fit le 21 avril; en juin on trouva une issue à cette situation déplorée par tous les patriotes : on rendit possible l'émission de l'emprunt accordé pour la marine, en confiant, avec l'approbation du Landtag, le contrôle de l'emprunt à l'administration de la Dette publique de la Prusse.

* * *

Dans l'intervalle eut lieu la première session du parlement douanier, qui siégea du 27 avril au 23 mai. Du Sud étaient venus, à côté de 35 nationalistes, 50 particularistes résolus, dont l'élection avait donné naissance à de singulières manifestations de haine passionnée contre la Prusse. Malgré ces perspectives peu réjouissantes, Bismarck resta décidé à adoucir, dans la mesure du possible, par une attitude amicale, les antipathies de nos adversaires.

Deux importants traités de commerce furent ratifiés; pour le reste la session fut assez infructueuse. Les nouveaux tarifs sur le tabac et le pétrole, demandés par le conseil fédéral (Bundesrath), furent repoussés, non seulement par les Allemands du Sud, mais aussi par la majorité libre-échangiste du Nord.

Un représentant du Wurtemberg trouva l'occasion de faire observer que l'union politique plus étroite du Sud et de la Confédération du Nord provoquerait une terrible guerre avec la France. Bismarck répondit qu'on ne songeait pas le moins du monde à vouloir occuper de politique le parlement douanier, et qu'on ne souhaitait nullement l'entrée *prochaine* du Sud dans la Confédération. Peut-être que tous les états du Sud y reconnaîtraient un jour leur avantage. En tout cas, il tenait à *faire observer qu'un appel à la crainte ne trouve jamais d'écho dans des cœurs allemands.*

Au commencement de mai, le député bavarois, comte de Luxbourg, me dit qu'il venait de recevoir un envoi considérable de bière de conserve, et qu'il offrirait volontiers la chope du matin à quelques dignitaires et collègues, s'il connaissait un local convenable. Je pus le tirer d'embarras. Comme locataire de quelques pièces de la maison du comte Voss, j'avais la jouissance de la cour et de l'immense jardin sur l'emplacement duquel on construisit plus tard les palais de la rue Voss. Dans la vaste cour, ombragée de vieux tilleuls, était dressée, le jeudi 13 mai, une longue table, à laquelle le Chancelier fédéral présida le déjeuner. Plus de soixante convives, parmi lesquels un grand nombre d'Allemands du Sud, firent honneur à la bière de Bavière, et se promenèrent ensuite sous un clair soleil dans l'immense jardin plein d'arbres.

La semaine suivante, la ville de Berlin offrit au parlement douanier un brillant banquet, où Bismarck salua des paroles suivantes les Allemands du Sud :

« Les quelques jours de notre réunion se sont écoulés vite, comme une matinée de printemps; puissent les effets de cette réunion ressembler à ceux du printemps sur la saison suivante ! Je crois qu'après avoir travaillé en commun aux intérêts de l'Allemagne, vous remporterez chez vous la conviction de trouver ici, dans n'importe quelle crise, des mains et des cœurs fraternels ! la conviction que chaque nouvelle réunion fortifiera inévitablement cette situation !

« Maintenons ces relations, cultivons cette vie de famille. C'est dans ce sens que j'adresse à tous nos frères du Sud un cordial : au revoir ! »

La clôture de la session était fixée au samedi 23 mai. Pour le dimanche soir, 24, les membres du Bundesrath et du Parlement douanier étaient invités à se rendre en corps à Kiel, pour y passer la flotte en revue, le lundi. Le vendredi soir, vers minuit, le chancelier me fit appeler, et me dit que beaucoup de délégués du Sud voulaient rentrer chez eux au plus tard le lundi ; mais qu'il tenait à ce qu'eux précisément pussent aller à Kiel, que le départ devait donc avoir lieu dès le samedi soir; que j'eusse à régler la chose avec Dechend.

Le président de banque Dechend avait pris la direction des préparatifs de la fête de Kiel. Lorsque j'allai le voir, le samedi matin, à la première heure, il jugea d'abord impossible d'avancer de vingt-quatre heures les mesures prises ; cependant il se laissa convaincre que le Chancelier ne conviendrait pas de cette impossibilité, et ferait sa volonté. Le train spécial partit donc le samedi soir avec

plus de cent invités. Le Chancelier m'avait chargé de les accompagner, et de leur dire combien il regrettait que son état de santé ne lui permît pas de prendre part à cette fête. A Kiel, on s'embarqua sur une superbe frégate, qui gagna la haute mer à toute vapeur. La vue des vaisseaux et des jeunes matelots au teint bruni ragaillardit les invités, dont plusieurs n'avaient jamais vu la mer.

Le Chancelier, constamment indisposé, ne prit aucune part aux débats du Reichstag. Le 29 mai, il tomba malade sans cause apparente ; c'était une affection rhumatismale de la plèvre ; le 16 juin, avant la clôture du Reichstag, il partit en congé illimité pour Varzin, accompagné par la comtesse. Celle-ci, le 21, fit une chute malheureuse et se fractura une côte ; elle dut rester alitée pendant quelques semaines.

C'est à cela que se rapportent les derniers mots de la lettre suivante qu'il m'adressa :

V. 1/7. 68.

« Si Charles veut me faire, ici, au nom de Delbrück, des rapports *non irritants,* c'est contraire à nos conventions. On ne peut pas juger d'avance ce qui est *irritant ou non.* Je me doute bien de quoi il s'agit. Recommandez à Delponte *de prendre conseil de ses propres inspirations et de me laisser tranquille ; de me f... la paix*[1], si je puis m'exprimer ainsi ; quant au vote sur les questions en suspens dans le Conseil fédéral, il faut consulter, pour les questions importantes, le ministère d'État, et au besoin Sa Majesté ; une fois qu'on m'aurait pris dans l'engrenage ici, je n'en verrais plus la fin.

[1] A partir du mot Delponte, la phrase est en français dans le texte allemand.

« Je monte à cheval tous les jours, pendant quatre ou six heures ; ma femme est aussi bien que possible, mais elle ne sort pas du lit; elle compte essayer de se lever à la fin de la semaine. Mieux vaut tard que trop tôt.

« Votre

« DE B... »

V. 8/7. 68.

« Je vous en prie, faites donc savoir par la presse que je reçois ici, dans ma retraite, de six à douze lettres par jour, avec des demandes particulières, de tous les coins de l'Allemagne ; on me prie d'y répondre ou de les recommander de ma propre main ; dites que je n'ai pas de secrétaires ici, et que, par conséquent, tout s'en va à Berlin, sans être ouvert. Peut-être ce moyen réussira-t-il. La plupart de ces missives vont dans la cheminée, où l'on fait du feu quand il pleut. Ma femme va relativement bien, mais elle ne peut pas encore descendre les six marches à la porte de la maison. Une visite tout à fait intime, comme la vôtre ou celle de Charles, serait faisable. Nous avons défendu notre porte, et n'accueillons pas encore les visites et les invitations voisines.

« Votre

« DE B... »

V. 11 juillet 68.

« Voudriez-vous, à l'occasion, dire à Roon, de ma part, que le comte Westarp, à qui d'ailleurs je souhaite tout le bien possible, ne devrait pas être Landdrost[1], si l'on ne compense pas sa nomination par celle d'un hanovrien

[1] Sorte de préfet.

comme président dans d'autres provinces. Qu'on se garde de n'expédier que des *Berlinois* dans les provinces nouvelles sans que celles-ci nous fournissent aussi des fonctionnaires, ce serait une grande faute.

« A mon avis, on aurait dû empêcher les manifestations des Galiciens à Posen[1]; c'était facile, vu que les étrangers n'ont aucun droit chez nous.

« Ici tout va bien.

« Votre

« DE B... »

La comtesse écrivit de Varzin, le 1er août :

« ... Charles est parti ce matin. Il vous remettra différentes demandes de secours, et l'affaire Struck, avec les éclaircissements nécessaires. Mes chers petits nous quitteront, hélas! demain matin; je leur remettrai ce billet qui doit vous apporter mes sincères remerciements pour votre aimable envoi de brosses, qui a bien fait rire Bismarck.

« Notre solitude va être terrible. Si la pluie se met de la partie, et ça en a bien l'air aujourd'hui, nous allons attraper le spleen et mourir d'ennui. Pas tant Bismarck que Marie et moi. Nous vous enverrons toujours des nouvelles et espérons en recevoir également... »

Le Chancelier m'écrivit ce qui suit, le 7 août :

« Je ne trouve rien dans les journaux qui indique que monsieur de N... à O..., près de Dorpat, ait été mis au pilori pour avoir maltraité le forestier A...[2]. Je vous avais

[1] Le 9 juillet 1868, une centaine de Galiciens, venus à Posen pour prendre part à des fêtes nationales polonaises, furent accueillis avec ostentation, et assistèrent à un banquet et à la représentation d'une pièce en polonais au théâtre municipal.

[2] A... était un sujet de la Confédération.

développé longuement la manière dont on pourrait soulever contre lui lés sentiments et les intérêts de ses égaux, en exposant le peu de valeur d'institutions qui n'offrent aucune protection légale. Je regrette que mes avis produisent si peu d'effet sur la 2e section. Il me semble pourtant que je n'importune pas souvent ces messieurs ; or, obliger un malade à revenir trois fois sur le même objet, cela frise vraiment le dédain.

« Dans l'affaire La Marmora, je soupçonne, d'après la lettre de Thile, que mon avis dicté à ce sujet n'a pas été expédié exactement. Les conseils d'Usedom provenaient à l'origine des généraux italiens (Govone), et ont été discutés pendant des mois... Parlez-en à Thile et présentez-lui les compliments de

« Votre

« de B... »

Appelé par mon chef, je vins le 15 août à Varzin, amenant avec moi un excellent employé du bureau cryptographique. J'espérais qu'on s'habituerait à sa présence permanente. On lui fit bon accueil, cependant le chef me dit aussitôt : « Je crains que cet homme ne s'ennuie, et qu'il ne dure pas ici. »

Je lui fis servir ses repas dans sa chambre, pour prévenir l'impression désagréable qu'aurait pu produire dans le cercle de la famille l'apparition d'un étranger.

Le lendemain matin, j'eus un rapport verbal à faire, mais le hasard fit qu'il n'y eut pas encore d'occupation pour l'expéditionnaire. Il eut la mauvaise idée de se présenter et de demander du travail. Lorsqu'il fut sorti, le chef me dit : « Voyez-vous ! Cet homme s'ennuie. Sa présence m'agace. Renvoyez-le tout de suite à Berlin. » Ce qui fut fait.

Depuis lors on ne revit plus, à mon su, de commis de chancellerie à Varzin ; jusqu'en 1872, les travaux cryptographiques, parfois considérables, ainsi que les rares mises au net, y furent faits par Bucher, le comte Charles ou moi, ou en commun, par deux d'entre nous.

Le chef me parut assez vigoureux physiquement ; avec la comtesse Marie et moi, il fit de longues courses à cheval dans ce pays de collines généralement boisées ; mais son état nerveux ne laissait pas d'être inquiétant.

Le comte Keyserling et sa fille, jolie personne fort instruite, vinrent en visite pour trois jours. Tous deux observaient une grande réserve, et ne causaient avec abandon que quand on les y poussait. Le second jour, Bismarck me dit : « Je suis si malade, que la présence de mon plus cher ami de jeunesse me porte sur les nerfs, si bien qu'au fond du cœur j'attends son départ avec impatience. »

Quelques jours après vint Blankenbourg. On l'accueillit amicalement. Le 22 août, nous partîmes tous trois pour une longue promenade à cheval. Le cheval que montait mon chef était un alezan très robuste, mais petit et courtaud. Nous traversions au grand trot une prairie dans les bois, quand l'alezan mit le pied antérieur droit dans un trou profond, dissimulé par le gazon ; il fit panache avec la rapidité de l'éclair. Son cavalier tomba sur les mains ; la selle et la croupe du cheval s'abattirent de tout leur poids sur le dos du cavalier ; au même instant le cheval se roula de côté. Il ne fallut que quelques secondes à Bismarck pour se relever, mais il resta une minute aphone. Blankenbourg demeura auprès de lui, tandis que moi je piquai des deux pour aller chercher une voiture. Il pouvait marcher à pas lents, et rentra chez lui en voiture, sans se plaindre de fortes douleurs. Le médecin, mandé

de Schlawe, ne trouva pas de fracture, mais prédit de violentes douleurs dans tous les muscles. Bismarck, lui, croyait avoir trois côtes brisées ou tout au moins enfoncées. Les souffrances musculaires furent encore plus cruelles le second jour que le premier, et ne se dissipèrent qu'au bout de plusieurs semaines; alors il put remonter à cheval, mais aller au pas seulement.

A la fin d'août, je fus relevé à Varzin par le comte Charles.

La comtesse de Bismarck m'écrivit, le 26 septembre :

« Bismarck et Marie ont fait aujourd'hui une promenade de cinq heures à cheval, au pas, dans la forêt, et ils y seraient peut-être encore, s'ils n'avaient pas eu pitié de leurs montures qui s'impatientaient et voulaient regagner l'écurie... Nous sommes désolés de ne plus voir Henriet [1], mais malheureusement on n'ose pas l'inviter, parce qu'il se pourrait que la bise automnale de la Poméranie nuisît à son pauvre poumon... Rien de décidé au sujet de notre départ. L'automne s'annonce encore plus beau que n'était l'été, et Bismarck restera aussi longtemps que possible à Varzin, dont il s'éprend tous les jours davantage. Quel bonheur que ce séjour lui plaise tant ; je crois qu'il lui a fait du bien, malgré les insomnies qui ne veulent pas le quitter. Il a passé son dimanche sans encombre avec douze parents, dont trois sourds, dans un concert de voix criardes. Il se distingua par tant d'amabilité envers tous, qu'ils se pâmaient presque de ravissement, et ne se décidèrent à rentrer qu'à dix heures et demie du soir. Il devait y avoir clair de lune ; mais, par une perfidie énigmatique,

[1] Comte Henri Keyserling-Rautenbourg, alors consul général à Bucarest.

l'astre se cacha derrière un voile de nuées, quand un soleil splendide n'avait cessé de briller du matin au soir. »

Le 27 septembre, Bismarck adressa la lettre suivante au vice-président du ministère d'État, baron von der Heydt, son aîné et éminent collègue, auquel il témoigna toujours une amitié particulière :

« Mon cher ami et collègue !

« J'ai tardé à vous remercier, et à répondre à votre aimable lettre, parce que j'attendais le moment où je pourrais vous donner de meilleures nouvelles de ma santé et de mes projets. Ce moment est venu, Dieu merci ; depuis quelques jours je ne souffre presque plus, et commence à me sentir bien portant. Encore quelques semaines de repos, et j'espère pouvoir me remettre au travaïl. Dès à présent, je ne demande pas mieux que de participer de loin aux affaires, si vous le jugez nécessaire. S'il y a des points sur lesquels vous désirez mon avis, je recevrai vos communications avec plaisir. Si vous avez le loisir et l'envie de m'honorer de votre visite, nous en serions enchantés, ma femme et moi.

« Vos informations de France concordent absolument avec ce que je sais par mes relations sur l'état des choses et l'opinion dans ce pays ; seulement, j'y connais de grands propriétaires qui y paient à l'État et aux communes des redevances qui atteignent jusqu'à 40 — je dis quarante pour 100 de leur amodiation intégrale. Je n'ai pas considéré la guerre comme vraisemblable, malgré les dispositions hostiles de maints partis, surtout des ultramontains ; l'agitation espagnole, pour peu qu'elle ait de la durée, constituera un excellent dérivatif en faveur de la paix. J'espère

que Dieu récompensera notre esprit pacifique d'il y a dix-huit mois, alors que nous étions visiblement les plus forts; si l'on nous attaque tout de même, nous serons aujourd'hui encore, avec l'aide de Dieu, supérieurs aux Français. Les Russes tiendront l'Autriche en bride... J'espère, dans un mois au plus tard, pouvoir de nouveau travailler avec vous, comme d'habitude, et jusque-là je sais la direction des affaires en bonnes mains.

« Veuillez agréer l'assurance sincère de mon respect et de mon dévouement.

« Bien à vous,

« DE BISMARCK. »

Dans la dernière semaine de septembre, le prince Michael Gortschakoff, qui habitait alors Berlin, vint me dire que son père, le Chancelier de l'Empire, désirait, à son retour de Bade à Saint-Pétersbourg, avoir une entrevue avec le comte de Bismarck. Je répondis que, dans les circonstances présentes, le médecin ne lui permettait pas de venir à Berlin. Nous examinâmes ensuite la possibilité d'un voyage du Chancelier russe à Varzin, par train spécial jusqu'à Cœslin. Le prince Michael fit ressortir qu'il ne pouvait pas anticiper sur les résolutions de son père. J'en rendis compte à mon chef et reçus de lui la lettre que voici :

Varzin, 29 septembre 1868.

« Ne m'envoyez pas le cryptographe demain, nous n'avons pas de place pour le moment dans la maison; après-demain peut-être [1].

[1] On ne le fit pas venir plus tard.

« Un train spécial pour Cœslin est un phénomène si insolite, qu'on l'annoncerait par dépêche à l'étranger. Cette mesure exceptionnelle ferait voir sous un faux jour la rencontre en elle-même, et surtout notre posture à cet égard. Bouche close sur ce point de vue ; ne parlez que de mon rhumatisme, sans doute à son déclin, mais très sujet à rechute, et de la dysenterie, très curable, à ce que je crois, mais gênante pour voyager. Exprimez à Michael et à son père, que je vous prie, vous, ou mieux encore Thile, de saluer au passage en mon nom, mes sincères regrets de ne pas le voir. Si j'avais les côtes indemnes, je serais, en tout cas, venu à Berlin pour le passage du czar et pour voir Gortschakoff ; si vendredi mon médecin me permettait de voyager, j'irais à Schneidemühl, et l'accompagnerais de là jusqu'à Dirschau ; mais si cela ne va pas mieux qu'avant, le médecin m'affirme que je ne pourrais le faire qu'au risque de retomber malade pour six semaines. Pareille imprudence m'attirerait bien des reproches. C'est entendu, *la maladie seule m'arrête*, sans quoi...

« En tout cas, il faut que le vieux chancelier soit transporté à travers la Prusse avec tous les égards dus à son rang : salon, provisions de bouche, appartement réservé, logement en route pour la nuit ; je voudrais, s'il ne refuse pas catégoriquement, que l'un de nos jeunes gens l'accompagnât jusqu'à la frontière, sans l'importuner plus que de raison dans son coupé. Si cela vous amuse..., mais vous prétendrez n'avoir pas le temps. Si vous avez un autre galant homme sous la main, et si Thile veut se charger de l'aller saluer au passage, venez chez nous, dès que cela vous conviendra ; pour vous naturellement la place ne manque pas.

« Nous attendons aujourd'hui les Eisendecher et Braune.

Eulenbourg n'a pas l'air de vouloir venir. Pour me remettre insensiblement aux affaires, je demande qu'on commence par me faire la lecture des dépêches. Eulenbourg m'a promis des communications du ministère d'État. Ensuite, dans les dernières semaines de mon séjour ici, il me faudra ou bien vous, ou bien Charles, ou quelque autre officier de mon grand état-major désireux de voyager. Tout va bien à la maison.

« Votre

« DE B... »

Le 8 novembre, je repris le service à Varzin. Le 23, mon chef écrivit ce qui suit au baron von der Heydt :

Varzin, 23 novembre 1868.

« Mon cher collègue !

« Vifs remerciements pour votre aimable lettre du 21. Cordiales félicitations pour le vote annoncé aujourd'hui par dépêche, sur le budget extraordinaire et les disponibilités. Prière de parler aux Américains en toute cordialité de la bienveillance réciproque existant entre les États-Unis d'Amérique et d'Allemagne, et de l'estime personnelle dont jouit Bancroft[1] comme diplomate et comme savant. Exprimez l'espoir que ces relations et ces sympathies se développeront de plus en plus. Il ne saurait évidemment être question de guerre ou de paix dans cette entrevue. Je suis convaincu que, le cas échéant, nous pouvons compter jusqu'à un certain point sur l'amitié de l'Amérique ; mais une allusion à cela dans la bouche d'un ministre pourrait être préjudiciable à la chose...

[1] Ministre des États-Unis à Berlin.

« Dans le courant de la semaine prochaine je compte être auprès de vous ; ces dernières semaines m'ont fait un bien très sensible.

« Votre dévoué,

« DE BISMARCK. »

Quelque temps après s'élevèrent de graves divergences d'opinion sur des questions d'affaires entre le ministre-président et le ministre des finances ; leurs rapports personnels n'en furent cependant nullement troublés.

Lorsqu'en octobre 1869, Heydt crut devoir rentrer dans la vie privée, Bismarck lui écrivit :

Varzin, 30 octobre 1869.

« Je remercie sincèrement Votre Excellence pour son aimable lettre du 28. Je vous prie d'être assuré que je garderai toujours un souvenir reconnaissant du temps de notre collaboration. J'en déplore l'interruption momentanée, et nourris l'espoir que nos relations amicales et intimes continueront comme par le passé, indépendamment de toute connexion officielle. La résolution de vous démettre de vos fonctions vous a été dictée par les mêmes motifs qui vous avaient décidé jadis à les accepter. Sur le désir de Sa Majesté le roi, et dans l'intérêt du pays, vous vous êtes chargé en 1866 d'une tâche difficile et périlleuse, et vous vous en êtes acquitté avec un éclatant succès ; de même, aujourd'hui, vous avez, avec une entière abnégation, donné toute liberté à Sa Majesté le roi d'essayer si un changement dans la personne du ministre des finances pouvait diminuer les difficultés de la situation parlementaire. Votre profond attachement au roi et votre patriotisme éprouvé nous sont de sûrs garants que, même en

dehors de toute position officielle, vous continuerez à prêter à vos anciens collègues l'appui effectif que votre connaissance parfaite des affaires, et une expérience de plus de vingt années au ministère, peuvent offrir à tout gouvernement.

« Ma femme, qui est allée assister aux noces d'argent de ma sœur, sera heureuse de vous revoir à Berlin, et de vous remercier pour votre aimable souvenir. Quant à moi, je vous prie de croire à l'assurance de ma respectueuse amitié; je garderai toujours le souvenir reconnaissant de nos relations de collègues pendant une époque féconde en événements.

« Je suis, avec la considération la plus distinguée, de Votre Excellence,

« le très dévoué

« DE BISMARCK. »

***

En automne 1868, les journaux de Paris et de Vienne nous accusèrent de vouloir provoquer une crise en Orient, par des pressions exercées sur le gouvernement roumain. Pour expliquer cette erreur, je rappellerai quelques incidents des deux années précédentes.

A l'instigation de l'empereur Napoléon, le prince Charles de Hohenzollern, son parent [1], avait été élu, au printemps de 1866, prince de Roumanie. Le roi Guillaume engagea le prince, qui servait à Berlin en qualité d'officier de dragons, à refuser la couronne qu'on lui offrait. Les lois de la famille de Hohenzollern ne lui permettaient pas d'aller jusqu'à l'interdiction.

[1] Par les Beauharnais.

Bismarck évita d'intervenir comme ministre dans l'affaire, mais il donna au prince le conseil officieux de risquer l'aventure.

Le jeune héros fut tenté par la grandeur de la mission. Il partit incognito pour la Roumanie, et prit les rênes du gouvernement à Bucarest, le 22 mai. Jean Bratiano, le promoteur de l'élection, garda, comme ministre du prince, une influence prépondérante sur la marche des affaires politiques.

Le gouvernement prussien déclara que le prince avait agi de sa propre initiative, et qu'il n'avait ni demandé ni reçu l'autorisation du roi.

Cette déclaration ne trouva pas pleine créance partout, et fut plus fortement révoquée en doute, lorsque plus tard deux officiers prussiens vinrent à Bucarest pour collaborer passagèrement à la réorganisation de l'armée roumaine.

Dès l'année 1866, le prince voulut aussi acheter 20 000 fusils à aiguille pour son armée ; mais Roon crut de son devoir de ne satisfaire à ce désir que quand l'Allemagne serait complètement pourvue.

D'après les on-dit, le ministre Jean Bratiano, homme de très grand talent, mais doué d'une imagination peut-être par trop exubérante, poursuivait secrètement le plan d'agrandir sa patrie par la conquête de territoires voisins, où l'on parlait roumain, et avait, à cet effet, favorisé la formation de comités d'action. Ce fut à lui que s'en prit la presse étrangère, lorsque, dans l'été de 1868, des bandes armées envahirent la Bulgarie. Elles furent, il est vrai, battues et dispersées par les troupes turques, mais incitèrent la Porte à se plaindre aux puissances de ces troubles provenant de la Roumanie. La Russie resta passive, mais

les puissances occidentales et l'Autriche-Hongrie jugèrent le grief fondé.

A ce moment, automne de 1868, une partie des fusils à aiguille, commandés en 1866, arriva à Bucarest. Roon les y avait fait expédier par le territoire russe. Une nouvelle incursion en Bulgarie se produisit, et des menées roumaines furent signalées en Transylvanie.

La coïncidence de ces faits fit supposer à Paris que la Prusse et la Russie favorisaient les agissements de Bratiano, pour nuire à la Turquie et à l'Autriche. Les autres puissances commencèrent à redouter l'imminence d'une forte crise en Orient.

Aussitôt que Bismarck, dans sa retraite champêtre, fut avisé de cet état de choses, il intervint résolument. Notre représentant à Bucarest, comte de Keyserling, reçut l'ordre de conseiller au prince le congédiement de Bratiano, et de quitter son poste, en cas de refus. Le prince reconnut l'intention bienveillante de Bismarck : Bratiano donna sa démission le 28.

On n'entendit plus parler d'agitations roumaines dans les pays voisins, les inquiétudes de la Porte et de ses amis disparurent.

* * *

Le 2 décembre, le chancelier revint à Berlin. Bientôt après, il adressait à notre ministre à Florence une lettre qui détermina le comte Usedom à quitter (1er mars 1869) le service des Affaires étrangères. Elle était conçue en ces termes :

Berlin, 10 décembre 1868.

« Votre Excellence doit sentir, comme moi, depuis un certain temps déjà, qu'une conception essentiellement différente des devoirs et des limites de la profession diplomatique rend difficile notre coopération aux affaires.

« Les observations que j'ai eu l'honneur de vous adresser le... et d'autres notes contiennent des preuves de nos divergences sur la façon de traiter les questions de service et de politique. Mais la note que Votre Excellence adressait, à la date du 17 juin 1866[1], au général La Marmora m'a donné la conviction que je ne saurais prendre sous ma responsabilité, vis-à-vis de Sa Majesté et de mon pays, la façon dont Votre Excellence comprend et occupe le poste de ministre du roi. Je me sens obligé à demander à Sa Majesté de vous relever de vos fonctions, dans le cas où vous n'auriez pas l'intention de faire vous-même la démarche nécessaire.

« Dès l'année 1866, j'aurais été amené à cette résolution, si le contenu de la note en question, dont la copie parvint à Berlin le jour de la bataille de Langensalza, était arrivé alors à ma connaissance. Ce n'est qu'à la publication de cette note que je pus y constater des idées et des expressions incompatibles avec la position de Votre Excellence, et absolument inadmissibles dans une note diplomatique.

« Votre Excellence ne devait pas se dissimuler qu'expédier ce document aux ministres d'une puissance étrangère, c'était imposer une inacceptable responsabilité au gouvernement de Sa Majesté le roi.

[1] Souvent imprimée, par exemple dans Hahn, *le Prince de Bismarck*, I, p. 468.

« Cette observation s'applique à plusieurs passages de la note, mais en première ligne à celui qui donne lieu de soupçonner que, longtemps avant la guerre, à l'époque de notre alliance avec l'Autriche contre le Danemark, nous préméditions d'exploiter la question hongroise pour provoquer un soulèvement populaire contre l'empereur notre allié !

« A mon sens, c'est un des devoirs principaux de la diplomatie de ne jamais perdre de vue les besoins politiques futurs de son pays, de ne pas traiter d'impossibilités les alliances en perspective, ou de ne pas les rendre impossibles de son autorité privée.

« Je n'ai jamais mis en doute que V. E. ait agi dans la conviction de rendre un service au pays en expédiant la note en question.

« Mais la forme et le langage choisis à cet effet par V. E. me confirment dans cette opinion, que mon devoir est de prendre toutes les précautions possibles pour empêcher désormais des incidents de ce genre, et éviter de nouveaux embarras dans les complications futures de la politique de Sa Majesté le roi.

« Ayant gardé bon souvenir de nos relations personnelles, je me crois tenu de vous exposer la situation sans détour, et vous laisse toute latitude de faire une démarche personnelle pour la dissolution de notre association.

« de Bismarck ».

Le 11 au soir, le Chancelier partit avec moi seul pour Dresde, afin d'aller présenter ses hommages à S. M. le roi Jean, au jour anniversaire de sa naissance. Nous logeâmes chez le ministre d'Eichmann, dans une maison spacieuse, près du *Grand Jardin*.

Un dîner de gala chez le ministre baron de Friesen fut suivi d'une brillante soirée chez le ministre de la guerre, général de Fabrice.

Plus de 500 personnes se réunirent dans la grande et élégante salle des fêtes. Dans cette réunion de gens qui m'étaient étrangers, je ne cherchai pas à faire des connaissances, je me bornai à observer. Toute cette société portait la marque d'une distinction pleine de simplicité et basée sur des habitudes traditionnelles. L'intention du Chancelier d'effacer par sa visite maintes traces de vieilles rancunes paraissait provoquer de cordiales sympathies. J'eus la même impression le lendemain, dans un dîner à la cour du roi. Aussitôt après nous retournâmes à Berlin. Même à Dresde, le Chancelier avait consacré plusieurs heures par jour à l'expédition des affaires courantes.

Dans les mois de décembre à février, il fit des apparitions assez fréquentes dans les deux Chambres du Landtag ; il prononça plusieurs discours sensationnels, notamment sur les mesures indispensables pour faire échouer les tentatives hostiles des anciens maîtres du Hanovre et de la Hesse électorale. Malgré ces travaux au parlement, le Chancelier put consacrer douze jours à la chasse. Aussi se portait-il bien.

En mars 1869, le Reichstag se réunit de nouveau. Les députés comte Munster et Twesten proposèrent l'organisation de cinq ministères fédéraux. Cette motion prouvait que même les groupes des conservateurs libéraux et des libéraux-nationaux, qui se vantaient le plus de soutenir la politique nationale de Bismarck, ne comprenaient guère la constitution fédérale issue de leurs délibérations. D'après celle-ci, les commissions du Bundesrath exerçaient

en partie des fonctions ministérielles, et représentaient, à côté du Chancelier fédéral, leurs administrations.

Les droits politiques des autres pays de la Confédération ne pouvaient être mis en valeur que par cette voie. Or ce projet de subordonner les administrations des commissions à des ministres fédéraux responsables, conformément à la doctrine constitutionnelle, était une tentative de substitution de l'état unitaire à la confédération, en même temps qu'un essai de suppression des accords intervenus entre la Prusse et les états fédéraux. Il s'y trouvait également, nettement caractérisé, un vote de méfiance contre le Chancelier et tous les organes fédéraux fonctionnant en dehors du Reichstag.

A la vue de cette motion, Bismarck fut pris de gastralgie. Cependant, il ne tarda pas à reprendre le dessus, et démontra l'inadmissibilité de la proposition dans un admirable discours qui dura plusieurs heures. Je n'en extrairai que quelques mots dirigés contre l'unitarisme :

« La centralisation est plus ou moins un acte de violence, et ne peut guère se réaliser sans une atteinte criminelle portée au moins à l'esprit de la constitution. Une telle atteinte, dût-elle même être justifiée dans la forme, laisse des plaies saignantes, nul ne sait et personne ne saurait contrôler combien de temps elles resteront vives... Je crois que, dans les états germaniques, on ne doit pas se demander, si l'on veut agir au goût des populations : Qu'est-ce qui peut être commun à tous ? Jusqu'à quelle distance la grande bouche du commun peut-elle mordre dans la pomme ? — Mais il faut se demander : Qu'est-ce qui doit absolument appartenir à la communauté ? et ce qui n'a pas besoin d'en être, on doit l'abandonner à son

évolution spéciale. C'est par là qu'on sert la liberté, c'est par là qu'on sert le bien public... »

Blankenbourg, leader des conservateurs, soutint le Chancelier par une vigoureuse harangue; voilà peut-être pourquoi la santé de ce dernier ne fut pas ébranlée par l'adoption de cette absurde motion, que votèrent cent onze voix contre cent.

Il adressa des reproches à différents députés, de ce qu'on n'avait pas discuté ce projet avec lui, avant de le déposer. Il résolut, pour faciliter l'échange des vues, d'inviter chez lui, régulièrement une fois par semaine, tous les députés sans exception. Il voulait permettre à ses invités de venir en redingote; le docteur Simson, président du Reichstag, s'y opposa, en faisant observer avec énergie que l'habit noir et la cravate blanche étaient indispensables pour maintenir la dignité de l'assemblée. Afin de voir chez lui même les députés qui n'avaient pas déposé leur carte, le Chancelier choisit pour les lettres d'invitation à lithographier la forme insolite suivante :

« Le comte de Bismarck-Schœnhausen serait très obligé à monsieur le député N. s'il voulait venir le voir tous les samedis, le soir à neuf heures, à partir du 24 avril, pendant la durée de la session du Reichstag. »

Il atteignit son but ; de nombreux membres de tous les groupes se présentèrent, excepté les démocrates-socialistes.

Le Chancelier donnait une poignée de main à tout arrivant ; chaque invité était présenté à la comtesse debout près de lui. Sur la plupart des physionomies je vis l'expression d'une joie naïve, inspirée par cette occasion de voir *le grand homme* de si près.

Le flot des invités sortait de la première pièce, située

sur le côté jardin, sans pénétrer dans les appartements de la famille, et entrait à droite dans les salons de réception. On y servait du vin aromatisé et de la bière ; dans la salle de danse il y avait quantité de petites tables devant un buffet garni de viandes froides.

Le Chancelier allait dans les salons d'un groupe à l'autre, trouvait partout le mot pour rire, et écoutait avec complaisance la manière de voir des questionneurs. Il prenait enfin place à l'une des petites tables. Vers onze heures, presque tout le monde s'en allait; quelques intimes s'attardaient encore une petite heure dans l'appartement privé.

Le printemps de 1869 vit six de ces soirées parlementaires; aux deux dernières vinrent aussi des sudistes, membres du parlement douanier.

Ces réunions fort agréables et intéressantes n'eurent pourtant aucune influence sensible sur les scrutins du Reichstag et du parlement douanier.

La situation économique était grave en Prusse comme dans la Confédération. L'industrie et le commerce se trouvaient dans le marasme depuis 1866, parce que tous les renseignements sur l'hostilité persistante du monde politique à Paris faisaient croire qu'il fallait s'attendre à la soudaine explosion d'une guerre. Aussi en Prusse les recettes de l'État étaient restées au-dessous des prévisions budgétaires; des réductions de tarifs de transport, concédées par le Landtag, avaient occasionné une baisse passagère des revenus, quelques calamités publiques avaient

[1] Hans Blum a fait des comptes rendus détaillés de deux de ces soirées parlementaires, ils se trouvent reproduits dans Poschinger : *le Prince de Bismarck et les membres du Parlement*, p. 22 et suivantes.

amené un surcroît de dépenses. A la fin de l'exercice de 1868, on constata un déficit d'une importance inattendue. De plus, la Prusse avait à couvrir les quatre cinquièmes environ de l'énorme déficit de la Confédération du Nord, qui manquait de revenus particuliers suffisants.

On demanda donc au Reichstag de voter quelques impôts indirects pour augmenter les recettes fédérales. Ce fut un tolle presque général. Non seulement les radicaux, mais aussi les orateurs libéraux-nationaux (Bennigsen excepté) insistèrent sur ce point, que le seul moyen raisonnable d'échapper à cette pénurie financière, c'était une réduction du budget militaire ; si le gouvernement le considérait comme immuablement fixé jusqu'en 1871, on ne voulait pas accorder maintenant les moyens de maintenir plus tard ce budget à la même hauteur.

Bismark prit cinq fois la parole, et plaida instamment en faveur des impôts demandés : Les députés n'ont pas une patrie autre que celle du gouvernement ; celui-ci ne demande pas cet argent pour son propre usage, mais pour le bien des électeurs. L'armée protège toute la productivité du pays, comme un toit garantit contre les intempéries, une digue contre les inondations ; ce n'est pas avec de l'éloquence que l'on arrête l'ennemi à la frontière. Il est injuste de demander que le Chancelier garde la direction des affaires, si on lui refuse les ressources nécessaires, si l'on ne daigne même pas consentir à un compromis.

Toutes les instances demeurèrent sans résultat. Sauf deux exceptions de piètre importance, les impôts et les tarifs douaniers demandés furent repoussés au Reichstag comme au parlement douanier.

Le 13 juin, le roi partit pour le Hanovre, Brême et Oldenbourg. Dans sa suite se trouvaient le Chancelier, Abeken

et moi. Le 17, on visita le port de guerre, créé pendant les treize dernières années dans la baie de la Jade, et on l'inaugura sous le nom de Wilhelmshafen. Puis le roi visita Aurich, Emden et Osnabrück.

L'attitude des populations fut partout aussi loyaliste qu'on pouvait le désirer ; le Chancelier reçut également des marques fréquentes de respect et de sympathie.

Le 25 juin, il alla pour une journée à Schœnhausen et m'emmena. Je fus heureux des démonstrations affectueuses dans leur simplicité des employés et ouvriers qui ne l'avaient pas vu depuis des années.

Le 1er juillet, il partit avec sa femme et sa fille pour Varzin, où il comptait passer plusieurs mois. Bucher l'y rejoignit pour l'aider dans sa tâche. Les deux fils de la maison s'étaient rendus à l'université de Bonn, quelques jours après Pâques.

Au mois d'août, je passai quelques semaines à Norderney, aux bords de la mer du Nord. La comtesse m'y écrivit le 7 :

« Si le soleil est aussi ardent chez vous qu'ici, si pas une feuille n'y bouge, vous aurez grand plaisir à vous promener sur la plage, mon cher monsieur de Keudell. J'espère que vous reviendrez dans un mois à la Wilhelmstrasse avec des nerfs gros comme des câbles...

« Nos roses fleurissent toujours très belles, mais pas très abondamment, de sorte qu'on regarde à les couper. Hier cependant j'en détachai quelques-unes à contre-cœur, pour fêter l'anniversaire de naissance de la petite et charmante Mme de Zitzewitz à Pustow, où nous célébrâmes avec quelques voisins ses dix-neuf printemps. Bismarck s'est montré au dessert, il avait été à cheval à Misdow ; il ne resta qu'une heure ; il revint avec nous en voiture — tout

cela pour montrer aux gens qu'il ne dîne jamais dehors, nous par conséquent peu volontiers. D'ailleurs, tout va son petit bonhomme de chemin, — fermiers et propriétaires, femmes et filles ont tous reçu notre visite, total onze têtes; nous attendons la leur, trois ont déjà été ici. Mais qui est-ce qui vient lundi? Lœper, figurez-vous! il m'a annoncé aujourd'hui une expédition à Papenzin, en me demandant si, à cette occasion, une pointe jusque chez nous ne serait pas de saison ; j'ai naturellement répondu aussitôt par dépêche : *Parfaitement*. Je serai bien aise de le revoir...

« Mercredi ou jeudi j'attends mes fils, et serai ensuite indifférente à tout le reste, comme vous pouvez le penser...

« Marie est heureuse de pouvoir remonter à cheval — Rosette et Axel à tour de rôle — malheureusement toujours au pas, car le pauvre Bismarck n'arrive pas à guérir sa musculature ; est-ce un nouveau rhumatisme, ou encore une réminiscence de sa chute? tout mouvement un peu violent lui cause des douleurs très sensibles, ce qui est vraiment bien malheureux.

« ... Bucher plaît toujours autant... »

Le sous-secrétaire d'État de Thile m'écrivit de Berlin, le 13 août :

« ... La galère d'ici a été ces temps derniers assez maussade; rien que des misères, avec lesquelles on jouait à la balle entre Varzin, Berlin et Ems. Avec cela peu d'aide ; et le chef *more solito,* fantasque, vétilleux, tantôt s'empêtrant dans les petites choses sans être documenté, tantôt repoussant toute adhésion aux affaires importantes. Mais qu'importe? Quand sa santé sera rétablie, nous pourrons demander sans vergogne : Que coûte l'Europe? »

La comtesse m'écrivit de Varzin à Berlin, le 10 septembre :

« ... Avant-hier nous vint Annette Boehn[1]. Ma joie fut grande. J'ai passé des heures exquises avec elle. Nous nous promenions par ce beau temps d'été du matin au soir, dehors jusqu'à la nuit ; les transports d'admiration enfantine que lui inspirait notre beau Varzin vous faisaient réellement du bien. Elle n'a pas perdu la moindre parcelle de la grâce aimable de son esprit, et de la poétique fraîcheur juvénile de son cœur ; sous ce rapport elle est incomparable ; sa présence aimée m'a rendue bien heureuse, mais, hélas ! elle a duré beaucoup trop peu. Nous avons eu encore toutes sortes d'autres visites.

« ... Dieu merci, Bismarck cette année s'émancipe davantage, de sorte qu'il n'est pas incommodé par les gens en visite ; nous nous efforçons de les occuper, et nous y réussissons d'ailleurs parfaitement. Nous ne voyons presque pas de voisins — ils sont très discrets ; — les amis qui restent plusieurs jours n'ont pas été jusqu'ici une gêne pour Bismarck, parce que, à notre prière, il allait où bon lui semblait, et ne s'en occupait qu'à sa guise.

« ... La visite de Dœnhoff et Wendt[2] a fait grand plaisir à mes enfants ; ils ont passé sept jours avec eux dans une intimité et un accord parfaits, de sorte qu'après leur départ, ils ont été littéralement en proie aux diables bleus ; ce qui les a bien réconfortés, ce fut d'apprendre par des lettres de Dœnhoff que leurs sentiments étaient partagés ;

[1] Madame Anna de Boehn-Sagerke, née Blumenthal, citée p. 3.

[2] Le comte Auguste de Dœnhoff-Friedrichstein, et le comte Wendt d'Eulenbourg, le plus jeune frère, mort prématurément, du ministre d'État comte Botho.

une assurance de ce genre fait toujours plaisir, de même qu'il est vexant de croire qu'on est seul à éprouver de pareils regrets.

« ... Bismarck se porte assez bien, mais, hélas! un grand mieux ne se fait pas encore sentir. Il s'est brusquement décidé hier à l'expédition de Pansin. Il reviendra demain, espérons que le voyage et les hommes ne l'auront pas trop fatigué. Je lui conseille tous les jours Biarritz, et il n'est pas du tout impossible qu'il s'y rende aussi brusquement qu'hier à Pansin[1]. Les résolutions à longue échéance n'existent pas chez nous, vous le savez; les exhortations sont inutiles, aussi l'on ne saurait déterminer une heure à l'avance ce qu'on fera ou non. L'allégresse de Marie au sujet de la présence de ses chers frères ne connaît point de bornes ; je partage avec elle les joies journalières que ces chers petits donnent à mon âme ! Nous continuons à nous entendre fort bien avec le petit Bucher. D'ailleurs, il a l'air également satisfait, et semble ne pas désirer de changement à sa situation... »

Varzin, 22 novembre 1869.

« ... L'automne a fait son entrée d'une façon si glaciale et si tempêtueuse, que d'un jour à l'autre on peut s'attendre à voir tomber la neige. On n'arrive plus à se figurer combien il faisait bon, il y a huit jours encore, dans la véranda, sous les hêtres et dans la galerie. Mes chers fils doivent revenir demain de chasses en Silésie ;

[1] Le chef télégraphia le 8 à Berlin, qu'il partait pour aller au rapport chez Sa Majesté au château de Pansin près Stargard, où le roi séjournait à cause des manœuvres. Je m'y rendis donc séance tenante, en tenue militaire, non sans emporter un livre à chiffres, et revins à Berlin le 11.

ils repartiront le 29 pour Bonn. Il est probable que je me cloîtrerai ensuite pour quelques jours, parce que, dans cet état nostalgique, je suis trop insupportable pour tout le monde. Vous viendrez donc le 26, mon cher monsieur de Keudell ; nous nous en réjouissons d'avance ; si vous ne nous aviez pas déjà mandé votre aimable intention, vous auriez, selon toute apparence, reçu une sommation, car Bismarck voudrait vous parler pour des nominations à faire, etc. Il m'a fallu aussi convoquer pour ces jours-ci Maurice de Blankenbourg, afin de délibérer au sujet du Landtag. — J'ai donc dû prier les Eisendecher de remettre à un peu plus tard leur chère visite, parce qu'il n'y a plus de place à l'auberge ! De même, il faut que Charles Bismarck ait la bonté d'attendre encore, veuillez le lui dire ; jusqu'à nouvel ordre, tout est occupé. »

Dans les premiers jours d'octobre, le ministre, comte d'Eulenbourg, vint à Varzin. Pendant une promenade, le matin, il m'expliqua tout au long, — j'en ai déjà parlé — comment, en 1865, le ministre avait proposé l'adoption du service de deux ans sous certaines conditions. (Voy. p. 178.)

A la même époque, M. Delbrück m'écrivit qu'à l'occasion de l'inauguration prochaine du canal de Suez, le Khédive se proposait de réunir au Caire un *congrès commercial ;* il me demanda si j'étais disposé à y aller comme représentant de la Confédération de l'Allemagne du Nord, avec des délégués de nos Chambres de commerce.

Le chef m'en donna la permission sans tergiverser, et je ne tardai pas à retourner à Berlin pour faire mes préparatifs.

Le 18 octobre, j'eus le bonheur de me fiancer avec M[lle] Hedwige de Patow, fille unique de l'ancien ministre baron de Patow.

J'en donnai avis par lettre à la comtesse de Bismarck, qui me télégraphia les mots suivants : « Surprise renversante, joie sans bornes, félicitations de tout cœur. »

Pour le voyage en Égypte, tous les membres du congrès commercial se rejoignirent à Marseille sur un grand paquebot. Je n'en parle que pour la raison suivante : pendant les cinq jours de la traversée jusqu'à Alexandrie, j'eus l'occasion de m'entretenir longuement avec mes collègues de France, et le sujet de nos entretiens intéressa Bismarck. Chacun de ces messieurs, gens fort aimables, ma foi, m'exprima, entre quatre yeux, sa conviction, qu'une guerre entre la France et la Prusse était inévitable ; le peuple français ne pouvait nous pardonner ni Sadowa, ni la Confédération du Nord ; il se sentait évincé de la première place en Europe ; tout le monde des affaires était pénétré de cette pensée, que la confiance en l'avenir ne renaîtrait qu'après une décision par les armes.

Dans les premiers jours de décembre, lorsque j'en fis le rapport verbal à mon chef, il dit que malheureusement l'effet réflexe de cette conception française se faisait aussi sentir dans nos sphères commerciales, industrielles et financières. Bleichrœder en personne l'avait prié récemment de chercher à provoquer une guerre, pour éclaircir la situation. Cette manière de voir était inadmissible. Il fallait continuer à déblayer les causes de possibilité d'une guerre, et se fier à l'action apaisante du temps. Personne ne pouvait assumer la responsabilité de la déclaration d'une guerre qui ouvrirait peut-être la série des guerres de races. Le maintien durable de la paix paraissait d'autant plus possible, que l'empereur Napoléon était de plus en plus affaibli par une grave maladie, et avait commencé

avec le ministère Ollivier à introduire des réformes libérales dans son empire.

La comtesse se trouvait en décembre à Bonn, pour soigner son fils aîné, qui avait été grièvement blessé à la tête, à la suite d'un duel. Le Chancelier s'y rendit aussi pour les fêtes de Noël. Le 30 décembre, je reçus de lui la lettre suivante :

29 décembre 1869.

« Je viendrai le soir de la Saint-Sylvestre. Ici, Dieu merci, nous avons du mieux qui s'accentue lentement ; la faiblesse est toujours grande. D'après les médecins, il y aura peut-être moyen pour lui de quitter la chambre dans quinze jours. La pyémie est, depuis des années, de règle, pour toute blessure légère ; les cliniciens contestent la contagion par la voie ordinaire, et sacrifient à l'honneur de la science...

Votre

DE B. »

Sur ces entrefaites, le déficit avait disparu comme par enchantement du budget de la Prusse. La somme qui, d'après la loi, devait être consacrée chaque année à l'amortissement des dettes de l'État, dépassait de quelques millions le chiffre déficitaire. Othon Camphausen, successeur de von der Heydt, eut une heureuse inspiration : il se dit que le gouvernement pourrait être autorisé par une loi à restreindre pour un temps cet amortissement, afin de rétablir l'équilibre du budget. On employa ce procédé avec succès, et on n'eut plus besoin de songer à de nouvelles impositions. En se réunissant au milieu de février, le Reichstag put donc en finir avec d'importants

projets de loi, sans être inquiété par d'extraordinaires demandes de crédits.

De tous les états du Sud, Bade seul, à l'époque, désirait entrer dans la Confédération de l'Allemagne du Nord. Le gouvernement et les représentants du peuple y étaient d'accord à ce sujet. Mais Bismarck ne crut pas utile de répondre à ce désir, parce que l'attitude de Bade favorisait les efforts de nos amis dans les autres états méridionaux, tandis que, en l'admettant trop tôt et isolément, on aurait l'air de vouloir exercer une pression sur les autres, procédé qui aurait pour résultat d'arrêter le développement naturel du sentiment national. Le 24 février, une motion, faite avec un manque de tact absolu, lui fournit l'occasion de motiver cette conviction tout au long dans deux discours mémorables.

Le projet le plus important de la session, le nouveau Code pénal, courait le risque de sombrer à propos des articles concernant la peine de mort. Le Bundesrath avait maintenu cette peine, la majorité du Reichstag voulait la supprimer. Bismarck expliqua le 1er mars que la conception adverse était *inspirée par une tendance maladive à ménager le criminel avec plus de sollicitude que ses victimes, et à le préserver de l'injustice.* On ne contestait pas aux autorités le droit de tuer pour la défense de la propriété ; quand des ouvriers révoltés prenaient d'assaut un magasin ou une boulangerie, on avait le droit de tirer sur eux, au risque de frapper un innocent ; mais un malandrin qui s'introduit dans la demeure d'un paisible citoyen, et assassine toute sa famille, on n'aurait pas le droit de le tuer ! Un homme qui serait soupçonné de propager la contagion de la peste bovine s'exposerait à être fusillé par la sentinelle de garde, s'il ne s'arrêtait pas au

premier appel, pour préserver les précieuses vies du bétail, et l'on considère comme moins important de protéger les jours de l'homme ! L'agitation contre la peine de mort part des juristes. Une maladie généralisée de notre époque, c'est la crainte de toute responsabilité, notamment celle de prononcer une condamnation à mort. »

La majorité du Reichstag n'en resta pas moins inébranlable.

Le 12 et le 19 mars, il y eut encore, comme l'année d'avant, des soirées parlementaires ; mais ce furent les dernières, parce que la santé de Bismarck, devenue chancelante, l'obligea, en avril, à se retirer à Varzin.

Pendant son absence, le Bundesrath résolut de faire au Reichstag cette concession de n'appliquer la peine de mort qu'aux assassinats ou tentatives d'assassinat envers le chef de la Confédération ou un souverain. Lorsque le Chancelier revint le 21 mai, on allait procéder à la troisième lecture du Code pénal.

Le 23 mai, on proposa de ne pas réintroduire la peine de mort en Saxe et à Oldenbourg, où elle était déjà supprimée.

Aussitôt Bismarck se leva pour déclarer que les gouvernements fédéraux avaient fait de grands sacrifices en vue de l'unité juridique en Allemagne, pour faire aboutir le Code pénal ; mais qu'il était impossible de sacrifier le principe même de l'unité nationale. La Confédération n'a pas le droit « de créer deux classes d'Allemands du Nord, une classe privilégiée, qui, grâce à son éducation, a fait assez de progrès pour que même ses membres tarés n'aient plus besoin du correctif de la hache du bourreau, et puis le profanum vulgus de 27 millions d'êtres, qui, n'ayant pas encore atteint le degré de culture de la Saxe et de

l'Oldenbourg, doivent sentir cette hache sur la nuque dans l'intérêt du maintien de l'ordre ».

« Nous avons, dit-il, travaillé contre les droits d'exception, contre les institutions à part, contre les préjugés particuliers à chaque gouvernement, à chaque peuple, nous avons même parfois, parce que nous étions conscients de la grandeur de nos visées, malmené durement les droits de certains gouvernements et de certaines populations ; je puis bien appeler cela de la dureté, ou tout au moins de la rigueur. Nous n'avons pas perdu de vue un seul instant notre but national ; nous n'avons regardé ni à droite, ni à gauche, si nous froissions les convictions intimes de quelqu'un. C'est dans cet esprit, messieurs, que nous avons puisé notre force, notre courage, notre puissance d'agir comme nous l'avons fait. Si cet esprit nous quittait, si nous y renoncions, si nous l'abandonnions aux yeux du peuple allemand et de ses voisins, nous prouverions par là que le ressort, montré ici même il y a trois ans et demi pour la première fois, s'est paralysé dans les sables du particularisme, du particularisme des états, du particularisme des partis. La source où nous puisâmes le droit d'être dur, et de broyer sous une main de fer tous les obstacles au rétablissement de la nation allemande dans sa splendeur et sa force. (*Vifs applaudissements. Oh ! oh ! des démocrates socialistes...*) Messieurs, je suis heureux du témoignage que m'accorde cette désapprobation de la part des adversaires de l'unité et de la grandeur de l'Allemagne...

« Sur le point de clore les séances de ce Reichstag, je voudrais vous adresser les prières suivantes : pénétrez-vous complètement de l'esprit qui a créé la charte fédérale, léguez-le intact à vos successeurs, donnez par votre

dernier vote important un gage de bon augure pour son avenir au peuple allemand; prouvez-lui par votre scrutin que, là où est en question la cause sacrée de notre unité nationale, l'Allemand sait dépouiller ses défauts nationaux invétérés; prouvez-le en oubliant la place que, dans l'ardeur du combat, vous occupiez individuellement ou dans un parti, levez vos regards sur le grand tout par delà vos adversaires d'un moment, et rendez à ce grand tout un service qui, pour l'avenir de l'Allemagne, constituera le gage certain que la refonte de notre constitution sera libre d'une grande partie des scories qui ont amené les cassures et le bris final de l'ancien bloc. »

Le jour suivant, le Chancelier démontra encore la nécessité d'appliquer la peine de mort aux tentatives d'assassinat contre les souverains, et le projet du Bundestag fut approuvé par 128 voix contre 107. Le 25, toute la loi fut adoptée à une grande majorité.

Le 26, Bismarck obtint, malgré les objections d'un député libéral-national, une subvention considérable pour la construction du chemin de fer du Saint-Gothard, en mettant en relief l'intérêt pressant que présentait cette communication presque directe avec un pays ami, et, à ce qu'il croyait, *ami pour toujours*.

Le même jour, la première législature régulière du Reichstag fut close par le roi.

Le discours du trône disait en substance :

« Les grands succès remportés en un temps relativement court, grâce à l'entente spontanée des gouvernements et des représentants du peuple, ...remportés aussi grâce à un travail consciencieux et acharné dans le domaine du bien public, de l'instruction, de la liberté et de l'ordre dans le pays, donneront à l'étranger même la certitude

que la Confédération du nord de l'Allemagne, en développant ses institutions, en serrant les liens nationaux contractuels avec l'Allemagne du Sud, parfait la force du peuple allemand, non pour compromettre, mais pour soutenir vigoureusement la paix universelle... »

Le parlement douanier aussi, qui avait été réuni du 21 avril au 6 mai, avait fini par réaliser une réforme acceptable des tarifs. Bismarck témoigna sa joie de ce que cette assemblée, passablement stérile dans les deux premières années, eût terminé ses délibérations avec un résultat relativement satisfaisant.

* * *

Au mois d'avril, des maux de gorge m'obligèrent à faire une saison à Wiesbaden. J'y appris que le Chancelier était tombé assez gravement malade à Varzin. J'offris aussitôt à la comtesse mes services et ceux de ma jeune femme, qui était habituée à soigner des malades. Voici quelle fut sa réponse :

Varzin, 11 mai 1870.

« Mon cher monsieur de Keudell !

« Vous m'avez touchée au fond de l'âme par votre offre plus qu'aimable de venir ici avec votre charmante Hedwige, pour me consoler et me prêter votre secours. Je vous remercie très cordialement pour cette preuve de fidèle amitié. Je l'aurais fait plus tôt, si je n'avais pas été sans cesse tourmentée et affligée par le souci que me donnait mon pauvre et cher Bismarck. J'avais désappris d'écrire et de parler.

« Votre sympathie m'est douce ; je sais pertinemment

que ce n'était pas une parole en l'air, mais bien votre ferme intention de tout quitter, si vous croyiez pouvoir m'être utile. Mais je n'aurais jamais accepté ce sacrifice de votre part, surtout *maintenant* que vous avez commencé dans la charmante ville de Wiesbaden une cure dont vous avez tant besoin, et que vous ne pourriez pas continuer ici avec le même succès que là-bas, dans cette atmosphère plus clémente. De plus, il régnait ici une telle tristesse, que moi-même, dans les rares minutes où je pouvais paraître, je faisais une société si navrante et si misérable, que je préférais en dispenser ceux que j'aime ; c'est pour la même raison que je n'ai pas fait venir ma fille ; je prévoyais qu'ici elle tournerait à la mélancolie ; car, malgré toute son impatience de me voir, elle se trouve pourtant mille fois mieux chez ses frères que dans la maison vide et désolée de Varzin, dans ce parc dénudé, morne et gris.

« Le 18 avril, Struck est arrivé, après avoir, au préalable, ordonné par dépêche des poudres, des compresses et des bains. Il a passé plusieurs jours en observation, et dit le 23 que le danger était passé, sa présence désormais superflue. Puis il partit.

« Je n'ai quitté Bismarck ni de jour, ni de nuit. En dehors des minutes du déjeuner et du dîner, je ne bougeais pas, je lisais, je travaillais, je lui rendais de petits services ; ça l'énervait de prononcer ou d'entendre une parole ; j'étais sans cesse dans des transes mortelles, parce que depuis Hohendorf[1], il n'avait pas encore été si malade, et que je n'arrivais pas à voir quelle en serait l'issue. Lorsqu'il eut repris assez de forces pour quitter la chambre, j'ai tout le temps fait avec lui des promenades

[1] Voir p. 68.

à pied ou en voiture. Vous voyez bien, mon cher monsieur de Keudell, que je ne pouvais engager personne à faire cet affreux parcours jusqu'ici. Je n'aurais pas eu le loisir de m'occuper de mes chers invités, et eux ne m'auraient guère vue. Le meilleur, le seul parti à prendre, c'était de rester seule avec lui ; car je ne compte pas la présence de ma bonne et silencieuse Adélaïde [1] dans la pièce à côté, parce que Bismarck s'en est à peine douté. Mais votre bonne intention m'a fait du bien, et je vous en remercie encore une fois de tout mon cœur.

« Jusqu'au changement de lune, il y a quelques jours, nous avons eu un temps froid et sombre. La convalescence de mon pauvre Bismarck a progressé si lentement, que je désespérais presque, et lui avec moi. Mais enfin, après une forte pluie, succédant à mainte autre, la chaleur est revenue, avec un peu de verdure même, et depuis ce moment, Dieu merci, le mieux s'est accentué de telle façon qu'il parle déjà de son retour, qui pourrait peut-être s'effectuer la semaine prochaine. Vous concevez combien cet espoir m'enchante, après une séparation de plus d'un mois d'avec mes trois chéris — mais vous comprendrez bien aussi que je n'ai pas trop le courage de me réjouir — pas avant d'avoir dépassé Biesenthal, peut-être pas avant de descendre en voiture la rue Louise !...

« Wiesbaden doit être, à l'heure actuelle, un séjour enchanteur, à ce que je me figure ; le val de Néron, le parc, la route de Bieberich et le jardin plein de lilas merveilleux et d'arbres fruitiers en fleurs ! Je garde un souvenir attendri de toutes ces splendeurs, je connais tous les sentiers, chaque arbre. Le plus beau temps de ma longue

[1] Dame de charge de Reinfeld.

existence a tout de même été ce séjour à Francfort, ces huit années; une petite étincelle de jeunesse revient, quand j'y pense, illuminer mon vieux cœur.

« Avez-vous vu souvent Botho[1] et son aimable mère? avez-vous rencontré une fois les Becker, les Meister et les Lucius? Si vous voyez encore l'un d'eux (les Becker et les Eulenbourg), présentez-leur mes meilleurs compliments, mais avant tout, et mille fois répétés, à votre Hedwige... »

Le 21, le Chancelier revint en effet à Berlin, mais il repartit dès le 8 mai pour Varzin, pour y boire de l'eau de Carlsbad dans le plus grand repos possible. Bucher y fut détaché pour quelques mois.

Le 6 juillet, je partis aussi pour Varzin. Le chef désirait conférer avec moi sur des questions intéressant le personnel.

Le 8 au matin, arrivèrent les journaux qui reproduisaient le discours prononcé à la Chambre à Paris par le duc de Gramont, au sujet du choix éventuel d'un roi d'Espagne.

Lorsque le Chancelier lut ce télégramme au déjeuner, il dit avec un ton de surprise : « Mais c'est la guerre. Gramont ne pourrait pas tenir ce langage violent, si la guerre n'était pas une chose décidée. On devrait incontinent mobiliser toute l'armée, et tomber sur les Français; la victoire serait assurée. Malheureusement bien des considérations s'y opposent. »

*
* *

La couronne d'Espagne a été offerte quatre fois en 1869 et 1870 au prince héritier Léopold de Hohenzollern,

[1] Comte Botho d'Eulenbourg, alors président de gouvernement à Wiesbaden.

à l'instigation du conseiller d'État don Eusebio Salazar y Mazzaredo, et par lui personnellement.

La première offre fut déclinée purement et simplement. A la seconde, le prince Antoine répondit (septembre 1869) que la demande pourrait être examinée de plus près, si le gouvernement espagnol avait la certitude d'une approbation simultanée de l'empereur Napoléon et du roi Guillaume. Le prince lui-même en avisa l'empereur Napoléon ; celui-ci ne jugea pas à propos de donner son opinion.

Lors de son troisième voyage en Allemagne, Salazar vint à Berlin, avant fin février, et remit au Chancelier une lettre confidentielle du maréchal Prim, qui, à l'époque, dirigeait la politique espagnole. Le même jour, le hasard voulut que j'eusse un rapport à faire. Lorsque j'eus terminé, le Chancelier me dit : « Faites condamner ma porte. Je viens de recevoir une lettre du maréchal Prim au sujet du trône d'Espagne. Il faut que j'aie ma tranquillité pour méditer la chose. »

Le lendemain il me dicta les phrases suivantes, qui devaient être libellées dans un rapport non officiel adressé au roi :

I. Avantages que la Prusse et l'Allemagne auraient à ce que le prince héritier Léopold de Hohenzollern acceptât la couronne d'Espagne.

Cette acceptation amènerait un accroissement très sensible des sympathies entre deux nations dont les intérêts ne se heurtent nulle part, et dont les relations amicales sont susceptibles d'un développement considérable. Les Espagnols pourraient éprouver un sentiment de reconnaissance à l'égard de l'Allemagne, si on leur évite l'état anarchique où ils craignent de tomber.

Pour les rapports avec la France, il serait avantageux d'avoir à son autre extrémité un pays sur les sympathies duquel nous pourrions compter, avec les sentiments duquel la France aurait à compter. Supposons que, dans une guerre entre l'Allemagne et la France, la situation en Espagne soit ce qu'elle était sous Isabelle la Catholique; supposons d'autre part qu'il y existe un gouvernement favorable à l'Allemagne : la différence entre ces deux situations s'élèvera pour nous jusqu'à deux corps d'armée. Dans le premier cas, des troupes françaises seraient relevées par des troupes espagnoles; dans le second cas, les Français devraient laisser un corps d'armée sur la frontière d'Espagne. Les sentiments pacifiques de la France vis-à-vis de l'Allemagne seront toujours proportionnels aux dangers que présentera la guerre. Nous ne pouvons pas y compter sur de bonnes dispositions durables, mais plutôt sur l'examen des faits importants qui feront préjuger de l'issue de la guerre.

Politique commerciale :

De même qu'en Roumanie la dynastie allemande a favorisé les rapports commerciaux entre l'Allemagne et ce pays sans côtes, de même le règne d'un souverain d'origine allemande ranimerait dans la presqu'île ibérique le commerce jadis florissant entre l'Allemagne et l'Espagne, commerce qui a notoirement souffert de l'attitude politique de la Prusse lors de divers incidents en Espagne.

Autre avantage :

Le prestige de la dynastie des Hohenzollern, le légitime orgueil avec lequel la Prusse regarde sa Maison royale, avec lequel l'Allemagne entière s'habitue de plus en plus

à nommer ce nom comme une propriété de la nation, cet élément de fierté nationale qui réside dans le prestige manifeste de la dynastie, contribuera dans une large mesure à développer le sentiment monarchique, si cette maison souveraine prend en Europe une place qui n'a d'analogie que dans les antécédents de la maison de Habsbourg.

Cet élément de fierté n'est nullement à dédaigner dans la situation actuelle de l'Allemagne, c'est un élément de satisfaction et de consolidation.

II. Un refus aurait plusieurs conséquences désagréables :

Les Espagnols seraient gravement offensés de ce que l'on repousse une couronne qui occupe à juste titre une grande place dans l'histoire, et une nation comme l'espagnole, qui demande à être sauvée de l'anarchie, en lui refusant le roi qui paraît lui convenir le mieux (il serait tout à fait en dehors des luttes de partis). Décliner l'offre pour des raisons personnelles paraîtrait bien dur, ce serait refuser le salut à une nation de seize millions d'habitants, qui se trouve dans une pareille détresse. Les chances d'une république en Espagne grandiraient alors sensiblement, événement qui pourrait avoir sa répercussion en France. On ne saurait répondre absolument par la négative à la question de savoir si, en s'accroissant, les dangers d'une république pour la France ne pousseraient pas à la violation de la paix.

Pour tous les mécontentements en Espagne, pour tous les dangers du côté de la France, l'opinion publique en Allemagne rendrait responsables les promoteurs du refus.

III. Aussi je considérerais l'acceptation comme utile dans l'intérêt de la paix et de la satisfaction dans notre

pays, je la considérerais comme la solution la moins dangereuse de la question espagnole. La suppression de la question orléaniste et républicaine a pour la France une valeur essentielle.

D'après les indications qui nous sont parvenues, l'élection est assurée par plus des trois quarts des électeurs. La circonstance qu'une aussi grande nation que l'espagnole manifeste sa volonté avec une majorité si considérable, et voisine de l'unanimité, pèsera d'un grand poids dans la balance.

Elle rappelle des incidents du même genre en Angleterre, lors de l'élection de la maison régnante aujourd'hui aux lieu et place des Stuarts expulsés, et en Russie lors de l'élévation au trône de la maison Romanoff. La légitimité du droit en vertu duquel règnent les dynasties d'Angleterre et de Russie, est, sans aucun doute, moins contestable que le procédé brutal de Louis XIV, procédé qui consista à déloger les Habsbourg de l'Espagne au profit des Bourbons, ou que la révolution sous Ferdinand VII, qui fit passer la couronne sur la tête d'Isabelle. La réapparition de la reine Isabelle sur le trône me paraîtrait extrêmement préjudiciable aux intérêts monarchiques en Europe. Un genre de vie comme celui de cette princesse, on ne l'aurait pas toléré une année en Angleterre. Ce qui milite en faveur des tendances monarchiques des Espagnols, c'est qu'ils ont supporté trente-six années la domination des reines Christine et Isabelle, après tous les bouleversements postérieurs à 1808, et tous les mauvais gouvernements dont ils étaient affligés depuis cent ans. Le roi futur peut tabler sur cet esprit monarchique.

Je soumis sans tarder le brouillon d'un rapport au roi,

où la forme seule était un peu modifiée, mais la dictée reproduite quant au fond.

Dans les souvenirs du roi Charles de Roumanie[1] on cite un mémoire adressé au roi par Bismarck ; le résumé qu'on en donne permet de conclure à l'identité de ce travail avec le mien.

Ce même ouvrage a révélé les faits suivants.

Le 15 mars 1870 eut lieu, sous la présidence du roi, une délibération à laquelle prirent part, outre le prince royal, le prince Charles-Antoine et le prince héritier de Hohenzollern, Bismarck, Roon, Moltke, Thile, Delbrück et Schweinitz. Au cours de la discussion, le prince Charles-Antoine dit qu'il jugeait opportun de s'assurer l'assentiment de l'empereur Napoléon. On lui objecta que le maréchal Prim tenait beaucoup à ce que rien ne transpirât de l'affaire. L'avis unanime fut qu'il fallait accepter cette offre, vu que *c'était remplir un devoir patriotique*. Le prince héritier ne put cependant se résoudre à ne pas tenir compte de maints scrupules, notamment des égards qu'il devait aux prétentions de membres des familles royales détrônées, et il fit connaître son refus définitif dans les premiers jours d'avril.

[1] *Vie du roi Charles de Roumanie. Notes d'un témoin oculaire.* Stuttgart, Cotta, 1894, II, p. 67. Pour ce qui suit, comparez les pages 70, 72, 90, 93, 96, 98 du livre susdit.

A la page 72 de ce même livre, se trouve une lettre du prince Charles-Antoine, datée du 20 mars, qui cite comme présent à la délibération du 15 mars (dont il est question plus bas) Schleinitz, au lieu de Schweinitz; c'est peut-être une coquille. La participation du ministre de la maison du roi, de Schleinitz, n'eût pas été du goût de Bismarck; mais le général de Schweinitz, alors notre ministre à Vienne, se trouvant par hasard à Berlin, fut convoqué, parce qu'il avait voyagé en Espagne. J'avais appris alors les noms des participants. Cependant je ne puis pas donner mon témoignage sur la façon dont les choses se sont passées, parce que je fus en congé du 1er avril au 15 juin.

Alors Bismarck envoya en Espagne Lothaire Bucher et le commandant de Versen, pour y étudier la situation et les pronostics de l'élection royale. Leurs rapports furent si favorables, que le roi dit : « Les attentions dont on les a comblés dans le pays ont dû leur faire voir la situation trop en rose. » Mais le prince héritier, ainsi que son frère cadet, le prince Frédéric, persistèrent dans la négative.

Le prince Charles-Antoine écrivit, le 26 mai, que Bismarck était très mécontent de l'échec de la combinaison espagnole; qu'il n'avait pas tort, mais que l'affaire n'était pas encore complètement abandonnée.

Insensiblement les dispositions du prince héritier se modifient, il commence à voir d'un autre œil la position difficile à laquelle se trouverait réduit le peuple espagnol, si lui, prince, persiste dans son refus. Le prince Charles-Antoine l'écrit au prince royal, et celui-ci en informe le Chancelier[1]. En conséquence, Bismarck conseille au prince Charles-Antoine d'insister auprès du prince héritier pour qu'il se décide à accepter, dans l'intérêt de l'Allemagne. Cette résolution est prise, parce que l'*homme le plus compétent* a fait comprendre au prince héritier qu'il rendait ainsi un grand service à sa patrie. Sur ces entrefaites, on donne à entendre à Prim qu'il ne doit pas compter sur l'appui des autorités allemandes, qu'il ait à s'adresser directement au prince. Salazar est envoyé en Allemagne pour la quatrième fois, et peut s'en retourner le 23 juin, afin d'annoncer le consentement du prince héritier. Un particulier[2], qui a pris part aux pourparlers, donne connaissance de ce fait à Bismarck, à Varzin. Cette importante

[1] Ce fait n'est pas exprimé en toutes lettres, p. 93, mais il ressort avec certitude de la liaison des idées.

[2] Circulaire du 18 juillet 1870; voir Hahn, II, p. 47.

nouvelle arrive trop tard à Madrid, pour empêcher les Cortès de se proroger du 24 juin au 31 octobre. On décide de les convoquer en séance extraordinaire pour l'élection d'un roi; cette résolution prise, il semble impossible de garder le secret. Prim fait donc, le 2 juillet au soir, à l'ambassadeur de France, baron Mercier, une communication à ce sujet. Celui-ci télégraphie le 3 à Gramont. En même temps l'Agence Havas publie la nouvelle qu'une députation des Cortès va offrir la couronne d'Espagne au prince Léopold de Hohenzollern.

Le 4, le sous-secrétaire d'État de Thile répond à une question du chargé d'affaires français à Berlin : « La question du trône d'Espagne n'existe pas pour le gouvernement prussien, on ne peut donc pas donner de renseignements sur des négociations éventuelles entre le gouvernement espagnol et le prince Léopold. »

Le 4 et le 5, les journaux de Paris publient des articles provocants, et le 6 se produit la manifestation, mentionnée plus haut, du duc de Gramont dans le Corps législatif.

De l'exposé ci-dessus il résulte que Bismarck a repris la question du trône d'Espagne, abandonnée contre son vœu au début d'avril, que par une action indirecte ininterrompue il a fini par décider le prince héritier à une déclaration sans laquelle la guerre n'eût pas éclaté en juillet 1870. Dans ce cas, comme dans bien d'autres, il a cru de son devoir de ne pas renoncer à un but reconnu bon, malgré les obstacles, et d'y tendre au contraire, sans se laisser détourner.

Or, non seulement à l'étranger, mais souvent même chez nous aussi, on lui a prêté l'idée de machiner l'affaire Hohenzollern pour amener la guerre avec la France,

et la création de l'empire allemand. Je vais essayer de prouver que cette supposition n'a ni fond ni rive.

Les adversaires de Bismarck prétendent que, dès 1869, il s'était efforcé d'influencer les maîtres de l'Espagne, pour diriger leur choix sur un prince de Hohenzollern[1]. Jamais on ne découvrira de preuve pour cette affirmation importée de l'étranger. Je me rappelle, il est vrai, que notre ministre à Munich, le baron de Werthern, qui avait été autrefois notre ministre à Madrid, et y avait fait la connaissance de Salazar, rapporta, dans une lettre confidentielle, en 1869, qu'il avait présenté ce porteur de l'offre de la couronne d'Espagne dans le château de Weinburg, séjour favori du prince Charles-Antoine. On ne lui a jamais fait savoir si le chef s'intéressait à cette affaire. D'après mes constatations, faites dans des relations journalières, Bismarck en 1869 ne prenait pas encore la chose au sérieux.

Le 11 mai, il répondit à une question de Benedetti sur ce point, que vu l'insécurité absolue de la situation en Espagne, et les idées bien connues du prince Charles-Antoine, il était à prévoir que la couronne d'Espagne ne serait pas acceptée, si les Cortès devaient l'offrir réellement. Peut-être que Prim aspirait lui-même au pouvoir suprême.

A la fin de février 1870 seulement, Bismarck changea

[1] Justus de Gruner, par exemple (*Regard en arrière sur ma vie*, Revue allemande de septembre 1901, p. 311), croit que Bucher a été envoyé dans ce but en Espagne, et a mûri suffisamment l'affaire, pour qu'en mars 1870 elle pût être mise en délibération sérieusement dans une petite réunion d'hommes d'État et de généraux. Or Bucher a été tous les jours avec moi, quand il n'était pas à Varzin, pendant toute l'année 1869, et jusqu'en avril 1870; il n'aurait pu partir pour l'Espagne, sans que j'en fusse informé. Ce ne fut qu'après le troisième refus de l'offre espagnole, en avril 1870, qu'il reçut la mission mentionnée plus haut.

d'avis, lorsque Prim implora son aide, pour sauver l'Espagne du danger d'anarchie, et affirma que le prince héritier serait élu roi par les trois quarts au moins des Cortès.

C'est alors qu'il vit les beaux côtés du projet, et fixa ses pensées par la dictée communiquée ci-dessus.

En la lisant, on peut être frappé de ce que Bismarck représente l'effectif de guerre de la France diminuant, en face de l'Allemagne, d'au moins un corps d'armée, grâce au règne d'un Hohenzollern en Espagne, sans y rattacher l'idée adjacente, qu'on ferait la guerre pour obvier à ce désavantage, tandis qu'il admet au contraire que la paix serait consolidée par cet effet probable du règne d'un Hohenzollern en Espagne. Il se disait, sans doute, que l'empereur Napoléon, dont les souffrances physiques, accrues d'année en année depuis 1865, avaient affaibli la force de volonté, ne se déciderait pas brusquement à une guerre, à cause de l'élévation au trône d'Espagne d'un souverain apparenté à lui. Cette supposition put encore gagner en vraisemblance, lorsque la dynastie de Napoléon sembla recevoir une consolidation nouvelle par le plébiscite du 8 mai 1870.

Jamais le Chancelier n'a songé que des troubles d'Espagne pourrait sortir un danger de guerre. En mai 1869, l'empereur a, il est vrai, dit à Benedetti[1] que l'élévation de Montpensier serait antidynastique et dirigée contre lui seul, qu'il pouvait donc la permettre ; la candidature Hohenzollern serait au contraire antinationale au premier chef; le pays ne la tolérerait pas, qu'il faudrait donc l'empêcher. Benedetti, à qui l'on avait recommandé de procéder en cette occurrence avec une circonspection toute par-

[1] Benedetti, *Ma mission en Prusse*, p. 307.

ticulière, n'a pas répété à Bismarck cette manière de voir de l'empereur, et celui-ci, de son côté, ne dit pas mot, quand le prince Charles-Antoine lui fit, dans l'automne de 1869, la confidence de la seconde offre de Salazar.

Bismarck pouvait donc, au printemps de 1870, admettre de bonne foi qu'il importait beaucoup à Napoléon qu'une solution orléaniste ou républicaine fût évitée dans la question espagnole[1], ainsi qu'on le lit dans la dictée.

On a dit parfois que Bismarck savait parfaitement l'extrême susceptibilité du sentiment national français dans tout ce qui touchait au maintien de l'influence française, prépondérante à Madrid, et que, pour cette raison, une explosion belliqueuse[2] serait provoquée par le choix d'un prince de Hohenzollern.

Là-dessus je ne puis que répondre : Non ! Il ne le savait pas. D'après mes impressions du 8 août, il a été complètement surpris de voir surgir le danger de guerre avec la France.

Ce qui est remarquable, c'est que, parmi les personnages considérables et expérimentés, réunis autour du roi

[1] Le Chancelier exprima la même pensée dans la séance du Bundesrath du 16 juillet 1870 (Hahn, II, p. 54) en ces mots : « Le président de la Confédération ne pouvait pas s'attendre à ce que le gouvernement français, dont l'intérêt dans la question espagnole lui paraissait se borner à éviter une solution orléaniste ou républicaine, verrait une offense dans l'acceptation de la candidature au trône par le prince de Hohenzollern.

[2] Félix Bamberg, ex-consul d'Allemagne à Paris, qui termina ses études à la Sorbonne, et se fit connaître par différents travaux historiques, disait en mars 1871 : « En France on était habitué depuis plus d'un siècle à considérer le trône d'Espagne pour ainsi dire comme une dépendance française, et l'on n'aurait jamais toléré qu'un prince allemand l'occupât; il est donc probable que le Chancelier mit en avant la candidature du prince héritier de Hohenzollern, parce qu'il avait des visées belliqueuses. » Bamberg, mieux informé, reconnut que cette hypothèse ne se basait sur rien.

le 15 mars, il ne se trouva personne qui fît la moindre allusion à une guerre pouvant résulter pour nous de l'acceptation de la couronne espagnole. Aucun de ces messieurs n'avait vécu assez longtemps en France pour avoir appris à connaître ce point chatouilleux.

Dans le livre des *Confidences de la vie du roi Charles de Roumanie* on ne trouve pas non plus de trace de ce souci, que dans l'affaire Hohenzollern pût se cacher le germe d'une guerre.

La façon de penser de Bismarck exclut absolument la tentation d'amener une grande guerre — surtout la première d'une série de guerres de races, d'après sa conception d'alors; — pourquoi? pour faire entrer peut-être quelques années plus tôt les Allemands du Sud dans la Confédération du Nord, résultat qu'il a déclaré souvent vouloir attendre avec patience. Une telle intervention arbitraire dans les destinées de deux grands peuples, il l'aurait considérée comme un crime impardonnable devant Dieu.

Il arrive que l'invraisemblable soit la vraie vérité; c'est ce qui se passa dans ce cas.

*
* *

Le 8 juillet, à Varzin, les chevaux de poste étaient déjà commandés pour mon retour; mais après la surprise causée par le discours de Gramont, le chef me dit : « Restez, jusqu'à ce qu'on puisse entrevoir à quoi l'aventure aboutira. »

L'apparition de Benedetti à Ems l'inquiéta fort, de sorte que, sans attendre que sa cure d'eau de Carlsbad fût terminée, il télégraphia au roi que l'état de sa santé lui per-

mettait de voyager, et qu'il se tenait à sa disposition. Le 11 au soir, il apprit le désir du roi de le voir ; le 12, à la première heure, il était installé dans sa berline de voyage. Il me fit asseoir à sa gauche. Il était plus taciturne qu'à l'ordinaire, bien que sa mine fût riante. Les instructions envoyées dans les derniers jours à nos agents diplomatiques, disaient que nous ne chercherions pas de querelles à propos des menaces françaises, mais que nous saurions nous défendre, si l'on s'avisait de nous attaquer.

Le soir, à Berlin, il trouva la nouvelle que le prince de Hohenzollern s'était désisté au nom de son fils.

Il fit savoir au roi que, comme il n'était pas bien, le ministre comte d'Eulenbourg viendrait à Ems à sa place.

Il passa la nuit sans dormir ; mais le 13, deux nouvelles exigences des Français arrivèrent à notre connaissance.

Il nous parvint un rapport de notre ministre à Paris, baron de Werther, d'après lequel les ministres Gramont et Ollivier désiraient que le roi adressât à l'empereur Napoléon une lettre d'excuses, destinée à la publicité, dans laquelle il ne serait pas question pourtant de la parenté du prince de Hohenzollern et de l'empereur.

Ce rapport n'eut d'autres conséquences que d'attirer à notre représentant, outre un congé immédiat, une réprimande sévère pour sa complaisance à se faire l'interprète d'une si offensante proposition. Du côté français, il n'a plus jamais été question de cela, vis-à-vis de nous.

La seconde demande fut celle que le comte Benedetti adressa au roi dans le parc d'Ems, où aucun de nos ministres ne se trouvait. Il voulait une promesse de ne jamais approuver dans l'avenir l'élévation au trône d'Espagne d'un prince de la maison de Hohenzollern.

Le refus de faire cette promesse a été désigné comme

cause des hostilités dans la déclaration de guerre de la France remise à Berlin le 19 juin.

Les deux demandes ne pouvaient être comprises que comme preuves d'un désir passionné de nous humilier, et devaient forcément amener la guerre, car diverses déclarations de députés français influents faisaient voir que la passion entraînant les ministres s'était communiquée à la majorité du Corps législatif. Ainsi s'évanouissait tout espoir de maintenir la paix.

Il s'agissait donc d'accélérer la rupture diplomatique, de façon à ce que nous pussions rattraper l'avance des armements français. Chez nous, aucun réserviste n'avait encore été appelé, aucun cheval acheté. C'est à ce but que servit le court télégramme, tant discuté, sur les incidents d'Ems, que Bismarck fit envoyer, le soir du 13, aux journaux et à nos agents diplomatiques ; aux agents pour les informer, et non pour le communiquer aux gouvernements étrangers, comme on l'a affirmé par erreur en France.

Selon toute apparence, ce télégramme, dont l'effet a été renforcé par des interprétations inexactes, poussa les ministres français à déclarer le 15, devant les Chambres, qu'il fallait appeler toutes les réserves sous les drapeaux, en vue de la guerre voulue par la Prusse.

Le même jour, le roi revint d'Ems à Berlin, salué par des hommages enthousiastes à toutes les stations du chemin de fer. En apprenant ce qui se passait à Paris, il ordonna le soir la mobilisation de toute l'armée.

Pour l'Allemagne, la renonciation du noble prince de Hohenzollern fut une faveur du destin. En effet, non seulement en Angleterre et en Autriche, mais aussi dans bien des milieux chez nous, on était d'avis que l'élévation d'un

prince allemand au trône d'Espagne pouvait nuire aux intérêts de la France, et que la France aurait eu le droit effectif d'intervenir, bien que la forme des réclamations de ses ministres méritât la désapprobation. Une guerre à cause du candidat au trône d'Espagne eût été des plus impopulaires. Mais, lorsqu'on sut que la France, non satisfaite par le sacrifice de précieuses prérogatives souveraines, avait émis de nouvelles prétentions, en vue de nous humilier, la fureur teutonique se répandit comme la foudre à travers tout le pays, depuis les Alpes jusqu'aux mers.

Bien heureux qui a vécu ces semaines remplies d'un joyeux esprit de sacrifice et d'enthousiastes espoirs de triomphe.

Dans l'adresse du Reichstag au roi, rédigée par Miquel, il était dit :

« Nous avons confiance dans l'inébranlable résolution du peuple allemand de sacrifier tous les biens de cette terre, plutôt que de permettre à l'étranger de courber la nuque de l'homme allemand. »

Dans l'avenue *Sous les Tilleuls*, je rencontrai le comte Eberhard de Stolberg qui s'écria :

« Tout au haut des airs plane une couronne d'empereur ! Plaise à Dieu qu'elle descende se poser sur l'auguste tête de notre chef de guerre. »

XII

AOUT 1870 — OCTOBRE 1872

EN FRANCE. L'EMPIRE ALLEMAND. LA PAIX. LE REICHSTAG, VARZIN. GASTEIN ET SALZBOURG. FIN.

Dans l'après-midi du 31 juillet, par un beau soleil, partit de Berlin le long train spécial qui emportait vers le Rhin le roi et sa suite. A toutes les stations s'entassaient des masses d'hommes qui saluaient Sa Majesté de leurs hourras et entonnaient ensuite la *Wacht am Rhein*. Ce chant de guerre, inconnu jusque-là, s'était répandu avec une rapidité prodigieuse dans le pays et dans l'armée, parce qu'il exprimait en vers d'une énergie superbe la confiance générale en une défense victorieuse des rives du Rhin.

Le déploiement stratégique des armées allemandes sur le Rhin s'accomplit avec une telle rapidité, que l'envahissement du duché de Bade par les Français, prévu au milieu de juillet, fut impossible à la fin du mois, tandis que notre entrée en France était imminente.

Le Chancelier avait désigné pour l'accompagner, outre Abeken, le comte de Bismarck-Bohlen et moi, le comte de Hatzfeldt, qui, à l'Office des Affaires étrangères, savait le mieux la langue française, et passait pour un excellent camarade. Celui-ci et Abeken ne portaient pas la tenue militaire, mais un uniforme de campagne, créé exprès à

cette occasion pour les conseillers de l'Office des Affaires étrangères. Tous deux s'étaient acheté des chevaux de selle.

Nous étions logés à Mayence chez M. Kupferberg, chef de la maison du même nom. Le second jour, au soir, nous étions assis ensemble avec lui dans son jardin à prendre un verre de bière. Il dit que pendant la guerre on adoucirait sans doute un peu la rigueur du service militaire prussien. « Au contraire, dit le Chancelier, en campagne la rigueur de la discipline est encore plus nécessaire que dans la paix ; mais elle est tempérée chez nous par la charitable et chrétienne affection de nos officiers pour leurs hommes. J'ai confiance dans nos armes, parce que l'officier aime réellement le simple soldat, et l'assiste dans la détresse comme un frère. » M. Kupferberg murmura à mon oreille : « Mais c'est magnifique ! j'étais loin de penser à cela ! »

Le 9 août, nous arrivâmes à Sarrebrück. Trois jours auparavant, on était parti de là pour emporter les hauteurs voisines de Spickeren. On se rendit sur le champ de bataille. Le colonel d'Albedyll me dit : « L'armée est encore bien meilleure que je ne pensais. Les victoires de Wissembourg et de Wörth étaient chose naturelle, puisque nous possédions une grande supériorité numérique. Mais le général Kameke avait ici, au moment où il attaqua, une seule division. Je m'étonne qu'il l'ait osé ; mais comme l'attaque a réussi, c'est qu'elle était juste, grâce aux qualités de nos soldats. Ils suivent aveuglément leur officier, et quand celui-ci tombe, leur sergent et leur caporal. Une troupe qui prend d'assaut ces hauteurs escarpées, sous le feu de l'ennemi, est au-dessus de tout éloge. »

Notre aimable hôte à Sarrebrück, M. Haldy, racontait

avec complaisance que tous les enfants des écoles avaient, pendant la bataille, apporté de l'eau et du vin à nos gens; que les propriétaires de tous les environs étaient accourus de quatorze lieues à la ronde, pour emmener des blessés, et les soigner à domicile. Dans sa propriété à lui il y en avait quatorze d'alités.

Des hourrahs accueillaient Bismarck, aussitôt qu'il apparaissait dans la rue.

Le 11 août, nous franchîmes la frontière. Le chef avait, comme d'habitude, pris Abeken dans sa voiture; les commis cryptographes et le docteur Moritz Busch, appelé au grand quartier général pour le service de la presse, suivirent toujours dans les voitures affectées à l'Office des Affaires étrangères; mais Hatzfeldt, Charles Bismarck et moi, nous préférions généralement faire les étapes à cheval.

Au premier gîte d'étape français, dans la petite ville de Saint-Avold, nous trouvâmes le lieutenant-colonel de l'Estocq, qui, le soir de Spickeren, avait combattu victorieusement à la tête d'un bataillon du régiment du roi [1] et du 3e chasseurs. Il avait eu trois chevaux tués sous lui. Questionné par le Chancelier, il raconta d'un ton modeste l'abnégation sans bornes de nos soldats au milieu des pertes les plus considérables, et ajouta que cela lui paraissait un prodige et un effet de la grâce divine de s'en être tiré lui-même sans blessures. Bismarck fit cette observation : « L'intrépidité stoïque, toujours prête au sacrifice, sort de la même racine que l'humilité, de la crainte de Dieu. »

Le 14, dans l'après-midi, nous entendîmes à notre can-

[1] C'est-à-dire dont le roi est le colonel honoraire.

tonnement, au village de Herny, une canonnade dans la direction de Metz. Le 15, le Chancelier monta aussi à cheval, pour aller voir à la suite du roi les deux corps d'armée qui avaient été au feu la veille à Courcelles. Nous autres, nous restâmes à quelque distance, parce que le roi ne voulait pas d'une suite nombreuse, et n'arrivâmes pas jusqu'au champ de bataille. Cependant, nous approchâmes assez de la vallée de la Moselle, pour voir briller au-dessus de Metz, sur les hauteurs de l'autre rive, les tours et murailles jaunâtres du fort de Saint-Quentin, tandis que le brouillard du matin couvrait encore la ville couchée dans le fond. Aucun mouvement n'y était visible, pas un coup de feu ne s'entendait.

Le 16, dans l'après-midi, nous atteignîmes la petite ville de Pont-à-Mousson, située à près de 25 kilomètres de Metz, sur la rive gauche de la Moselle. Là, nous arrivèrent de nombreux renseignements sur les péripéties de la sanglante bataille livrée jusque dans la nuit à Mars-la-Tour. On supposait que la lutte pourrait reprendre le 17 ; le roi et les généraux s'y rendirent donc dès trois heures et demie du matin.

Tard dans la soirée du 16, le Chancelier se trouvait encore avec le général de Moltke auprès du roi. Un officier d'ordonnance entre, et fait à voix basse au général une communication qui semble l'émouvoir. Bismarck comprend son regard et demande : « Cela m'intéresse-t-il ? » Aussitôt l'officier dit à haute voix : « Dans la dernière charge du 1er dragons, le comte Herbert de Bismarck est tombé, le comte Bill a été mortellement blessé. » Pressé de questions, il rapporte que la nouvelle provient du général commandant le 10e corps, de Voigts-Rhetz ; on ne sait pas où il est pour le mo-

ment, vu qu'il procède à une inspection de toutes les ambulances.

Bismarck fait aussitôt seller son cheval, et se lance dans la nuit, sans prononcer une parole. Il s'en va seul, sans piqueur. Aux premières lueurs du jour, il arrive au village de Tronville, et rencontre dans la rue une vieille connaissance du Reichstag, le professeur Aegidi, qui donne ses soins aux malades; il apprend par lui que le général de Voigts-Rhetz vient de passer, et qu'il se rend à l'ambulance des Hospitaliers de Saint-Jean, à l'autre extrémité du village. Le Chancelier l'y rejoint, et obtient une escorte pour le conduire dans une ferme à Mariaville, où se trouvent plusieurs blessés. En entrant dans la maison, qui est-ce qui vient au-devant de lui? Son fils cadet, sans une égratignure. Mais Herbert est là, blessé, sur un lit de paille. Une balle lui avait éraflé la poitrine, une seconde avait fracassé sa montre, la troisième avait pénétré dans les chairs du haut de la cuisse. Le comte Bill, en chargeant dans l'obscurité, avait culbuté sur un cheval mort, mais il avait pu retenir sa monture, et la ramener, après avoir installé un blessé sur la selle.

Cette ambulance improvisée manquait d'eau. Le Chancelier en fit apporter dans des tonneaux d'un puits éloigné. Dans la cour s'ébattaient quantité de poules et de dindes; il engagea le médecin chef à en disposer pour les malades, ce que celui-ci n'avait pas osé faire. Il resta plusieurs heures auprès de ses fils, puis il alla sur le champ de bataille du 16 rejoindre la suite du roi [1].

[1] Le Chancelier nous raconta le soir, à diner, qu'il avait été chez ses fils le 16, au matin, et les ordres qu'il avait donnés dans l'ambulance; mais il ne parla pas alors de sa chevauchée nocturne. Je n'appris ce détail qu'à Berlin, par le professeur Aegidi, à qui il a

Quelques jours après, le comte Herbert fut transporté dans notre quartier, de là par Francfort à Nauheim, où il resta longtemps confié aux soins de sa mère.

Dans la matinée du 17, nous apprîmes seulement que notre chef n'était plus dans sa chambre à coucher; nous conjecturâmes qu'il était parti avec les généraux. Comme il n'y avait rien à faire au bureau, à ce moment-là, nous nous en fûmes tous, de très bonne heure, dans la direction de Mars-la-Tour, à près de 20 kilomètres, et trouvâmes notre chef auprès des officiers de la suite royale.

Au retour, je pus aller voir, dans le bourg de Gorze, mon cousin Zieten, qui avait reçu une blessure mortelle, à la tête du régiment des hussards de Zieten.

On avait l'ordre de ne commencer que le 19 l'attaque des positions françaises à l'ouest de Metz, vu que le corps d'armée saxon ne pouvait pas atteindre avant le 18 au soir la position qui lui était assignée. Mais une attaque des Français était possible à tout instant. Le roi se rendit donc en voiture, le 18, à quatre heures du matin, à Gorze; là il monta à cheval. Le Chancelier et son cousin Charles le suivirent; Abeken, Hatzfeldt et moi nous restâmes pour faire la besogne.

Dans le courant de la journée, le bruit courut qu'une grande bataille se livrait; le soir, on dit que le roi et le Chancelier passeraient la nuit sur le champ de bataille. Le 19, au matin, nous y allâmes en voiture, avec d'abondantes

raconté les faits ci-dessus, en rappelant leur rencontre à Tronville. Abeken dit, dans une lettre du 18 août, que le chef était allé voir ses fils en compagnie de son cousin Bohlen, dans la matinée du 17, en revenant du champ de bataille. Ce fut donc sa deuxième visite. Il est probable que Charles entendit alors parler de la première, mais il ne nous en a rien dit. (Voy. H. Abeken, *Une vie simple*. Berlin, 1898, p. 397.)

provisions de bouche; nous trouvâmes le Chancelier à proximité du village de Rezonville. Il avait déjà à peu près mangé à sa faim; un officier supérieur lui avait donné de la soupe faite avec des saucisses aux pois. La veille, il n'avait eu que du pain de munition, et quelques œufs, qu'il cassait sur la poignée de son épée. Il dit qu'il ne s'était jamais senti aussi bien, qu'il avait rarement eu un sommeil aussi réparateur qu'à Rezonville; il ajouta que la guerre était peut-être tout de même l'état normal et naturel de l'homme.

Avec le général américain Sheridan, homme fort agréable, nous nous rapprochâmes, autant que faire se pouvait, des forts de Metz, mais nous n'arrivâmes pas à un endroit d'où la ville eût été visible. Nous entrâmes dans différentes ambulances; c'était épouvantable. Bismarck distribua aux blessés les vivres apportés pour lui et pour nous, et leur donna à boire à tous de sa propre main.

Le roi renonça à son intention initiale d'aller voir les différents corps victorieux. On disait qu'il était trop bouleversé par les informations reçues au sujet de nos immenses pertes. La garde seule passait pour avoir perdu environ huit mille hommes.

Les trois jours suivants apportèrent beaucoup de besogne, et plus d'un sujet de tristesse. Malgré la grandeur du succès — investissement de l'armée de Bazaine dans un cercle de fer — Bismarck ne pouvait se tranquilliser sur les fautes commises, selon lui, le 18. Il se plaignait amèrement du général Steinmetz, qui avait mésusé de l'incroyable bravoure de nos soldats, et qui avait cru devoir engager la lutte, à l'encontre des ordres du roi, parce que *les escarmouches des avant-postes marchaient si bien*. Puis, de ce que l'état-major de la garde, sans attendre les Saxons,

avait voulu finir l'affaire à lui tout seul ; ce qu'il condamnait comme un crime, c'est que cet état-major eût lancé contre les tranchées-abris de Saint-Privat, non pas égaillées, mais en colonnes, nos meilleures troupes d'élite, les tirailleurs et les chasseurs de la garde.

Moltke toutefois se montrait satisfait du grand résultat obtenu ; il disait qu'en regard de cela les fautes commises passaient tout à fait au second plan ; il pouvait même arriver, *dans la grande guerre,* que tout un corps d'armée fondît dans la fournaise, et que de cela même il fallait se consoler, du moment que le but visé se trouvait atteint. Que Steinmetz, il est vrai, pour sa désobéissance, ne pouvait pas garder son commandement ; quant à la garde, un changement dans le personnel n'était pas indiqué, maintes raisons pouvant être invoquées à l'excuse des fautes commises.

Cette différence d'opinions fut, à ce qu'il me sembla, la première cause d'un certain mécontentement de Bismarck, à l'égard de Moltke et des autres généraux. Cette pique, renforcée plus tard par d'autres circonstances, continua pendant toute la durée de la campagne jusqu'à la reddition de Paris, et ne s'effaça un instant que dans l'action commune lors de la capitulation de Sedan.

On sait que le prince Frédéric-Charles reçut la mission de retenir l'armée de Bazaine à Metz, pendant que le prince royal marcherait sur Paris avec son armée.

Pas avant le 24 août, au quartier général de Bar-le-Duc, le cabinet militaire reçut les renseignements complets sur les pertes du 18. Alors seulement j'appris que mon cher ami Fabeck — le chanteur bien connu — qui avait commandé à Saint-Privat les tirailleurs de la garde, se trouvait au nombre des cinq cents officiers morts au champ

d'honneur. Bismarck aussi parut douloureusement ému par cette nouvelle. Mais il n'était pas permis de regarder en arrière. Nos uhlans avaient annoncé comme sûr que Mac-Mahon, au lieu de poursuivre dans la direction de Paris, avait fait une conversion au nord, évidemment pour chercher à gagner Metz. Il s'agissait donc de le saisir auparavant. La marche de toute l'armée du prince royal fut aussitôt portée au nord.

Le 30 août, on quitta le château de Busancy, pour monter sur un coteau près du village de Sommauthe, du haut duquel on embrassait d'un coup d'œil la large vallée, en partie boisée, de la Meuse, où l'on s'attendait à livrer bataille. Bismarck me dit : « En ma qualité de Chancelier de la Confédération, je suis, en somme, responsable de chaque coup de canon ; or, de ce qui doit se passer dans la journée, je n'en sais pas plus que le premier palefrenier venu. »

Bientôt après vint l'avis que le président de gouvernement, comte de Villers, était arrivé à Busancy ; il était désigné pour avoir la haute main sur les administrations allemandes de plusieurs préfectures. L'organisation et la direction de ces administrations étant de mon ressort, je dus sur-le-champ retourner à Busancy. Je n'appris que le soir l'heureuse issue de la bataille de Beaumont.

La cause principale pour laquelle le Chancelier n'avait pas régulièrement connaissance des mesures ordonnées par le grand état-major de l'armée, était sans doute sa répartition du temps. Dans la courte campagne de Bohême, il avait presque toujours assisté aux rapports des généraux, qui se faisaient devant le roi, aux jours de repos, ordinairement à dix heures ; dans les années qui suivirent, ses insomnies fréquentes empirèrent. Il s'éveil-

lait dans la nuit, au bout d'une heure de sommeil, et puis il restait jusque vers l'aube à réfléchir aux graves résolutions qui engageaient sa responsabilité. Il ne retrouvait le sommeil qu'à la pointe du jour, et en sortait rarement avant dix heures du matin. Ce somme du matin lui paraissait indispensable, et personne ne se risquait à l'éveiller. Quand des événements extraordinaires étaient à prévoir, il renonçait à ce bienfaisant repos. Mais d'ordinaire il n'était pas visible dans la matinée. Il ne pouvait donc être question pour lui de prendre part aux rapports militaires, qui avaient lieu le matin. On présuma tacitement qu'il apprenait tout ce qui avait de l'importance, sans prendre de dispositions pour l'instruire, au fur et à mesure, des ordres donnés. Personne ne s'avisait de toucher à ce point délicat. Le colonel d'Albedyll, avec lequel j'en causai, me dit qu'à son avis il n'y avait rien à y changer. Il était impossible, pour différentes raisons, de remettre les rapports à l'après-midi. Selon toute apparence, messieurs les généraux étaient fort aises que le Chancelier n'assistât point à leurs rapports pour dire son mot sur tout. Mais il n'avait qu'à demander, on ne lui refuserait évidemment pas d'amples explications.

Je m'appliquai donc, pendant toute la campagne, à garder le contact avec les aides de camp et les chefs de section du grand état-major, et je trouvai de tout temps, auprès de tous ces messieurs, un cordial accueil, empreint de l'esprit de camaraderie; mais j'eus beau communiquer à l'occasion les ordres militaires, je ne réussis pas à calmer la mauvaise humeur du Chancelier au sujet de ce défaut d'informations régulières concernant le service.

Le 1er septembre, Abeken et moi nous fûmes enchaînés toute la journée à notre table de travail, au quartier géné-

ral de Vandresse; Hatzfeldt et le comte Charles eurent la chance d'accompagner le chef, et de voir, du haut d'une large colline, se dérouler sous leurs yeux la catastrophe de Sedan.

Le soir, nous fûmes appelés par le chef dans la petite ville de Donchery. Le 2, nous allâmes tous à cheval au château de Fresnois, où le roi eut avec l'empereur Napoléon un entretien sans témoins. Le Chancelier me narra en confidence les détails suivants de cet entretien :

L'empereur Napoléon dit que les armées allemandes étaient toujours entourées d'un réseau de cavalerie si épais, qu'on n'arrivait pas à se renseigner sûrement sur leurs mouvements. Cependant il avait appris que le prince Frédéric-Charles commandait l'armée devant Sedan.

« C'est une méprise, répliqua le roi, ici se trouve l'armée de mon fils; mon neveu Frédéric-Charles avec ses corps d'armée tient le maréchal Bazaine investi dans Metz.»

A ces mots, Napoléon laissa tomber ses bras, et dit : « En ce cas, tout est en effet perdu! »

Dans l'après-midi, vers deux heures et demie, le roi se mit à parcourir, avec une suite nombreuse, ce vaste et accidenté champ de bataille, pour saluer le plus de régiments possible.

Je me séparai quelque temps de sa suite, pour m'informer d'un neveu, tombé la veille dans les rangs des dragons de la garde. Je pus ainsi communiquer les résultats de la bataille aux officiers des gardes du corps et des cuirassiers de la garde. On avait négligé pendant vingt-quatre heures de les faire savoir aux troupes postées loin de Sedan.

Le Chancelier parut se trouver bien de cette chevauchée de huit heures; il était rayonnant, bien que les espé-

rances de paix inspirées par la journée de Sedan, eussent été déçues.

Le 5 septembre, nous arrivâmes à Reims. Le 6, à dix heures du soir, le chef voulut se promener dans la rue, pour prendre l'air. Il m'emmena. Il s'informa de mon enfance, s'en fit raconter quelques détails plaisants, et dit : « Avec les meilleures intentions du monde on m'a gâté mon enfance. L'institution Plamann, célèbre à l'époque, était une sorte de maison de correction. » Et, après un court silence : « Il faudra bientôt songer à préparer les puissances à l'idée que nous ne pouvons pas conclure la paix sans Strasbourg et Metz. Il nous faut ces deux forteresses. Non pour rattacher l'Alsace et la Lorraine à l'Allemagne, mais seulement pour augmenter les difficultés d'une nouvelle attaque de la part de la France. On ne nous a déjà pas pardonné Sadowa, on nous pardonnera encore moins nos triomphes actuels, quelle que serait notre magnanimité pour la paix. On en a déjà parlé plusieurs fois à Pont-à-Mousson. Le roi lui-même a écrit dans ce sens à l'empereur Alexandre, de Busancy, avant l'affaire de Beaumont, pour le préparer confidentiellement ; mais il faudra bientôt aussi que nous nous attaquions officiellement à la Russie et aux autres puissances. Au point de vue politique, je ne désire pas l'annexion de la Lorraine ; mais les généraux tiennent absolument à Metz, parce que cette forteresse représente au moins cent vingt mille hommes. »

Pendant les dix jours de notre arrêt à Reims, il y eut beaucoup à faire ; Abeken et moi nous ne pûmes arriver à nous promener un instant hors ville. Là, et puis au quartier général de Meaux, Abeken rédigea deux longues circulaires sur les bases irréductibles de la paix ; le chef

y introduisit une foule de modifications au crayon. Toutes deux furent expédiées à Berlin, afin d'en multiplier les copies à la machine. Vu l'existence de reproductions obtenues au stylographe, on ne s'était pas conformé au règlement de la Chancellerie, qui ordonnait de passer à l'encre les coups de crayon du chef. Au quartier général de Ferrières, le Chancelier découvrit ce défaut dans les dossiers, fit appeler Abeken et moi, et nous dit : « Vous ne tenez pas le bureau en ordre. Nous ne faisons pas un voyage d'agrément. Si vous m'abandonnez tous, et me rendez malade de contrariété, le moment est mal choisi, je serais trop difficile à remplacer en ce moment. »

Ces explosions de mauvaise humeur se répétèrent plusieurs fois au cours des mois suivants. Nous étions tous d'avis d'écouter en silence toutes ses mercuriales, même celles sans fondement aucun, pour ne pas exagérer par une réplique les névralgies de notre chef.

A Ferrières, le 27 septembre, Abeken tomba gravement malade, à la suite de surmenage, disait le médecin principal, Dr de Lauer. Quelques symptômes faisaient conclure à un trouble des organes centraux, à une légère attaque d'apoplexie. Le chef ordonna sur-le-champ de faire venir Bucher pour aider à l'expédition des affaires. Abeken se remit au bout de plusieurs jours, reprit son travail antérieur, et se montra à la hauteur de toutes les tâches; mais son esprit, jadis d'une gaîté ingénue, prit souvent un caractère élégiaque, qui m'inquiétait pour lui.

*
* *

Le 5 octobre, le grand quartier général fut transféré à Versailles.

Le 19 septembre, nos troupes avaient achevé de fermer

un vaste cercle autour de Paris. Il n'y avait que 163 000 hommes sur cette ligne d'investissement, longue d'environ 140 kilomètres. On put augmenter un peu ce nombre, plus tard, mais il n'a jamais dépassé 200 000 hommes. On avait pris ses précautions afin de pouvoir faire affluer de fortes masses de troupes aux points menacés, dès qu'on remarquerait dans Paris des préparatifs de sortie.

Moltke affirmait à cette époque que six semaines d'investissement suffiraient peut-être, pour contraindre à la reddition par la famine; Bismarck avait une idée moins imprécise des ressources économiques de cette énorme agglomération d'hommes; il estimait qu'il faudrait un prompt bombardement avec des pièces de gros calibre, si l'on ne voulait pas perdre plusieurs mois devant Paris. Il s'attendit dès l'abord à un long séjour à Versailles, bien qu'il n'eût pas prévu qu'il durerait cinq mois.

Son logement se composait de deux chambres, au premier étage d'une coquette petite maison dont les fenêtres donnaient de trois côtés sur un beau jardin assez grand. Au rez-de-chaussée, il y avait une salle à manger plus longue que large, et un vaste salon ouvrant sur le jardin; du côté rue, une vaste salle de billard, où s'installa la Chancellerie. Là travaillèrent toute la journée, et le soir souvent jusque vers minuit, Hatzfeldt, Bucher et moi, ainsi que les cryptographes. Au premier et au second étage demeuraient Abeken, le comte Charles, le docteur Busch[1] et le directeur de la Chancellerie, le conseiller aulique Wollmann. Les autres conseillers et cinq cryptographes

[1] Abeken dit dans une lettre du 5 octobre que j'y logeais aussi. Or je cédai la chambre qui m'était destinée au Dr Busch, parce que le chef le faisait appeler plus souvent que moi, pour lancer des dépêches à l'adresse des journaux allemands et anglais.

étaient logés dans le voisinage. On se réunissait aux repas principaux, un déjeuner chaud à midi, et le dîner à six heures. Le chef descendait rarement déjeuner; le soir il venait presque toujours, quand il n'était pas indisposé. Les invitations à la table du roi étaient adressées à lui, comme aussi à ses conseillers, toujours sous la condition expresse que les affaires pressées n'en souffriraient pas. Le chef déclinait généralement cet honneur. La table de la salle à manger était longue, les coins des côtés étroits arrondis. Le chef s'asseyait à l'un de ces côtés, au milieu; à sa droite et à sa gauche se trouvaient presque chaque jour quelques invités, puis sur les deux côtés longs étaient assis les conseillers, et après eux, les commis de Chancellerie. Grâce à Charles, la table était toujours largement pourvue. La vaisselle était en étain. On s'éclairait avec des bougies, fichées dans des goulots de bouteilles.

Outre les fonctionnaires déjà nommés, furent présents à Versailles : M. Delbrück, plusieurs fois, pour quelques jours ou pour des semaines, et à partir de décembre, de façon permanente, Wagener, le premier conseiller du ministère d'État; en janvier s'y ajoutèrent le secrétaire de légation de Holstein, et, pour peu de temps, l'attaché comte de Wartensleben.

Après le repas, les commis de Chancellerie s'éclipsaient, les autres restaient au salon et fumaient. Le 16 octobre, j'y fis placer un meuble qui manquait dans la maison, un piano droit. « Rarement, dit le chef, l'Office extérieur a eu une si bonne idée. » Presque tous les soirs, il se faisait jouer un morceau ou deux, qu'il écoutait en fumant, à moins qu'il n'y eût une conférence politique pressée.

La nuit de Noël, les cryptographes furent également priés de venir au salon. J'y avais dressé un arbre avec des

lumières, et pour tous les gens présents on avait envoyé de la maison des cigares, du pain d'épice, et d'autres petits cadeaux sans valeur. Le chef parut s'amuser comme un enfant de tous ces arrangements ; il m'en remercia cordialement.

Il prenait rarement le temps de faire une promenade à cheval. Sa seule récréation consistait, quand il n'avait pas mal au pied, à arpenter solitairement, la nuit, le jardin qui était enclos de hautes murailles. Abeken le remplaçait d'ordinaire le matin, souvent même le soir, pour les rapports à faire au roi, dont la résidence se trouvait à la préfecture, assez loin de l'Office extérieur. Le Chancelier n'alla au rapport qu'exceptionnellement ; il en était empêché souvent par une indisposition, souvent aussi par un surcroît d'affaires pressées.

On savait que nos troupes en avant de Paris allaient avoir à livrer de rudes combats contre les masses de combattants bien armés, rassemblées par Gambetta, avec une étonnante énergie, au nord, à l'ouest et au sud; et la canonnade du Mont-Valérien, grondant jusqu'à Versailles, nous avertissait journellement des luttes qu'avait à soutenir l'armée d'investissement.

C'est dans cette lourde atmosphère d'orage que Bismarck délibérait sur le couronnement de la constitution, qui devait unir tous les peuples allemands. Lorsqu'il eut déclaré hautement qu'une paix sans la cession de Strasbourg et de Metz, ne serait pas acceptable pour nous, l'Allemagne du Sud reconnut qu'il fallait créer un empire qui pût prendre possession de ces boulevards du Sud.

Dans le courant de septembre déjà, le gouvernement bavarois avait exprimé officiellement le désir de l'accession des états du Sud à la Confédération de l'Allemagne du

Nord. Le ministre d'État Delbrück fut chargé de recevoir à Munich les propositions de la Bavière, mais de ne rien dire qui pût avoir la moindre apparence d'une pression projetée sur les résolutions spontanées de nos fidèles alliés. Un représentant du Wurtemberg vint à Munich prendre part à ces délibérations. Puis Stuttgart manifesta l'intention de poursuivre ces pourparlers à Versailles. En même temps Bade, et bientôt après la Hesse méridionale demandèrent à entrer dans la Confédération du Nord de l'Allemagne. Avant fin octobre, les plénipotentiaires de tous les états de l'Allemagne du Sud arrivèrent à Versailles et délibérèrent avec Bismarck, Delbrück, et en partie avec Roon.

Les ministres bavarois se retirèrent provisoirement, pour ne pas accroître les difficultés des pourparlers avec Bade et la Hesse, qui se terminèrent à la mi-novembre. Alors seulement commencèrent les conférences décisives avec les représentants de la Bavière. Elles coûtèrent au Chancelier trois nuits presque sans sommeil, et furent closes le 23 par la signature de l'accord. Aussitôt après, tard dans la soirée, il vint encore dans la salle à manger, où, par l'effet du hasard, Hatzfeldt et Charles prenaient le thé. Ce dernier me raconta, dans la nuit même, que le chef s'était montré très gai, et qu'il avait parlé avec une visible satisfaction de l'achèvement définitif de l'unité allemande. Il avait ajouté qu'il n'eût peut-être pas été nécessaire de faire tant de concessions à la Bavière. Mais il avait été guidé par le désir de les voir donner leur signature *avec plaisir*. Que des conventions contraintes entre alliés n'avaient point de valeur durable.

Immédiatement après, on termina aussi avec le Wurtemberg, à Berlin. Tous les accords conclus avec les états du

Sud de l'Allemagne se rattachaient à la constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, mais faisaient encore ressortir davantage le caractère fédératif de cette constitution par certains droits particuliers accordés à deux de ces états. Un instrument commun de droit public était institué; manquaient encore les titres correspondant aux besoins politiques pour la confédération nouvelle et son chef suprême. Sur ce point également, la Bavière donna le premier branle, et fit plus tard la proposition décisive.

Le prince Luitpold de Bavière, le prince régent actuel, était venu faire partie du grand quartier général. Son aide de camp, le capitaine comte de Berchem[1], vint me voir le 13 octobre, et me posa confidentiellement cette question : Serait-il opportun, d'après la façon dont je comprenais la situation, que le président de la Confédération reçût la parure de la couronne impériale ? Je répondis qu'à mon su, le Chancelier ne s'était jamais exprimé sur une telle possibilité, mais que j'avais la ferme conviction qu'une démarche dans ce sens auprès de lui serait fort bien accueillie.

Le chef approuva ma réponse. Plusieurs semaines s'écoulèrent, sans qu'on reparlât de ce projet.

Mais, dans les conférences avec les plénipotentiaires bavarois, le Chancelier fit ressortir qu'il serait plus facile à leur roi de concéder certains droits à l'empereur d'Allemagne qu'à son voisin le roi de Prusse. Ils n'avaient pas

[1] Le comte de Berchem, grand propriétaire, admirablement doué comme administrateur, entra plus tard au service extérieur de l'empire, exerça quelques années les fonctions de sous-secrétaire d'État à l'Office des Affaires étrangères, mais rentra malheureusement dans la vie privée, lorsque le prince de Bismarck se retira.

encore reçu pour instruction de s'engager sur ce point, et c'est ainsi que le terme de président de la Confédération fut maintenu.

C'est un fait connu que le prince Luitpold remit, le 4 décembre, à Versailles, au généralissime de la Confédération une lettre dans laquelle le roi Louis exprimait le vœu du *rétablissement de l'empire d'Allemagne et de la dignité d'Empereur allemand;* on sait aussi que le roi Louis demanda, et obtint à cet effet la coopération de tous les membres de la Confédération.

Le Reichstag avait été convoqué le 24 novembre en session extraordinaire ; on déposa devant lui les quatre conventions constitutionnelles, et, bientôt après, une motion du Bundesrath, pour qu'il fût inscrit en tête de la Constitution, au lieu des mots *Confédération allemande*, les mots *Empire allemand*, et qu'on adoptât l'article suivant :

« La présidence de la Confédération revient au roi de Prusse, qui porte le nom d'*Empereur allemand.* »

Cette motion fut adoptée, de même que les conventions qui devaient entrer en vigueur le 1er janvier 1871, à l'unanimité moins les six voix des démocrates-socialistes, auxquelles se joignirent encore vingt-six autres voix pour la convention avec la Bavière.

Puis on décida d'envoyer une adresse au roi, pour le prier de consacrer l'œuvre de l'unification, en acceptant la couronne impériale allemande.

Cette adresse fut présentée, le 18 décembre, à Versailles, par le président Simson, à la tête d'une députation du Reichstag. Le roi remercia, et répondit qu'il ne pourrait se déclarer définitivement qu'après avoir reçu la communication officielle de l'assentiment de tous les membres de la Confédération.

Le soir, les délégués du Reichstag furent invités à la table du roi. Lorsque le Chancelier en revint, il me rencontra par hasard seul au salon, et me dit, en allant de long en large et en fumant : « Cela m'a fait un réel plaisir de causer avec Simson. Il était déjà, en 1849, président de l'Assemblée nationale à Francfort, et c'est à ce titre qu'il apporta à Berlin l'offre de la couronne impériale ; je ne le connaissais pas encore à cette époque. En 1850, il présida de nouveau le parlement d'Erfurt, et j'étais secrétaire sous ses ordres. Il déployait une grande habileté dans la conduite des affaires, mais il avait dans ses allures une solennité qui me prêtait à rire. A l'époque du conflit, il m'a une fois pris à partie d'une façon discourtoise. Mais, comme président du Reichstag de l'Allemagne du Nord, il méritait toute considération, et poussait à la prompte solution des affaires. Par un *caprice charmant du sort*, le même homme était prédestiné à offrir, en 1849, la couronne impériale, au nom de l'Assemblée nationale, et à demander maintenant l'acceptation de la même couronne, offerte par les princes. Simson est un homme très intelligent. Lorsqu'il est venu me voir ici, il m'a réellement intéressé ; je n'en dirai pas autant de la plupart des gens qui viennent chez moi. »

La Constitution de l'Empire allemand entra en vigueur le 1er janvier 1871 ; mais le roi n'avait pas encore pris la dignité d'empereur, qu'on lui proposait de toutes parts. Il ne manquait pas de gens qui demandaient la remise de cet acte solennel jusqu'après la conclusion de la paix. Par exemple, j'entendis Moltke dire un jour que nous devrions d'abord être assurés de la possession de l'Alsace et de la Lorraine, afin que le roi, en revêtant la dignité impériale, pût offrir ces provinces à l'empire *comme cadeau de noces*.

Ce qui l'emporta, ce furent les motifs qu'on avait d'exaucer sans retard les vœux unanimes de tous les alliés et des représentants du peuple. Le jour de fête prussien du 18 janvier fut choisi pour cette solennelle proclamation, bien que l'horizon militaire ne parût pas encore complètement éclairci. Nos troupes avaient sans doute marché de victoire en victoire au nord, à l'ouest et au sud, mais dans le sud-est, près de Belfort, le coup décisif n'était pas encore porté. Une sortie des Parisiens, comme celle qui eut lieu le 19, pouvait aussi troubler la cérémonie du 18.

Toutefois, la supériorité de nos troupes, rompues au métier, sur des masses bien plus nombreuses de combattants braves et bien armés, mais mal exercés, s'était affirmée depuis des mois dans une mesure telle, qu'on croyait dominer la situation d'une façon absolue. Par conséquent, dans son premier acte politique, la proclamation du 18, Sa Majesté l'Empereur put promettre au peuple allemand des frontières *qui donneraient contre de nouvelles attaques la sécurité dont on manquait depuis des siècles.*

Cette solennité s'accomplit, comme on le sait, dans la galerie des glaces du château de Versailles, d'une façon grandiose. Ma joie n'était troublée que par la pâleur extraordinaire du Chancelier. Il souffrait évidemment, et voyait en outre devant lui, en perspective, pour les semaines suivantes, les problèmes les plus épineux.

* * *

Il était difficile d'arriver à la paix, parce que le pays ennemi n'avait pas de gouvernement reconnu, et que ses maîtres du moment ne voulaient pas accorder de con-

ditions acceptables. En septembre, les premières entrevues avec Jules Favre montrèrent qu'on excluait, de parti pris, toute cession de territoire.

Au commencement de novembre, M. Thiers vint à Versailles discuter un armistice de plusieurs semaines. Nous étions disposés à l'accorder sur la base, évidemment défavorable pour nous, du *statu quo* militaire, pour faciliter les élections en vue d'une représentation nationale, qui devait donner à l'autorité du gouvernement existant la sanction indispensable. Mais on ne paraissait pas désirer ces élections à Paris, vu qu'on proposa pour l'armistice une condition inadmissible, à savoir qu'il serait permis d'amener des vivres pendant la trêve. Ces pourparlers n'eurent donc pas non plus de résultat.

Le 9 octobre, Gambetta se rendit de Paris à Tours par la voie de l'air, et déploya ensuite, pour l'organisation de la défense du pays, une activité à laquelle nos officiers du grand état-major payèrent un tribut de sincère admiration. Grâce au mécanisme parfait des administrations préfectorales, s'assemblèrent, avec une rapidité inouïe, des forces considérables, qui partant de différents côtés, devaient exécuter une marche convergente sur Paris, pour rompre la ligne d'investissement.

A Ferrières déjà, Bismarck avait émis l'opinion qu'il fallait bombarder Paris, pour hâter la reddition de la ville; son impatience fut naturellement augmentée par les renseignements sur les nouveaux armements de la France.

Mais Moltke, ainsi que le chef de l'état-major de l'armée de siège, le général (ensuite maréchal) de Blumenthal considéraient comme inefficace le bombardement de la ville avant la prise de quelques forts.

Le 12 octobre, je fus invité à dîner au quartier général du prince royal. Blumenthal m'avait vu dans mon enfance en Poméranie, et m'avait toujours gardé ses bonnes grâces. Il me prit à part, et me dit en confidence : « Dans les semaines qui vont venir, on se disputera beaucoup sur la question du bombardement. J'ai sous ce rapport quelque expérience, et j'affirme que ce serait dépenser ses forces inutilement, que de bombarder une ville aussi étendue que Paris. Sans la possession de quelques forts, nous ne pourrions endommager que quelques maisons des faubourgs avec les canons de la plus longue portée. Or la prise des forts nous coûterait d'énormes sacrifices, quand bien même on les canonnerait au préalable avec de grosses pièces. Les Français ont fait venir de leurs ports une incroyable quantité de pièces de marine, qu'ils ont installées dans les forts et sur les remparts de Paris ; à nous, il nous est impossible d'amener rapidement quelques centaines de pièces avec les munitions nécessaires. La seule voie ferrée disponible s'arrête à Nanteuil, à environ cent kilomètres d'ici. Les chemins vicinaux sont mauvais, il ne faut pas compter trouver actuellement dans ces régions un nombre suffisant de camions convenables. »

Au grand état-major général, même antienne : le bombardement de la ville serait inefficace, si l'on ne commençait pas par tourner contre les forts plusieurs centaines de bouches à feu ; or, pour le moment, impossible de les amener sur les lieux.

Le 18 octobre, Roon et Moltke vinrent trouver le Chancelier. Aussitôt après la conférence, celui-ci souffrit du pied pendant plusieurs jours. J'en conclus que Moltke avait persisté malgré tout dans son refus de bombarder la ville, quoique Roon en fût aussi partisan.

J'appris, il est vrai, que quelques attelages des colonnes de munitions de l'armée de siège avaient été employés à amener de grosses pièces de Nanteuil à Villacoublay, où le parc d'artillerie devait être formé ; mais il fallut cesser, lorsqu'en novembre on considéra que les armées françaises de nouvelle formation pourraient arriver plus tôt que l'armée du prince Frédéric-Charles, devenue disponible par suite de la capitulation de Metz, et alors attaquer notre armée de siège.

Dans ces jours critiques, Bismarck ne perdit pas un moment son imperturbable courage. Il dit plusieurs fois : « Si nous sommes réellement obligés de rétrograder un peu, ce que je ne crois pas encore, nous ferions ensuite un retour offensif d'autant plus vigoureux. »

Dans la dernière semaine de novembre, il adressa au roi un rapport écrit sur l'impression produite en Allemagne et en Angleterre par ce fait qu'on ne bombardait toujours pas la ville, fait qui pourrait bien encourager les dispositions des neutres à intervenir.

Moltke, questionné par une lettre du roi, répondit, d'accord avec Blumenthal, au commencement de décembre, que jusqu'alors il n'avait pas été possible d'amener, avec les moyens de transport disponibles, une quantité suffisante de pièces de siège. Que si le ministre de la guerre voulait s'occuper de réquisitionner, en Allemagne, les voitures nécessaires pour compléter le parc d'artillerie et les munitions, on attaquerait quelques forts.

Sur l'ordre du roi, Roon effectua le transport des moyens d'attaque par la réquisition d'un millier de voitures allemandes. Mais trois semaines se passèrent encore, avant que tout le nécessaire fût sur les lieux.

Le fort avancé du plateau d'Avron dans l'est fut attaqué le 28 décembre, et pris le 29 avec des pertes minimes, bien moins considérables qu'on ne s'y attendait. Le bombardement des forts du sud put commencer le 5 janvier, et insensiblement les batteries lourdes se rapprochèrent un peu de la ville, si bien que mainte bombe vola pardessus la Seine. On prépara aussi une attaque au nord contre Saint-Denis, pour bombarder de là également. Mais avant que ces projets pussent s'exécuter, la famine réduisit les assiégés à capituler.

Lisez le tableau que Jules Favre, dans sa circulaire du 12 janvier[1], trace des effets du bombardement à peine commencé, et vous ne pourrez vous soustraire à la pensée que, si l'on s'était arrangé de façon à exécuter l'attaque plus tôt, avec les mêmes moyens, en la renforçant par le nord, la reddition de la ville aurait probablement eu lieu plus tôt[2].

Le 23 janvier, le ministre français vint à Versailles.

La correspondance échangée avec lui a été souvent reproduite; je me permettrai malgré cela d'en résumer les points principaux, pour y rattacher une appréciation de Bismarck sur le caractère de Favre.

En novembre 1870, avait paru une déclaration de la Russie, où elle refusait de rester liée désormais par les stipulations de la paix de Paris de 1856, qui restreignaient sa liberté d'action dans la mer Noire. Là-dessus, vif émoi de l'opinion publique en Angleterre. Sir Odo Russell vint à Versailles pour débattre cette affaire. Il accepta la pro-

[1] Hahn, *le Prince de Bismarck*, II, p. 212.

[2] Cette hypothèse est soutenue par l'autorité du général de Blume, *Bombardement de Paris*, 1870-1871, *et causes de son retardement;* Berlin, Mittler, 1899, p. 37.

position de Bismarck de faire régler la question par une conférence des puissances à Londres. Le gouvernement de fait à Tours y fut aussi invité par l'Angleterre, et chargea Jules Favre de représenter la France à cette conférence. Le 12 janvier, celui-ci lança une circulaire où il annonçait qu'il se proposait d'élever la voix devant les représentants de l'Europe *pour défendre les principes qui assurent l'indépendance et la dignité de la France.* Ce document parvint à notre connaissance le 15, à Versailles.

Le 13, Jules Favre adressa au Chancelier une demande de sauf-conduit, nécessaire au plénipotentiaire de la France près la conférence de Londres, pour franchir les lignes prussiennes. Bismarck répondit, le 16, que le commandant de l'armée de siège aurait sans doute donné une réponse favorable à une demande de sauf-conduit ; mais que lui-même ne pouvait pas officiellement contribuer à ce qu'un gouvernement, non reconnu encore par la nation française, fût admis par les puissances de l'Europe à représenter la France dans une affaire internationale. D'ailleurs, il se permettait de demander s'il était opportun pour le ministre de quitter Paris dans les conjonctures présentes, pour prendre part à des délibérations sur la mer Noire. La lettre se terminait ainsi :

« Je puis donc à peine admettre que, dans la situation critique que Votre Excellence a tant contribué à créer, vous songiez à vous priver de la possibilité de collaborer à une solution dont la responsabilité repose en partie sur vous. »

Avant le départ de cette pièce, à la rédaction de laquelle j'étais resté étranger, je trouvai par hasard l'occasion de demander au Chancelier si cela ne pouvait pas

avoir de fâcheuses conséquences de donner une leçon à ce ministre étranger, en lui refusant sa demande. Le Chancelier répliqua : « Non ; pour moi, Jules Favre est d'une nature aimable et foncièrement honnête. Je crois que lui-même trouvera qu'il ne lui siérait pas de quitter Paris maintenant, et il ne prendra pas ma notification en mauvaise part. »

Cette prévision se justifia. Lorsque Jules Favre vint à Versailles, pour traiter de la situation de Paris, il remercia le Chancelier, de la façon la plus loyale, de lui avoir rappelé son devoir.

Pour formuler les conditions militaires de la capitulation, le Chancelier consulta les généraux de Kameke et de Stosch, qui se trouvaient justement à Versailles ; ensuite il en conféra avec de Moltke, et après seulement le projet fut porté devant Sa Majesté.

La capitulation fut signée le 28 janvier. Le lendemain, nos troupes firent leur entrée dans tous les forts, et la remise des armes de la garnison prisonnière commença. La garde nationale seulement et 12000 hommes d'infanterie de ligne gardèrent leurs armes pour le service intérieur de la place. On donna libre accès aux convois de vivres.

Après le 26 janvier se tut une voix entendue jour et nuit pendant quatre mois, la voix de messire Baldrian ; c'est ainsi que nos soldats appelaient le Mont-Valérien. Ce silence fit du bien aux nerfs de notre chef, mais son état de santé ne devint pas plus satisfaisant.

Pendant l'armistice devaient se faire les élections à une Assemblée nationale, qui se réunirait à Bordeaux. A celle-ci reviendrait la mission de décider s'il fallait accepter de lourdes conditions de paix, ou continuer les hostilités.

Gambetta décréta la non-éligibilité des anciens impérialistes. Bismarck protesta contre cette mesure ; le gouvernement à Paris s'opposa également à toute limitation de la liberté des élections. Gambetta démissionna, et Thiers fut mis à la tête du gouvernement français.

Il vint le 22 février à Versailles. Les quatre jours de pourparlers avec lui furent très pénibles et très fatigants pour le Chancelier, qui se plaignait sans cesse d'indisposition. Au début, Thiers mettait en avant la menace de l'Europe, qui interviendrait contre de si dures conditions. Devant cette résistance prolongée à ses demandes, Bismarck fit entrevoir le retour de Napoléon, dont le règne avait reçu une nouvelle consécration par un plébiscite de tout le pays, datant à peine de mai 1870. Ce monarque ne pouvait-il pas compter absolument sur l'attachement de sa garde, et constituer avec les autres troupes prisonnières une armée dévouée ? Le 23, Thiers consentit à la cession de Metz et de Strasbourg. Lorsque la demande d'une indemnité de guerre de cinq milliards de francs vint en discussion, il s'écria : *Mais c'est une indignité.* Bismarck se mit à parler allemand, et proposa de faire appeler un interprète, vu qu'il était fatigué. Après un court silence, il dit que sa connaissance de la langue française n'était pas assez approfondie pour lui permettre de comprendre les dernières paroles de M. Thiers. Celui-ci ne les répéta point, et la discussion continua.

A peu près huit jours auparavant, le Chancelier avait appelé à Versailles le comte Guido Henckel de Donnersmarck, en relation d'affaires avec de grandes maisons de banque de Paris, administrateur de la préfecture messine ; de même M. Bleichröder. Il voulait préparer quelques princes de la finance à la demande de cinq milliards. Tous

deux furent d'avis qu'il ne serait pas impossible de trouver cette somme en quelques années.

Enfin la paix préliminaire aboutit dans les conditions voulues. Le soir du 25, Bucher sténographia le traité, que dictait le chef; Hatzfeldt le traduisit sur-le-champ en français. Le 26, au matin, cet instrument fut approuvé par le roi, et, dans l'après-midi, vers cinq heures, signé par Thiers et Jules Favre, et, du côté allemand, par les ministres de la Bavière, du Wurtemberg et de Bade. Abeken se rendit aussitôt chez le roi, puis chez le prince royal, pour les informer de la signature; j'eus le plaisir de libeller les télégrammes du chef, relatifs à cet événement.

Le ministre bavarois, comte de Bray, le comte de Henckel et M. Bleichröder vinrent à dîner. Après le départ de ses convives, à huit heures et demie, le chef me fit jouer d'abord la marche de Hohenfriedberg[1], et puis bien d'autres morceaux. Apportèrent leurs félicitations : les aides de camp du roi, comte de Lehndorff et prince Radziwill; plus tard aussi Moltke, avec lequel mon chef avait été d'accord sur toutes les questions pendantes depuis la capitulation de Paris.

La ratification du traité de paix par l'Assemblée nationale de Bordeaux fut obtenue bien plus vite qu'on ne s'y attendait, le 1er mars.

Le même jour, le chef donna un dîner aux ministres des états de l'Allemagne du Sud à Saint-Germain, sur la terrasse, d'où l'on découvre la belle vallée de la basse Seine. A l'aller comme au retour, j'étais assis à côté de lui; il était

[1] Le roi Frédéric II fit cadeau de cette marche au régiment des dragons de Bayreuth, en reconnaissance de ses extraordinaires exploits à Hohenfriedberg. Le régiment des cuirassiers poméraniens en hérita; il est encore à ce jour le seul autorisé à la faire jouer.

d'humeur joviale ; la réussite de l'œuvre de paix semblait l'avoir débarrassé des névralgies dont il avait cruellement souffert pendant les longs pourparlers avec Thiers et Jules Favre.

Ce fut toujours un nouveau sujet d'étonnement pour moi, que ses souffrances physiques n'influençassent jamais ni son jugement ni sa force de volonté.

Le 9 mars, il rentrait à Berlin ; avec lui tous les conseillers de l'office des Affaires étrangères, à l'exception d'Abeken, qui ne revint que le 17, dans la suite du roi.

* * *

Pendant le voyage, je reçus par dépêche la nouvelle de mon élection de député au Reichstag dans le cercle de Kœnigsberg-Neumark. Ma femme y possédait une terre, dont l'administration était dirigée par mon beau-père Patow. Il en avait profité pour gagner quelques électeurs appartenant au parti vieux-libéral, qui, pour des raisons personnelles, avaient, lors des élections au Landtag, en 1867, voté contre les candidats conservateurs, et causé ainsi l'élection d'un chef du parti progressiste. On présuma que ces électeurs ne voteraient pas contre moi, et on me pria de poser ma candidature pour l'élection au Landtag, fixée à novembre 1870. Je quittai Versailles pour quelques jours passés dans le cercle de Kœnigsberg-Neumark, et fus élu par une petite majorité, formée de conservateurs et de vieux-libéraux. Ce succès entraîna mon élection au Reichstag dans les premiers jours de mars.

Le Chancelier avait fait des vœux pour mon élection. Quand je la lui annonçai, il me dit : « Peu m'importe à quel groupe vous vous rallierez ; je sais que vous voterez

pour moi, chaque fois que vous le pourrez. » Je me joignis aux conservateurs libéraux.

Le premier Reichstag allemand fut ouvert le 21 mars. Le discours du Trône, lu par Sa Majesté l'Empereur, produisit une impression profonde.

Au jour de l'ouverture du Reichstag, l'Empereur éleva le comte de Bismarck à la dignité de prince; environ trois mois après, il lui fit cadeau d'une terre ducale, sise dans le bailliage lauenbourgeois de Schwarzenbeck, domaine connu sous le nom de Friedrichsruhe.

Pendant les premières semaines de la session du Reichstag, le Chancelier avait été retenu principalement par le règlement des relations franco-allemandes, rendu très difficile par suite de la révolte de la Commune de Paris, éclatée le 18 mars. Enfin, lorsque après conclusion du traité de paix définitif, il revint de Francfort, et apparut au Reichstag, le 12 mai, toute l'Assemblée se leva d'instinct, comme pour le féliciter de l'heureux achèvement de sa grande œuvre.

Pendant le congé pascal du Reichstag, il me fit venir et me dit :

« Busch est un brave garçon, mais son style est trop *terre à terre* pour la direction de la presse dans le nouvel empire. Et puis, il n'est pas assez instruit. Procurez-moi un homme, familier avec le droit politique et le droit canon, et qui ait quelques intelligences dans la presse quotidienne. »

Je répondis : « Je n'en connais qu'un remplissant ces conditions, c'est mon condisciple Aegidi, maintenant professeur agrégé à l'Université de Bonn; vous avez pu le remarquer, lorsqu'il était député au Reichstag de l'Allemagne du Nord. »

« Oui, oui, dit le prince, je l'ai vu également en France. Demandez-lui s'il veut venir. »

Au bout de quelques jours, je pus répondre par l'affirmative, et priai le prince de ne nommer mon camarade à ces fonctions, qu'après l'avoir examiné de près à Varzin. Ce qui fut fait. En juin, Aegidi demeura quelques jours à Varzin, et entra bientôt au service de l'Office des Affaires étrangères, en qualité de directeur du bureau de la presse[1].

Pendant la première session du Reichstag, qui fut close le 12 juin, cinq soirées parlementaires, dans le genre de celles décrites auparavant, amenèrent les députés dans les salons de réception de l'Office des Affaires étrangères.

En mai, le prince écrivit à Oscar de Redwitz, qui lui avait envoyé son *Chant du Nouvel Empire allemand*, les mots suivants, déjà publiés, il est vrai, ailleurs, mais nullement déplacés ici :

« ... Je vous tends la main avec joie, comme à un collaborateur à l'édification de l'empire. Vous l'avez été depuis longtemps, car toute parole de poète, répercutée au

[1] Le Dr Busch fut laissé libre de rester en sous-ordre, ou de chercher une autre position, avec la retraite qui lui avait été promise en février 1870, et dont le montant s'élevait aux trois cinquièmes de son traitement. Il prit le premier parti, et resta encore près de deux ans à l'Office des Affaires étrangères. Dans ses Éphémérides, publiées après le décès du prince, il a édité quelques calomnies étranges contre moi, qu'il supposait être l'auteur de sa disgrâce, en se référant presque toujours à de prétendus racontars de Bucher, déjà mort à l'époque. Je n'ai eu connaissance de ces détails qu'après sa mort, à lui, et n'ai donc pu lui en demander satisfaction.

Ce n'est pas le lieu ici de réfuter ses assertions ; je n'en aurais même pas parlé, sans la remarque que j'ai à faire à ce propos, que l'étonnante légèreté de ses dires sur mon compte réduit sensiblement à mes yeux la créance méritée par ses renseignements sur le prince de Bismarck.

nord comme au sud, favorise la communauté de sentiments du peuple d'Allemagne.

« Mais maintenant ce chant, que le barde méridional met dans la bouche du vieux héros du nord, champion de la liberté allemande, m'arrive comme un vigoureux écho de la voix de la nation ; de même que c'est la double tâche du poète d'être l'interprète de son peuple, et de lui prêter son propre enthousiasme, de même je vois dans le *Chant du nouvel Empire allemand*, non seulement un beau témoignage de l'égale satisfaction inspirée au nord et au sud par l'unité de cet empire, mais en même temps un franc et vigoureux acte de l'esprit, pour aider à réaliser une vivante unité dans la riche variété de la vie intellectuelle de l'Allemagne. La nation entendra, dans une édifiante allégresse, les paroles du poète, qui donne une expression si fidèle, si vivante à ses douleurs, comme à son enthousiasme, et, avant tout, à son pieux et filial dévouement pour l'Empereur et l'Empire ; elle réalisera ce qui n'est encore que prophétie dans votre chant. Travaillons-y chacun dans notre sphère, et ne nous lassons pas au service de la patrie. »

*
* *

Au commencement d'août, je fus appelé pour affaires à Varzin, et y passai une semaine de tranquillité, loin de la politique. Le prince, quoique occupé à faire une cure d'eau de Carlsbad, se trouvait relativement bien. Il parlait souvent du grand plaisir que lui donnaient son parc et ses futaies. Dans le parc, d'une étendue de quelques centaines d'arpents, il avait fait tracer des chemins qui passaient près des vieux arbres les mieux développés, et

le long de petites prairies cachées dans les bois; de même un sentier reliant le parc à la forêt voisine, avait été, par ses soins, bordé de plusieurs rangées de sapins qui protégeaient contre le vent. En passant à cheval devant un complant nouveau, il dit : « Quand mes actes politiques seront depuis longtemps oubliés, cette plantation sera la preuve que j'ai existé. » J'observai que le contraire aurait lieu. « Dans un siècle, dis-je, quand ces arbres ne seront plus là, votre action politique apparaîtra aux hommes plus grande qu'aujourd'hui. »

Je fus encore une fois frappé de la persistance avec laquelle il dédaignait de se garantir contre la pluie à la façon des citadins. A mon su, il n'a jamais eu l'idée d'ouvrir un parapluie, ou de mettre des socques. Il ne montait que dans des voitures découvertes.

Il n'aimait plus la musique à cette époque, parce que les airs lui revenaient, et troublaient son sommeil.

L'idylle de Varzin fut brusquement interrompue par une communication du général de Manteuffel, devenu un célèbre stratège. Il annonçait qu'il avait conclu avec le ministre des finances français, Pouyer-Quertier, une convention d'une portée considérable. Le Chancelier jugea que le général avait passé les bornes de sa compétence. Il crut nécessaire d'aller en parler au roi le plus tôt possible, et pensa qu'il serait utile de pourvoir au poste d'ambassadeur à Paris. La princesse avait l'intention de faire une cure à Reichenhall avec la comtesse Marie. Nous partîmes ensemble pour Berlin. Le 13, ma femme et moi nous eûmes la joie de voir à dîner chez nous le Chancelier, sa femme et sa fille. Le 14 au soir, on prit le train pour Munich. Le prince et sa famille montèrent dans le wagon-salon, cadeau récent du syndicat des chemins de fer alle-

mands ; moi, je m'installai dans le wagon voisin, avec un commis cryptographe.

A minuit, on fit une ovation au Chancelier de l'Empire à la gare de Leipzig. Il remercia l'orateur, rappela qu'il avait aussi dans les veines une goutte de sang de professeur de Leipzig[1], et poussa un vivat en l'honneur du roi de Saxe.

Lorsque, dans l'après-midi suivante, le train entra dans Munich, le prince trouva à la gare le grand écuyer, comte de Holnstein, qu'il connaissait de Versailles. Celui-ci mit à notre disposition quelques voitures de la cour, pour nous transporter à l'*Hôtel des Quatre Saisons*. Sur la place, devant la gare, se trouvaient par hasard une foule de gens qui, en reconnaissant le prince, firent entendre des acclamations. Au dîner, donné par le comte Holnstein, vinrent les ministres de Pfretschner et de Lutz, de même que le conseiller d'État de Daxenberger. Le soir j'eus des affaires à expédier.

Le lendemain, avant le départ, je demande la note ; l'hôtelier survient, en habit noir et cravate blanche, et me dit : « Vu les énormes services rendus par le prince à l'Allemagne, et surtout à l'Allemagne du Sud, il m'est impossible d'accepter quelque rétribution que ce soit de lui et de sa suite ; je ne demande qu'une chose, c'est que chacun inscrive son nom, de sa propre main, dans le registre des étrangers. » Ce désir était facile à satisfaire. Sur l'ordre du prince, je remis alors à l'aimable hôtelier vingt cinq thalers pour les distribuer à ses gens.

On avait préparé trois wagons-salons pour notre départ ; au wagon-salon du prince on en avait accroché deux

[1] Le professeur de droit Mencke fut le grand-père de sa mère.

autres, à sa disposition; grâce à leurs baies vitrées, nous pûmes aisément contempler les magnifiques paysages qui se trouvent entre Munich et Salzbourg. A toutes les stations bavaroises, les vivats étaient si cordiaux, et les gens avaient l'air si réjoui et si amical, que le prince en éprouva une joie véritable.

A Salzbourg, à l'*Hôtel de l'Archiduc Charles*, on nous donna, à sa grande satisfaction, les chambres que nous avions déjà occupées plusieurs fois en 1864 et 1865.

Le 17, les dames partirent pour Reichenhall, le chef avec moi pour Gastein, où l'on avait de nouveau retenu un logis à l'*Hôtel Straubinger*. Nous arrivâmes le soir à neuf heures; le Chancelier se présenta chez l'empereur.

Le lendemain, mon ami Abeken, qui faisait partie de la suite de l'empereur, vint me chercher pour la promenade matinale habituelle.

Le Chancelier impérial d'Autriche, comte de Beust, faisait une cure, qui allait prendre fin dans quelques jours. Le chef s'entendit rapidement avec lui sur tous les points de la situation politique.

Le 18 août, c'était l'anniversaire de naissance du souverain du pays ; aussi le comte de Beust et le baron de Hofmann parurent-ils à la table de l'empereur, dans ce qu'on appelle le château des Bains.

La convention conclue par Manteuffel avec Pouyer-Quertier ne fut pas ratifiée par l'empereur; mais le comte Harry d'Arnim vint pendant deux jours à Gastein recevoir ses instructions pour le poste d'ambassadeur à Paris.

La suite du roi ne se composait que de personnes y ayant appartenu pendant la guerre, et dont la plupart avaient déjà, en 1864 et 1865, assisté aux semaines de Gastein. Je cite les généraux de Podbielski et de Tres-

kow, le colonel d'Albedyll, les aides de camp, comte Lehndorff et d'Alten, le conseiller de cabinet de Wilmowski, et le médecin ordinaire Dr de Lauer. Tous ces messieurs se distinguaient, chacun à sa façon, par l'amabilité du caractère.

Le chef prenait des bains chauds, et se portait assez bien. Il s'asseyait presque tous les jours à la table impériale, au dîner. Nous étions considérés, lui et moi, comme faisant partie de la suite du roi. Souvent, par le beau temps, l'empereur dînait en plein air, près du chalet suisse, qui, situé au-dessus de Hofgastein, offre un coup d'œil d'ensemble sur la verdoyante vallée qu'arrose l'Ache. Sa Majesté et les officiers parlèrent maintes fois, d'un ton simple, modeste même, des événements de la dernière campagne ; on rappelait la grande bravoure des troupes françaises, inférieures en nombre et mal dirigées, parfois aussi des prestigieux efforts de Gambetta et du peuple armé en masse. Le Chancelier écoutait avec plaisir, mais y mêlait rarement sa voix. Chacun des assistants se sentait fier d'appartenir à cette Table Ronde, et de pouvoir écouter les paroles sans apprêt de l'incomparable et victorieux souverain.

Le 1er septembre, l'empereur me demanda, avant de passer à table : « Avez-vous vraiment assisté à la journée de Sedan ? » Je répondis qu'Abeken et moi nous avions été retenus à Vendresse par les écritures à faire, et n'étions venus à Donchery que le soir. Avant la fin du repas, l'empereur se leva, son verre plein à la main, et s'écria : « Je bois à la prospérité de l'armée, qui a fait de si grandes choses il y a un an, je bois à la santé de tous ceux qui y ont contribué par l'épée et par la plume ! »

La princesse nous envoyait souvent de bonnes nou-

velles de Reichenhall. Elle y voyait journellement le comte Hermann Keyserling, à qui était resté son sobriquet d'étudiant, *Flesch*, et sa fille. C'est à cela que se rapportent les lignes suivantes d'une lettre du 28 août :

« L'intimité de nos relations avec les Flesch est grande, et embellie encore par la présence de Bill (depuis avant-hier), dont nous jouirons sans doute huit jours, au comble du bonheur. C'est mon fils, c'est vrai, — mais je ne puis m'empêcher de dire : c'est réellement un garçon aimable et charmant. »

Le 6 septembre, l'empereur, suivi par nous, partit à Salzbourg, où l'accueillit l'empereur François-Joseph. Le soir, dîner au château ; y assistèrent : comte Beust, comte Andrassy, le ministre de l'Intérieur, comte Hohenwart, le baron Hofmann, et notre ambassadeur à Vienne, le général de Schweinitz. Le lendemain, le dîner se fit déjà à quatre heures et demie. Après dîner, on partit pour le château archiducal de Klessheim, situé à l'ouest de Salzbourg. A la nuit tombante, on vit là, du haut d'une large terrasse, des feux de joie s'allumer sur les montagnes, à l'est et à l'ouest. Sur la plus haute cime, l'Untersberg, brûlaient jusqu'à l'extrémité du pic, environ trente feux ; à droite le Hohenstaufen et deux autres montagnes portaient aussi des masses éclairantes ; sur le Gaisberg, à l'est de Salzbourg, brûlaient les feux les plus nombreux, depuis la pointe la plus haute jusque dans toute la largeur du versant. D'énormes tas de bois devaient flamber partout, sans quoi la lueur n'aurait pas pu s'étendre à une distance de plusieurs lieues. Ce spectacle, absolument grandiose, pour lequel je ne trouve pas de point de comparaison, nous suivit dans cette nuit étoilée sur tout le chemin du retour au château impérial.

La vaste étendue des vallons était plongée dans de profondes ténèbres ; les feux de joie, planant au-dessus, annonçaient le magnanime oubli de rancunes plus que centenaires, ils exprimaient les joyeux souhaits de bienvenue du puissant empire danubien. C'est ainsi que commença la réalisation des perspectives que le regard prophétique de Bismarck avait entrevues aux jours douloureux de Nicolsbourg : au-dessus des sombres labyrinthes du présent, au lointain zénith, l'astre brillant de l'amitié, et de fécondes années de paix.

Le 8, l'empereur Guillaume passa par Berlin pour se rendre à Bade. Abeken continua à le suivre. Le chef partit pour Reichenhall en voiture découverte avec Beust ; je le suivis par le train.

Devant l'hôtel Burkert, où demeurait aussi la princesse, on donna une aubade, le soir, et un bon orateur présenta des compliments au prince d'une façon cordiale. Celui-ci, dans sa réponse, affirma que, d'après ce qu'il avait vu dans les dernières semaines en Autriche, nos rapports avec l'empire voisin seraient désormais les meilleurs du monde, et il termina par un vivat au roi de Bavière. Puis vint un feu d'artifice.

Les bains de Gastein et les fêtes de Salzbourg avaient tellement fatigué le chef, que, pendant huit jours, il ne voulut voir personne. Je fus donc obligé encore une fois d'écouter et de consoler, dans la mesure du possible, des personnes qui avaient fait de longues traites pour venir causer avec lui.

Le 19, il retourna à Berlin. Avec ce voyage prit fin pour moi la possibilité d'en narrer sur son compte plus que n'en sait n'importe quel lecteur de journaux. Mon mariage avait, cela va de soi, considérablement restreint mes

visites. Aussi, je disais que, désormais, je pourrais me rendre plus utile dans un poste à l'étranger qu'à Berlin.

Le Chancelier corrobora cette pensée, en m'apprenant soudain, le 10 mai 1872, qu'il se proposait de m'envoyer à Rome en qualité de ministre au Saint-Siège. Naturellement, je ne demandais pas mieux que d'essayer de diminuer, si possible, par mon action personnelle, la tension alors existante entre Berlin et le Vatican. Cependant, il y eut des empêchements politiques ; le poste resta vacant près de dix années.

Le 18 mai, le prince indisposé partit pour Varzin, et y resta tout l'été. Bucher et le comte Charles firent le service auprès de lui; je n'eus affaire à Varzin que le 16 et le 17 juillet.

Le 28 juillet, le prince et la princesse célébrèrent sans bruit leurs noces d'argent. A cette occasion, ma femme et moi nous envoyâmes à Varzin un bouquet de myrtes d'argent et de roses. La princesse nous en remercia dans une lettre qui se terminait par ces mots :

« Recevez encore une fois mes remerciements les plus cordiaux pour vos roses, vos myrtes et vos lettres, présentez mille et mille compliments à votre Hedwige, et restez toujours pour nous ce que vous avez été vingt-cinq années, un cher et fidèle ami. Dieu vous garde ! »

Le 8 août, Abeken succombait à une nouvelle attaque du mal qui l'avait déjà frappé en septembre 1870, conséquence de son ardeur infatigable au travail. On n'oubliera jamais que, pendant les années qui devaient décider du sort de l'Allemagne, ce fut Abeken qui tissa magistralement les fins réseaux des innombrables notes et dépêches inspirées par son maître, et que, dans cette sphère d'action, il trouva la mort du soldat pour la patrie.

En septembre, je fus, sur la proposition du Chancelier, nommé ministre à Constantinople. Appelé à Varzin, afin d'y recevoir les instructions verbales pour l'Orient, j'y demeurai du 5 au 7 octobre. C'étaient de chaudes journées d'automne, égayées par le soleil ; pas d'étranger présent. Dans de longs entretiens, on rappela mainte époque vécue en commun avec moi.

En réalité, c'était à la princesse seule que je devais mon entrée dans la maison, et tout le bonheur qui en était résulté pour moi. Quand je voulus faire ressortir ce souvenir, on nia amicalement son importance ; comme le disait le prince, pour une amitié si longue, si riche en événements, les circonstances fortuites des relations premières passaient au second plan.

Dans une longue promenade en voiture à travers les bois, il résuma les périodes principales de sa vie politique :

« *Ultra-prussianisme* avant 1851 ;

« Années d'apprentissage, à Francfort pour la politique allemande, à Saint-Pétersbourg et à Paris pour la politique européenne ;

« Lutte contre le Landtag pour le régime royal ;

« Évolution de la question du Schleswig-Holstein et de la question allemande en même temps ;

« Guerre en Bohême et en Allemagne ;

« Rapides conclusions de paix à Nicolsbourg et à l'intérieur ; peut-être ses services les plus méritoires ;

« Confédération de l'Allemagne du Nord, parlement douanier ;

« Guerre en France ; achèvement de l'unité allemande, empire, conquête de sûres frontières à l'Occident ;

« Amitié pleine de promesses avec l'Autriche-Hongrie. »

Lorsque la voiture entra dans la cour, il ajouta :

« D'après la volonté de Dieu, le nécessaire a été obtenu pour l'Allemagne. Mais sans cesse il se présente de nouveaux risques, de nouvelles défectuosités qu'il faut tâcher de guérir, quand bien même on ne peut pas savoir si la cure réussira. J'aspire souvent au repos ; mais pour moi il ne saurait y avoir de repos. »

Je pris congé, rempli d'une gratitude et d'une vénération sans bornes pour le bienfaiteur de la patrie.

TABLE DES MATIÈRES

I. A Berlin et en Poméranie (1846-1853). 1
II. Francfort (novembre 1853 — janvier 1859) 38
III. Opinions musicales (1853-1871). 56
IV. Saint-Pétersbourg (1859-1862) 63
V. Berlin (septembre 1862 — novembre 1863) 88
VI. Entente avec l'Autriche. Guerre du Danemark (novembre 1863 — juillet 1864) 123
VII. Lente désagrégation de l'alliance autrichienne. Convention de Gastein (août 1864 — août 1865). . . 152
VIII. Septembre 1865 à juin 1866. Mersebourg. — Lauenbourg. — Biarritz. — Fin de l'alliance autrichienne. — Convention avec l'Italie. — Proposition d'un parlement à la Diète. — Mobilisations 202
IX. Fin de la Confédération germanique. Guerre et paix. Juin à septembre 1866. 249
X. Septembre 1866 jusqu'à octobre 1867. Putbus. — Fondation de la Confédération de l'Allemagne du Nord. — La question luxembourgeoise. — Réforme du Zollverein. — Varzin. — Ouverture du Bundesrath. — Séance d'automne du Reichstag. 286
XI. Difficultés au parlement avec tous les partis. — In-

dispositions répétées. — La question de l'élection au trône d'Espagne. — Déclaration de guerre de la France 349

XII. Août 1870 — octobre 1872. En France. L'Empire allemand. La paix. Le Reichstag. Varzin. Gastein et Salzbourg. Fin 408

ÉVREUX, IMPRIMERIE DE CHARLES HÉRISSEY

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES
LIBRAIRIE PAUL OLLENDORFF
50, CHAUSSÉE D'ANTIN. — PARIS

COLLECTION GRAND IN-8° CARRÉ A 7 fr. 50 LE VOLUME.

COTTIN (PAUL). — **Toulon et les Anglais en 1793**, ouvrage couronné par l'Académie française . . . . 1 vol.

HÉRISSON (COMTE D'). — **Souvenirs intimes et notes du baron Mounier, secrétaire de Napoléon Ier** . . . . 1 vol.

LACROIX (CLÉMENT DE). — **Souvenirs du comte de Montgaillard, agent de la Diplomatie secrète pendant la Révolution, l'Empire et la Restauration,** publiés d'après des documents inédits . . . . 1 vol.

MASSON (FRÉDÉRIC). — **Napoléon et les Femmes.** (23e édition revue et augmentée.) . . . . 1 vol.

MASSON (FRÉDÉRIC) et BIAGI (GUIDO). — **Napoléon Inconnu.** *Papiers inédits (1786-1793) accompagnés de notes sur la jeunesse de Napoléon (1769-1793),* par FRÉDÉRIC MASSON. 2. vol.

MASSON (FRÉDÉRIC). — **Napoléon et sa Famille,** t. Ier (1769-1802). 1 vol.

MASSON (FRÉDÉRIC). — **Napoléon et sa Famille,** t. II (1802-1805). 1 vol.

MASSON (FRÉDÉRIC). — **Napoléon et sa Famille,** t. III (1805-1807). 1 vol.

MASSON (FRÉDÉRIC). — **Napoléon et sa Famille,** t. IV (1807-1809). 1 vol.

MASSON (FRÉDÉRIC). — **Joséphine de Beauharnais.** (1763-1796). 1 vol.

MASSON (FRÉDÉRIC). — **Joséphine Impératrice et Reine** (1804-1809) 1 vol.

MASSON (FRÉDÉRIC). — **Joséphine répudiée**(1809-1814) . . . . 1 vol.

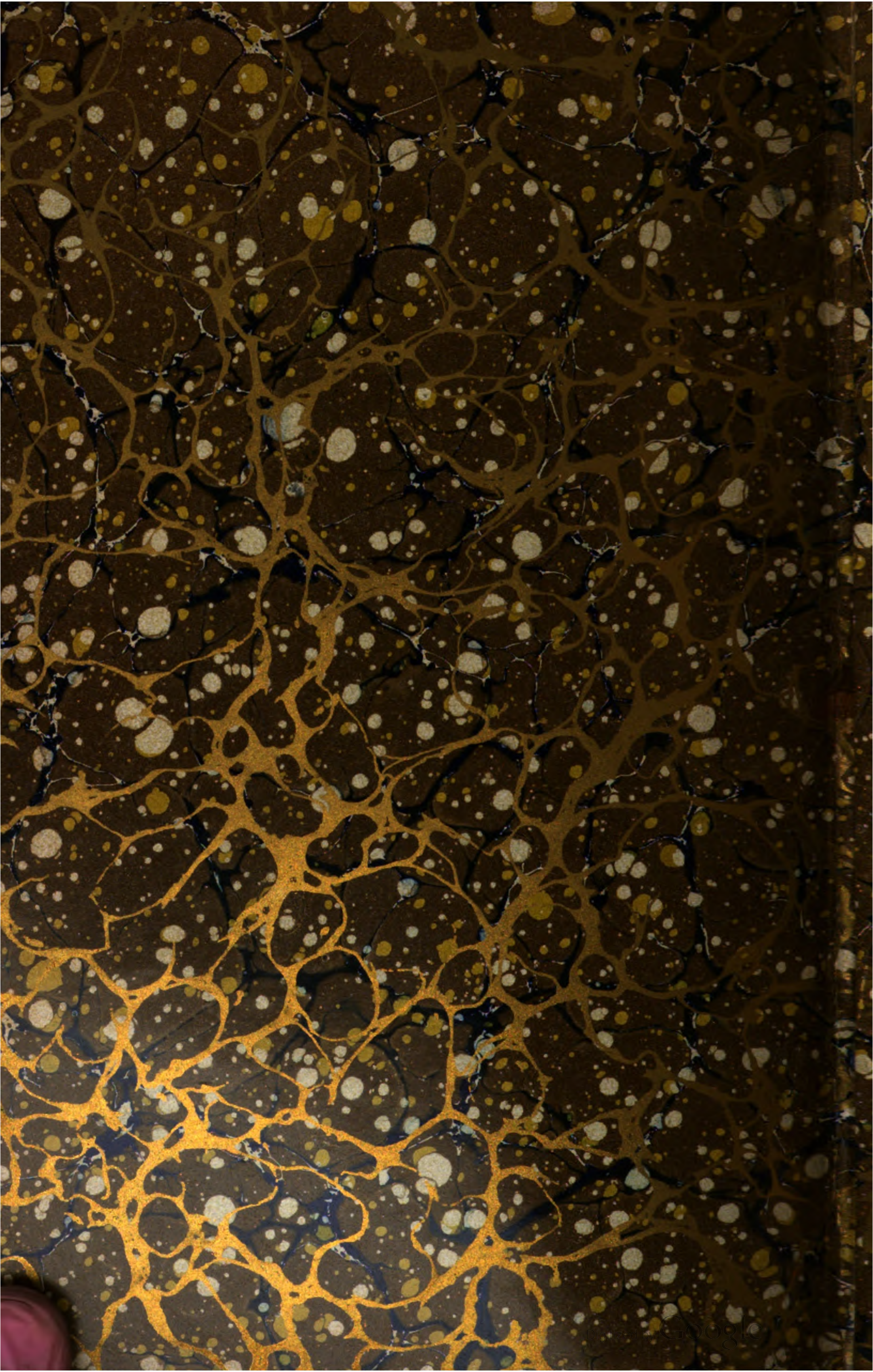
PILS. — **Journal de marche du grenadier Pils.** Recueilli et annoté par RAOUL DE CISTERNES. Nombreuses illustrations. . . . . 1 vol.

P.-J. PROUDHON. — **Commentaire sur les mémoires de Fouché,** suivi du Parallèle entre Napoléon Ier et Wellington . . . . 1 vol.

VIGIER (le Comte). — **Davout, Maréchal d'Empire** (1770-1823), avec une introduction de FRÉDÉRIC MASSON, ouvrage couronné par l'Académie française . . . . 2 vol.

WOLSELEY (LE MARÉCHAL VICOMTE). — **Le Déclin et la Chute de Napoléon.** Portrait de Napoléon et cartes hors texte. . . . . 1 vol.

ÉVREUX, IMPRIMERIE DE CHARLES HÉRISSEY





This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.
A fine of five cents a day is incurred by retaining it beyond the specified time.
Please return promptly.

